

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
2.	2018-DAEC-155	Décret Dekret	Octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en conformité des arrêts de bus situés en bordure de routes cantonales avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés <i>Verpflichtungskredit für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Jean-Daniel Wicht Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I
3.	2018-DICS-39	Loi Gesetz	Modification de la loi sur la scolarité obligatoire et de la loi sur la pédagogie spécialisée <i>Änderung des Schulgesetzes und des Gesetzes über die Sonderpädagogik</i>	2e lecture <i>2. Lesung</i>	Philippe Demierre Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I
4.	2018-DIAF-27	Décret Dekret	Naturalisations 2019 - Décret 1 <i>Einbürgerungen 2019 - Dekret 1</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Andréa Wassmer Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2018-GC-141	Motion <i>Motion</i>	Modification de la loi sur l'exercice des droits politiques : un permis C doit suffire afin de participer au bureau électoral <i>Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte: Ein C-Ausweis muss reichen, um in einem Wahlbüro mitwirken zu können</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Eliane Aebischer Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Elias Moussa Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2018-GC-99	Motion <i>Motion</i>	Modification de la Constitution cantonale (art. 42, al. 2 et 46, al. 1 - Initiative populaire et référendum) <i>Änderung der Kantonsverfassung (Art. 42 Abs. 2 und 46 Abs. 1 – Volksinitiative und Referendum)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Bruno Marmier Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> André Schoenenweid Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

12 h 00-14 h 00: visite du nouveau site des TPF, à Givisiez, suivie d'une agape
12.00-14.00 Uhr : Besuch des neuen TPF-Zentrums in Givisiez (mit anschliessendem Imbiss)



Message 2018-DAEC-155

18 décembre 2018

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en conformité des arrêts de bus situés en bordure de routes cantonales avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 21 228 000 francs pour la mise en conformité avec la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand) des arrêts de bus situés en bordure de routes cantonales.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Introduction	1
2. Méthode d'évaluation	2
2.1. Principe de proportionnalité et rapport utilité-coûts	2
2.2. Evaluation de la nécessité de mettre en conformité (utilité)	2
2.3. Evaluation des coûts	2
3. Résultats de l'évaluation des arrêts de bus	3
3.1. Rapport utilité-coûts minimal et critère de «desserte minimale»	3
3.2. Nombre d'arrêts le long des routes cantonales à mettre en conformité	4
4. Montant nécessaire	4
5. Autres aspects	5
5.1. Suivi des travaux	5
5.2. Répercussion sur les communes	5
5.3. Autres aspects légaux	5
5.4. Eurocompatibilité	5
6. Conclusion	5

1. Introduction

La loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés¹ (LHand) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Elle a pour but de prévenir, de réduire ou d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées. En ce qui concerne plus spécifiquement les transports publics, les constructions, installations et véhicules qui sont déjà en service doivent être adaptés aux besoins des personnes handicapées au plus tard 20 ans après l'entrée en vigueur de la loi.² Une telle adaptation inclut les arrêts de bus.

Le canton de Fribourg compte 1456 arrêts de bus³. 739 sont situés le long des axes cantonaux et 717 le long de routes communales. Seule une petite partie respecte les exigences de la LHand. Une mise en conformité est nécessaire. Elle bénéficiera non seulement aux personnes handicapées mais, plus largement, aux personnes à mobilité réduite pouvant résulter de différents facteurs (maladies, accidents, vieillissement, situations ponctuelles comme en connaissent les femmes enceintes, les personnes accompagnées d'enfants ou ayant un bagage lourd).

La loi sur les routes (LR) du canton de Fribourg précise que le propriétaire de la route est en charge de la construction et de l'entretien des arrêts de bus et assume les coûts y afférents. Ce principe vaut également pour la mise en conformité LHand

¹ Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (loi sur l'égalité pour les handicapés LHand).

² Art. 22 al. 1 LHand.

³ Généralement il y a deux arrêts au même endroit, un dans chaque sens de circulation; il y a donc plus de 700 «lieux» d'arrêts de bus.

de ces arrêts: elle est à la charge du canton pour les arrêts situés le long des axes cantonaux et des communes pour ceux situés le long des routes communales.

Dans un souci de synergie d'utilisation des ressources et afin de mettre à disposition des communes un outil d'aide à la décision, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) a mandaté une étude¹ portant sur l'ensemble des arrêts de bus présents sur le territoire fribourgeois. Les résultats concernant les arrêts sous la responsabilité des communes sont cependant des recommandations non contraignantes.

Cette étude se base sur une méthode d'évaluation qui a déjà été appliquée par d'autres cantons dans le domaine de la mise en conformité LHand des arrêts de bus. Son but est d'identifier les arrêts à assainir afin que le canton de Fribourg respecte les dispositions fédérales en la matière. En effet, la LHand prévoit un principe de proportionnalité.

2. Méthode d'évaluation

2.1. Principe de proportionnalité et rapport utilité-coûts

La LHand² stipule, sans plus de précision, qu'il est possible de renoncer à une mise en conformité d'un arrêt de bus lorsque le bénéfice attendu n'est pas proportionnel au coût économique que cela représente (principe de proportionnalité). Afin de déterminer les arrêts à adapter, l'étude repose sur une analyse utilité-coûts: les coûts de mise en conformité d'un arrêt sont mis en relation avec la nécessité d'assainir la situation. Ceci peut être représenté sous la forme d'une équation:

$$\text{Proportionnalité} = \frac{\text{Nécessité de mettre en conformité}}{\text{Coûts de mise en conformité}}$$

¹ Ecoplan, Transitec, B+S AG: *Arrêts de bus – Sécurité et mise en conformité avec la loi sur l'égalité pour les handicapés. Rapport final, 7.9.2018.*

A noter que la question de la sécurité routière (soit celle des piétons, des véhicules motorisés et des cyclistes) a, par la même occasion, été examinée. Une analyse de la sécurité aux arrêts, basée sur de nombreux critères, a été faite et une note de sécurité générale a été calculée.

² Art. 11 et 12 LHand, Section 3 Proportionnalité.

2.2. Evaluation de la nécessité de mettre en conformité (utilité)

La nécessité d'intervenir (utilité) est appréhendée par quatre critères pondérés:

- > Potentiel (20%): nombre d'habitants et d'emplois à proximité de l'arrêt, importance de l'arrêt dans le réseau de transports publics (TP)
- > Proximité d'équipement et de bâtiments accessibles au public (30%): institutions, hôpitaux, cliniques, écoles, infrastructures liées aux loisirs et aux activités sportives et culturelles, commerces, restaurants, hôtels
- > Fonction d'interface TP de l'arrêt (25%): possibilité de transbordement d'un bus à un autre bus ou un train
- > Montées/descentes (25%): nombre moyen de montées/descentes par jour

2.3. Evaluation des coûts

Il n'y a actuellement que quelques projets concrets de réaménagement d'arrêts de bus dans le canton. Aucun estimatif précis des coûts de mise en conformité LHand n'est donc disponible et il a fallu procéder à leur estimation grossière.

Pour ce faire, différents types d'arrêts ont été définis sur la base d'une évaluation de visu des arrêts existants et de leurs alentours afin de déterminer des coûts estimatifs ($\pm 50\%$ par arrêt).³ Le tableau ci-dessous présente ces différents types d'arrêts ainsi que l'estimation des coûts de leur mise en conformité. Cette typologie est faite en fonction des deux principaux facteurs de coûts d'une mise en conformité LHand: les mesures d'aménagement nécessaires et la longueur du quai devant être rehaussé. Les coûts estimés se rapportent à un arrêt standard. Ils comprennent: la réalisation et l'équipement de l'arrêt, les adaptations de l'accès à l'arrêt, celles des carrefours adjacents, de l'évacuation des eaux, de l'éclairage et des alentours immédiats (parvis de bâtiments, entrées de bâtiments, jardins, arbres, clôtures, nivellements, murs de soutènement, etc.), les frais d'achat de terrain, les honoraires d'ingénieur pour le projet et la conduite des travaux ainsi que ceux du personnel engagé par l'Etat pour le suivi des travaux, les frais et la TVA sont également compris dans les coûts indiqués.

³ Cette typologie repose en grande partie sur les travaux ayant été effectués par Ecoplan et B+S pour le canton de Berne et les travaux du Service des ponts et chaussées du canton d'Uri. Voir aussi Ecoplan/B+S: *Hindernisfreie Bushaltestellen. Grundlagenbericht*, 2016 et Ecoplan: *Hindernisfreie Ausgestaltung von Bushaltestellen in Uri*, 2016.

Coûts estimatifs des différents types d'arrêt ($\pm 50\%$ par arrêt)

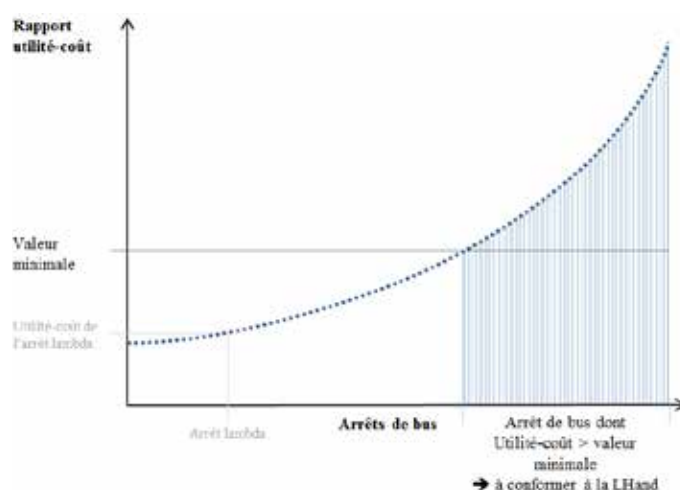
Type	Dénomination	Valeur retenue pour l'évaluation de la proportionnalité (CHF TTC)
A1	Rehaussement sur une longueur de 18 m	60 000
A2	Rehaussement sur une longueur de 12 m	55 000
A3	Rehaussement sur une longueur de 5,40 m	50 000
B1	Rehaussement et élargissement simple avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 18 m	85 000
B2	Rehaussement et élargissement simple avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 12 m	80 000
B3	Rehaussement et élargissement simple avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 5,40 m	75 000
C1	Rehaussement de l'arrêt et élargissement complexe avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 18 m	125 000
C2	Rehaussement de l'arrêt et élargissement complexe avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 12 m	115 000
C3	Rehaussement de l'arrêt et élargissement complexe avec réalisation d'une surface pour les manœuvres des chaises roulantes, sur une longueur de 5,40 m	100 000
D1	Cas particuliers: Gares routières	200 000
D2	Cas particuliers: Arrêts en bordure d'une place	150 000

3. Résultats de l'évaluation des arrêts de bus

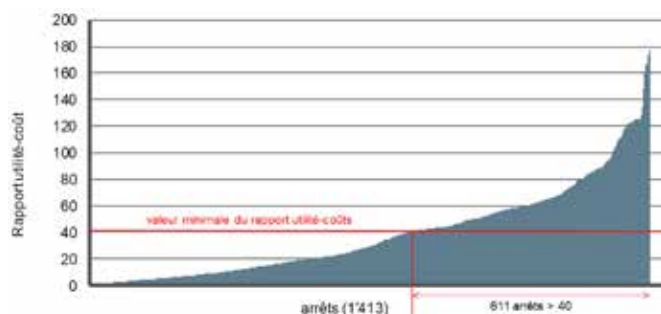
3.1. Rapport utilité-coûts minimal et critère de «desserte minimale»

Comme indiqué au point 2.1, il est possible de renoncer à une mise en conformité de l'arrêt lorsque le bénéfice attendu n'est pas proportionnel au coût économique engendré. Cependant, les bases légales ne définissent pas à partir de quelle valeur le rapport utilité-coûts est insuffisant.

Une valeur minimale du rapport utilité-coûts pour laquelle une mise en conformité peut être considérée comme proportionnelle a donc dû être fixée. Sur la base des analyses effectuées dans le cadre de l'étude présentée dans ce message, des comparaisons entre différentes valeurs ainsi que des expériences faites dans les cantons de Berne et Uri, le Conseil d'Etat a décidé de fixer cette valeur à 40 points d'utilité/franc.



La figure ci-dessous, présente le résultat de l'évaluation des arrêts de bus avec une valeur minimale de proportionnalité de la mise en conformité de 40 points d'utilité/franc. Le calcul a été effectué pour tous les arrêts qui ne sont pas encore conformes et qui ont pu être examinés, soit 1413 arrêts (1456 arrêts au total dont sont soustraits 35 arrêts conformes et 8 arrêts en travaux). Indépendamment du propriétaire de la route, 611 arrêts possèdent un rapport utilité-coûts supérieur à 40 (371 se trouvent sur une route communale et 240 sur une route cantonale).



Par ailleurs, afin d'assurer une desserte minimale du territoire, il a été décidé que chaque localité (zone urbanisée compacte comptant au moins 100 habitants à l'année) devait disposer d'au moins un arrêt de bus conforme à la LHand, indépendamment du principe de proportionnalité.

3.2. Nombre d'arrêts le long des routes cantonales à mettre en conformité

Sur les 1456 arrêts de bus situés sur le territoire cantonal, 739 arrêts se trouvent le long des axes cantonaux et sont du ressort du canton. Sur la base d'une valeur minimale du rapport utilité-coûts de 40 points d'utilité/franc, les résultats de l'analyse effectuée sont les suivants: sur ces 739 arrêts¹:

- > 6 arrêts sont conformes à la LHand
- > 240 arrêts présentent un rapport utilité-coûts supérieur à 40 et doivent être mis en conformité (proportionnalité avérée)
- > 492 arrêts présentent un rapport utilité-coûts inférieur à 40 (proportionnalité non avérée); parmi ceux-ci, 94 arrêts seront malgré tout mis en conformité afin de répondre au critère de «desserte minimale»
- > 1 arrêt n'a pas pu être évalué car le secteur était en travaux

Au total, il est donc prévu de mettre en conformité 334 arrêts de bus situés en bordure de route cantonale². Le tableau ci-dessous présente la répartition de ces arrêts en fonction du type d'aménagement à réaliser (voir tableau du point 2.3). Il permet d'avoir une estimation du montant global nécessaire pour ce qui concerne les arrêts en bordure de route cantonale.

Type	Valeur retenue pour l'évaluation de la proportionnalité (CHF TTC ±50%)	Nombre	Total
A1	60 000	49	2 940 000
A2	55 000	17	935 000
A3	50 000	34	1 700 000
B1	85 000	85	7 225 000
B2	80 000	19	1 520 000
B3	75 000	77	5 775 000
C1	125 000	29	3 625 000
C2	115 000	1	115 000
C3	100 000	18	1 800 000
D1	200 000	3	600 000
D2	150 000	2	300 000
Total		334	26 535 000

4. Montant nécessaire

Sur la base de la typologie des arrêts et des estimations des coûts pour leur mise en conformité LHand, le montant nécessaire pour la mise en conformité de 334 arrêts de bus en bordure de routes cantonales est estimé à 26 535 000 francs. Ce montant comprend, comme indiqué au point 2.3, la réalisation et l'équipement des arrêts, les adaptations nécessaires (accès aux arrêts, carrefours adjacents, évacuation des eaux, éclairage et alentours immédiats), les frais d'achat de terrain, les honoraires d'ingénieur pour les projets et la conduite des travaux ainsi que ceux du personnel engagé par l'Etat pour le suivi des travaux, les frais ainsi que la TVA. L'expérience du crédit cadre de 2004 pour l'amélioration de la sécurité des arrêts de bus a été prise en considération afin de vérifier ce montant. La présente estimation est cependant plus précise, malgré une nature des travaux plus complexe en raison notamment de l'aménagement d'un quai, de la hauteur des bordures et de la nécessité d'intervenir sur les accès³.

A noter également que, s'agissant des arrêts de bus concernés par le message de 2004, il a été constaté que les coûts réels étaient en moyenne inférieurs de 10% à l'estimation initiale, ce qui confirme la plausibilité et la cohérence du montant indiqué ci-dessus⁴.

La LR prévoit que les entreprises de transports publics participent aux frais de ces aménagements (art. 55). Leur participation est fixée à 20% dans le règlement d'exécution de la loi sur les routes (ReLR). Le crédit d'engagement qui vous est soumis se monte donc à 21 228 000 francs.

¹ Les relevés ont eu lieu entre octobre 2016 et mars 2017. Il s'agit donc de l'état à cette période.

² Pour les routes communales les résultats sont les suivants: 29 arrêts sont conformes LHand, 371 ont un rapport utilité-coûts supérieur à 40 et 310 ont un rapport utilité-coûts inférieur à 40. Parmi ces derniers 88 devraient tout de même être mis en conformité afin de disposer d'une desserte minimale. 7 arrêts étaient en travaux et n'ont pas pu être évalués. Au total 459 arrêts devraient être mis en conformité. Le rapport et les résultats sont disponibles auprès du Service de la mobilité.

³ Décret relatif à l'octroi d'un crédit cadre pour l'aménagement d'arrêts de bus sur le réseau routier cantonal.

Estimation des coûts moyens par arrêt dans les demandes de crédit: 50 000 francs en 2004 et 80 000 en 2018 pour la mise en conformité LHand.

⁴ Coût estimé par arrêt de bus en 2004: 50 000 francs; coût effectif moyen: 45 000 francs

5. Autres aspects

5.1. Suivi des travaux

Les besoins supplémentaires en ressources de personnel, nécessaire pour le suivi des travaux, seront couverts par le biais de mandats à des tiers attribués dans le cadre du présent crédit d'engagement. Cette manière de faire est nécessaire en raison du délai pour la mise en conformité LHand des arrêts de bus fixé au 31 décembre 2023¹. En plus elle offre une souplesse optimale qui permettra d'adapter les besoins en personnel au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

5.2. Répercussion sur les communes

Les entreprises de transport participeront aux frais de mise en conformité LHand des 334 arrêts de bus situés aux abords des routes cantonales pour un montant estimé à 5 307 000 francs (20% de l'estimation des coûts). Cette participation sera répercutée sur les indemnités d'exploitation versées par la Confédération (55%) et le canton (45%) pour ce qui est du TRV. Le versement de ce montant sera étalé sur plusieurs années. Un très petit nombre d'arrêts est également touché par le trafic urbain dont la clé de répartition est de 57,5% pour le canton et 42,5% pour les communautés régionales de transport (Agglomération de Fribourg et Mobul).

5.3. Autres aspects légaux

La loi sur les finances de l'Etat (LFE) précise que «doivent faire l'objet d'un crédit d'engagement», ouvert par voie de décret, «les dépenses brutes d'investissement dont la valeur excède 1/8% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat arrêtés par le Grand Conseil» (art. 30), soit 4 586 348 francs².

Compte tenu du montant de la dépense, plus élevé que le 1/8% des dépenses de l'Etat (4 586 348 francs selon l'ordonnance du 5 juin 2018 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat), le projet de décret doit, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (56 voix) et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

Compte tenu du montant de la dépense, plus élevé que le 1/4% des dépenses de l'Etat (9 172 696 francs), il est, selon l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, soumis au referendum financier facultatif (mais non au referendum financier obligatoire).

5.4. Eurocompatibilité

Le décret proposé n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose pas de problème en matière d'eurocompatibilité.

6. Conclusion

En conséquence, le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de décret nécessaire à la mise en conformité LHand des arrêts de bus situés en bordure des routes cantonales, rendue obligatoire par la législation fédérale. Une telle mise aux normes contribuera à améliorer l'attractivité et l'accessibilité des transports publics pour les personnes handicapés et plus largement pour les personnes à mobilité réduite.

Annexe

—
Liste de arrêts de bus cantonaux à mettre aux normes LHand

¹ Ce délai risque tout de même de ne pas être respecté en raison du nombre d'arrêts à mettre en conformité, des procédures à suivre et des ressources à disposition.

² Ordonnance du 5 juin 2018 précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat.

Liste de arrêts de bus cantonaux à mettre aux normes LHand

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Alterswil	Alterswil FR, Dorfplatz	Alterswil FR, Dorfplatz → Plaffeien	45,11		125 000
Alterswil	Alterswil FR, Dorfplatz	Alterswil FR, Dorfplatz → Fribourg	45,79		125 000
Attalens	Attalens, Corcelles	Corcelles → Bossonnens	68,41		85 000
Attalens	Attalens, Corcelles	Corcelles → Vevey	68,41		85 000
Attalens	Attalens, La Fin	La Fin → Bossonnens	40,22		85 000
Attalens	Attalens, La Fin	La Fin → Vevey	40,22		85 000
Attalens	Attalens, village	Attalens, village → Bossonnens (?)	128,11		60 000
Attalens	Attalens, village	Attalens, village → La Chauz	63,51		125 000
Autigny	Autigny, Café de l'Ecu	Autigny, Café de l'Ecu → Cottens	49,23		55 000
Avry	Avry-sur-Matran, bif.	Avry-sur-Matran, bif. → Rosé	58,90		85 000
Belfaux	Belfaux, Laiterie	Belfaux, Laiterie → Avenches	45,04		125 000
Belfaux	Belfaux, Laiterie	Belfaux, Laiterie → Fribourg	68,89		85 000
Billens-Hennens	Billens, village	Billens, village → Moudon	38,35	oui	75 000
Billens-Hennens	Billens, village	Billens, village → Romont	38,67	oui	75 000
Bösingen	Bösingen, Abzw. Tuftera	Bösingen, Abzw. Tuftera → Laupen	69,38		60 000
Bösingen	Bösingen, Dorf	Bösingen, Dorf → Laupen	94,18		60 000
Bösingen	Bösingen, Abzw. Tuftera	Düdingen, Bhf	50,51		85 000
Bösingen	Bösingen, Cholholz	Laupen BE, Bhf	44,52		60 000
Bösingen	Bösingen, Cholholz	Düdingen, Bhf	42,26		60 000
Bösingen	Bösingen, Dorf	Düdingen, Bhf	65,86		85 000
Botterens	Botterens, village	Botterens, village → Corbières	49,15		60 000
Botterens	Botterens, village	Botterens, village → Charmey	46,60		60 000
Botterens	Villarbeney, village	Villarbeney, village → Fribourg	9,04	oui	75 000
Botterens	Villarbeney, village	Villarbeney, village → Botterens	8,33	oui	75 000
Broc	Broc, Le Home	Broc, Le Home → Charmey	42,00		75 000
Brünisried	Brünisried, Dorf	Brünisried, Dorf → Plaffeien	24,98	oui	75 000
Brünisried	Brünisried, Dorf	Brünisried, Dorf → Fribourg	24,96	oui	75 000
Châtel-Saint-Denis	Châtel-Saint-Denis, Bellière	Châtel-Saint-Denis, Bellière → Châtel-Saint-Denis	75,39		80 000
Châtel-Saint-Denis	Châtel-Saint-Denis, Bellière	Châtel-Saint-Denis, Bellière → Les Paccots	51,12		115 000
Châtel-Saint-Denis	Les Paccots, village	Les Paccots, village → Lac-des-Joncs	52,47		80 000
Châtel-Saint-Denis	Les Paccots, village	Les Paccots, village → Châtel-Saint-Denis	72,84		55 000
Châtel-sur-Montsalvens	Châtel-sur-Montsalvens, Rest.	Châtel-sur-Montsalvens, Rest. → Charmey	29,86	oui	50 000
Châtel-sur-Montsalvens	Châtel-sur-Montsalvens, Rest.	Châtel-sur-Montsalvens, Rest. → Bulle	18,60	oui	75 000
Châtonnaye	Châtonnaye, poste	Avry-sur-Matran, centre com.	61,65		60 000
Châtonnaye	Châtonnaye, poste	Romont FR, gare	61,09		60 000
Corbières	Corbières, le Vanel	Corbières, le Vanel → Bulle	20,96	oui	100 000
Corbières	Corbières, le Vanel	Corbières, le Vanel → Fribourg	20,55	oui	100 000
Corbières	Villarvolard, village	Villarvolard, village → Fribourg	20,20	oui	75 000
Corbières	Villarvolard, village	Villarvolard, village → Botterens	21,45	oui	75 000
Corminbœuf	Corminbœuf, Amont	Corminbœuf, Amont → Fribourg	46,32		60 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Corminbœuf	Corminbœuf, anc. poste	Corminbœuf, anc. poste → Terminus	41,04		85 000
Corminbœuf	Corminbœuf, village	Corminbœuf, village → Chésopelloz	63,44		60 000
Corminbœuf	Corminbœuf, village	Corminbœuf, village → Fribourg	65,26		60 000
Corserey	Café du Châtaignier	Avry-sur-Matran, centre com.	25,41	oui	75 000
Corserey	Café du Châtaignier	Romont FR, gare	37,57	oui	50 000
Courgevaux	Courgevaux, village	Courgevaux, Dorf → Courtepin	69,79		55 000
Courtepin	Courtepin, gare	Courtepin, gare → Terminus	54,69		150 000
Crésuz	Crésuz, village	Crésuz, village → Jaun	13,90	oui	100 000
Crésuz	Crésuz, village	Crésuz, village → Bulle	25,93	oui	50 000
Cugy (FR)	Vesin, village	Vesin, village → Cugy	22,63	oui	50 000
Cugy (FR)	Vesin, village	Vesin, village → Vesin cordonnerie	14,41	oui	75 000
Delley-Portalban	Delley, école	Delley, école → Portalban	38,93	oui	50 000
Delley-Portalban	Delley, école	Delley, école → Saint-Aubin	26,69	oui	75 000
Düdingen	Düdingen, Briegli	Düdingen, Briegli → Düdingen	54,57		85 000
Düdingen	Düdingen, Briegli	Düdingen, Briegli → Tafers	55,13		85 000
Düdingen	Düdingen, Kirche	Düdingen, Kirche → Tafers	60,24		85 000
Düdingen	Düdingen, Kirche	Düdingen, Kirche → Düdingen	87,22		60 000
Düdingen	Düdingen, Warpel	Laupen BE, Bhf; Kerzers, Bhf; Murten, Bhf	50,00		85 000
Düdingen	Düdingen, Warpel	Düdingen, Bhf	49,92		85 000
Echarlens	Echarlens, village	Echarlens, village → Bulle	25,91	oui	150 000
Echarlens	Echarlens, village	Echarlens, village → Corbières	50,18		85 000
Ependes (FR)	Ependes FR, village	Ependes FR, village → Treyvaux	57,83		85 000
Ependes (FR)	Ependes FR, village	Ependes FR, village → Fribourg	56,93		85 000
Estavayer	Font, village	Font, village → Châbles, Estavayer	34,43	oui	50 000
Estavayer	La Vounaise	La Vounaise → Murist	6,94	oui	50 000
Estavayer	La Vounaise	La Vounaise → Bollion	4,79	oui	75 000
Estavayer	Murist, village	Murist, village → Treytorrens	43,37		75 000
Estavayer	Murist, village	Murist, village → La Vounaise	53,48		60 000
Estavayer	Vuissens, poste	Vuissens, poste → Vuissens, école	40,11		50 000
Fétigny	Fétigny, village	Thierrens, gare routière	51,11		60 000
Fétigny	Fétigny, village	Payerne, gare	41,30		75 000
Fétigny	Vers la Croix	Thierrens, gare routière	42,43		75 000
Fétigny	Vers la Croix	Payerne, gare	53,30		60 000
Fribourg	Bourguillon, La Tour	Bourguillon, La Tour → Plaffeien	50,88		85 000
Fribourg	Bourguillon, La Tour	Bourguillon, La Tour → Fribourg	67,30		60 000
Fribourg	Fribourg, Niquille	Bourguillon, Niquille → Plaffeien	43,15		85 000
Fribourg	Fribourg, Niquille	Bourguillon, Niquille → Fribourg	42,78		85 000
Fribourg	Fribourg, Beaumont	Beaumont → Bulle	75,16		85 000
Fribourg	Fribourg, Boschung	Boschung → Pont-de-Zaehringen	60,00		125 000
Fribourg	Fribourg, Kessler	Kessler → Windig	116,56		60 000
Fribourg	Fribourg, Plateau-de-Pérolles	Plateau de Pérolles → gare	121,59		60 000
Fribourg	Fribourg, Plateau-de-Pérolles	Plateau de Pérolles → Marly	118,02		60 000
Fribourg	Fribourg, Ploetscha	Ploetscha → Windig	59,17		125 000
Fribourg	Fribourg, Ploetscha	Ploetscha → St-Bartélemy	78,10		85 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Fribourg	Fribourg, Poya	Poya → Portes-de-Fribourg	111,83		60 000
Fribourg	Fribourg, Poya	Poya → Tilleul	80,40		85 000
Fribourg	Fribourg, Route-de-Tavel	Route-de-Tavel → Tafers	58,64		125 000
Fribourg	Fribourg, Route-de-Tavel	Route-de-Tavel → Windig	58,64		125 000
Fribourg	Fribourg, Rte de la Glâne	Fribourg, Rte de la Glâne → Bulle	43,23		125 000
Fribourg	Fribourg, Rte de la Glâne	Fribourg, Rte de la Glâne → Fribourg, gare	82,29		60 000
Fribourg	Fribourg, Stadtberg	Stadtberg → Schoenberg	114,78		60 000
Fribourg	Fribourg, Stadtberg	Stadtberg → gare	79,25		85 000
Fribourg	Fribourg, Vieux-Chênes	Vieux-Chênes → Guintzet	56,33		125 000
Fribourg	Fribourg, Vieux-Chênes	Vieux-Chênes → Musy	57,48		125 000
Fribourg	Fribourg, Windig	Windig → Musy	88,24		85 000
Gempenach	Gempenach, Dorf	Gempenach, Dorf → Gümminen; Kerzers, Bhf	26,25	oui	75 000
Gempenach	Gempenach, Dorf	Gempenach, Dorf → Murten; Duedingen, Bhf	19,84	oui	100 000
Gibloux	Farvagny-le-Grand	Farvagny-le-Grand → Vuisternens	51,24		125 000
Gibloux	Farvagny-le-Grand	Farvagny-le-Grand → Fribourg	50,52		125 000
Gibloux	Farvagny-le-Petit	Farvagny-le-Petit → Fribourg	20,24	oui	75 000
Gibloux	Grenilles, village	Grenilles, village → FCO	4,94	oui	100 000
Gibloux	Grenilles, village	Grenilles, village → Posieux	5,07	oui	100 000
Gibloux	Villarlod, Café	Villarlod, Café → Farvagny	14,54	oui	75 000
Gibloux	Villarlod, Café	Villarlod, Café → Romont	14,16	oui	75 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, croisée	Vuisternens-en-Ogoz, croisée → Bulle	48,33		85 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, croisée	Vuisternens-en-Ogoz, croisée → Fribourg	53,59		75 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, Le Haut	Vuisternens-en-Ogoz, Le Haut → Fribourg	41,31		75 000
Giffers	Giffers, Dorf	Giffers, Dorf → Fribourg	135,22		60 000
Giffers	Giffers, Dorf	Giffers, Dorf → Plaffeien	94,00		85 000
Givisiez	Givisiez, Escale	Givisiez, Escale → Fribourg	65,78		85 000
Granges (Veveyse)	Granges (Veveyse), village	Granges (Veveyse), village → Attalens	29,32	oui	100 000
Granges (Veveyse)	Granges (Veveyse), village	Granges (Veveyse), village → Palézieux	57,96		55 000
Gruyères	Epagny, Prâ Dêrê	Epagny, Prâ Dêrê → Charmey	52,99		80 000
Gruyères	Epagny, Prâ Dêrê	Epagny, Prâ Dêrê → Bulle	71,09		55 000
Gruyères	Epagny, village	Epagny, village → Montbovon	61,75		80 000
Gruyères	Epagny, village	Epagny, village → Bulle	43,66		100 000
Gruyères	Molésion-sur-Gruyères	Molésion-sur-Gruyères → Terminus	24,49	oui	75 000
Gurmels	Kleingurmels	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	14,35	oui	75 000
Gurmels	Kleingurmels	Düdingen, Bhf	14,90	oui	75 000
Gurmels	Gurmels, Dorf	Kerzers, Bhf; Düdingen, Bhf; Murten, Bhf	81,50		80 000
Gurmels	Gurmels, Sonneck	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	56,36		80 000
Gurmels	Gurmels, Sonneck	Düdingen, Bhf	56,13		80 000
Hauterive (FR)	Ecuvillens, Champ du Nod	Ecuvillens, Champ du Nod → Bulle	45,53		85 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Hauterive (FR)	Ecuvillens, Champ du Nod	Ecuvillens, Champ du Nod → Fribourg	46,22		85 000
Hauterive (FR)	Posieux, Vany	Posieux, Vany → Bulle	42,92		75 000
Hauterive (FR)	Posieux, village	Posieux, village → Bulle	40,88		125 000
Hauterive (FR)	Posieux, village	Posieux, village → Fribourg	57,65		85 000
Hauteville	Hauteville, village	Hauteville, village → Bulle	19,86	oui	100 000
Hauteville	Hauteville, village	Hauteville, village → Fribourg	23,06	oui	100 000
Heitenried	Heitenried, Dorf	Heitenried, Dorf → Schwarzenburg; Tafers	74,80		60 000
Heitenried	Heitenried, St. Michael	Heitenried, St. Michael → Schwarzenburg	64,45		60 000
Heitenried	Heitenried, St. Michael	Heitenried, St. Michael → Fribourg	64,79		60 000
Jaun	Jaun, Dorf	Jaun, Dorf → Bulle	57,91		60 000
Kerzers	Kerzers, Mühlegasse	Kerzers, Bhf	65,28		80 000
Kerzers	Kerzers, Mühlegasse	Duedingen, Bhf	92,97		55 000
Kleinbösing	Kleinbösing	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	20,10	oui	75 000
Kleinbösing	Kleinbösing	Düdingen, Bhf	20,36	oui	75 000
La Brillaz	Lentigny, village	Lentigny, village → Rose	44,07		85 000
La Brillaz	Lentigny, village	Lentigny, village → Chenens	63,19		60 000
La Roche	La Roche FR, Le Zible	La Roche FR, Le Zible → Corbières	59,80		75 000
La Roche	La Roche FR, Le Zible	La Roche FR, Le Zible → Fribourg	53,04		85 000
La Roche	La Roche FR, poste	La Roche FR, poste → Bulle	60,23		125 000
La Roche	La Roche FR, poste	La Roche FR, poste → Fribourg	60,64		125 000
La Verrerie	Grattavache, village	La Verrerie, gare	7,68	oui	75 000
La Verrerie	Grattavache, village	Oron-la-Ville, centre	7,86	oui	75 000
La Verrerie	La Verrerie, village	La Verrerie, gare	19,08	oui	75 000
La Verrerie	La Verrerie, village	Oron-la-Ville, centre	19,08	oui	75 000
Le Flon	Bouloz, école	Bouloz, école → Porsel	29,18	oui	50 000
Le Flon	Bouloz, école	Bouloz, école → La Joux	20,12	oui	75 000
Le Flon	Pont (Veveyse), village	Pont (Veveyse), village → Palézieux	7,92	oui	75 000
Le Flon	Pont (Veveyse), village	Pont (Veveyse), village → Romont	8,21	oui	75 000
Le Flon	Porsel, village	Porsel, village → Palézieux	59,83		50 000
Le Flon	Porsel, village	Porsel, village → Romont	59,69		50 000
Le Mouret	Essert FR, La Riedera	Essert FR, La Riedera → Bulle	5,11	oui	100 000
Le Mouret	Essert FR, La Riedera	Essert FR, La Riedera → Fribourg	6,59	oui	75 000
Le Mouret	Le Mouret, Moulin à Benz	Le Mouret, Moulin à Benz → Bonnefontaine	44,49		85 000
Le Mouret	Le Mouret, village	Le Mouret, village → La Roche	51,97		85 000
Le Mouret	Le Mouret, village	Le Mouret, village → Fribourg	85,86		50 000
Le Pâquier (FR)	Le Pâquier-Montbarry, gare	Le Pâquier-Montbarry, gare → Gruyères	41,35		80 000
Le Pâquier (FR)	Le Pâquier-Montbarry, gare	Le Pâquier-Montbarry, gare → Bulle	40,79		80 000
Les Montets	Aumont	Aumont → Vesin	29,88	oui	75 000
Les Montets	Aumont	Aumont → Nuvilly	23,01	oui	100 000
Les Montets	Montet (Broye), Petit Montet	Montet (Broye), Petit Montet → Vesin	34,23	oui	75 000
Les Montets	Montet (Broye), village	Montet (Broye), village → Frasses	48,14		60 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Les Montets	Montet (Broye), village	Montet (Broye), village → Petit-Montet	38,36	oui	75 000
Lully (FR)	Bollion, village	Bollion, village → La Vounaise	14,33	oui	75 000
Lully (FR)	Bollion, village	Bollion, village → Mussillens	14,30	oui	75 000
Lully (FR)	Lully FR, village	Lully FR, village → Mussillens	48,97		85 000
Lully (FR)	Lully FR, village	Lully FR, village → Moulin-au-Rey	48,83		85 000
Marly	Marly, Cité	Marly, Cité → Fribourg	166,67		60 000
Marly	Marly, Cité	Marly, Cité → Le Mouret	117,65		85 000
Marly	Marly, Gérine	Marly, Gérine → Le Mouret	65,80		75 000
Marly	Marly, Grand Pré	Grand Pré Fribourg	88,24		85 000
Marly	Marly, Jonction	Jonction → Fribourg	59,76		125 000
Marly	Marly, Jonction	Jonction → Le Mouret	124,91		60 000
Marly	Marly, Les Rittes	Les Rittes → Fribourg	56,52		125 000
Marly	Marly, Les Rittes	Les Rittes Le Mouret	55,50		125 000
Marsens	Vuippens, village	Vuippens, village → Bulle	25,72	oui	75 000
Marsens	Vuippens, village	Vuippens, village → Fribourg	25,50	oui	75 000
Massonnens	village	Massonnens, tannerie	27,53	oui	75 000
Massonnens	village	Romont FR, Arruffens	41,30		50 000
Ménières	Ménières, village	Thierrens, gare routière	21,64	oui	100 000
Ménières	Ménières, village	Payerne, gare	28,47	oui	75 000
Mézières (FR)	Mézières FR, village	Mézières FR, village → Palézieux	49,20		85 000
Mézières (FR)	Mézières FR, village	Mézières FR, village → Romont	49,52		85 000
Misery-Courtion	Courtion, bif.	Courtion, bif. → Fribourg	42,88		85 000
Misery-Courtion	Misery, village	Misery, village → Avenches	63,52		85 000
Misery-Courtion	Misery, village	Misery, village → Fribourg	63,38		85 000
Montagny (FR)	Cousset, gare	Mannens, poste: Cousset, centre	80,54		80 000
Montagny (FR)	Montagny-la-Ville, auberge	Mannens, poste: Cousset, centre	40,67		50 000
Montet (Glâne)	Montet (Glâne), village	Montet (Glâne), village → Palézieux	23,02	oui	75 000
Montet (Glâne)	Montet (Glâne), village	Montet (Glâne), village → Romont	20,19	oui	75 000
Mont-Vully	Môtier (Vully), village	Môtier (Vully), village → Lugnorre	54,25		55 000
Mont-Vully	Môtier (Vully), village	Môtier (Vully), village → Sugiez	53,87		55 000
Mont-Vully	Nant, croisée	Nant, croisée → Lugnorre	58,31		55 000
Mont-Vully	Nant, croisée	Nant, croisée → Sugiez	58,09		55 000
Mont-Vully	Praz (Vully), village	Praz (Vully), village → Sugiez	44,04		80 000
Mont-Vully	Sugiez, poste	Sugiez, poste → Lugnorre	51,18		80 000
Mont-Vully	Sugiez, poste	Sugiez, poste → Sugiez, gare	50,49		80 000
Murten	Courlevon, Dorf	Courlevon, Dorf → Murten	10,57	oui	75 000
Murten	Courlevon, Dorf	Courlevon, Dorf → Courtepin	10,87	oui	75 000
Murten	Murten, Combette	Murten, Bhf	54,82		80 000
Murten	Murten, Combette	Düdingen, Bhf	54,85		80 000
Murten	Salvenach, Schulhaus	Murten, Bhf	19,65	oui	100 000
Nuvilly	Nuvilly, village	Nuvilly, village → Aumont	32,11	oui	75 000
Nuvilly	Nuvilly, village	Nuvilly, village → Combremont	31,46	oui	75 000
Plaffeien	Oberschrot, Büel	Oberschrot, Büel → Plaffeien	40,13		125 000
Plaffeien	Oberschrot, Büel	Oberschrot, Büel → Fribourg	41,81		125 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Plaffeien	Plaffeien, Dorf	Plaffeien, Dorf → Schwarzsee	55,06		125 000
Plaffeien	Plaffeien, Dorf	Plaffeien, Dorf → Fribourg	117,78		60 000
Plaffeien	Plaffeien, Telmoos	Plaffeien, Telmoos → Schwarzsee	48,93		60 000
Plaffeien	Plaffeien, Telmoos	Plaffeien, Telmoos → Plaffeien	42,14		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Gypsera	Schwarzsee, Gypsera → Schwyberg	81,03		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Gypsera	Schwarzsee, Gypsera → Plaffeien	80,05		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Hostellerie	Schwarzsee, Hostellerie → Fribourg	56,10		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Kaspera	Schwarzsee, Kaspera → Fribourg	41,57		50 000
Plaffeien	Zollhaus FR	Zollhaus FR → Schwarzsee	46,48		50 000
Plaffeien	Zollhaus FR	Zollhaus FR → Plaffeien	44,70		50 000
Plaffeien	Zumholz, Dorf	Zumholz, Dorf → Plaffeien	25,92	oui	100 000
Plaffeien	Zumholz, Dorf	Zumholz, Dorf → Tafers	37,14	oui	75 000
Plaffeien	Zumholz, Abzweigung	Thurnen Bhf	43,48		50 000
Plasselb	Plasselb, Dorf	Plasselb, Dorf → Plaffeien	64,05		60 000
Plasselb	Plasselb, Dorf	Plasselb, Dorf → Fribourg	49,54		85 000
Pont-en-Ogoz	Gumefens	Gumefens → Bulle	41,80		85 000
Pont-en-Ogoz	Gumefens	Gumefens → Fribourg	45,12		75 000
Prez-vers-Noréaz	Prez-vers-Noréaz, croisée	Avry-sur-Matran, centre com.	42,27		85 000
Prez-vers-Noréaz	Prez-vers-Noréaz, croisée	Romont FR, gare	60,71		60 000
Rechthalten	Rechthalten, Dorf	Rechthalten, Dorf → Plaffeien	79,89		60 000
Rechthalten	Rechthalten, Dorf	Rechthalten, Dorf → Fribourg	56,46		85 000
Riaz	Riaz, Centre	Riaz, Centre → Bulle	76,82		85 000
Riaz	Riaz, Centre	Riaz, Centre → Fribourg	76,04		85 000
Riaz	Riaz, Champy	Riaz, Champy → Bulle	57,95		85 000
Riaz	Riaz, Champy	Riaz, Champy → Fribourg	48,13		100 000
Riaz	Riaz, poste	Riaz, poste → Bulle	61,64		85 000
Riaz	Riaz, poste	Riaz, poste → Fribourg	64,17		85 000
Ried bei Kerzers	Kerzers, Abzw. Gurzelen	Kerzers, Bhf	61,76		55 000
Ried bei Kerzers	Kerzers, Abzw. Gurzelen	Duedingen, Bhf	42,46		80 000
Romont (FR)	Les Chavannes-sous-Romont	Chavannes-sous-Romont → Romont	46,64		50 000
Romont (FR)	Romont FR, CO de la Glâne	Romont FR, CO de la Glâne → Romont	78,42		85 000
Romont (FR)	Romont FR, CO de la Glâne	Romont FR, CO de la Glâne → Mézière	52,13		125 000
Romont (FR)	Romont FR, Electroverre	Romont FR, Electroverre → Villaz-Saint-Pierre	44,71		75 000
Romont (FR)	Romont FR, Electroverre	Romont FR, Electroverre → Romont	42,99		75 000
Romont (FR)	Romont FR, gare	Romont FR, gare → Place de la gare	49,81		200 000
Romont (FR)	Romont FR, gare	Romont FR, gare → Fribourg	102,01		85 000
Rue	Promasens, église	Promasens, église → Oron	43,73		50 000
Rue	Promasens, église	Promasens, église → Rue	42,86		50 000
Rue	Rue, village	Rue, village → Palézieux	39,37	oui	75 000
Rue	Rue, village	Rue, village → Romont	39,67	oui	75 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, bif.	Saint-Aubin FR, bif. → Portalban, Gletterens, Domdidier	74,13		85 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, bif.	Saint-Aubin FR, bif. → Domdidier	59,85		85 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, église	Saint-Aubin FR, église → Portalban, Domdidier	87,28		60 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, Le-Haut	Saint-Aubin FR, Le-Haut → Portalban	43,93		85 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, Le-Haut	Saint-Aubin FR, Le-Haut → Domdidier	43,77		85 000
Saint-Martin (FR)	Fiaugères, croisée	La Verrerie, gare	13,56	oui	50 000
Saint-Martin (FR)	Fiaugères, croisée	Oron-la-Ville, centre	6,64	oui	100 000
Saint-Martin (FR)	Saint-Martin FR, village	La Verrerie, gare	46,26		55 000
Saint-Martin (FR)	Saint-Martin FR, village	Oron-la-Ville, centre	34,11	oui	75 000
Schmitten (FR)	Berg FR, Schulhaus	Berg FR, Schulhaus → Schmitten	18,81	oui	50 000
Schmitten (FR)	Berg FR, Schulhaus	Berg FR, Schulhaus → Tafers	17,42	oui	50 000
Schmitten (FR)	Lanthen, Käserei	Lanthen, Käserei → Schmitten	9,66	oui	75 000
Schmitten (FR)	Lanthen, Käserei	Lanthen, Käserei → Tafers	10,08	oui	75 000
Schmitten (FR)	Schmitten FR, Bahnhof	Schmitten FR, Bahnhof → Terminus	131,31		60 000
Semsales	La Verrerie, gare	La Verrerie, gare	72,25		55 000
Siviriez	Chavannes-Les-Forts, village	Chavannes-Les-Forts, village → Romont	12,48	oui	50 000
Siviriez	Siviriez, village	Siviriez, village → Ursy	57,72		85 000
Siviriez	Siviriez, village	Siviriez, village → Romont	55,89		85 000
St. Antoni	Lehwil, Dorf	Lehwil, Dorf → Heitenried	3,52	oui	75 000
St. Antoni	Lehwil, Dorf	Lehwil, Dorf → Schmitten	5,48	oui	50 000
St. Antoni	Niedermuhren, Dorf	Niedermuhren, Dorf → Heitenried	18,67	oui	75 000
St. Antoni	Niedermuhren, Dorf	Niedermuhren, Dorf → Schmitten	28,18	oui	50 000
St. Antoni	St. Antoni, Dorf	St. Antoni, Dorf → Heitenried	52,66		85 000
St. Antoni	St. Antoni, Dorf	St. Antoni, Dorf → Tafers	52,77		85 000
St. Silvester	St. Silvester, Dorf	St. Silvester, Dorf → Flüeli	83,24		55 000
St. Silvester	St. Silvester, Dorf	St. Silvester, Dorf → Giffers	48,98		80 000
St. Silvester	St. Silvester, Ebnet	St. Silvester, Ebnet → Giffers	40,06		50 000
St. Ursen	St. Ursen, alte Post	St. Ursen, alte Post → Plaffeien	47,28		85 000
St. Ursen	St. Ursen, alte Post	St. Ursen, alte Post → Fribourg	65,50		60 000
St. Ursen	St. Ursen, Dorf	St. Ursen, Dorf → Plaffeien	43,40		85 000
St. Ursen	St. Ursen, Dorf	St. Ursen, Dorf → Fribourg	43,43		85 000
Surpierre	Villeneuve, village	Granges-près-Marnand, gare, Cheiry, village	22,74	oui	50 000
Surpierre	Surpierre, poste	Cheiry, village	21,21	oui	75 000
Surpierre	Surpierre, poste	Granges-près-Marnand, gare	21,21	oui	75 000
Tafers	Menziswil	Menziswil → Tafers	15,94	oui	75 000
Tafers	Menziswil	Menziswil → Fribourg	15,78	oui	75 000
Tafers	Tafers, Am Kreuz	Tafers, Am Kreuz → Plaffeien	46,92		100 000
Tafers	Tafers, Am Kreuz	Tafers, Am Kreuz → Tafers	53,75		85 000
Tafers	Tafers, Dorf	Tafers, Dorf → Schwarzee	49,51		200 000
Tafers	Tafers, Dorf	Tafers, Dorf → Fribourg	49,68		200 000
Tafers	Tafers, Muttacker	Tafers, Muttacker → Schmitten	41,21		50 000
Tafers	Tafers, Oberdorf	Tafers, Oberdorf → Tafers	45,89		85 000
Tafers	Tafers, Oberdorf	Tafers, Oberdorf → Fribourg	47,26		85 000
Tentlingen	Tentlingen, Dorf	Tentlingen, Dorf → Plaffeien	74,03		85 000
Tentlingen	Tentlingen, Dorf	Tentlingen, Dorf → Marly	49,42		125 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Torny	Torny-le-Grand, village	Avry-sur-Matran, centre com.	29,35	oui	75 000
Torny	Torny-le-Grand, village	Romont FR, gare	29,56	oui	75 000
Ueberstorf	Ueberstorf, Albligenstrasse	Ueberstorf, Albligenstrasse → Albligen	57,84		80 000
Ueberstorf	Ueberstorf, Albligenstrasse	Albigen Dorf	83,88		55 000
Ursy	Ursy, Au Clos	Ursy, Au Clos → Rue	44,84		85 000
Ursy	Ursy, Au Clos	Ursy, Au Clos → Romont	44,68		85 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Rue et Montet	48,89		125 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Romont	52,90		85 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Vauderens	77,66		85 000
Ursy	Vauderens, gare	Vauderens, gare → Terminus	65,72		85 000
Ursy	Vuarmarens, village	Vuarmarens, village → Montet	18,97	oui	75 000
Ursy	Vuarmarens, village	Vuarmarens, village → Ursy	15,70	oui	75 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), Corbettaz	Charmey, Corbettaz (Les Bains) → Jaun	71,87		85 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), Corbettaz	Charmey, Corbettaz (Les Bains) → Bulle	58,02		85 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), La Tzintre	Charmey (Gruyère), La Tzintre → Bulle	42,36		50 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), village	Charmey (Gruyère), village → Jaun	49,66		125 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), village	Charmey (Gruyère), village → Bulle	43,87		125 000
Vaulruz	Vaulruz, Croix-Verte	Vaulruz, Croix-Verte → Bulle	66,86		60 000
Vaulruz	Vaulruz, Croix-Verte	Vaulruz, Croix-Verte → Romont	55,87		75 000
Vaulruz	Vaulruz-Nord, gare	Vaulruz-Nord, gare → Sâles	44,57		75 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Belle-Croix	Belle-Croix → Fribourg	125,00		60 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Belle-Croix	Belle-Croix → Rosé	88,24		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Daillettes	Villars-sur-Glâne, Daillettes → Bulle	64,07		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, La Glâne	Villars-sur-Glâne, La Glâne → Bulle	40,08		50 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Le Moléson	Villars-sur-Glâne, Le Moléson → Bulle	66,64		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Le Moléson	Villars-sur-Glâne, Le Moléson → Fribourg, gare	42,48		125 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Moncor	Moncor → gare	123,28		60 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Moncor	Moncor → Les Dailles	87,30		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Planafaye	Villars-sur-Glâne, Planafaye → Fribourg	57,79		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Planafaye	Villars-sur-Glâne, Planafaye → Bulle	40,67		125 000
Vuadens	Vuadens, gare	Vuadens, gare → Bulle	121,83		60 000
Vuadens	Vuadens, gare	Vuadens, gare → Terminus	110,24		85 000
Vuadens	Vuadens, Le Dally	Vuadens, Le Dally → Bulle	43,40		50 000
Vuadens	Vuadens, St-Vincent	Vuadens, St-Vincent → Vuadens, gare	62,45		85 000
Vuadens	Vuadens, St-Vincent	Vuadens, St-Vincent → Bulle	89,30		60 000
Vuisternens-devant-Romont	La Joux FR, village	La Joux FR, village → Bouloz	27,13	oui	75 000
Vuisternens-devant-Romont	La Joux FR, village	La Joux FR, village → Romont	35,73	oui	50 000
Vuisternens-devant-Romont	Vuisternens-devant-Romont, village	Vuisternens-devant-Romont, village → Vaulruz	40,82		85 000

Commune	Nom de l'arrêt	Sens	Rapport utilité-coûts	Critère de desserte minimale	Coût de l'aménagement (±50% par arrêt)
Vuisternens-devant-Romont	Vuisternens-devant-Romont, village	Vuisternens-devant-Romont, village → Romont	43,64		75 000
Wünnewil-Flamatt	Flamatt, Post	Albligen, Dorf; Wünnewil, Schule	137,24		55 000
Wünnewil-Flamatt	Flamatt, Post	Flamatt, Bahnhof	134,29		55 000



Botschaft 2018-DAEC-155

18. Dezember 2018

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 21 228 000 Franken für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG).

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einführung	15
2. Evaluationsmethode	16
2.1. Grundsatz der Verhältnismässigkeit und Nutzen–Kosten–Verhältnis	16
2.2. Evaluation des Bedarfs eines hindernisfreien Umbaus (Nutzen)	16
2.3. Beurteilung der Kosten	16
3. Resultat der Bewertung der Bushaltekanten	17
3.1. Minimales Nutzenpunkte–Kosten–Verhältnis und Kriterium «Mindesterschliessung»	17
3.2. Anzahl Bushaltekanten auf Kantonsstrassen, die angepasst werden müssen	18
4. Benötigter Betrag	18
5. Weitere Aspekte	19
5.1. Begleitung der Arbeiten	19
5.2. Folgen für die Gemeinden	19
5.3. Weitere rechtliche Aspekte	19
5.4. Aufgabenteilung und Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht	19
6. Schlussfolgerung	19

1. Einführung

Das Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen¹ trat am 1. Januar 2004 in Kraft. Es hat zum Zweck, «Benachteiligungen zu verhindern, zu verringern oder zu beseitigen, denen Menschen mit Behinderungen ausgesetzt sind». Im Bereich des öffentlichen Verkehrs legt das Gesetz fest, dass bestehende Bauten und Anlagen sowie Fahrzeuge für den öffentlichen Verkehr spätestens nach 20 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes behindertengerecht sein müssen.² Die entsprechenden Anpassungen betreffen auch die Bushaltestellen.

Im Kanton Freiburg gibt es 1456 Bushaltekanten³, wovon sich 739 auf Kantonsstrassen und 717 auf Gemeindestrassen befinden. Nur ein kleiner Teil dieser Bushaltekanten erfüllt die Vorgaben des BehiG, sodass deren Anpassung nötig ist. Dies kommt nicht nur Personen mit Behinderungen zugute, sondern auch Personen mit reduzierter Mobilität (diese kann das Resultat einer Krankheit, eines Unfalls oder einer momentanen Situation wie Schwangerschaft oder die Anwesenheit eines Kindes oder eines schweren Gepäcks sein).

Das Freiburger Strassengesetz sieht vor, dass die Verantwortung für den Bau und den Unterhalt der Bushaltestellen beim jeweiligen Strasseneigentümer liegt und dass dieser die Kosten dafür trägt. Dies gilt auch für die behindertengerechte

¹ Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG).

² Art. 22 Abs. 1 BehiG.

³ In aller Regel verfügen die Bushaltestellen über je eine Bushaltekante pro Fahrtrichtung; damit gibt es über 700 Bushaltestellen.

Anpassung der Bushaltestellen: Der Staat ist zuständig für die Bushaltestellen entlang der Kantonsstrassen, während die Gemeinden für die Bushaltestellen entlang der Gemeindestrassen verantwortlich sind.

Um Synergien beim Ressourceneinsatz zu nutzen und den Gemeinden eine Entscheidungshilfe zur Verfügung zu stellen, wurden im Rahmen einer Studie¹, die von der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) in Auftrag gegeben wurde, sämtliche Bushaltestellen im Kanton Freiburg beurteilt. Für die Gemeinden sind die Resultate der Studie nicht bindend, sie stellen lediglich eine Empfehlung dar.

Die Studie stützte sich auf eine Beurteilungsmethode, die im Bereich der Herstellung der Konformität mit dem BehiG bei Bushaltestellen bereits in anderen Kantonen zum Einsatz kam. Mit der Studie sollten die Bushaltestellen bestimmt werden, die im Sinne des einschlägigen Bundesrechts tatsächlich angepasst werden müssen. Das BehiG schreibt nämlich den Grundsatz der Verhältnismässigkeit vor.

2. Evaluationsmethode

2.1. Grundsatz der Verhältnismässigkeit und Nutzen–Kosten–Verhältnis

Laut BehiG² kann auf die Beseitigung der Benachteiligung verzichtet werden, wenn der für Behinderte zu erwartende Nutzen in einem Missverhältnis steht, insbesondere zum wirtschaftlichen Aufwand (Grundsatz der Verhältnismässigkeit). Um die anzupassenden Bushaltestellen zu bestimmen, setzte die Studie deshalb die Kosten für eine Anpassung der Haltestelle in ein Verhältnis zum Bedarf einer behindertengerechten Ausgestaltung dieser Haltestelle. In formaler Darstellung lässt sich das wie folgt zeigen:

$$\text{Verhältnismässigkeit} = \frac{\text{Bedarf der Anpassung}}{\text{Kosten der Anpassung}}$$

¹ Ecoplan, Transitec, B+S AG: *Bushaltestellen – Überprüfung der Sicherheit und der Einhaltung des Behindertengleichstellungsgesetzes (BehiG). Schlussbericht, 7.9.2018.*

Bei dieser Gelegenheit wurde auch untersucht, inwieweit die Verkehrssicherheit für Fussgängerinnen und Fussgänger, für Velofahrerinnen und Velofahrer sowie für Motorfahrzeuge ausreichend ist. So wurde gestützt auf zahlreiche Kriterien die Sicherheit der Bushaltestellen analysiert und es wurde eine Gesamtnote für die Sicherheit berechnet.

² Art. 11 und 12 BehiG, 3. Abschnitt: Verhältnismässigkeit.

2.2. Evaluation des Bedarfs eines hindernisfreien Umbaus (Nutzen)

Der Bedarf eines Umbaus (Nutzen) wurde anhand der vier nachfolgenden Kriterien gemessen:

- > Nachfragepotenzial (20%): Anzahl Personen und Arbeitsplätze, die sich im Umfeld einer Haltestelle befinden;
- > öffentliche Einrichtungen und Institutionen (30%): Institutionen, Spitäler und Kliniken, Schulen, Einrichtungen für Freizeit, Sport und Kultur, Einkaufsmöglichkeiten, Restaurants und Hotels;
- > Umsteigefunktion (25%): Möglichkeit, zwischen Buslinien oder zwischen Bus und Zug umzusteigen;
- > Frequenzen, Einsteigende und Aussteigende (25%): mittlere Anzahl Ein- und Aussteigende pro Tag.

2.3. Beurteilung der Kosten

Derzeit gibt es im Kanton Freiburg nur ein paar wenige konkrete Projekte für den Umbau von Bushaltestellen. Entsprechend standen keine detaillierten Kostenschätzungen zur Verfügung, sodass für die Beurteilung die groben Kosten eines hindernisfreien Umbaus geschätzt werden mussten.

Für diese grobe Kostenschätzung ($\pm 50\%$ je Bushaltekante) wurden nach einer visuellen Beurteilung der bestehenden Bushaltekanten und deren Umgebung verschiedene Haltestellentypen definiert.³ In der nachfolgenden Tabelle sind die verschiedenen Haltestellentypen sowie die Kostenschätzung für die Herstellung der Konformität aufgeführt. Für die Zuteilung der Bushaltestellen waren zwei Faktoren massgebend, die einen Einfluss auf die Kosten für die Anpassung der Bushaltestelle an die Vorgaben des BehiG haben: die erforderlichen Massnahmen sowie die Länge der Haltestellenkante, die erhöht werden muss. Die geschätzten Kosten gelten für eine durchschnittliche Bushaltekantensituation für den entsprechenden Typ. Die Schätzung hat die Gesamtkosten zum Gegenstand, das heisst: Bau und Ausrüstung der Haltestelle, Anpassungen im Bereich Zu- und Wegfahrt zur Bushaltekante inklusive Anpassungen an den angrenzenden Knoten, an der Strassenentwässerung und Beleuchtung sowie an der direkt angrenzenden Situation wie Vorplätze, Hauszugänge, Vorgärten, Bäume, Gartenzäune, Terrainanpassungen, Stützmauern usw. In den Gesamtkosten eingeschlossen sind zudem die Landerwerbskosten, die Honorare für Projekt und Bauleitung, die Nebenkosten und die Mehrwertsteuer.

³ Grundlage für die Typologie waren die Arbeiten von Ecoplan/B+S für den Kanton Bern und die Arbeiten des Amts für Tiefbau des Kantons Uri; siehe auch Ecoplan/B+S: *Hindernisfreie Bushaltestellen. Grundlagenbericht, 2016* und Ecoplan: *Hindernisfreie Ausgestaltung von Bushaltestellen in Uri, 2016.*

Kostenschätzung für die hindernisfreie Anpassung der einzelnen Haltestellentypen im Rahmen eines Einzelprojekts ($\pm 50\%$ je Bushaltekante)

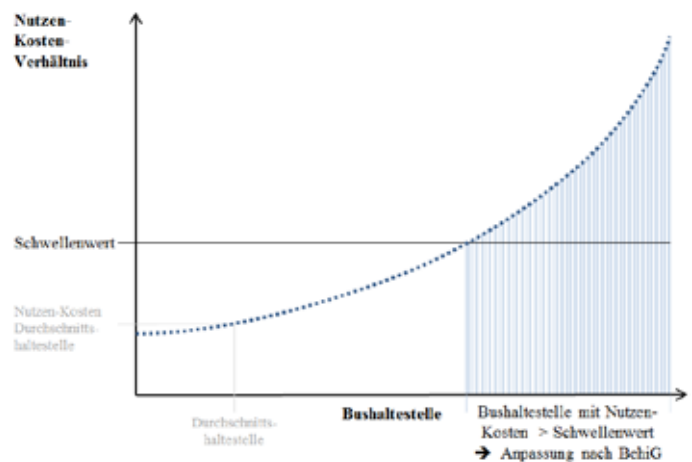
Typ	Bezeichnung	Wert für die Verhältnismässigkeitsprüfung (in CHF inkl. MWST)
B1	Erhöhung auf einer Länge von 18 m	60 000
B2	Erhöhung auf einer Länge von 12 m	55 000
B3	Erhöhung auf einer Länge von 5,40 m	50 000
B1	Erhöhung und einfache Verbreiterung auf einer Länge von 18 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	85 000
B2	Erhöhung und einfache Verbreiterung auf einer Länge von 12 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	80 000
B3	Erhöhung und einfache Verbreiterung auf einer Länge von 5,40 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	75 000
C1	Erhöhung und komplexe Verbreiterung auf einer Länge von 18 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	125 000
C2	Erhöhung und komplexe Verbreiterung auf einer Länge von 12 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	115 000
C3	Erhöhung und komplexe Verbreiterung auf einer Länge von 5,40 m mit Realisierung einer Manövriertfläche für Rollstühle	100 000
D1	Spezialfall: Busbahnhof	200 000
D2	Spezialfall: Bushaltestelle mit Anschluss an einen Platz	150 000

3. Resultat der Bewertung der Bushaltekanten

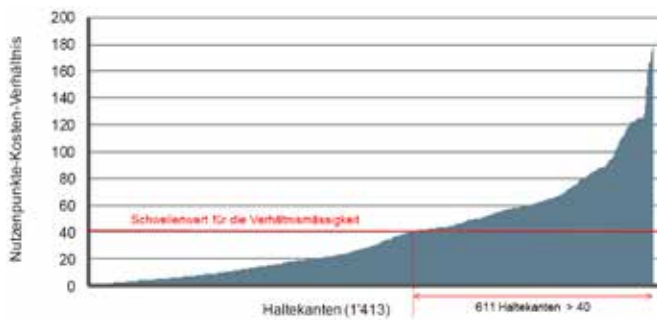
3.1. Minimales Nutzenpunkte–Kosten–Verhältnis und Kriterium «Mindesterschliessung»

Wie bereits erwähnt (Punkt 2.1) kann auf eine Haltestellenanpassung verzichtet werden, wenn der zu erwartende Nutzen in einem Missverhältnis zum wirtschaftlichen Aufwand steht. Ab wann ein Missverhältnis zwischen wirtschaftlichem Aufwand und Nutzen vorliegt, wird in den gesetzlichen Grundlagen jedoch nicht abschliessend festgelegt.

Aus diesem Grund musste definiert werden, welches minimale Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis erreicht werden muss, damit eine behindertengerechte Umgestaltung einer Bushaltestelle noch als verhältnismässig betrachtet werden kann. Gestützt auf die Bewertung der Bushaltekanten, die im Rahmen der hier behandelten Studie durchgeführt wurde, und den Erfahrungen im Kanton Bern und Uri beschloss der Staatsrat, den Schwellenwert bei 40 Nutzenpunkten/Franken festzulegen.



Die folgende Abbildung zeigt das Resultat der Bewertung der Bushaltekanten und das minimale Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis für eine hindernisfreie Anpassung (Schwellenwert = 40). Das Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis wurde für die 1413 Bushaltekanten berechnet, die beurteilt werden konnten und noch nicht konform sind (1456 Bushaltekanten abzüglich 8 Bushaltekanten im Umbau und 35 hindernisfreie Bushaltekanten). 611 Bushaltekanten weisen ein Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis von mehr als 40 auf (davon befinden sich 371 auf einer Gemeindestrasse und 240 auf einer Kantonsstrasse).



Um eine Mindesterschliessung des Kantonsgebiets sicherzustellen, wurde zudem beschlossen, dass mindestens eine hindernisfreie Bushaltestelle pro Ortschaft (kompaktes Siedlungsgebiet mit mindestens 100 Einwohnern) verfügbar sein muss – unabhängig vom Grundsatz der Verhältnismässigkeit.

3.2. Anzahl Bushaltekanten auf Kantonsstrassen, die angepasst werden müssen

Von den 1456 Bushaltekanten auf dem Kantonsgebiet befinden sich 739 auf Kantonsstrassen und fallen somit in die Zuständigkeit des Kantons. Unter Berücksichtigung des minimalen Verhältnisses von 40 Nutzenpunkten/Franken ergab die Analyse¹ der 739 Bushaltekanten folgendes Resultat:

- > 6 Bushaltekanten erfüllen die Vorgaben des BehiG.
- > 240 Bushaltekanten weisen ein Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis von mehr als 40 auf und müssen hindernisfrei umgestaltet werden (Verhältnismässigkeit nachgewiesen).
- > 492 Bushaltekanten erreichen ein Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis von weniger als 40 (Verhältnismässigkeit nicht nachgewiesen). Davon werden 94 Bushaltekanten trotzdem umgebaut, um eine Mindesterschliessung zu garantieren.
- > 1 Bushaltekante konnte nicht evaluiert werden, weil im betroffenen Sektor Bauarbeiten im Gang waren.

Somit ist vorgesehen, insgesamt 334 Bushaltekanten auf dem Kantonsstrassennetz² an die Vorgaben des BehiG anzupassen. In der nachfolgenden Tabelle sind diese Bushaltekanten in Abhängigkeit von den erforderlichen Massnahmen aufgeteilt (vgl. Punkt 2.3). Dadurch kann der erforderliche Gesamtbetrag für die Anpassung der Bushaltestelle auf den Kantonsstrassen geschätzt werden.

Typ	Wert für die Verhältnismässigkeitsprüfung (in CHF inkl. MWST; ±50%)	Anzahl	Total
A1	60 000	49	2 940 000
A2	55 000	17	935 000
A3	50 000	34	1 700 000
B1	85 000	85	7 225 000
B2	80 000	19	1 520 000
B3	75 000	77	5 775 000
C1	125 000	29	3 625 000
C2	115 000	1	115 000
C3	100 000	18	1 800 000
D1	200 000	3	600 000
D2	150 000	2	300 000
Total		334	26 535 000

4. Benötigter Betrag

Auf der Grundlage der Bushaltestellentypologie und der Kostenschätzung für die Anpassung an das BehiG wurde der benötigte Betrag für die Anpassung der 334 Bushaltekanten auf den Kantonsstrassen mit 26 535 000 Franken veranschlagt. Darin enthalten sind (siehe auch Punkt 2.3): der Bau und die Ausrüstung der Haltestelle, die Anpassungen im Bereich Zu- und Wegfahrt zur Bushaltekante einschliesslich die Anpassungen an den angrenzenden Knoten, an der Strassenentwässerung und der Beleuchtung sowie die Landerwerbskosten, Honorare für Projekt und Bauleitung, Nebenkosten und die Mehrwertsteuer. Zur Validierung dieses Betrags wurde auch auf die Erfahrungen mit dem Rahmenkredit von 2004 für die Verbesserung der Sicherheit bei den Bushaltestellen³ zurückgegriffen. Die vorliegende Schätzung ist jedoch präziser, obwohl die nun vorgesehenen Arbeiten namentlich aufgrund der zu errichtenden Haltestellenkanten, der Höhe der Ränder, und der nötigen Anpassungen der Zugänge komplexer sind.

Zu den Bushaltekanten, die Gegenstand der Botschaft von 2004 waren, ist zu sagen, dass die tatsächlichen Kosten im Durchschnitt 10% tiefer ausfielen als die ursprüngliche Schätzung⁴. Dies bestätigt, dass die weiter oben angegebenen Beträge plausibel und kohärent sind.

Nach Artikel 55 des Strassengesetzes (StrG) müssen sich die öffentlichen Verkehrsunternehmen an diesen Kosten beteiligen. Das Ausführungsreglement zum Strassengesetz (ARStrG) legt den Anteil auf 20% fest. Somit wird dem Grossen Rat ein Kreditbegehren von 21 228 000 Franken unterbreitet.

¹ Die Erhebungen fanden von Oktober 2016 bis März 2017 statt. Die Zustandsanalyse gilt somit für diese Periode.

² Für die Gemeindestrassen ergab die Analyse Folgendes: 29 Bushaltekanten erfüllen die Vorgaben des BehiG, 371 weisen ein Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis von mehr als 40 auf und 310 erreichen ein Nutzenpunkte-Kosten-Verhältnis von weniger als 40. Von der letzten Gruppe müssten 88 Bushaltekanten trotzdem umgebaut werden, um eine Mindesterschliessung zu garantieren. Bei 7 Bushaltekanten waren Bauarbeiten im Gang, sodass keine Beurteilung möglich war. Insgesamt sollte die Konformität somit bei 459 Bushaltekanten hergestellt werden. Der Bericht und die detaillierten Resultate können beim Amt für Mobilität eingesehen werden.

³ Dekret über einen Rahmenkredit für den Ausbau der Bushaltestellen auf dem Kantonsstrassennetz:

Die mittleren Kosten je Bushaltekante für die Herstellung der Konformität wurden beim Kreditgesuch von 2004 mit 50 000 Franken veranschlagt; 2018 betragen diese 80 000 Franken.

⁴ Geschätzte Kosten je Bushaltekante im Jahr 2004: 50 000 Franken; tatsächliche Kosten: 45 000 Franken.

5. Weitere Aspekte

5.1. Begleitung der Arbeiten

Der zusätzliche Bedarf an personellen Ressourcen für die Begleitung der Arbeiten wird über externe, mit dem vorliegenden Verpflichtungskredit finanzierte Aufträge gedeckt werden. Diese Vorgehensweise ist nötig, weil die Herstellung der Konformität laut BehiG bis am 31. Dezember 2023 erfolgt sein muss¹. Darüber hinaus erlaubt sie eine grössere Flexibilität, können die personellen Ressourcen doch auf diese Weise mit dem Fortschreiten der Arbeiten an den sich ändernden Bedarf angepasst werden.

5.2. Folgen für die Gemeinden

Die Transportunternehmen beteiligen sich mit geschätzten 530 7000 Franken (20% der geschätzten Gesamtkosten) an der Anpassung der 334 Bushaltekanten auf den Kantonsstrassen. Diese Beteiligung wird mit den Abgeltungen, die der Bund (55%) und der Kanton (45%) für den regionalen Personenverkehr (RPV) leisten, verrechnet werden. Deren Bezahlung wird über mehrere Jahre verteilt werden. Ein ganz kleiner Teil der Bushaltestellen ist auch vom urbanen Verkehr betroffen; in diesen Fällen übernimmt der Kanton 57,5% und der betroffene Regionalverbund (Agglomeration Freiburg bzw. Mobul) 42,5% der Kosten.

5.3. Weitere rechtliche Aspekte

Nach Artikel 30 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) sind Verpflichtungskredite einzuholen für «Bruttoinvestitionsausgaben, die wertmässig 1/8% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung übersteigen»; für die laufende Periode beläuft sich dieser Betrag auf 4 586 348 Franken².

Weil dieser Betrag 1/8% der Gesamtausgaben (4 586 348 Franken laut Verordnung vom 5. Juni 2018 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung) übersteigt, ist für dieses Dekret laut Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) das qualifizierte Mehr erforderlich. Es muss mit anderen Worten von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rats (56 Mitglieder, siehe Art. 140 GRG) und nicht bloss von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen (einfaches Mehr) angenommen werden.

Nach Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 untersteht dieses Dekret dem fakultativen Finanzreferendum (mehr als 1/4% der Gesamtausgaben bzw. mehr als 9 172 696 Franken), nicht aber dem obligatorischen Finanzreferendum.

5.4. Aufgabenteilung und Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er ist mit dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung vereinbar und eurokompatibel.

6. Schlussfolgerung

Der Staatsrat ersucht Sie, den Dekretsentwurf anzunehmen, um die Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen hindernisfrei umbauen und so das einschlägige Bundesrecht erfüllen zu können. Mit der Herstellung der Konformität werden die Attraktivität und die Zugänglichkeit der öffentlichen Verkehrsmittel für Personen mit Behinderungen oder mit reduzierter Mobilität erhöht.

Anhang

—
Liste der Bushaltestellen, die an die Vorgaben des BehiG angepasst werden müssen

¹ Aufgrund der Zahl der Bushaltestellen, die hindernisfrei ausgebaut werden müssen, den einschlägigen Verfahren und den verfügbaren Ressourcen wird die Frist wohl trotzdem nicht eingehalten werden können.

² Verordnung vom 5. Juni 2018 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung.

Liste der Bushaltestellen, die an die Vorgaben des BehiG angepasst werden müssen

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindest- schliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltestelle)
Alterswil	Alterswil FR, Dorfplatz	Alterswil FR, Dorfplatz → Plaffeien	45,11		125 000
Alterswil	Alterswil FR, Dorfplatz	Alterswil FR, Dorfplatz → Fribourg	45,79		125 000
Attalens	Attalens, Corcelles	Corcelles → Bossonnens	68,41		85 000
Attalens	Attalens, Corcelles	Corcelles → Vevey	68,41		85 000
Attalens	Attalens, La Fin	La Fin → Bossonnens	40,22		85 000
Attalens	Attalens, La Fin	La Fin → Vevey	40,22		85 000
Attalens	Attalens, village	Attalens, village → Bossonnens (?)	128,11		60 000
Attalens	Attalens, village	Attalens, village → La Chauz	63,51		125 000
Autigny	Autigny, Café de l'Ecu	Autigny, Café de l'Ecu → Cottens	49,23		55 000
Avry	Avry-sur-Matran, bif.	Avry-sur-Matran, bif. → Rosé	58,90		85 000
Belfaux	Belfaux, Laiterie	Belfaux, Laiterie → Avenches	45,04		125 000
Belfaux	Belfaux, Laiterie	Belfaux, Laiterie → Fribourg	68,89		85 000
Billens-Hennens	Billens, village	Billens, village → Moudon	38,35	ja	75 000
Billens-Hennens	Billens, village	Billens, village → Romont	38,67	ja	75 000
Bösingen	Bösingen, Abzw. Tuftera	Bösingen, Abzw. Tuftera → Laupen	69,38		60 000
Bösingen	Bösingen, Dorf	Bösingen, Dorf → Laupen	94,18		60 000
Bösingen	Bösingen, Abzw. Tuftera	Düdingen, Bhf	50,51		85 000
Bösingen	Bösingen, Cholholz	Laupen BE, Bhf	44,52		60 000
Bösingen	Bösingen, Cholholz	Düdingen, Bhf	42,26		60 000
Bösingen	Bösingen, Dorf	Düdingen, Bhf	65,86		85 000
Botterens	Botterens, village	Botterens, village → Corbières	49,15		60 000
Botterens	Botterens, village	Botterens, village → Charmey	46,60		60 000
Botterens	Villarbeney, village	Villarbeney, village → Fribourg	9,04	ja	75 000
Botterens	Villarbeney, village	Villarbeney, village → Botterens	8,33	ja	75 000
Broc	Broc, Le Home	Broc, Le Home → Charmey	42,00		75 000
Brünisried	Brünisried, Dorf	Brünisried, Dorf → Plaffeien	24,98	ja	75 000
Brünisried	Brünisried, Dorf	Brünisried, Dorf → Fribourg	24,96	ja	75 000
Châtel-Saint-Denis	Châtel-Saint-Denis, Bellière	Châtel-Saint-Denis, Bellière → Châtel-Saint-Denis	75,39		80 000
Châtel-Saint-Denis	Châtel-Saint-Denis, Bellière	Châtel-Saint-Denis, Bellière → Les Paccots	51,12		115 000
Châtel-Saint-Denis	Les Paccots, village	Les Paccots, village → Lac-des-Joncs	52,47		80 000
Châtel-Saint-Denis	Les Paccots, village	Les Paccots, village → Châtel-Saint-Denis	72,84		55 000
Châtel-sur-Montsalvens	Châtel-sur-Montsalvens, Rest.	Châtel-sur-Montsalvens, Rest. → Charmey	29,86	ja	50 000
Châtel-sur-Montsalvens	Châtel-sur-Montsalvens, Rest.	Châtel-sur-Montsalvens, Rest. → Bulle	18,60	ja	75 000
Châtonnaye	Châtonnaye, poste	Avry-sur-Matran, centre com.	61,65		60 000
Châtonnaye	Châtonnaye, poste	Romont FR, gare	61,09		60 000
Corbières	Corbières, le Vanel	Corbières, le Vanel → Bulle	20,96	ja	100 000
Corbières	Corbières, le Vanel	Corbières, le Vanel → Fribourg	20,55	ja	100 000
Corbières	Villarvolard, village	Villarvolard, village → Fribourg	20,20	ja	75 000
Corbières	Villarvolard, village	Villarvolard, village → Botterens	21,45	ja	75 000
Corminbœuf	Corminbœuf, Amont	Corminbœuf, Amont → Fribourg	46,32		60 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindesters- chliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekannte)
Corminbœuf	Corminbœuf, anc. poste	Corminbœuf, anc. poste → Terminus	41,04		85 000
Corminbœuf	Corminbœuf, village	Corminbœuf, village → Chésopelloz	63,44		60 000
Corminbœuf	Corminbœuf, village	Corminbœuf, village → Fribourg	65,26		60 000
Corserey	Café du Châtaignier	Avry-sur-Matran, centre com.	25,41	ja	75 000
Corserey	Café du Châtaignier	Romont FR, gare	37,57	ja	50 000
Courgevaux	Courgevaux, village	Courgevaux, Dorf → Courtepin	69,79		55 000
Courtepin	Courtepin, gare	Courtepin, gare → Terminus	54,69		150 000
Crésuz	Crésuz, village	Crésuz, village → Jaun	13,90	ja	100 000
Crésuz	Crésuz, village	Crésuz, village → Bulle	25,93	ja	50 000
Cugy (FR)	Vesin, village	Vesin, village → Cugy	22,63	ja	50 000
Cugy (FR)	Vesin, village	Vesin, village → Vesin cordonnerie	14,41	ja	75 000
Delley-Portalban	Delley, école	Delley, école → Portalban	38,93	ja	50 000
Delley-Portalban	Delley, école	Delley, école → Saint-Aubin	26,69	ja	75 000
Düdingen	Düdingen, Briegli	Düdingen, Briegli → Düdingen	54,57		85 000
Düdingen	Düdingen, Briegli	Düdingen, Briegli → Tafers	55,13		85 000
Düdingen	Düdingen, Kirche	Düdingen, Kirche → Tafers	60,24		85 000
Düdingen	Düdingen, Kirche	Düdingen, Kirche → Düdingen	87,22		60 000
Düdingen	Düdingen, Warpel	Laupen BE, Bhf; Kerzers, Bhf; Murten, Bhf	50,00		85 000
Düdingen	Düdingen, Warpel	Düdingen, Bhf	49,92		85 000
Echarlens	Echarlens, village	Echarlens, village → Bulle	25,91	ja	150 000
Echarlens	Echarlens, village	Echarlens, village → Corbières	50,18		85 000
Ependes (FR)	Ependes FR, village	Ependes FR, village → Treyvaux	57,83		85 000
Ependes (FR)	Ependes FR, village	Ependes FR, village → Fribourg	56,93		85 000
Estavayer	Font, village	Font, village → Châbles, Estavayer	34,43	ja	50 000
Estavayer	La Vounaise	La Vounaise → Murist	6,94	ja	50 000
Estavayer	La Vounaise	La Vounaise → Bollion	4,79	ja	75 000
Estavayer	Murist, village	Murist, village → Treytorrens	43,37		75 000
Estavayer	Murist, village	Murist, village → La Vounaise	53,48		60 000
Estavayer	Vuissens, poste	Vuissens, poste → Vuissens, école	40,11		50 000
Fétigny	Fétigny, village	Thierrens, gare routière	51,11		60 000
Fétigny	Fétigny, village	Payerne, gare	41,30		75 000
Fétigny	Vers la Croix	Thierrens, gare routière	42,43		75 000
Fétigny	Vers la Croix	Payerne, gare	53,30		60 000
Fribourg	Bourguillon, La Tour	Bourguillon, La Tour → Plaffeien	50,88		85 000
Fribourg	Bourguillon, La Tour	Bourguillon, La Tour → Fribourg	67,30		60 000
Fribourg	Fribourg, Niquille	Bourguillon, Niquille → Plaffeien	43,15		85 000
Fribourg	Fribourg, Niquille	Bourguillon, Niquille → Fribourg	42,78		85 000
Fribourg	Fribourg, Beaumont	Beaumont → Bulle	75,16		85 000
Fribourg	Fribourg, Boschung	Boschung → Pont-de-Zaehringen	60,00		125 000
Fribourg	Fribourg, Kessler	Kessler → Windig	116,56		60 000
Fribourg	Fribourg, Plateau-de-Pérolles	Plateau de Pérolles → gare	121,59		60 000
Fribourg	Fribourg, Plateau-de-Pérolles	Plateau de Pérolles → Marly	118,02		60 000
Fribourg	Fribourg, Ploetscha	Ploetscha → Windig	59,17		125 000
Fribourg	Fribourg, Ploetscha	Ploetscha → St-Bartélemy	78,10		85 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindesters- chliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Fribourg	Fribourg, Poya	Poya → Portes-de-Fribourg	111,83		60 000
Fribourg	Fribourg, Poya	Poya → Tilleul	80,40		85 000
Fribourg	Fribourg, Route-de-Tavel	Route-de-Tavel → Tavers	58,64		125 000
Fribourg	Fribourg, Route-de-Tavel	Route-de-Tavel → Windig	58,64		125 000
Fribourg	Fribourg, Rte de la Glâne	Fribourg, Rte de la Glâne → Bulle	43,23		125 000
Fribourg	Fribourg, Rte de la Glâne	Fribourg, Rte de la Glâne → Fribourg, gare	82,29		60 000
Fribourg	Fribourg, Stadtberg	Stadtberg → Schoenberg	114,78		60 000
Fribourg	Fribourg, Stadtberg	Stadtberg → gare	79,25		85 000
Fribourg	Fribourg, Vieux-Chênes	Vieux-Chênes → Guintzet	56,33		125 000
Fribourg	Fribourg, Vieux-Chênes	Vieux-Chênes → Musy	57,48		125 000
Fribourg	Fribourg, Windig	Windig → Musy	88,24		85 000
Gempenach	Gempenach, Dorf	Gempenach, Dorf → Gümnenen; Kerzers, Bhf	26,25	ja	75 000
Gempenach	Gempenach, Dorf	Gempenach, Dorf → Murten; Duedingen, Bhf	19,84	ja	100 000
Gibloux	Farvagny-le-Grand	Farvagny-le-Grand → Vuisternens	51,24		125 000
Gibloux	Farvagny-le-Grand	Farvagny-le-Grand → Fribourg	50,52		125 000
Gibloux	Farvagny-le-Petit	Farvagny-le-Petit → Fribourg	20,24	ja	75 000
Gibloux	Grenilles, village	Grenilles, village → FCO	4,94	ja	100 000
Gibloux	Grenilles, village	Grenilles, village → Posieux	5,07	ja	100 000
Gibloux	Villarlod, Café	Villarlod, Café → Farvagny	14,54	ja	75 000
Gibloux	Villarlod, Café	Villarlod, Café → Romont	14,16	ja	75 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, croisée	Vuisternens-en-Ogoz, croisée → Bulle	48,33		85 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, croisée	Vuisternens-en-Ogoz, croisée → Fribourg	53,59		75 000
Gibloux	Vuisternens-en-Ogoz, Le Haut	Vuisternens-en-Ogoz, Le Haut → Fribourg	41,31		75 000
Giffers	Giffers, Dorf	Giffers, Dorf → Fribourg	135,22		60 000
Giffers	Giffers, Dorf	Giffers, Dorf → Plaffeien	94,00		85 000
Givisiez	Givisiez, Escale	Givisiez, Escale → Fribourg	65,78		85 000
Granges (Veveyse)	Granges (Veveyse), village	Granges (Veveyse), village → Attalens	29,32	ja	100 000
Granges (Veveyse)	Granges (Veveyse), village	Granges (Veveyse), village → Palézieux	57,96		55 000
Gruyères	Epagny, Prâ Dêrê	Epagny, Prâ Dêrê → Charmey	52,99		80 000
Gruyères	Epagny, Prâ Dêrê	Epagny, Prâ Dêrê → Bulle	71,09		55 000
Gruyères	Epagny, village	Epagny, village → Montbovon	61,75		80 000
Gruyères	Epagny, village	Epagny, village → Bulle	43,66		100 000
Gruyères	Moléson-sur-Gruyères	Moléson-sur-Gruyères → Terminus	24,49	ja	75 000
Gurmels	Kleingurmels	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	14,35	ja	75 000
Gurmels	Kleingurmels	Düdingen, Bhf	14,90	ja	75 000
Gurmels	Gurmels, Dorf	Kerzers, Bhf; Düdingen, Bhf; Murten, Bhf	81,50		80 000
Gurmels	Gurmels, Sonneck	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	56,36		80 000
Gurmels	Gurmels, Sonneck	Düdingen, Bhf	56,13		80 000
Hauterive (FR)	Ecuwillens, Champ du Nod	Ecuwillens, Champ du Nod → Bulle	45,53		85 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen-Kosten-Verhältnis	Kriterium Mindesterschliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Hauterive (FR)	Ecuvillens, Champ du Nod	Ecuvillens, Champ du Nod → Fribourg	46,22		85 000
Hauterive (FR)	Posieux, Vany	Posieux, Vany → Bulle	42,92		75 000
Hauterive (FR)	Posieux, village	Posieux, village → Bulle	40,88		125 000
Hauterive (FR)	Posieux, village	Posieux, village → Fribourg	57,65		85 000
Hauteville	Hauteville, village	Hauteville, village → Bulle	19,86	ja	100 000
Hauteville	Hauteville, village	Hauteville, village → Fribourg	23,06	ja	100 000
Heitenried	Heitenried, Dorf	Heitenried, Dorf → Schwarzenburg; Tafers	74,80		60 000
Heitenried	Heitenried, St. Michael	Heitenried, St. Michael → Schwarzenburg	64,45		60 000
Heitenried	Heitenried, St. Michael	Heitenried, St. Michael → Fribourg	64,79		60 000
Jaun	Jaun, Dorf	Jaun, Dorf → Bulle	57,91		60 000
Kerzers	Kerzers, Mühlegasse	Kerzers, Bhf	65,28		80 000
Kerzers	Kerzers, Mühlegasse	Duedingen, Bhf	92,97		55 000
Kleinbösing	Kleinbösing	Murten, Bhf; Kerzers, Bhf	20,10	ja	75 000
Kleinbösing	Kleinbösing	Düdingen, Bhf	20,36	ja	75 000
La Brillaz	Lentigny, village	Lentigny, village → Rose	44,07		85 000
La Brillaz	Lentigny, village	Lentigny, village → Chenens	63,19		60 000
La Roche	La Roche FR, Le Zible	La Roche FR, Le Zible → Corbières	59,80		75 000
La Roche	La Roche FR, Le Zible	La Roche FR, Le Zible → Fribourg	53,04		85 000
La Roche	La Roche FR, poste	La Roche FR, poste → Bulle	60,23		125 000
La Roche	La Roche FR, poste	La Roche FR, poste → Fribourg	60,64		125 000
La Verrerie	Grattavache, village	La Verrerie, gare	7,68	ja	75 000
La Verrerie	Grattavache, village	Oron-la-Ville, centre	7,86	ja	75 000
La Verrerie	La Verrerie, village	La Verrerie, gare	19,08	ja	75 000
La Verrerie	La Verrerie, village	Oron-la-Ville, centre	19,08	ja	75 000
Le Flon	Bouloz, école	Bouloz, école → Porsel	29,18	ja	50 000
Le Flon	Bouloz, école	Bouloz, école → La Joux	20,12	ja	75 000
Le Flon	Pont (Veveyse), village	Pont (Veveyse), village → Palézieux	7,92	ja	75 000
Le Flon	Pont (Veveyse), village	Pont (Veveyse), village → Romont	8,21	ja	75 000
Le Flon	Porsel, village	Porsel, village → Palézieux	59,83		50 000
Le Flon	Porsel, village	Porsel, village → Romont	59,69		50 000
Le Mouret	Essert FR, La Riedera	Essert FR, La Riedera → Bulle	5,11	ja	100 000
Le Mouret	Essert FR, La Riedera	Essert FR, La Riedera → Fribourg	6,59	ja	75 000
Le Mouret	Le Mouret, Moulin à Benz	Le Mouret, Moulin à Benz → Bonnefontaine	44,49		85 000
Le Mouret	Le Mouret, village	Le Mouret, village → La Roche	51,97		85 000
Le Mouret	Le Mouret, village	Le Mouret, village → Fribourg	85,86		50 000
Le Pâquier (FR)	Le Pâquier-Montbarry, gare	Le Pâquier-Montbarry, gare → Gruyères	41,35		80 000
Le Pâquier (FR)	Le Pâquier-Montbarry, gare	Le Pâquier-Montbarry, gare → Bulle	40,79		80 000
Les Montets	Aumont	Aumont → Vesin	29,88	ja	75 000
Les Montets	Aumont	Aumont → Nuilly	23,01	ja	100 000
Les Montets	Montet (Broye), Petit Montet	Montet (Broye), Petit Montet → Vesin	34,23	ja	75 000
Les Montets	Montet (Broye), village	Montet (Broye), village → Frasses	48,14		60 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindesters- chliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Les Montets	Montet (Broye), village	Montet (Broye), village → Petit-Montet	38,36	ja	75 000
Lully (FR)	Bollion, village	Bollion, village → La Vounaise	14,33	ja	75 000
Lully (FR)	Bollion, village	Bollion, village → Mussillens	14,30	ja	75 000
Lully (FR)	Lully FR, village	Lully FR, village → Mussillens	48,97		85 000
Lully (FR)	Lully FR, village	Lully FR, village → Moulin-au-Rey	48,83		85 000
Marly	Marly, Cité	Marly, Cité → Fribourg	166,67		60 000
Marly	Marly, Cité	Marly, Cité → Le Mouret	117,65		85 000
Marly	Marly, Gérine	Marly, Gérine → Le Mouret	65,80		75 000
Marly	Marly, Grand Pré	Grand Pré Fribourg	88,24		85 000
Marly	Marly, Jonction	Jonction → Fribourg	59,76		125 000
Marly	Marly, Jonction	Jonction → Le Mouret	124,91		60 000
Marly	Marly, Les Rittes	Les Rittes → Fribourg	56,52		125 000
Marly	Marly, Les Rittes	Les Rittes Le Mouret	55,50		125 000
Marsens	Vuippens, village	Vuippens, village → Bulle	25,72	ja	75 000
Marsens	Vuippens, village	Vuippens, village → Fribourg	25,50	ja	75 000
Massonnens	village	Massonnens, tannerie	27,53	ja	75 000
Massonnens	village	Romont FR, Arruffens	41,30		50 000
Ménières	Ménières, village	Thierrens, gare routière	21,64	ja	100 000
Ménières	Ménières, village	Payerne, gare	28,47	ja	75 000
Mézières (FR)	Mézières FR, village	Mézières FR, village → Palézieux	49,20		85 000
Mézières (FR)	Mézières FR, village	Mézières FR, village → Romont	49,52		85 000
Misery-Courtion	Courtion, bif.	Courtion, bif. → Fribourg	42,88		85 000
Misery-Courtion	Misery, village	Misery, village → Avenches	63,52		85 000
Misery-Courtion	Misery, village	Misery, village → Fribourg	63,38		85 000
Montagny (FR)	Cousset, gare	Mannens, poste: Cousset, centre	80,54		80 000
Montagny (FR)	Montagny-la-Ville, auberge	Mannens, poste: Cousset, centre	40,67		50 000
Montet (Glâne)	Montet (Glâne), village	Montet (Glâne), village → Palézieux	23,02	ja	75 000
Montet (Glâne)	Montet (Glâne), village	Montet (Glâne), village → Romont	20,19	ja	75 000
Mont-Vully	Môtier (Vully), village	Môtier (Vully), village → Lugnorre	54,25		55 000
Mont-Vully	Môtier (Vully), village	Môtier (Vully), village → Sugiez	53,87		55 000
Mont-Vully	Nant, croisée	Nant, croisée → Lugnorre	58,31		55 000
Mont-Vully	Nant, croisée	Nant, croisée → Sugiez	58,09		55 000
Mont-Vully	Praz (Vully), village	Praz (Vully), village → Sugiez	44,04		80 000
Mont-Vully	Sugiez, poste	Sugiez, poste → Lugnorre	51,18		80 000
Mont-Vully	Sugiez, poste	Sugiez, poste → Sugiez, gare	50,49		80 000
Murten	Courlevon, Dorf	Courlevon, Dorf → Murten	10,57	ja	75 000
Murten	Courlevon, Dorf	Courlevon, Dorf → Courtepin	10,87	ja	75 000
Murten	Murten, Combette	Murten, Bhf	54,82		80 000
Murten	Murten, Combette	Düdingen, Bhf	54,85		80 000
Murten	Salvenach, Schulhaus	Murten, Bhf	19,65	ja	100 000
Nuvilly	Nuvilly, village	Nuvilly, village → Aumont	32,11	ja	75 000
Nuvilly	Nuvilly, village	Nuvilly, village → Combremont	31,46	ja	75 000
Plaffeien	Oberschrot, Büel	Oberschrot, Büel → Plaffeien	40,13		125 000
Plaffeien	Oberschrot, Büel	Oberschrot, Büel → Fribourg	41,81		125 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindesters- chliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Plaffeien	Plaffeien, Dorf	Plaffeien, Dorf → Schwarzsee	55,06		125 000
Plaffeien	Plaffeien, Dorf	Plaffeien, Dorf → Fribourg	117,78		60 000
Plaffeien	Plaffeien, Telmoos	Plaffeien, Telmoos → Schwarzsee	48,93		60 000
Plaffeien	Plaffeien, Telmoos	Plaffeien, Telmoos → Plaffeien	42,14		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Gypsera	Schwarzsee, Gypsera → Schwyberg	81,03		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Gypsera	Schwarzsee, Gypsera → Plaffeien	80,05		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Hostellerie	Schwarzsee, Hostellerie → Fribourg	56,10		60 000
Plaffeien	Schwarzsee, Kaspera	Schwarzsee, Kaspera → Fribourg	41,57		50 000
Plaffeien	Zollhaus FR	Zollhaus FR → Schwarzsee	46,48		50 000
Plaffeien	Zollhaus FR	Zollhaus FR → Plaffeien	44,70		50 000
Plaffeien	Zumholz, Dorf	Zumholz, Dorf → Plaffeien	25,92	ja	100 000
Plaffeien	Zumholz, Dorf	Zumholz, Dorf → Tavers	37,14	ja	75 000
Plaffeien	Zumholz, Abzweigung	Thurnen Bhf	43,48		50 000
Plasselb	Plasselb, Dorf	Plasselb, Dorf → Plaffeien	64,05		60 000
Plasselb	Plasselb, Dorf	Plasselb, Dorf → Fribourg	49,54		85 000
Pont-en-Ogoz	Gumefens	Gumefens → Bulle	41,80		85 000
Pont-en-Ogoz	Gumefens	Gumefens → Fribourg	45,12		75 000
Prez-vers-Noréaz	Prez-vers-Noréaz, croisée	Avry-sur-Matran, centre com.	42,27		85 000
Prez-vers-Noréaz	Prez-vers-Noréaz, croisée	Romont FR, gare	60,71		60 000
Rechthalten	Rechthalten, Dorf	Rechthalten, Dorf → Plaffeien	79,89		60 000
Rechthalten	Rechthalten, Dorf	Rechthalten, Dorf → Fribourg	56,46		85 000
Riaz	Riaz, Centre	Riaz, Centre → Bulle	76,82		85 000
Riaz	Riaz, Centre	Riaz, Centre → Fribourg	76,04		85 000
Riaz	Riaz, Champy	Riaz, Champy → Bulle	57,95		85 000
Riaz	Riaz, Champy	Riaz, Champy → Fribourg	48,13		100 000
Riaz	Riaz, poste	Riaz, poste → Bulle	61,64		85 000
Riaz	Riaz, poste	Riaz, poste → Fribourg	64,17		85 000
Ried bei Kerzers	Kerzers, Abzw. Gurzelen	Kerzers, Bhf	61,76		55 000
Ried bei Kerzers	Kerzers, Abzw. Gurzelen	Duedingen, Bhf	42,46		80 000
Romont (FR)	Les Chavannes-sous-Romont	Chavannes-sous-Romont → Romont	46,64		50 000
Romont (FR)	Romont FR, CO de la Glâne	Romont FR, CO de la Glâne → Romont	78,42		85 000
Romont (FR)	Romont FR, CO de la Glâne	Romont FR, CO de la Glâne → Mézière	52,13		125 000
Romont (FR)	Romont FR, Electroverre	Romont FR, Electroverre → Villaz-Saint-Pierre	44,71		75 000
Romont (FR)	Romont FR, Electroverre	Romont FR, Electroverre → Romont	42,99		75 000
Romont (FR)	Romont FR, gare	Romont FR, gare → Place de la gare	49,81		200 000
Romont (FR)	Romont FR, gare	Romont FR, gare → Fribourg	102,01		85 000
Rue	Promasens, église	Promasens, église → Oron	43,73		50 000
Rue	Promasens, église	Promasens, église → Rue	42,86		50 000
Rue	Rue, village	Rue, village → Palézieux	39,37	ja	75 000
Rue	Rue, village	Rue, village → Romont	39,67	ja	75 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, bif.	Saint-Aubin FR, bif. → Portalban, Gletterens, Domdidier	74,13		85 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, bif.	Saint-Aubin FR, bif. → Domdidier	59,85		85 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindesters- chliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, église	Saint-Aubin FR, église → Portalban, Domdidier	87,28		60 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, Le-Haut	Saint-Aubin FR, Le-Haut → Portalban	43,93		85 000
Saint-Aubin (FR)	Saint-Aubin FR, Le-Haut	Saint-Aubin FR, Le-Haut → Domdidier	43,77		85 000
Saint-Martin (FR)	Fiaugères, croisée	La Verrerie, gare	13,56	ja	50 000
Saint-Martin (FR)	Fiaugères, croisée	Oron-la-Ville, centre	6,64	ja	100 000
Saint-Martin (FR)	Saint-Martin FR, village	La Verrerie, gare	46,26		55 000
Saint-Martin (FR)	Saint-Martin FR, village	Oron-la-Ville, centre	34,11	ja	75 000
Schmitten (FR)	Berg FR, Schulhaus	Berg FR, Schulhaus → Schmitten	18,81	ja	50 000
Schmitten (FR)	Berg FR, Schulhaus	Berg FR, Schulhaus → Tafers	17,42	ja	50 000
Schmitten (FR)	Lanthen, Käserei	Lanthen, Käserei → Schmitten	9,66	ja	75 000
Schmitten (FR)	Lanthen, Käserei	Lanthen, Käserei → Tafers	10,08	ja	75 000
Schmitten (FR)	Schmitten FR, Bahnhof	Schmitten FR, Bahnhof → Terminus	131,31		60 000
Semsales	La Verrerie, gare	La Verrerie, gare	72,25		55 000
Siviriez	Chavannes-Les-Forts, village	Chavannes-Les-Forts, village → Romont	12,48	ja	50 000
Siviriez	Siviriez, village	Siviriez, village → Ursy	57,72		85 000
Siviriez	Siviriez, village	Siviriez, village → Romont	55,89		85 000
St. Antoni	Lehwil, Dorf	Lehwil, Dorf → Heitenried	3,52	ja	75 000
St. Antoni	Lehwil, Dorf	Lehwil, Dorf → Schmitten	5,48	ja	50 000
St. Antoni	Niedermuhren, Dorf	Niedermuhren, Dorf → Heitenried	18,67	ja	75 000
St. Antoni	Niedermuhren, Dorf	Niedermuhren, Dorf → Schmitten	28,18	ja	50 000
St. Antoni	St. Antoni, Dorf	St. Antoni, Dorf → Heitenried	52,66		85 000
St. Antoni	St. Antoni, Dorf	St. Antoni, Dorf → Tafers	52,77		85 000
St. Silvester	St. Silvester, Dorf	St. Silvester, Dorf → Flüeli	83,24		55 000
St. Silvester	St. Silvester, Dorf	St. Silvester, Dorf → Giffers	48,98		80 000
St. Silvester	St. Silvester, Ebnet	St. Silvester, Ebnet → Giffers	40,06		50 000
St. Ursen	St. Ursen, alte Post	St. Ursen, alte Post → Plaffeien	47,28		85 000
St. Ursen	St. Ursen, alte Post	St. Ursen, alte Post → Fribourg	65,50		60 000
St. Ursen	St. Ursen, Dorf	St. Ursen, Dorf → Plaffeien	43,40		85 000
St. Ursen	St. Ursen, Dorf	St. Ursen, Dorf → Fribourg	43,43		85 000
Surpierre	Villeneuve, village	Granges-près-Marnand, gare, Cheiry, village	22,74	ja	50 000
Surpierre	Surpierre, poste	Cheiry, village	21,21	ja	75 000
Surpierre	Surpierre, poste	Granges-près-Marnand, gare	21,21	ja	75 000
Tafers	Menziswil	Menziswil → Tafers	15,94	ja	75 000
Tafers	Menziswil	Menziswil → Fribourg	15,78	ja	75 000
Tafers	Tafers, Am Kreuz	Tafers, Am Kreuz → Plaffeien	46,92		100 000
Tafers	Tafers, Am Kreuz	Tafers, Am Kreuz → Tafers	53,75		85 000
Tafers	Tafers, Dorf	Tafers, Dorf → Schwarzee	49,51		200 000
Tafers	Tafers, Dorf	Tafers, Dorf → Fribourg	49,68		200 000
Tafers	Tafers, Muttacker	Tafers, Muttacker → Schmitten	41,21		50 000
Tafers	Tafers, Oberdorf	Tafers, Oberdorf → Tafers	45,89		85 000
Tafers	Tafers, Oberdorf	Tafers, Oberdorf → Fribourg	47,26		85 000
Tentlingen	Tentlingen, Dorf	Tentlingen, Dorf → Plaffeien	74,03		85 000
Tentlingen	Tentlingen, Dorf	Tentlingen, Dorf → Marly	49,42		125 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindest- schliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Torny	Torny-le-Grand, village	Avry-sur-Matran, centre com.	29,35	ja	75 000
Torny	Torny-le-Grand, village	Romont FR, gare	29,56	ja	75 000
Ueberstorf	Ueberstorf, Albligenstrasse	Ueberstorf, Albligenstrasse → Albligen	57,84		80 000
Ueberstorf	Ueberstorf, Albligenstrasse	Albigen Dorf	83,88		55 000
Ursy	Ursy, Au Clos	Ursy, Au Clos → Rue	44,84		85 000
Ursy	Ursy, Au Clos	Ursy, Au Clos → Romont	44,68		85 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Rue et Montet	48,89		125 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Romont	52,90		85 000
Ursy	Ursy, village	Ursy, village → Vauderens	77,66		85 000
Ursy	Vauderens, gare	Vauderens, gare → Terminus	65,72		85 000
Ursy	Vuarmarens, village	Vuarmarens, village → Montet	18,97	ja	75 000
Ursy	Vuarmarens, village	Vuarmarens, village → Ursy	15,70	ja	75 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), Corbettaz	Charmey, Corbettaz (Les Bains) → Jaun	71,87		85 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), Corbettaz	Charmey, Corbettaz (Les Bains) → Bulle	58,02		85 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), La Tzintre	Charmey (Gruyère), La Tzintre → Bulle	42,36		50 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), village	Charmey (Gruyère), village → Jaun	49,66		125 000
Val-de-Charmey	Charmey (Gruyère), village	Charmey (Gruyère), village → Bulle	43,87		125 000
Vaulruz	Vaulruz, Croix-Verte	Vaulruz, Croix-Verte → Bulle	66,86		60 000
Vaulruz	Vaulruz, Croix-Verte	Vaulruz, Croix-Verte → Romont	55,87		75 000
Vaulruz	Vaulruz-Nord, gare	Vaulruz-Nord, gare → Sâles	44,57		75 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Belle-Croix	Belle-Croix → Fribourg	125,00		60 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Belle-Croix	Belle-Croix → Rosé	88,24		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Daillettes	Villars-sur-Glâne, Daillettes → Bulle	64,07		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, La Glâne	Villars-sur-Glâne, La Glâne → Bulle	40,08		50 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Le Moléson	Villars-sur-Glâne, Le Moléson → Bulle	66,64		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Le Moléson	Villars-sur-Glâne, Le Moléson → Fribourg, gare	42,48		125 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Moncor	Moncor → gare	123,28		60 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Moncor	Moncor → Les Dailles	87,30		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Planafaye	Villars-sur-Glâne, Planafaye → Fribourg	57,79		85 000
Villars-sur-Glâne	Villars-sur-Glâne, Planafaye	Villars-sur-Glâne, Planafaye → Bulle	40,67		125 000
Vuadens	Vuadens, gare	Vuadens, gare → Bulle	121,83		60 000
Vuadens	Vuadens, gare	Vuadens, gare → Terminus	110,24		85 000
Vuadens	Vuadens, Le Dally	Vuadens, Le Dally → Bulle	43,40		50 000
Vuadens	Vuadens, St-Vincent	Vuadens, St-Vincent → Vuadens, gare	62,45		85 000
Vuadens	Vuadens, St-Vincent	Vuadens, St-Vincent → Bulle	89,30		60 000
Vuisternens- devant-Romont	La Joux FR, village	La Joux FR, village → Bouloz	27,13	ja	75 000
Vuisternens- devant-Romont	La Joux FR, village	La Joux FR, village → Romont	35,73	ja	50 000
Vuisternens- devant-Romont	Vuisternens-devant-Romont, village	Vuisternens-devant-Romont, village → Vaulruz	40,82		85 000

Gemeinde	Haltestelle	Richtung	Nutzen- Kosten- Verhältnis	Kriterium Mindester- schliessung	Ausbaukosten (±50% je Bushaltekante)
Vuisternens- devant-Romont	Vuisternens-devant-Romont, village	Vuisternens-devant-Romont, village → Romont	43,64		75 000
Wünnewil-Flamatt	Flamatt, Post	Albligen, Dorf; Wünnewil, Schule	137,24		55 000
Wünnewil-Flamatt	Flamatt, Post	Flamatt, Bahnhof	134,29		55 000

Décret

du

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
pour la mise en conformité des arrêts de bus
situés en bordure de routes cantonales
avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand);

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 15 décembre 1967 sur les routes;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions;

Vu le message 2018-DAEC-155 du Conseil d'Etat du 18 décembre 2018;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Un crédit d'engagement d'un montant net de 21 228 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances afin de financer, à hauteur de 80%, la mise en conformité des arrêts de bus situés en bordure des routes cantonales du canton de Fribourg avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés.

Dekret

vom

**über einen Verpflichtungskredit für die Anpassung
der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an
die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung
von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG);

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DAEC-155 des Staatsrats vom 18. Dezember 2018;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Um 80% an die Kosten für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Behindertengleichstellungsgesetzes zu leisten, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 21 228 000 Franken eröffnet.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés au budget d'investissement des routes cantonales, sous le centre de charges PCAM, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Les disponibilités financières de l'Etat sont réservées.

Art. 3

Les dépenses relatives aux travaux prévus seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 4

Le montant du crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice suisse des prix de la construction (indice de construction total) pour l'Espace Mittelland, édité par l'Office fédéral de la statistique, survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 5

¹ Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

² Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite für den Beitrag werden unter der Kostenstelle PCAM in den Investitionsvoranschlag für das Kantonsstrassennetz aufgenommen und gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

Art. 3

Die Ausgaben für die Arbeiten werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 4

Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des vom Bundesamt für Statistik publizierten schweizerischen Baupreisindex (Index Baugewerbe Total) für den Espace Mittelland, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

Art. 5

¹ Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

² Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DAEC-155

Projet de décret :
Crédit d'engagement pour la mise en conformité des arrêts de bus situés en bordure de routes cantonales avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés

*Propositions de la Commission des routes et cours d'eau
2017-2021 CRoutes-17-21*

Présidence : Jean-Daniel Wicht

Vice-présidence : David Bonny

Membres : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, Pierre Décrind, Christian Ducotterd, Fritz Glauser, Ueli Johner-Etter, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 8 voix contre 0 et 0 abstentions (3 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 27 février 2019

Anhang

GROSSER RAT

2018-DAEC-155

Dekretsentswurf:
Verpflichtungskredit für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen

*Antrag der Kommission für Strassen und Wasserbau 2017-
2021 StraK-17-21*

Präsidium : Jean-Daniel Wicht

Vize-Präsidium : David Bonny

Mitglieder : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, Pierre Décrind, Christian Ducotterd, Fritz Glauser, Ueli Johner-Etter, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentswurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 8 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentswurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 27. Februar 2019

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DAEC-155

Projet de décret :
Crédit d'engagement pour la mise en conformité des arrêts de bus situés en bordure de routes cantonales avec la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 13 mars 2019

Anhang

GROSSER RAT

2018-DAEC-155

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Anpassung der Bushaltestellen auf den Kantonsstrassen an die Vorgaben des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grosse Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grosse Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 13. März 2019



Message 2018-DICS-39

15 janvier 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS) et la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)

Plusieurs motions récentes demandent des modifications de la loi scolaire (LS) sur des questions d'organisation (financement dans certaines situations particulières, horaire scolaire du CO, vente de produits au sein de l'école). Par ailleurs, la jurisprudence fédérale apporte elle aussi un besoin de modification de la législation scolaire cantonale (gratuité de l'enseignement obligatoire).

Nous avons ainsi l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS) et la loi du 17 novembre 2017 sur la pédagogie spécialisée (LPS).

Ce message est structuré de la manière suivante:

1. Arrêt du TF 2C_206/2016 du 7 décembre 2017 – Participation des parents aux frais scolaires	2
1.1. L'origine de l'arrêt du TF et le verdict des juges fédéraux	2
1.2. Conséquences pour le canton de Fribourg	2
1.3. Mesures prises jusqu'à présent	4
1.4. Décision du Conseil d'Etat du 29 mai 2018	4
1.5. Variante no 2: Reprise par l'Etat des fournitures scolaires	5
1.6. Variante no 3: Rendre à nouveau facultatives les activités scolaires comprenant une nuitée	6
1.7. Motion 2018-GC-103 Chardonnens Jean-Daniel – Financement des activités parascolaires	7
1.7.1. Résumé de la motion	7
1.7.2. Réponse du Conseil d'Etat	7
1.8. Mandat 2018-GC-48 Solange Berset/Simon Bischof/David Bonny/Violaine Cotting-Chardonnens/Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/Rose-Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirthana Wickramasingam. Fonds cantonal en faveur des activités culturelles et sportives à l'école obligatoire	7
2. Création d'une classe relais pour le degré primaire	8
2.1. Contexte légal des mesures SED (soutien aux élèves en difficultés comportementales)	8
2.2. Dispositifs	8
2.3. Etat actuel des mesures SED	8
2.4. Constat et besoins d'une classe relais pour les élèves des cycles 1 et 2	9
2.5. Coût et financement	10
3. Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/Rose-Marie Rodriguez. Prise en charge cantonale des frais de scolarité hors cercle scolaire de domicile	11
3.1. Résumé de la motion	11
3.2. Résumé de la réponse du Conseil d'Etat	11
3.3. Proposition du Conseil d'Etat	12
3.4. Coût et financement	12
4. Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/Benjamin Gasser. Bilinguisme et changement de cercle scolaire pour raison de langue	12
4.1. Résumé de la motion	12
4.2. Réponse du Conseil d'Etat	13

5. Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/Nicole Lehner-Gigon. Interdiction ou limitation des sodas et barres chocolatées dans les distributeurs et restaurants du degré secondaire I (CO)	15
5.1. Résumé de la motion	15
5.2. Résumé de la réponse du Conseil d'Etat	15
5.3. Proposition du Conseil d'Etat	16
6. Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/Ruedi Schläfli – Horaire au secondaire 1	16
6.1. Résumé de la motion	16
6.2. Réponse du Conseil d'Etat	17
7. Enseignement à domicile: modification de l'article 81 LS	18
8. Résultats de la consultation	18
9. Commentaires des articles	18
10. Conséquences financières et en personnel	20
10.1. Variante 1: Subvention forfaitaire couvrant la part des parents pour les fournitures scolaires et les activités culturelles et sportives	20
10.2. Variante 2: Reprise par l'Etat des fournitures scolaires	22
11. Effets sur le développement durable	24
12. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	24
13. Soumission aux referendums législatif et financier	24
14. Suite définitive à des interventions parlementaires	25

1. Arrêt du TF 2C_206/2016 du 7 décembre 2017 – Participation des parents aux frais scolaires

L'arrêt du Tribunal fédéral du 7 décembre 2017 est désormais connu d'un large public, puisqu'il a fait l'objet d'un nombre important d'articles de presse dans toute la Suisse, ainsi que de plusieurs interventions parlementaires dans les cantons et aux Chambres fédérales.

Le Grand Conseil fribourgeois a lui-même voté deux résolutions le 8 février 2018 et interpellé le Conseil d'Etat au travers de quatre questions parlementaires et d'une motion.

1.1. L'origine de l'arrêt du TF et le verdict des juges fédéraux

Des parents thurgoviens ont fait recours contre l'article 39 de la loi scolaire du canton de Thurgovie qui avait la teneur suivante:

¹ Für obligatorische Klassenverlegungen, Exkursionen und Lager sowie andere Pflichtveranstaltungen können Beiträge erhoben werden.

² In besonderen Fällen können Schüler und Schülerinnen zum Besuch von Sprachkursen verpflichtet werden. Den Erziehungsberechtigten kann dafür und für allenfalls beizuziehende Dolmetscherdienste eine Kostenbeteiligung auferlegt werden.

Les juges fédéraux ont rappelé que selon l'article 19 Cst., *le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit est garanti*. Le TF a précisé que la gratuité *s'étend à tous les moyens nécessaires servant directement le but de l'enseignement obligatoire*.

Ce droit constitutionnel exclut notamment la facturation aux parents:

- > d'un écolage durant la scolarité obligatoire
- > des moyens d'enseignement, du matériel et des fournitures scolaires: **Fribourg est concerné**
- > des frais pour les excursions et les camps obligatoires, à l'exception des frais qu'ils économisent en raison de l'absence de leurs enfants, à savoir les frais alimentaires s'élevant, suivant l'âge de l'élève, à un montant entre 10 et 16 francs par jour: **Fribourg est concerné**
- > des frais pour des cours de langue nécessaires à assurer aux élèves un enseignement de base suffisant, afin de garantir l'égalité des chances
- > des frais d'interprétariat nécessaire à garantir aux élèves un enseignement de base suffisant.

1.2. Conséquences pour le canton de Fribourg

Légales: Plusieurs dispositions de notre législation scolaire (art. 10 al. 3 LS, art. 9, 17 al. 2 et 23 al. 2 RLS, art. 42 LPS et art. 1 de l'ordonnance fixant des montants maximaux dans le

cadre de la scolarité obligatoire) deviennent inapplicables car anticonstitutionnelles (art. 10 CPJA). Les règlements scolaires communaux ainsi que les statuts des associations de communes pour les CO sont également concernés, puisqu'ils prévoient ou prévoyaient une participation des parents aux fournitures scolaires et à certaines activités scolaires.

Financières et politiques: Selon les articles 66 al. 1 et 71 al. 1 LS, les communes supportent, sous déduction de la part de l'Etat fixée aux articles 67 et 72, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de l'école primaire et du cycle d'orientation. Par ailleurs, l'article 57 al. 2 let. d LS précise que les communes doivent procurer aux élèves et au corps enseignant le matériel et les fournitures scolaires nécessaires. Enfin, l'article 33 al. 2 RLS prévoit que les activités scolaires font au préalable l'objet d'une demande de financement des directions d'établissement aux communes.

Par conséquent, les participations facturées jusqu'à présent aux parents pour les fournitures scolaires (= tout ce qui est nécessaire au bon fonctionnement des cours, tel que cahiers, dossiers, classeurs, agenda, instruments de géométrie, matériels pour les activités créatrices, etc.) et pour les activités scolaires obligatoires (excursions, courses d'école, classes vertes, camps, journées sportives et culturelles, etc.) doivent désormais, selon la loi scolaire, être financées par les communes.

Etant donné que les communes ne pourront facturer aux parents que les frais de repas (10 à 16 francs par jour) pour les excursions et les camps, nombre d'entre elles ont renoncé et renonceront encore à financer de telles activités scolaires ou réduiront leur fréquence de manière sensible.

Cette conséquence pratique a provoqué de nombreuses réactions en Suisse et dans notre canton. Car au-delà des aspects financiers relatifs à la reprise par les communes de frais qu'elles n'avaient pas prévus dans leurs budgets se pose une question de nature plus politique.

S'agissant des élèves, un camp représente un moment particulier dans la vie scolaire. Pour bien des élèves, c'est la découverte d'un nouvel environnement en dehors du contexte familial ou de celui de la salle de classe, de la vie en groupe en dehors de l'école avec toutes les différences culturelles et socio-économiques entre camarades, un pas significatif simultanément vers l'autonomie et la socialisation. Lorsqu'il s'agit d'un camp sportif, c'est aussi l'occasion d'apprendre ou de s'améliorer dans un sport, de promouvoir le mouvement. Pour toutes ces raisons, la loi scolaire fribourgeoise a rendu obligatoire la participation des élèves à ces activités (cf. art. 34 al. 1 LS et 33 al. 5 RLS).

S'agissant des lieux d'accueil, les camps scolaires constituent une source bienvenue de revenus et d'animation dans des moments un peu plus creux du point de vue touristique. Des entreprises de transport, de location de gîtes, de restauration,

de remontées mécaniques, ou encore d'équipement individuel pour le sport, apprécient grandement les apports des camps scolaires.

C'est aussi toute une activité culturelle qui est menacée: visites de musées, d'expositions ou de monuments historiques, accès aux spectacles, théâtres, cinémas ou concerts, créativité des enfants lors des activités manuelles ou sur textile, puisque les frais engagés pour ces activités (transport, encadrement, entrée, matériel nécessaire, etc.) ne pourront plus être facturés aux parents, même partiellement.

Un sondage a été mené par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) et l'Association des communes fribourgeoises (ACF), auprès de toutes les communes et associations de communes, afin de définir le volume des montants en jeu, tant pour les fournitures scolaires que pour les activités scolaires. En voici les résultats en francs:

1H-11H	A charge des parents	A charge des communes	Totaux
Fournitures	1 305 190	4 372 923	5 678 113
Activités	5 077 493	5 883 755	10 961 248
Totaux pour 40 661 élèves	6 382 683	10 256 678	16 639 361

Ces chiffres doivent être adaptés afin de tenir compte des éléments suivants:

Un montant estimé à 800 000 francs doit être ajouté au total des fournitures scolaires. Ce montant correspond aux nouvelles fournitures apportées par les parents en début d'année scolaire (environ 20 francs par élève), hors effets ou équipements personnels (cf. art. 57 al. 2 RLS) qui restent à la charge des parents (sac d'école, plumier, chaussons, tablier, affaires de sport, etc: cf. la liste distribuée par la DICS aux établissements scolaires). Par contre, il faut ôter un montant d'environ 1,3 million au total des activités scolaires financées par les parents en raison de leur participation aux frais de repas (la moitié des élèves, soit 20 000, multiplié par une moyenne de 13 francs le repas sur 5 jours; tous les élèves du canton n'allant pas en camp chaque année, d'où la prise en compte de la moitié des élèves).

Le tableau tenant compte de ces éléments est dès lors:

1H-11H	A charge des parents	A charge des communes	Totaux en francs
Fournitures	2 105 190	4 372 923	6 478 113 (=5 678 113+800 000)
Activités	3 777 493 (=5 077 493-1 300 000)	5 883 755	9 661 248
Totaux pour 40 661 élèves	5 882 683	10 256 678	16 139 361

Afin de faciliter la discussion, les réflexions qui suivent considéreront les chiffres arrondis suivants:

1H-11H	A charge des parents	A charge des communes	Totaux en francs
Fournitures	2,1 mio	4,4 mio	6,5 mio
Activités	3,8 mio	5,9 mio	9,7 mio
Totaux pour 40 661 élèves	5,9 mio	10,3 mio	16,2 mio

En résumé, en application de la législation actuelle, les dépenses supplémentaires des communes en l'absence de participations des parents pour les fournitures et les activités scolaires s'élève à environ **5,9 millions de francs**.

Un sondage identique a été mené par la DICS auprès des institutions de pédagogie spécialisée. Les montants facturés aux parents pour les fournitures et les activités scolaires s'élèvent à 60 000 francs. Ce montant pourra être absorbé par les budgets ordinaires alloués à ces institutions, à raison de 45% pour l'Etat et 55% pour les communes. Toutefois, l'article 42 de la loi sur la pédagogie spécialisée doit être modifié (suppression des participations financières des parents pour les fournitures et activités scolaires; les participations des parents pour les frais de repas et de nuitées étant maintenues).

1.3. Mesures prises jusqu'à présent

Une communication aux communes et aux établissements scolaires ainsi qu'un communiqué de presse à l'attention d'un public plus large ont été diffusés en janvier 2018. Pour parer au plus urgent, une lettre-type à l'intention des parents a également été remise aux communes et aux établissements scolaires en février 2018. Cette lettre encourageait les parents à sauvegarder les activités scolaires d'ores et déjà planifiées et engagées jusqu'au terme de l'année scolaire 2017/18 et faisait appel à leur bonne volonté.

Alors que la rentrée scolaire 2018 approchait à grands pas et les activités scolaires d'août 2018 à juillet 2019 se planifiaient, de même que la commande des fournitures scolaires, une seconde communication a été diffusée le 1^{er} juin 2018 suite à la décision prise par le Conseil d'Etat le 29 mai. Cette communication devait permettre aux communes d'envisager les budgets 2019 avec plus de sérénité et aux établissements scolaires d'être rassurés sur la possibilité de maintenir des activités sportives et culturelles pour les élèves.

Des représentants de la DICS, de l'ACF et des associations de communes pour les CO se sont rencontrés le 8 février, le 21 mars, le 8 mai puis le 16 août 2018. Le Conseil d'Etat a été saisi du sujet à quatre reprises, les 16 janvier, 23 janvier, 27 mars et 29 mai 2018.

1.4. Décision du Conseil d'Etat du 29 mai 2018

La nouvelle loi scolaire a introduit explicitement l'obligation pour les élèves de participer aux activités scolaires (art. 34 al. 1 LS et 33 RLS) pour les motifs expliqués plus haut. Les excursions, les courses d'école, les visites culturelles, les journées sportives ou encore les camps sont donc obligatoires dans notre canton, et par conséquent gratuits. Au nom de l'égalité des chances, le Conseil d'Etat n'entend pas renoncer à la spécificité fribourgeoise, avec quelques autres cantons, de l'obligation de participation des élèves.

Les communes peuvent jouer un rôle important en soutenant les activités scolaires et ainsi contribuer à enrichir la vie de l'établissement. Les collaborations entre l'école et les communes sont autant d'initiatives en faveur du lien social et d'un rayonnement positif sur l'ensemble de la communauté locale.

Quant aux fournitures scolaires, les communes sont autonomes en la matière, tant en ce qui concerne les commandes de matériel que du contenu de ces commandes. Elles peuvent se fournir auprès de l'Office cantonal du matériel scolaire ou de tout autre commerce ou papeterie.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Etat a décidé d'intervenir en proposant une adaptation de la loi scolaire, afin d'atténuer la conséquence financière de l'ATF du 7 décembre 2017, estimée à 5,9 millions de francs. Cette adaptation propose que l'Etat reprenne la moitié de cette conséquence financière; ce qui représente environ 3 millions de francs. L'Etat octroierait ainsi annuellement aux communes une subvention forfaitaire par élève arrondie à 75 francs (40 661 élèves multipliés par 75 francs = 3 049 575 francs à charge de l'Etat). Ainsi, la répartition des compétences actuelles et la souveraineté des communes découlant de la législation actuelle ne sont pas impactées, à l'exception évidemment de la possibilité, désormais limitée, de refacturation auprès des parents.

Il va de soi que les communes et les établissements scolaires, en particulier par le biais des conseils de parents instaurés par la nouvelle loi scolaire, pourront développer des activités de vente ou de sponsoring afin de compléter le financement des activités scolaires, comme c'est le cas actuellement. Les subventions fédérales J+S (Jeunesse + Sport) continueront également à être versées. De plus, pour les camps, une aide cantonale est versée en fonction du montant des subventions fédérales J+S touchées pour ledit camp. Si celui-ci se déroule sur le territoire cantonal fribourgeois, 30% du montant J+S est versé par le canton. Pour les camps se déroulant à l'extérieur du canton le pourcentage est de 15%.

L'Union fribourgeoise du tourisme est elle aussi active dans la promotion des lieux touristiques fribourgeois. Des contacts sont d'ores et déjà pris afin de trouver des aides financières pour les écoles. Des contacts réguliers ont également lieu avec l'association de l'initiative nationale sports de neige en Suisse «GoSnow», qui propose des facilités pour l'organisation de camps et

jours de sports de neige grâce à différents partenaires nationaux. L'association des hébergements de groupe du canton de Fribourg est aussi active, en collaboration avec l'UFT, pour la promotion de ses structures. Enfin, le programme «Culture & Ecole» soutient financièrement pour moitié une activité culturelle par année et par enfant de la scolarité obligatoire.

Cette mesure doit pouvoir être introduite dès le 1^{er} janvier 2019 – et a donc été intégrée dans le budget 2019 – pour couvrir l'année scolaire 2018/19. Afin d'éviter toute bureaucratie inutile, le versement de la subvention ne dépend d'aucune condition particulière si ce n'est d'offrir aux élèves des activités telles que définies à l'article 33 RLS.

Au terme de la consultation, seuls 7 organes ont soutenu la proposition du Conseil d'Etat.

1.5. Variante no 2: Reprise par l'Etat des fournitures scolaires

Faisant suite à la demande de l'ACF et des associations de communes pour les CO, qui souhaitaient modifier la répartition actuelle des tâches et des charges, le Conseil d'Etat a mis en consultation une proposition alternative.

Dans le cadre de la nouvelle loi scolaire du 9 septembre 2014, entrée en vigueur le 1^{er} août 2015, l'Etat a procédé à un désenchevêtrement des tâches et des coûts en confiant aux communes le financement intégral des transports scolaires que les communes organisent, et en reprenant le financement des moyens d'enseignement que la DICS commande. L'Etat a repris à sa charge les moyens d'enseignement, laissant aux communes le financement des fournitures scolaires que les autorités locales avaient possibilité de refacturer aux parents. En effet, la législation scolaire autorise les communes à percevoir auprès des parents jusqu'à un montant maximal de 300 francs par élève et par année pour les fournitures scolaires et les activités scolaires hors camp telles que courses d'école, excursions, activités culturelles ou sportives. Les camps pouvaient être facturés jusqu'à un montant maximum de 400 francs. Cette participation des parents est aujourd'hui remise en question.

Aujourd'hui, compte tenu de l'arrêt du Tribunal fédéral interdisant cette refacturation, il est proposé que l'Etat reprenne à sa charge les fournitures scolaires, à savoir un montant d'environ 6,5 millions de francs, les communes devant quant à elles financer l'ensemble des activités scolaires (perte liée à l'ATF: environ 3,8 millions).

Seule la DICS – liée par des accords intercantonaux – définit quels sont les plans d'études et les moyens d'enseignement en vigueur à l'école publique (art. 22 LS). Or, les fournitures scolaires sont elles aussi dictées en partie par les impératifs des plans d'études en vigueur (art. 22 LS). A cet effet, la DICS a mené une analyse pour définir quel matériel est indispensable pour chaque degré d'enseignement (par exemple équerre de

géométrie, calculatrice, crayons, feutres, classeurs, etc.). Elle prévoit d'ajouter à cette liste de fournitures un montant forfaitaire à la charge de l'Etat pour les photocopies, actuellement à la charge des communes. Cette liste est discutée au sein d'un groupe de travail pluridisciplinaire qui poursuit actuellement ses travaux.

Dans sa prise de position, l'ACF demande que le groupe de travail débattre également de la problématique de l'informatique à l'école, tant en ce qui concerne le financement des tablettes et laptops que de l'équipement et de la maintenance. Cette question sera toutefois traitée dans un second temps car la partie francophone est dans l'attente de modifications du plan d'études romand, dans les deux années à venir. Ces modifications iront dans le sens d'une éducation numérique et non seulement d'une discipline informatique, à l'instar de la partie germanophone avec le «Lehrplan 21». Par ailleurs, il faut rester attentif au fait qu'actuellement, les moyens d'enseignement, financés par le canton, sont encore très majoritairement au format «papier». Tout comme la formation des enseignant-e-s dans ce domaine numérique, ces évolutions nécessitent du temps et il faut se garder de décider trop rapidement du matériel nécessaire en fonction des différents degrés de la scolarité obligatoire. Aussi, il est nécessaire de prendre en compte les aspects pédagogique, technique et financier de cette thématique avant de choisir des options cohérentes pour les 40 000 élèves de l'école obligatoire et leurs enseignant-e-s.

Cette proposition – reprise par l'Etat des fournitures scolaires – conduirait à la centralisation par l'Etat de l'ensemble des commandes liées aux moyens d'enseignement et aux fournitures scolaires auprès de l'OCMS, dont le conseil d'administration ne devrait plus comprendre de représentants des communes. S'agissant des activités créatrices en particulier, il est probable que l'OCMS ne pourra pas livrer certains matériaux qui devront être achetés dans les commerces de proximité. Néanmoins, la reprise des fournitures scolaires par l'Etat, en particulier des fournitures de papeterie, se fera au détriment desdits commerces.

Comme relevé ci-dessus, les communes resteraient financièrement responsables des activités scolaires définies à l'article 33 RLS, lesquelles représentent des tâches de proximité ou locales. Soulagées du financement des fournitures scolaires à raison de 6,5 millions environ, elles pourraient ainsi disposer de ressources pour combler la perte financière liée à l'ATF d'environ 3,8 millions et ainsi maintenir les activités scolaires proposées jusque-là, réalisant dans le même temps une diminution de dépenses.

Dans cette variante également, les communes et les établissements scolaires, en particulier par le biais des conseils de parents instaurés par la nouvelle loi scolaire, pourront développer des activités de vente ou de sponsoring afin de compléter le financement des activités culturelles, comme c'est le cas actuellement. Les subventions fédérales J+S (Jeu-

nesse + Sport) continueront également à être versées. De plus, pour les camps, une aide cantonale est versée en fonction du montant des subventions fédérales J+S touchées pour ledit camp. Si celui-ci se déroule sur le territoire cantonal fribourgeois, 30% du montant J+S est versé par le canton. Pour les camps se déroulant à l'extérieur du canton le pourcentage est de 15%. Enfin, le programme «Culture & Ecole» continuera de soutenir financièrement pour moitié une activité culturelle par année et par enfant de la scolarité obligatoire.

Tout en respectant l'autonomie des établissements et des communes, la DICS pourrait élaborer, en partenariat avec l'ACF, les comités d'école des CO et les partenaires scolaires, des recommandations en matière d'activités scolaires afin de répondre à des questions bien concrètes qui se sont posées au cours de ces derniers mois.

Au terme de la consultation, cette proposition a été plébiscitée par 91 communes et 23 organes. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a décidé de s'y rallier.

Dans sa prise de position, l'ACF a souhaité modifier l'article 57 al. 3 LS et l'article 33 al. 2 RLS afin de donner compétence aux communes de statuer sur les propositions d'activités culturelles et sportives et leur financement. Si le Conseil d'Etat est d'accord de renforcer l'article 33 al. 2 RLS dans le sens des communes, en exigeant des établissements scolaires de présenter, dans le cadre de l'élaboration du budget communal, les activités scolaires envisagées et par là-même demander leur financement, le Conseil d'Etat refuse de modifier la loi scolaire afin de donner compétence aux communes de statuer sur les propositions d'activités culturelles et sportives des établissements. Il appartient aux établissements scolaires, dans le cadre des plans d'étude, de définir ce qu'ils entendent organiser, visiter ou découvrir avec leurs élèves. Par ailleurs, si le financement de la commune était refusé pour une activité en particulier, rien n'empêcherait l'établissement de trouver par lui-même un financement (ventes, sponsoring, etc).

Cette nouvelle répartition des charges aurait dû être introduite dès le 1^{er} janvier 2019 pour toutes les fournitures scolaires commandées dès cette même date, afin d'éviter une «année blanche» aux communes. Toutefois, la mise en œuvre de cette proposition est complexe. D'une part, les commandes de fournitures exécutées avant le 1^{er} janvier 2019 ne seraient pas prises en compte et il ne serait pas possible pour la DICS de contrôler toutes les commandes effectuées par les communes et établissements scolaires à l'OCMS et dans les autres commerces après le 1^{er} janvier 2019. D'autre part, la liste des fournitures à charge de l'Etat doit être finalisée en partenariat avec le groupe de travail évoqué ci-dessus. Enfin, l'OCMS doit se préparer à un changement important puisque l'essentiel des commandes de fournitures lui sera désormais adressé: augmentation du volume et de la variété des fournitures, contrats avec les fournisseurs, processus des commandes et des livraisons doivent être étudiés. Il est éga-

lement à relever que l'Etat n'a pas prévu le montant des fournitures scolaires, à raison de 6,5 millions, à son budget 2019.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat souhaite que l'Etat reprenne à sa charge les fournitures scolaires dès le 1^{er} janvier 2020, en vue de l'année scolaire 2020/21 (montant de 6,5 millions). S'agissant des années scolaires 2018/19 et 2019/20, il propose le versement de la subvention décidée le 29 mai 2018, à savoir un montant de 3 millions (75 francs par élève), qui elle, a été prévue au budget 2019 et le sera également au budget 2020. Compte tenu du fait que les communes, pour l'année scolaire 2020/21, seront soulagées du financement des fournitures scolaires à raison de 6,5 millions environ, alors que la perte financière liée à l'ATF est d'environ 3,8 millions, elles réaliseront une diminution de dépenses. Le Conseil d'Etat considérerait dès lors comme malvenu que l'on sollicite de la part de l'Etat une subvention supérieure à 75 francs par élève pour les années scolaires 2018/19 et 2019/20.

Enfin, le principe du désenchevêtrement des tâches et des charges entre l'Etat et les communes – largement repris et souligné durant la consultation de l'avant-projet de loi – repose sur un principe de base consistant en un équilibre financier pour l'Etat et les communes. Ainsi, une compensation des incidences financières de la reprise des fournitures scolaires par l'Etat doit être définie.

En ce sens, le Conseil d'Etat propose de reprendre les fournitures scolaires à sa charge dès le 1^{er} janvier 2020 en vue de l'année scolaire 2020/21, à la condition qu'il soit renoncé au subventionnement cantonal des constructions scolaires, de l'ordre de 4,5 millions par année, d'ici le 1^{er} janvier 2022, date de la mise en œuvre du premier paquet de mesures prévues par le projet DETTEC (désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes). Il n'est toutefois pas exclu que, le moment venu, le projet de loi DETTEC introduise une période transitoire, en fonction des difficultés de mise en œuvre sur le terrain, en particulier pour les projets de construction déposés à cette date.

A défaut, l'Etat poursuivra son soutien aux communes par le biais de la subvention prévue pour les années scolaires 2018/19 et 2019/20.

Le travail administratif induit par cette proposition sera absorbé par les ressources en personnel existantes à la DICS.

1.6. Variante no 3: Rendre à nouveau facultatives les activités scolaires comprenant une nuitée

Le Conseil d'Etat avait souhaité mettre une autre variante en consultation: celle de rendre facultatives les activités scolaires comprenant au moins une nuitée. Dans cette variante, les fournitures scolaires, ainsi que les activités sportives et culturelles d'un jour (visites, expositions, concerts, cinémas, courses

d'école, journée de sport), seraient à la charge des communes, sans facturation possible aux parents, étant entendu que les subventions habituelles telles que J+S et Culture & Ecole continueraient à être versées. Par contre, les communes auraient la possibilité de facturer aux parents une participation pour des activités sportives et culturelles comprenant une nuitée au moins. Cette variante a été explicitée dans le rapport explicatif accompagnant la consultation de l'avant-projet aux pages 8 et 9. Elle n'a recueilli aucune voix lors de la consultation. Pour cette raison, le Conseil d'Etat la retire.

1.7. Motion 2018-GC-103 Chardonnens Jean-Daniel – Financement des activités parascolaires

1.7.1. Résumé de la motion

Par motion transmise au Conseil d'Etat le 27 juin 2018, le député Jean-Daniel Chardonnens demande au Conseil d'Etat d'adapter la loi scolaire en inscrivant à part égale la participation de l'Etat à toutes les activités parascolaires financées par les communes jusqu'à un montant maximum à définir. Selon le député, cela éviterait tout risque de disparités entre cercles scolaires et rassurerait les organisateurs des activités scolaires. Cette solution aurait l'avantage d'inciter les communes à ouvrir les cordons de la bourse puisqu'elles ne se retrouveraient pas seules à payer et permettrait ainsi de pérenniser les activités parascolaires. Le député demande par conséquent:

1. d'adapter la loi scolaire à la nouvelle notion de gratuité dorénavant élargie aux activités parascolaires et de fixer dans la loi sur la scolarité obligatoire quelles sont les activités qui sont contraignantes (course d'école, journée culturelle ou sportive et camp à thème par exemple);
2. d'inscrire dans la loi scolaire une participation de l'Etat pour les activités parascolaires (un montant de 150 francs par élève – pour autant que ce montant, tout ou partie, soit utilisé et prouvé – paraît être un minimum);
3. dans tous les cas, la participation des communes devra être au moins égale à la contribution de l'Etat;
4. en attendant la modification de la loi, l'Etat mettra à disposition un montant de 150 francs par élève aux mêmes conditions que dans la requête n° 2.

Lien:

http://www.parlinfo.fr.ch/fr/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=44887&uuid=caa525825ccc487e9e57780d20d34b1a

1.7.2. Réponse du Conseil d'Etat

Le point 1 demandé par le député (modifier la loi scolaire) est exigé par l'ATF du 7 décembre 2017 et fait l'objet du présent message. Quant à définir quelles sont les activités scolaires obligatoires, la loi scolaire le fait déjà (art. 34 al. 1 LS et 33

RLS). Comme dit plus haut, la DICS pourrait élaborer, en complément à ces dispositions légales et en partenariat avec l'ACF, les comités d'écoles des CO et les cadres scolaires, des recommandations en matière d'activités scolaires.

Concernant les points 2 et 3, ils signifient que l'Etat verserait aux communes une subvention minimale de 150 francs par élève pour autant que les communes aient elles-mêmes versé cette somme. La subvention serait dédiée aux activités scolaires uniquement et non pas aux fournitures. Autrement dit, la motion propose que l'Etat verse 150 francs par élève, à condition que les communes versent au moins le même montant. La dépense pour l'Etat serait alors de 6 millions de francs. Les communes, quant à elles, devraient verser au minimum 6 millions de francs pour les activités scolaires et financer totalement les fournitures.

Non seulement les montants proposés ($2 \times 150 \text{ francs} \times 40\,661 \text{ élèves} = 12,2 \text{ millions}$), auxquels s'ajouteraient les subventions ordinaires, vont bien au-delà des montants dépensés à ce jour pour les activités scolaires (9,7 millions), mais la motion ne tient aucunement compte de la capacité financière des communes.

Le motionnaire demande également aux communes de prouver l'utilisation du montant de la subvention étatique. Or, il n'est pas possible pour la DICS de contrôler toutes les dépenses des communes en matière d'activités scolaires, avec les ressources en personnel actuelles. Le système voulu par le motionnaire reviendrait à mettre en place un lourd et dispendieux processus administratif: verser la subvention de 150 francs, vérifier que la commune a elle aussi versé 150 francs et contrôler l'utilisation de ces 300 francs. Si l'argent n'a pas été utilisé de manière conforme – encore faudra-t-il définir ce qui l'est – ou si l'argent n'a pas été entièrement utilisé, ou encore si la commune n'a pas mis un montant équivalent, l'Etat devrait récupérer sa subvention.

Au terme de la consultation, seuls 2 organes et 2 communes ont soutenu la motion proposée.

Le Conseil d'Etat propose ainsi le rejet de la motion.

1.8. Mandat 2018-GC-48 Solange Berset/ Simon Bischof/David Bonny/Violaine Cotting-Chardonnens/Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/Rose- Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirithana Wickramasingam. Fonds cantonal en faveur des activités culturelles et sportives à l'école obligatoire

S'agissant de ce mandat, le Conseil d'Etat recommande de ne pas créer de fonds en faveur des activités culturelles et sportives à l'école obligatoire compte tenu de l'aide substantielle que l'Etat propose de fournir suite à l'ATF du 7 décembre 2017. En

ce sens, les propositions sous points 1.4 ou 1.5 constituent en elles-mêmes une suite directe donnée au mandat.

2. Création d'une classe relais pour le degré primaire

2.1. Contexte légal des mesures SED (soutien aux élèves en difficultés comportementales)

En réponse au postulat Keller du 26 mars 2003 sur les structures socio-éducatives de la ville et du canton de Fribourg, le Conseil d'Etat a rédigé un message (http://www.fr.ch/publ/files/pdf14/2002-06_225_message.pdf) et le Grand Conseil a voté le 13 décembre 2005 un décret à durée limitée sur la création et le financement de classes relais (http://www.fr.ch/publ/files/pdf14/2005_134_f.pdf).

Dès le 1^{er} janvier 2006, les mesures suivantes ont été mises en œuvre:

- > renforcement des actions conduites au sein des établissements
- > création de 3 classes relais, initialement prévues pour le CO
- > création d'une unité mobile

L'article 35 de la loi scolaire, entrée en vigueur le 1^{er} août 2015, prévoit l'octroi de mesures de soutien aux élèves présentant des besoins scolaires particuliers, ainsi qu'une collaboration avec les autorités de protection de l'enfant lorsque le développement de celui-ci paraît menacé. La forme et l'application concrète de ces mesures de soutien sont définies dans le RLS (art. 96 et 97). Celui-ci reprend les 3 types de mesures, soit les mesures internes aux établissements, l'Unité mobile et les classes relais.

2.2. Dispositifs

Les mesures SED sont composées de 3 dispositifs:

Les mesures internes aux établissements scolaires de la scolarité obligatoire

Des mesures de soutien peuvent être accordées par le/la directeur/trice des mesures SED aux établissements scolaires dans la gestion des élèves présentant des difficultés de comportement. Elles sont mises en œuvre par les directions d'établissement pour renforcer les mesures existantes, ou en organiser d'autres. Elles peuvent également prendre la forme d'appuis à l'enseignement. Elles sont accordées dans la limite du budget des mesures SED dévolu aux services de l'enseignement obligatoire.

L'Unité mobile

L'Unité mobile soutient les établissements dans la prévention et la gestion de crises générées par des difficultés importantes de comportement de certains élèves. Elle intervient à la demande des directions d'établissement et si nécessaire en collaboration avec les autres structures d'aide du milieu socio-éducatif ou médico-social.

Les prestations de l'Unité mobile s'articulent autour de 5 axes:

- > Interventions lors de situations de crise, avec ou sans notion d'urgence
- > Conseil et analyse avec les acteurs scolaires
- > Prise en charge socio-éducative d'élèves, de groupes d'élèves ou de classes
- > Coordination du travail en réseau
- > Prévention, formation, gestion de projets

L'Unité mobile est composée de spécialistes dans le domaine des difficultés de comportement. Elle intervient dans les établissements de la scolarité obligatoire.

Les classes relais

L'élève qui présente de graves difficultés de comportement et qui, en dépit du recours aux ressources à la disposition de l'établissement, compromet de manière importante l'enseignement et le climat de la classe ou de l'établissement ou qui présente un danger pour lui-même ou pour les autres, peut être scolarisé en classes relais. La scolarisation est décidée par l'inspecteur/trice scolaire désigné par les services de l'enseignement obligatoire, sur proposition de la direction d'établissement.

Cette mesure doit viser le maintien de l'élève dans un processus de scolarisation ou sa prise en charge ultérieure par d'autres structures.

Les classes relais sont composées de professionnels de l'éducation. Elles font partie intégrante de l'école obligatoire.

Le coût et l'organisation du transport scolaire sont à la charge des communes du cercle scolaire de domicile ou de résidence habituelle de l'élève. Les frais de repas sont à la charge des parents.

Actuellement, les classes relais accueillent des élèves du cycle 3 (cycle d'orientation, 9–11H), mais font défaut aux cycles 1 (primaire, 1–4H) et 2 (primaire, 5–8H).

2.3. Etat actuel des mesures SED

En janvier 2016, le Secrétariat général de la DICS a procédé à une évaluation interne des mesures SED laquelle a démontré l'utilité des différents dispositifs:

- > Le nombre d'unités (et donc d'EPT) impartis pour les mesures internes semble couvrir les besoins, tant dans la partie alémanique que francophone.
- > L'utilisation des mesures ponctuelles a été faite de manière prudente et économe, en prévision de situations de crise nécessitant des ressources ponctuelles plus importantes.
- > La permanence téléphonique de l'Unité mobile permet un accès direct et rapide à l'équipe d'intervention.
- > Le travail de l'Unité mobile est très apprécié. Dans la grande majorité des cas, les interventions sont jugées utiles et efficaces.
- > L'intégration d'un ou une élève en classe relais sert de soupape à tous les acteurs: à l'élève lui-même qui peut sortir du lieu du conflit, aux camarades de classes et au personnel enseignant.
- > L'approche pluridisciplinaire sur les 4 axes de travail (scolaire, éducatif, social, professionnel) permet de prendre en charge les différentes problématiques de chaque élève scolarisé en classe relais.

Les statistiques pour l'année scolaire 2016/17 montrent d'ailleurs que ces dispositifs continuent à être sollicités de manière importante.

Les mesures internes aux établissements scolaires, à savoir les ressources financières mises à disposition des directions d'établissement pour renforcer les mesures existantes, ou en organiser d'autres, sont majoritairement (84%) mises en œuvre dans les établissements primaires.

Du côté de l'Unité mobile, l'équipe pluridisciplinaire a pris en charge 158 situations, soit une augmentation d'environ

Partie francophone	Nombre de situations
Arrondissement 1 (Broye-Lac francophone)	3
Arrondissement 2 (Lac francophone-Sarine-ville de Fribourg)	2
Arrondissement 3 (Sarine nord/sud-ville de Fribourg)	2
Arrondissement 4 (Sarine ouest-Gibloux)	4
Arrondissement 5 (Glâne)	2
Arrondissement 6 (Gruyère nord)	1
Arrondissement 7 (Gruyère sud)	4
Arrondissement 8 (Veveyse)	1
Total	19

Faute de structure adaptée à la prise en charge de ces profils particuliers, et devant l'impossibilité de scolariser des élèves si jeunes dans une classes relais, l'école épuise ses ressources

10% par rapport à l'année scolaire précédente (143). Ces situations concernaient pour 2/3 des élèves francophones, pour 1/3 des élèves alémaniques. Par cycle, les situations étaient réparties comme suit:

- > Cycle 1 (1H-4H): 55 élèves
- > Cycle 2 (5H-8H): 71 élèves
- > Cycle 3 (9H-11H): 32 élèves

Ces chiffres montrent que la prise en charge des élèves des cycles 1 et 2 représente le 80% de l'activité de l'Unité mobile. Ce pourcentage est en constante augmentation.

Les deux classes relais de Fribourg et celle de Bulle ont quant à elles accueilli 27 élèves, dont 3 étaient issus du cycle 2 (7 et 8H). 14 d'entre eux ont réintégré l'école à la fin de leur scolarisation en classe relais. Pour 13 élèves, une autre solution a dû être trouvée.

2.4. Constat et besoins d'une classe relais pour les élèves des cycles 1 et 2

Les classes relais actuelles sont prévues pour des élèves du CO (9H-11H), bien qu'elles accueillent parfois, dans des cas particuliers, des élèves de 7-8H pour lesquels aucune autre solution n'a pu être trouvée. Or, les établissements primaires doivent de plus en plus régulièrement faire face à des situations d'élèves très perturbateurs pour lesquels les ressources actuelles sont insuffisantes.

Les chiffres ci-dessous montrent que l'ensemble des arrondissements scolaires est concerné par de telles situations:

Partie alémanique	Nombre de situations
Arrondissement 9 (Seeland-Stadt Freiburg)	2
Arrondissement 10 (See-Seeemittelland)	3
Arrondissement 11 (Senseoberland)	1
Total	6

internes (enseignant-e-s, responsables d'établissement, etc.) de même qu'externes (appuis pédagogiques, mesures internes SED, Unité mobile, etc.).

Ces profils particuliers montrent qu'un certain nombre de situations extrêmement complexes ne peuvent être prises en charge ni à l'interne des établissements, ni par les classes relais sous leur forme actuelle. La création de classes relais pour les cycles 1 et 2 permettrait de désamorcer des situations qui ne sont pas gérables. Tous les acteurs le réclament.

Après analyse, le bureau des mesures SED a écarté les deux solutions suivantes:

Un renforcement des interventions sur site: ce projet se caractériserait par une présence sur site limitée dans le temps. Elle n'offrirait pas, dans la durée, une prise en charge de l'élève présentant des difficultés de comportement et ne conduirait pas vers une mesure de soutien adaptée à la problématique de l'élève. Cette mesure, déjà assurée par l'Unité mobile notamment, ne permet pas une prise en charge adaptée de ces situations particulières. La LS et le RLS donnent également la possibilité d'exclure l'élève de la classe et de l'établissement si nécessaire. Mais cette mesure ne résout pas le problème.

Une structure décentralisée: répartie en 3 ou 4 endroits du canton, cette solution présenterait de nombreux désavantages. Son coût en personnel, en infrastructures et en transport serait élevé, car elle nécessiterait la mise en place de plusieurs équipes de professionnels, à plusieurs endroits.

L'analyse des deux propositions précédentes, ainsi que la visite du MATAS 1 (Module Alternatif Temporaire A la Scolarité) situé en ville de Lausanne et destiné à des enfants de 1H à 6H confrontés à des difficultés scolaires, comportementales ou sociales, conduisent à la proposition suivante pour notre canton, validée par le Conseil d'Etat, qui en a déjà informé le Grand Conseil dans sa réponse du 24 avril 2018 à la question 2018-CE-16 Xavier Ganioz/Eliane Aebischer:

Une structure centralisée, offrant une prise en charge adaptée aux élèves des cycles 1 et 2:

- > Une seule structure pluridisciplinaire, située dans le Grand Fribourg, permettant la scolarisation de 10 élèves au maximum. Regroupement des élèves des deux parties linguistiques sur un site, mais en deux «classes»;
- > Horaires: les élèves sont scolarisés durant 7 demi-jours, de 9h00 à 12h00 ou de 13h30 à 16h30. En principe et dans la mesure du possible, les élèves restent scolarisés 2 demi-jours par semaine dans leur classe d'origine;
- > Infrastructures et personnel: 2 salles de classe, 1 bureau, 1 cuisine, 2 locaux pour ateliers éducatifs, 1 lieu de récréation adapté; 4 EPT de personnel enseignant et éducatif;
- > Repas et transport: les repas sont pris en classe relais et sont à la charge des parents. Les transports sont quant à eux financés par les communes (transport public, privé ou taxi), selon la LS et le RLS;
- > Décision: conformément à l'article 97 RLS, la décision de scolarisation est prise par l'inspecteur scolaire et, si le

bien de l'élève le nécessite, elle peut être prise sans l'accord des parents.

2.5. Coût et financement

Infrastructures: 90 000 francs par an

Les infrastructures nécessaires sont 2 salles de classe, 1 bureau, 1 cuisine, 2 locaux pour ateliers éducatifs, 1 lieu de récréation adapté. Ces infrastructures ont été trouvées à l'ancienne école privée de Ste-Ursule, à la Route des Bonnesfontaines 7, à Fribourg.

Fonctionnement: 20 000 francs par an

Les frais de fonctionnement concernent les fournitures, les activités et l'informatique. Le montant de 20 000 francs a été estimé sur la base des frais de fonctionnement des actuelles classes relais de Fribourg et de Bulle, au prorata du nombre d'élèves.

Personnel: 5 personnes à 0.8 EPT, soit un total de 4 EPT (environ 440 000 francs par an)

Il est prévu de scolariser les élèves pendant 7 à 9 demi-jours. Afin d'assurer une présence permanente de deux adultes, l'engagement de 5 personnes à 80% chacune est indispensable. 4 EPT d'enseignement, sur le poste budgétaire de l'école primaire EPRI, sont donc prévus. La DICS a inclus les 4 EPT d'enseignement dans l'enveloppe définie par le Conseil d'Etat au budget 2019, en vue de la rentrée 2018.

Le projet nécessite une modification de l'article 67 LS, de manière à ce que son financement pour le degré primaire soit le même que celui déjà en cours pour le cycle d'orientation. C'est de cette modification dont il s'agit ici.

Par ailleurs, la version en allemand de l'article 72 al. 1 let. d comprend les transports scolaires («*sowie die Kosten für den Schülertransport*»), contrairement à la version en français. Il y a lieu de corriger cet alinéa en traçant la référence aux transports scolaires (à charge de la commune lorsque l'un ou l'une de ses élèves est placé-e en classe relais).

Au terme de la consultation, la proposition d'une classe relais au degré primaire a été plébiscitée par 89 communes et 27 organes. 4 communes et 1 organe y étaient opposés. Toutefois, l'erreur de traduction dont il est question ci-dessus a suscité une réaction de l'Association des communes fribourgeoises (ACF) qui estime que la classe relais étant centralisée et que ses frais suivent le régime paritaire entre l'Etat et les communes, les frais de transport doivent aussi être inclus dans ce partage.

Le Conseil d'Etat s'oppose à cette demande qui constitue clairement un nouvel enchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes, alors que pour l'objet précédent (fournitures

scolaires à charge de l'Etat), on prône l'inverse. L'article 57 al. 2 let. g donne désormais la compétence aux communes de pourvoir au transport des élèves. Cette règle est également valable pour un ou une élève placé-e en classe de soutien: il revient à la commune de domicile d'organiser et de prendre en charge son transport.

Le Conseil d'Etat prend déjà pour moitié les frais de location des classes relais, alors qu'une telle location pourrait être mise à la charge des communes, en application de l'article 57 al. 2 let. b.

3. Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/ Rose-Marie Rodriguez. Prise en charge cantonale des frais de scolarité hors cercle scolaire de domicile

3.1. Résumé de la motion

Par motion déposée le 4 novembre 2016, les députées, Antoinette de Weck et Rose-Marie Rodriguez, et leurs cosignataires, ont estimé que l'ordonnance du 19 avril 2016 fixant les montants maximaux facturés dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16) apparaît comme source de discordance entre les communes ou associations de communes à la tête des différents cycles d'orientation du canton. En effet, les cycles d'orientation qui accueillent des élèves d'autres cercles scolaires pour des raisons de langue (cf. art. 14 LS) ou pour le programme sport-art-formation (SAF; cf. art. 35 al. 2 LS) sont en droit de facturer au maximum 7000 francs par élève et par année. Ces montants seraient largement contestés par les communes ou associations de communes de domicile de ces élèves qui doivent s'en acquitter.

La situation serait telle que certains cercles scolaires auraient des créances envers d'autres pour des dizaines de milliers de francs et que certaines de ces factures sont en attente depuis plusieurs années. Ce problème envenime les relations intercommunales, sans qu'une solution de compromis ne puisse être trouvée. Comme ces changements de cercle scolaire, décidés unilatéralement par le canton – les communes n'étant que consultées – sont, selon les motionnaires, dus à la politique cantonale qui encourage le bilinguisme ainsi que les carrières sportives et artistiques, il est selon elles justifié que l'Etat prenne en charge les coûts y relatifs.

3.2. Résumé de la réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat s'est opposé à la motion pour les raisons suivantes:

En cas de changement de cercle d'un ou une élève (cf. art. 14, 15 et 16 LS), le cercle scolaire d'accueil peut facturer au cercle de domicile tout ou partie des frais supplémentaires engendrés par l'accueil de l'élève. Compte tenu des montants très

différents facturés durant des années entre les communes, le Conseil d'Etat a fixé, par voie d'ordonnance, des montants maximaux, dans le but de donner un cadre commun aux communes et d'aplanir les difficultés connues jusqu'alors avec l'une ou l'autre association en particulier.

Selon l'ordonnance du 19 avril 2016 fixant des montants maximaux dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16), un changement de cercle scolaire coûte au maximum 1000 francs par élève et par année scolaire. Ce montant peut être refacturé aux parents si le changement de cercle a été prononcé pour des raisons de langue et si le cercle de domicile le prévoit dans son règlement scolaire (la quasi-totalité des communes l'ont prévu).

S'il devait y avoir maintien ou ouverture de classe dans un cercle, en raison d'arrivées récurrentes d'élèves pour des motifs SAF ou de langue, la participation de base de 1000 francs est augmentée de 2000 francs (frais de locaux) à l'école primaire. Au cycle d'orientation, s'ajoute encore un montant de 4000 francs (frais de traitement relatifs aux enseignant-e-s à engager pour une classe supplémentaire, sans la participation de l'Etat de 50%), donc 7000 francs au total pour un ou une élève du CO.

Ces montants de 2000 francs (frais de locaux) et 4000 francs (frais du personnel enseignant) n'ont lieu d'être facturés que s'il y a maintien ou ouverture de classe généré par l'accueil récurrent d'élèves dans un cercle. Or, il n'y a eu aucune ouverture de classe dans un cercle qui ait été provoquée par l'arrivée d'élèves au bénéfice d'un changement de cercle. Les inspecteurs et inspectrices scolaires vérifient préalablement à leur décision si de la place est disponible, sans créer d'ouverture de classe.

Faute de compromis entre les associations de communes, les motionnaires demandent à l'Etat de prendre à sa charge le montant de 4000 francs pour chaque élève changeant de cercle scolaire au cycle d'orientation pour raison de langue ou pour la filière SAF, qu'il y ait ou non une ouverture de classe supplémentaire.

Or, pour le Conseil d'Etat, si les associations de communes estiment que les montants fixés par l'ordonnance ne sont pas adéquats, il est toujours possible de modifier ladite ordonnance. Mais il n'y a pas lieu de modifier la loi scolaire pour mettre ces montants à charge de l'Etat sous prétexte que les associations de communes ne s'entendent pas entre elles.

Le Grand Conseil, dans sa séance du 20 juin 2017, a toutefois accepté par 60 voix contre 28 la motion précitée. Il y a eu 3 absentions.

Lien:

http://www.parlinfo.fr.ch/fr/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=33803&uuiid=9652c202f3ac463d85248d800fca1083

3.3. Proposition du Conseil d'Etat

La proposition du Conseil d'Etat de ne pas modifier la loi scolaire mais de revoir, avec les partenaires concernés, le contenu de l'ordonnance fixant des montants maximaux facturés dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16) a été explicitée dans le rapport explicatif accompagnant la consultation de l'avant-projet aux pages 15 à 18. Elle n'a recueilli que 13 voix, à savoir 6 communes et 7 organes.

Le contre-projet du Conseil d'Etat, consistant à ne prendre en considération que les changements de cercle scolaire prononcés pour des élèves de la filière sport-art-formation (SAF), décrite en page 18 du rapport explicatif accompagnant la consultation de l'avant-projet, n'a été suivie que par 8 voix, dont une seule commune.

Ainsi, le Conseil d'Etat se rallie à la motion déposée laquelle a été plébiscitée par 83 communes et 16 organes.

3.4. Coût et financement

Selon les motionnaires, pour chaque changement de cercle au cycle d'orientation prononcé en faveur d'un ou une élève SAF ou pour raison de langue, l'Etat devrait payer, automatiquement et sans condition, 4000 francs par année scolaire au CO qui accueille l'élève. Considérant les chiffres des années passées, environ 40 élèves par année sont concernés, ce qui représente un coût de 160 000 francs par année à charge de l'Etat. Le travail administratif lié au suivi des décisions en matière de changement de cercle scolaire au CO et au versement des montants sera absorbé par les ressources en personnel existantes à la DICS.

4. Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/ Benjamin Gasser. Bilinguisme et changement de cercle scolaire pour raison de langue

4.1. Résumé de la motion

Par motion transmise au Conseil d'Etat le 29 mai 2018, les députés Nicolas Kolly et Benjamin Gasser estiment que, dans le cas d'élèves qui bénéficient d'un changement de cercle scolaire pour raison de langue, la législation serait contraire aux principes constitutionnels et légaux et aux objectifs gouvernementaux en matière de promotion du bilinguisme. Ils prennent le cas particulier de l'Ecole libre publique de Fribourg (ELPF), école publique régionale de langue allemande qui accueille les élèves germanophones provenant des communes dites conventionnées (Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran, Pierrafortscha et Villars-sur-Glâne), mais aussi des enfants de langue allemande domiciliés dans des communes dites non conventionnées, soit des communes qui ne se sont pas engagées à faire partie du cercle

scolaire de l'ELPF. Ils évoquent l'ordonnance du 19 avril 2016 fixant des montants maximaux dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16), dont il est déjà question dans le point 3 de ce rapport, selon laquelle un montant forfaitaire de 1000 francs au maximum par élève et par année scolaire peut être facturé aux parents. Bien que l'ordonnance ne fasse pas de différence entre le cas de communes conventionnées ou non conventionnées, la DICS a estimé avoir omis de régler les rapports entre les communes non conventionnées et l'ELPF, respectivement les parents d'élèves dont le changement de cercle scolaire pour des raisons de langue a été autorisé. Dans le cadre de plusieurs recours de parents auprès de la Préfecture de la Sarine, cet avis a été suivi, tout en retenant que les communes non conventionnées peuvent continuer à comptabiliser aux parents la totalité des frais scolaires facturés par l'ELPF. Selon les députés, cela serait contraire au but recherché de l'ordonnance qui est de garantir une égalité de traitement s'agissant du montant maximal facturable aux parents en cas de changement de cercle scolaire pour raison de langue. Cette situation violerait le principe de l'égalité de traitement et pénaliserait fortement les familles bilingues domiciliées dans des communes francophones dites non conventionnées et qui vivent une situation d'immersion linguistique dans leur quotidien.

La Préfecture de la Sarine a également constaté, par rapport à l'article 16 al. 2 LS, que «*le Conseil d'Etat est sorti du cadre légal de la délégation législative prévu par le pouvoir législatif en limitant le montant maximal que les communes du cercle scolaire du domicile peuvent facturer aux parents en cas de changement de cercle pour raison de langue*». De ce fait, il revient au Grand Conseil d'examiner et de trancher définitivement cette question.

Au vu des objectifs ambitieux posés par le programme gouvernemental et des principes supérieurs posés tant dans la Constitution que dans la loi scolaire en faveur du bilinguisme, les motionnaires sont d'avis qu'il n'y a pas lieu de pénaliser injustement les parents qui, au bénéfice d'une décision de l'inspection scolaire, placent leurs enfants dans un autre cercle scolaire pour une raison linguistique. Ils rappellent que la liberté de la langue, selon l'article 18 de la Constitution fédérale, doit être prépondérante par rapport à l'intérêt financier des communes.

La seconde problématique liée à l'ordonnance concerne la facturation des frais scolaires en cas de changement de cercle scolaire pour raison de langue entre le cercle scolaire d'accueil et le cercle scolaire du domicile de l'élève, puisque selon la législation actuelle, ce sont uniquement les frais supplémentaires engendrés par l'accueil de l'élève qui peuvent être facturés par la commune d'accueil. Ce modèle de financement entre les communes serait inadéquat, puisqu'il désavantage, sans juste motif, les communes du cercle scolaire d'accueil.

Les parents concernés paient des impôts dans leur commune de domicile et il n'apparaît pas injustifié que celles-ci participent aux frais de l'école qui accueille les enfants domiciliés sur leur territoire. Il faut également rappeler que cette particularité ne touche que les familles de la langue partenaire établies dans l'autre partie du canton. La commune du cercle scolaire du domicile ou de la résidence habituelle de l'élève doit ainsi prendre en charge les frais scolaires effectifs engendrés par l'accueil de l'élève. A défaut, ce sont les communes du cercle scolaire d'accueil qui doivent supporter ces frais, ce qui met gravement en péril l'existence même de l'ELPF, puisque des communes conventionnées pourraient, le cas échéant, être amenées à résilier la convention.

En conclusion, les députés demandent, d'une part, que l'article 16 al. 2 de la loi scolaire soit modifié afin de prévoir que la participation demandée aux parents lors d'un changement de cercle scolaire pour raison de langue s'élève à 1000 francs au maximum, qu'ils soient domiciliés dans une commune conventionnée avec l'ELPF ou non. D'autre part, ils veulent que l'article 15 de la loi scolaire soit modifié afin que les communes du cercle scolaire d'accueil puissent facturer à la ou aux communes du cercle scolaire de domicile ou de la résidence habituelle de l'élève les frais scolaires effectifs engendrés par l'accueil de l'élève.

4.2. Réponse du Conseil d'Etat

Montant de 1000 francs par élève pour tous les parents ayant demandé un changement de cercle scolaire pour raison de langue en faveur de l'ELPF, qu'ils soient domiciliés dans une commune conventionnée avec l'ELPF ou non:

La législation scolaire règle la possibilité pour un ou une élève de changer de cercle scolaire lorsque son intérêt ou celui de l'école l'exige, ou encore lorsque cet élève souhaite accomplir sa scolarité dans l'autre langue que celle de sa commune de domicile en vertu du droit constitutionnel de la liberté de la langue (art. 14 LS).

La législation scolaire définit également les principes de financement:

- > Un changement de cercle dans l'intérêt de l'enfant est gratuit pour les parents (hormis le transport). La commune d'accueil facture un écolage (coût supplémentaire lié à l'accueil de cet enfant) à la commune de domicile de l'enfant (art. 15 et 16 al. 1 LS).
- > Dans le cas d'un changement de cercle scolaire pour raison de langue, la commune de domicile décide si elle reporte l'écolage de la commune d'accueil sur les parents. Cette décision est prise par le biais de son règlement scolaire communal (art. 16 al. 2 LS).

La pratique de ces 20 dernières années a montré combien le montant des écolages était varié. Ces montants se situaient

entre 500 et 8000 francs par élève. Il a donc été décidé de limiter ces montants par le biais d'une ordonnance du Conseil d'Etat (art. 15 LS et 6 RLS).

Le 19 avril 2016, le Conseil d'Etat a adopté l'ordonnance fixant des montants maximaux facturés dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16). Cette ordonnance fixe le coût d'un changement de cercle scolaire (dans l'intérêt de l'enfant ou pour raison de langue) à un maximum de 1000 francs par élève et par année scolaire.

Dès sa publication, l'ordonnance a fait réagir l'ELPF. L'ELPF n'est composée que d'élèves au bénéfice d'un changement de cercle pour raison de langue. Cette école régionale accueille en effet des élèves de langue allemande provenant de différentes communes. Or, selon l'ordonnance, l'ELPF aurait dû désormais facturer aux différentes communes un écolage maximal de 1000 francs par élève, ce qui ne permettait plus à l'ELPF de subsister.

Adhérent à la demande de cette école, le Conseil d'Etat a, le 11 octobre 2016, modifié son ordonnance permettant à l'ELPF de facturer un écolage maximal de 4500 francs. Les communes conventionnées, consultées au préalable puisqu'elles allaient devoir en subir les coûts, ont donné leur accord (Marly, Pierrafortscha, Villars-sur-Glâne, Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot et Matran). Ainsi, conformément à l'ordonnance, ces communes reçoivent de l'ELPF une facture pouvant aller jusqu'à 4500 francs par élève mais elles ne peuvent refacturer que 1000 francs aux parents, en application de l'article 3 al. 2 de l'ordonnance.

En pratique et conformément à leur volonté d'adhésion à l'ELPF, la plupart des communes conventionnées assurent la gratuité aux parents. Ces communes, en signant une convention avec l'ELPF se sont en effet engagées à soutenir cette école et les élèves alémaniques domiciliés sur leur territoire. A ce propos, la loi du 8 mai 2003 sur les écoles libres publiques (RSF 411.4.1) prévoit ceci:

Art. 3 Limites territoriales du cercle scolaire

¹ *Les écoles libres publiques déploient leur activité dans un cercle scolaire **composé des territoires des communes qui l'ont accepté formellement** par leur assemblée communale ou leur conseil général.*

² *Lorsqu'une commune renonce à ce que son territoire fasse partie du cercle scolaire de l'école libre publique, elle en informe cette école et le Conseil d'Etat. La sortie ne peut prendre effet que deux ans au plus tôt après communication de l'avis. Le délai doit être calculé de façon à correspondre à la fin d'une année scolaire.*

³ *Le Conseil d'Etat approuve la décision de sortie et modifie les limites territoriales du cercle scolaire libre public.*

Art. 5 Traitements et autres charges scolaires

¹ *Les frais de traitements et les charges y relatives du personnel enseignant des écoles libres publiques sont à la charge des communes et de l'Etat, conformément aux dispositions en vigueur pour les écoles publiques.*

² ***Toutes les autres charges scolaires sont réparties entre les communes dont les territoires font partie du cercle scolaire libre public, au prorata du nombre d'élèves domiciliés dans chaque commune et fréquentant l'école libre publique.***

Mais tel n'est pas le cas pour les communes non-conventionnées. En permettant à l'ELPF de facturer aux communes un écolage maximal de 4500 francs par élève, il n'était pas dans l'intention du Conseil d'Etat de pénaliser les communes non-conventionnées en leur imposant de ne refacturer qu'un montant de 1000 francs aux parents. L'absence d'une règle relative à ces communes dans l'ordonnance correspond à un oubli, donc à une lacune proprement dite. Si aujourd'hui, les communes non-conventionnées devaient ne facturer aux parents que 1000 francs par élève, le solde d'un maximum de 3500 francs par élève seraient à la charge desdites communes alors même qu'elles n'ont pas adhéré à l'ELPF et n'ont pas à supporter les frais de fonctionnement de cette école.

L'inspectorat scolaire, lorsqu'il est saisi d'une demande de changement de cercle scolaire pour raison de langue, décide du lieu de scolarisation. Pour un ou une élève alémanique domicilié-e dans une commune francophone, il a ainsi le choix entre une classe alémanique de la Ville de Fribourg, des districts de la Singine ou du Lac, ou l'ELPF.

Dans la grande majorité des demandes de changement de cercle scolaire pour raison de langue, les parents, issus de tout le canton et non seulement du district de la Sarine, souhaitent que leurs enfants fréquentent l'ELPF. Cette école offre en effet des prestations recherchées par les parents: encadrement, possibilités d'études ou de repas sur place, etc. Les parents d'élèves domiciliés dans une commune non-conventionnée qui ont fait le choix d'une scolarisation à l'ELPF et non dans un autre cercle alémanique, qui connaissent les tarifs de l'ELPF et qui se sont engagés à les assumer au moment de leur demande de changement de cercle, qui ont reçu un préavis favorable de leur commune à la condition que l'écolage soit entièrement payé par les parents, ne peuvent pas bénéficier de l'article 3 al. 2 de l'ordonnance limitant leur participation à 1000 francs. Or, aujourd'hui, c'est ce que demandent les motionnaires en exigeant un montant maximal de 1000 francs à charge des parents, le solde étant du ressort de la commune de domicile qu'elle soit partie prenante ou non à l'ELPF.

Cette revendication aura pour conséquence que l'inspectorat scolaire ne prononcera plus de changement de cercle scolaire vers l'ELPF pour des enfants domiciliés dans une commune

non-conventionnée, sauf si la commune de domicile donne un préavis positif. Ces enfants seront scolarisés dans une classe alémanique du canton.

Par ailleurs, le 22 décembre 2016, le Tribunal cantonal s'est prononcé sur un recours déposé par des parents alémaniques installés dans le sud du canton qui s'étaient vus refuser un changement de cercle scolaire pour raison de langue en faveur de l'ELPF. Le Tribunal cantonal a rejeté le recours des parents pour motif que le principe de la territorialité l'emportait, dans le cas d'espèce, sur la liberté de la langue, en raison du fait que les parents ne s'étaient pas engagés à assumer tous les frais de l'ELPF. Par cet arrêt, le Tribunal cantonal a confirmé la jurisprudence du Tribunal fédéral.

Aussi, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faut rectifier l'article 3 al. 2 de l'ordonnance en distinguant les communes conventionnées avec l'ELPF et les autres.

Au terme de la consultation, 30 communes et 6 organes ont rejeté la motion et sont d'accord avec le Conseil d'Etat (dont Villars-sur-Glâne, Corminboeuf et Pierrafortscha qui font partie du cercle ELPF). 15 communes et 13 organes ont soutenu la motion (dont Marly, Granges-Paccot et Givisiez qui font partie du cercle ELPF). De nombreuses communes ne se sont pas prononcées. Le Conseil d'Etat propose de rejeter la motion sur ce point.

Modifier l'article 15 de la loi scolaire afin que les communes du cercle scolaire d'accueil puissent facturer à la commune du cercle de domicile ou de la résidence habituelle de l'élève les frais scolaires effectifs engendrés par l'accueil de l'élève et non seulement les frais supplémentaires.

Comme dit plus haut, la pratique de ces 20 dernières années en matière de facturation entre communes lorsqu'un ou une élève change de cercle scolaire a montré combien le montant des écolages était varié. Ces montants – basés sur les frais effectifs justement – se situaient entre 500 et 8000 francs par élève. Certaines communes incluaient dans leur facture les frais de traitement du corps enseignant et du personnel socio-éducatif, ce qu'elles n'étaient pas en droit de faire selon la législation scolaire. Les frais de traitement du corps enseignant et du personnel socio-éducatif sont en effet pris en charge, au degré primaire, par l'Etat (50%) et par l'ensemble des communes du canton (50%) et non pas par commune individuellement.

C'est pourquoi la notion de «frais supplémentaires» au lieu de «frais effectifs» a été choisie dans la nouvelle législation scolaire, et que l'ordonnance du Conseil d'Etat fixe le coût d'un changement de cercle scolaire à un maximum de 1000 francs par élève et par année scolaire. Toujours selon cette ordonnance, s'il devait y avoir ouverture de classe en raison de l'accueil récurrent d'élèves hors cercle, 2000 francs au maximum par élève et par année scolaire, couvrant les frais financiers

(intérêts et amortissement) des bâtiments et mobiliers scolaires, peuvent être facturés en plus des 1000 francs de base.

Si ces montants ne donnent pas satisfaction, le Conseil d'Etat a toujours affirmé être prêt à les réexaminer. D'ailleurs, l'ordonnance réserve les participations financières des parents pour les fournitures et activités scolaires. Il y a lieu, déjà sur ce point, de modifier ladite ordonnance. De même, la notion d'«accueil récurrent d'élèves qui engendre une ouverture de classe» pose manifestement problème. Là également l'on peut revoir le contenu de l'ordonnance. La loi scolaire n'a pas besoin d'être modifiée pour ce faire.

Au terme de la consultation, 34 communes et 12 organes ont soutenu la motion. 15 communes et 7 organes l'ont rejetée. De nombreuses communes ne se sont pas prononcées. Le Conseil d'Etat propose de rejeter la motion sur ce point également.

Modification de l'article 16 al. 2 de la loi scolaire suite à une décision préfectorale

Dans leur motion, les députés mentionnent un recours déposé par une commune non conventionnée avec l'ELPF auprès de la Préfecture au sujet du point 1 de la motion (ELPF-facturation aux parents). Dans sa décision, la Préfecture a donné raison à la commune en l'autorisant à reporter sur les parents l'entier de la facture de l'ELPF, mais a également estimé que «le Conseil d'Etat est sorti du cadre légal de la délégation législative prévu par le pouvoir législatif en limitant le montant maximal que les communes du cercle scolaire du domicile peuvent facturer aux parents en cas de changement de cercle pour raison de langue».

Dès lors que l'article 15 LS prévoit une facturation entre commune d'accueil et commune de domicile en cas de changement de cercle scolaire d'un élève, dont le montant est limité par le Conseil d'Etat, il était évident que la facturation aux parents, en cas de changement de cercle scolaire pour raison de langue, devait suivre le même chemin. Si le changement de cercle scolaire est facturé 1000 francs à la commune de domicile, tel que prévu par l'ordonnance du Conseil d'Etat, l'on ne voit pas pour quelle raison la commune de domicile facturerait un montant supérieur aux parents. C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 16 al. 2 de la loi scolaire en y ajoutant la délégation législative manquante, à savoir que la participation des parents aux frais d'écolage peut être décidée *dans les limites fixées par le Conseil d'Etat* (comme à l'art. 15).

Tous les règlements scolaires communaux – adoptés ces deux dernières années dans le cadre de la mise en œuvre de la loi scolaire – ont par ailleurs d'ores et déjà prévu une participation des parents limitée à 1000 francs par élève et par année scolaire.

Au terme de la consultation, 17 communes et 11 organes ont soutenu la proposition du Conseil d'Etat. 67 communes et 11 organes l'ont rejeté. Il est toutefois à relever que de nombreuses réponses se contredisent puisque les mêmes ont répondu oui à la première partie de la motion ci-dessus (limitation à 1000 francs pour tous les parents demandant un changement de cercle vers l'ELPF, le solde à charge de la commune) et non à cette dernière question, en exigeant que les parents paient l'entier de l'écolage en vertu du principe de territorialité.

5. Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/ Nicole Lehner-Gigon. Interdiction ou limitation des sodas et barres chocolatées dans les distributeurs et restaurants du degré secondaire I (CO)

5.1. Résumé de la motion

Par motion déposée le 14 novembre 2016, les députés Nicolas Repond et Nicole Lehner-Gigon demandaient au Conseil d'Etat d'envisager soit l'interdiction, soit des critères stricts et limitatifs, de la consommation et de la vente de certaines boissons sodas et barres chocolatées que l'on peut trouver dans les distributeurs automatiques ou dans les restaurants des établissements du degré secondaire I. Ils suggéraient d'inscrire ces mesures, soit dans la nouvelle proposition de loi sur la restauration collective publique (LRCP), soit dans une ordonnance, qui devrait être proposée au Grand Conseil au début de cette législature 2017–2021. A l'appui de leur motion, les députés constatent que la progression du diabète et du surpoids dans la population, particulièrement chez les jeunes, est l'une des grandes préoccupations de santé publique. L'une des causes principales en est la surconsommation de sucre. Ils estiment donc qu'il faut commencer par l'éducation et la prévention au niveau des jeunes et diminuer fortement les mauvaises habitudes de consommation des produits industriels hypersucrés.

5.2. Résumé de la réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a reconnu les motifs louables des motionnaires. Une nutrition équilibrée à l'école mérite d'être soutenue. En même temps, le Conseil d'Etat a rappelé que l'alimentation est un facteur parmi d'autres pour la santé des élèves. Le Gouvernement a également relevé que les bâtiments des CO et leurs équipements, y compris les automates à boissons, ne dépendent pas du canton mais des communes et associations de communes. L'organisation du restaurant scolaire, comme le choix du tenancier et de l'offre, appartient également aux communes.

Le Conseil d'Etat proposait de concentrer ses efforts sur des instruments et programmes existants, tels la stratégie canton-

nale de Promotion de la santé et de Prévention – Perspectives 2030 qui mentionne l'alimentation équilibrée comme priorité, le programme thématique «Je mange bien, je bouge bien», ou encore le site www.guide-ecole.ch qui fournit des recommandations pratiques en matière d'alimentation et d'activité physique à destination des écoles. Le Conseil d'Etat s'engageait à utiliser ces instruments pour limiter la consommation des boissons sucrées et des barres chocolatées fournies par des distributeurs automatiques ou dans les restaurants des établissements du degré secondaire 1, notamment par la sensibilisation des directions des écoles du cycle d'orientation.

Le Grand Conseil, dans sa séance du 7 février 2018, a toutefois accepté par 54 voix contre 41 la motion précitée. Il y a eu 4 abstentions.

Lien:

http://www.parlinfo.fr.ch/fr/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=33870&uuiid=fe0f2133a7c94284be0d335356430160

5.3. Proposition du Conseil d'Etat

En 2017, Promotion Santé Suisse a, une nouvelle fois, étudié la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les élèves dans différentes régions suisses. L'évaluation des données montre que, tous niveaux confondus, 16,4% des élèves sont en surpoids ou obèses, soit une légère baisse par rapport aux études de 2010 et 2013. Pour cette étude, Promotion Santé Suisse disposait des données des services médicaux scolaires de onze villes et cantons: il s'agit des villes de Berne, Fribourg et Zurich et des cantons de Bâle-Ville, de Berne, des Grisons, du Jura, de Lucerne, d'Obwald, de Saint-Gall et d'Uri.

Selon cette étude, la proportion des élèves en surpoids et obèses augmente avec l'âge: alors qu'en 1 à 3H, un enfant sur neuf est en surpoids ou obèse, ce chiffre passe à plus d'un enfant sur cinq au niveau secondaire. Ces résultats montrent qu'il faut davantage agir aux niveaux primaire et surtout secondaire en termes de prévention et d'information.

De son côté, l'OMS fournit des recommandations pour mettre un terme à l'obésité chez les enfants. Ainsi, les autorités devraient mieux informer les familles sur l'alimentation saine, encourager les jeunes mères à allaiter leur enfant exclusivement pendant six mois au moins, offrir des menus plus sains dans les cantines scolaires et créer davantage d'opportunités sportives pour les enfants. L'obésité provoque en effet un risque plus élevé de diabète, de cancer ou d'accident vasculaire cérébral. Chez les enfants, elle mène à des situations de harcèlement à l'école et de marginalisation durant l'adolescence.

Afin de tenir compte de ces données scientifiques et des buts visés par la motion relatifs à la santé des enfants et des jeunes, tout en considérant que les infrastructures scolaires et leurs

équipements sont financés et gérés par les communes et associations de communes lesquelles confient parfois la restauration scolaire à des prestataires extérieurs, il est proposé de modifier l'article 41 de la loi scolaire.

Cette proposition vise tous les établissements de la scolarité obligatoire et non seulement les cycles d'orientation. Elle concerne autant les récréations, la restauration proposée à midi dans les établissements que la mise à disposition de distributeurs automatiques. Cette formulation n'instaure pas une interdiction formelle des aliments et boissons hypersucrés dans les écoles, mais exige des communes et associations de communes, ainsi que de leurs prestataires, un effort particulier tendant à cet objectif. Au terme de la consultation, 25 communes et 15 organes ont soutenu cette proposition.

En consultation, il était également proposé une variante qui limitait le champ d'application aux seuls distributeurs automatiques, excluant la restauration scolaire ou les récréations. Au terme de la consultation, 56 communes et 15 organes ont soutenu cette variante.

11 communes et 2 organes ont rejeté les deux propositions.

Au vu des débats du Grand Conseil du 7 février 2018, le Conseil d'Etat a décidé de suivre la première proposition quand bien même elle ne rallie pas la majorité des organes consultés. Il y a toutefois lieu de souligner que l'Association des communes fribourgeoises, dont la prise de position a été quasi unanimement suivie par les communes, a préféré la variante, dont le champ d'application se limite aux distributeurs automatiques, du fait que *l'alimentation saine* est «une notion sujette à interprétation et qu'il importe de rester dans un objectif général de santé publique en évitant de tomber dans une recourite aigüe liée à toute interprétation personnelle».

6. Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/ Ruedi Schläfli – Horaire au secondaire 1

6.1. Résumé de la motion

Par motion transmise au Conseil d'Etat le 29 mai 2018, les députés Yvan Hunziker et Ruedi Schläfli demandent au Conseil d'Etat de modifier l'horaire des écoles du cycle d'orientation, par l'octroi d'un congé le mercredi après-midi et la suppression des heures d'étude surveillée durant les autres jours scolaires. Pour les députés, cette mesure pourrait aider les régions limitrophes du canton, en particulier pour les activités intercantionales, les élèves vaudois ayant congé le mercredi après-midi durant toute leur scolarité obligatoire. Par ailleurs, de manière générale, les élèves qui ont des activités extrascolaires pourraient les exercer systématiquement le mercredi après-midi. Cette modification permettrait aussi d'économiser des heures de surveillance. Enfin, les réunions

du corps enseignant et les formations continues pourraient se faire à ce moment-là, en évitant des frais de remplacement.

Lien:

http://www.parlinfo.fr.ch/fr/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=43895&uuid=861ff70620554035b8f935685139151f

6.2. Réponse du Conseil d'Etat

Le mercredi après-midi de congé pour les élèves du CO favoriserait une organisation familiale constante sur l'entier de la scolarité obligatoire en dégageant un temps privilégié, notamment pour les activités culturelles et sportives privées. Un tel congé peut cependant aussi être difficile à gérer pour des familles où les deux parents travaillent, ainsi que pour les familles monoparentales. Il faut en effet encadrer les jeunes adolescents le mercredi après-midi durant trois ans de plus, même s'ils gagnent en autonomie.

En outre, ce congé permettrait aux élèves bénéficiant du statut SAF (sport-art-formation) de mieux conjuguer leur activité avec l'école, puisqu'ils manqueraient moins de temps de classe. Il est à noter que plusieurs cantons (VD, GE, NE, JU, VS, BE, SO, LU, AG, ZH, SG) ont déjà opté pour le mercredi après-midi de congé au cycle 3 et que, dans notre canton, les écoles spécialisées liées au SESAM le pratiquent depuis longtemps.

Cette pause au milieu de la semaine profiterait également aux élèves de manière générale, leur offrant un temps de repos et d'oxygénation bienvenu. Cela pourrait également favoriser, pour les jeunes concernés, l'activité physique et le mouvement. Un développement du sport scolaire facultatif serait peut-être possible, comme au degré primaire. Enfin, il permettrait aux élèves de mieux gérer leurs devoirs et révisions tout en ouvrant une nouvelle plage horaire pour les suivis thérapeutiques en dehors du temps de classe.

Une telle mesure faciliterait aussi le fonctionnement des CO en permettant, à l'instar du primaire, de réunir le corps enseignant le mercredi après-midi pour le pilotage et la collaboration pédagogiques ainsi que pour la formation continue qui serait, quant à elle, renforcée hors temps de classe.

Cependant, les 32 à 34 unités d'enseignement hebdomadaires (art. 30 RLS) doivent absolument être maintenues afin d'atteindre les objectifs des plans d'étude. Plusieurs autres cantons ont augmenté leur dotation horaire en raison des plans d'étude. Seuls les cantons de Vaud (32), Valais (32), Genève (32 à 33) et Argovie (26 à 34) ont actuellement un horaire inférieur à celui de Fribourg. Dans la comparaison avec les autres cantons, il faut également décompter l'heure dans la grille-horaire à disposition des Eglises reconnues, heure obligatoire à Fribourg de par la Constitution (soit 31 à 33 unités + 1 unité pour l'enseignement religieux) et préciser que l'unité

d'enseignement à Fribourg est de 50 minutes contre 45 pour la grande majorité des cantons. A l'heure où l'on attend toujours plus de l'école, dans le renforcement des enseignements habituels comme dans l'ajout de nouveaux domaines (MITIC, culture informatique, 4.0...), il ne serait pas du tout opportun de revoir la dotation horaire à la baisse. Il est encore à noter que les députés proposent la suppression des heures d'étude surveillée mais celles-ci n'existent que très partiellement, voire pas du tout, dans les écoles de la partie alémanique.

Certains argumenteront aussi que la réduction de la grille-horaire pénaliserait les élèves les plus faibles, car on aurait moins de temps à leur consacrer. Or, cet argument n'est pas vérifié empiriquement. Au contraire, les recherches tendent à montrer que seuls les meilleurs élèves bénéficient d'une augmentation de l'horaire; les plus faibles n'en profitent pas dans leurs apprentissages.

Il faudrait dès lors répartir ces 32 à 34 unités sur les 4,5 jours restants. Les horaires scolaires devront être repensés en tenant compte des réalités actuelles, de nombreux élèves ne rentrant pas à la maison à midi, par exemple. Il faut également s'assurer auprès du terrain des effets de cette modification pour la planification d'utilisation des salles ad hoc dédiées aux cours d'économie familiale, d'informatique, de sport, de sciences, etc. De même, ce changement aurait inévitablement un impact sur l'organisation des transports scolaires et des repas de midi.

Au terme de la consultation, 84 communes et 23 organes ont rejeté la motion. 8 communes et 8 organes l'ont soutenue.

Le Conseil d'Etat estime qu'il est trop tôt pour introduire un tel congé. Pour plusieurs partenaires consultés, l'idée d'un congé le mercredi après-midi est en soi séduisante mais les écueils sont trop nombreux à l'heure actuelle pour l'introduire à satisfaction. La disponibilité des infrastructures (salles spéciales, halles de sport, piscines, cantines scolaires) actuellement sur-occupées, la réorganisation des transports scolaires et des repas de midi, les conséquences de l'allongement des 4,5 autres jours de classe, la complexification de la planification horaire des classes, le bienfait des heures d'étude surveillée pour de nombreux élèves, l'absence d'offres alternatives sur le mercredi après-midi, voire l'indisponibilité des parents, des animateurs et animatrices, des thérapeutes le mercredi après-midi sont autant d'arguments soulevés par les opposants à la motion et auxquels le Conseil d'Etat se rallie.

Ces éléments nécessitent encore des réflexions approfondies avec les différents partenaires concernés, notamment les directions des CO et les communes ou associations de communes, mais aussi les parents quant au potentiel et aux conséquences, au niveau familial, de ce demi-jour de congé supplémentaire. C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose le rejet de la motion.

7. Enseignement à domicile: modification de l'article 81 LS

L'enseignement à domicile est l'enseignement individualisé qu'un ou une enfant reçoit de ses parents ou d'un précepteur ou d'une préceptrice lorsque les parents souhaitent assumer eux-mêmes l'entière responsabilité de la formation de leur enfant. Il est réservé à la fratrie, sans regroupement d'enfants possible.

L'intérêt public exige toutefois que l'Etat se soucie du sort des enfants qui reçoivent un enseignement privé afin que soit garanti un enseignement de base suffisant (art. 18 Cst). Dans cette mesure, l'Etat se doit de poser des conditions à l'enseignement à domicile et le soumettre à autorisation, ce que la législation scolaire a fait.

Une dizaine d'enfants suit un tel enseignement, parfois sur une seule année d'enseignement.

Il est toutefois apparu que certaines demandes portaient sur quelques semaines par année, souvent posées avant ou après les vacances scolaires. La motivation de ces demandes repose le plus souvent sur un voyage que les parents souhaitent effectuer en famille. Or, un enseignement à domicile n'a pas pour but de permettre aux parents, disposant de qualifications professionnelles pédagogiques, de prolonger les vacances scolaires. La durée demandée (de quelques semaines seulement) ne permet pas non plus la réalisation d'un programme d'enseignement individuel approprié et en adéquation avec le plan d'études. Les mots «en principe» permettraient de réserver certaines situations difficiles en cours d'année scolaire nécessitant un éloignement de l'élève de son école.

Il est donc proposé de modifier l'article 81 de la loi scolaire.

Par ailleurs, la version en allemand n'a pas repris le mot «pédagogique» à l'alinéa 3. Il y a lieu de corriger cet oubli.

Au terme de la consultation, 27 organes et 87 communes ont soutenu cette proposition. Seuls 4 organes et 3 communes l'ont rejetée.

8. Résultats de la consultation

Un avant-projet de loi, accompagné d'un rapport explicatif, a été soumis à une large consultation du 10 septembre au 9 novembre 2018. 142 réponses ont été enregistrées, dont 94 communes et 48 organes. 12 organes ont toutefois déclaré ne pas être concernés ou ne pas avoir d'avis sur les objets soumis. Aussi, 131 prises de position ont été analysées. Les résultats sont présentés ci-dessus, pour chaque objet.

9. Commentaires des articles

Art. 10 al. 2, 3, 4 et 5

Alinéa 2: Dans son arrêt du 7 décembre 2017, le Tribunal fédéral a précisé que la gratuité de l'enseignement s'étend à tous les moyens nécessaires servant directement le but de l'enseignement obligatoire. Ainsi, les moyens d'enseignement, le matériel et les fournitures scolaires sont fournis gratuitement aux élèves, à l'exception de leurs effets et équipements personnels. Les effets et équipements personnels sont notamment le sac d'école, le plumier, la doublure des livres, les chaussons, le tablier et autres vêtements ou chaussures nécessaires lors de certaines disciplines et activités scolaires. Les activités scolaires, définies à l'article 33 RLS, sont également gratuites.

Alinéa 3: Le Tribunal fédéral indique dans son arrêt que seuls les frais que les parents économisent en raison de l'absence de leurs enfants, à savoir les frais alimentaires, peuvent être facturés aux parents. Selon le TF, les frais alimentaires s'élèvent, suivant l'âge de l'élève, à un montant entre 10 et 16 francs par jour. C'est pourquoi cet alinéa prévoit que les communes peuvent demander une contribution aux parents pour couvrir les frais de repas de leurs enfants en particulier lors de certaines activités scolaires (tels que les camps, les excursions, les journées sportives ou culturelles, les échanges linguistiques), et des cours d'économie familiale. La perception d'une telle contribution, qui touche à des activités scolaires obligatoires, doit être prévue dans les règlements scolaires communaux (art. 10 al. 3 LCo). Pour ce faire, les communes se référeront à l'ordonnance du Conseil d'Etat fixant des montants maximaux dans le cadre de la scolarité obligatoire. Les mots «en particulier» réservent d'autres situations où une facturation des frais de repas aux parents s'imposerait comme par exemple lors d'un placement en classe relais.

Alinéa 4: Conformément à l'article 33 al. 4 RLS, les activités scolaires se déroulant à l'étranger sont soumises à l'accord des parents. Ils sont donc facultatifs. De même que le sont les activités proposées sur inscription en sus des unités d'enseignement obligatoires inscrites à la grille-horaire. Les communes peuvent ainsi demander une contribution aux parents dont les enfants sont inscrits afin de couvrir tout ou partie des frais effectifs.

Alinéa 5: Les cycles d'orientation organisent, depuis plusieurs années, des semaines thématiques. Selon le thème choisi, traditionnellement le sport, l'école propose de nombreuses activités à choix durant plusieurs jours. Dès lors que les élèves auront pu goûter aux sports d'hiver à l'école primaire, que ce soit sous forme de journées sportives ou de camps, il devient intéressant de leur faire découvrir, à leur entrée au cycle d'orientation, d'autres activités sportives, compte tenu également de leur plus grande autonomie et maturité. La grandeur

des cycles d'orientation et la multitude des enseignant-e-s se prêtent également plus facilement à l'organisation d'une semaine thématique plutôt qu'un camp. Toutefois, il ne s'agit pas de contourner l'arrêt du Tribunal fédéral en proposant, sur temps de classe, une multitude d'activités payantes et une portion congrue et peut-être moins intéressantes d'activités gratuites. C'est pourquoi cet alinéa admet certaines activités payantes mais exige des cycles d'orientation un choix d'activités variées et gratuites. L'inspecteur scolaire, dans le cadre de sa mission définie à l'article 53 LS, y veillera.

Alinéa 6: L'alinéa 3 concerne des activités ou disciplines obligatoires pour les élèves. Le Conseil d'Etat fixera le montant maximum des frais de repas pouvant être perçus auprès des parents dans son ordonnance. Les alinéas 4 et 5 concernent des activités facultatives ou à options. Le Conseil d'Etat se réserve ici la possibilité de fixer des montants maximaux. Cas échéant, et conformément à l'article 62 LS, les communes seront consultées au préalable.

Art. 16 al. 2

Conformément à l'article 15 LS, l'ordonnance du Conseil d'Etat fixant des montants maximaux dans le cadre de la scolarité obligatoire définit les montants pouvant être perçus entre commune d'accueil et commune de domicile en cas de changement de cercle scolaire d'un ou d'une élève. Afin de pallier ce qu'une préfecture a considéré, dans le cadre d'un recours qu'elle a instruit, comme une absence de délégation législative, cet alinéa comble dite lacune en précisant que le Conseil d'Etat définit également les montants pouvant être perçus par la commune de domicile auprès des parents en cas de changement de cercle scolaire pour raison de langue.

Art. 22 al. 2

A l'instar des moyens d'enseignement, la DICS établit la liste des fournitures scolaires nécessaires pour chaque degré d'enseignement. Elle y inclut un forfait par élève pour les photocopies.

Art. 41 al. 4

Cet alinéa vise tous les établissements de la scolarité obligatoire. Il concerne autant les récréations, la restauration proposée à midi dans les établissements que la mise à disposition de distributeurs automatiques. Tenant compte du fait que les infrastructures scolaires et leurs équipements sont financés et gérés par les communes et associations de communes lesquelles confient parfois la restauration scolaire à des prestataires extérieurs, cet alinéa n'instaure pas une interdiction formelle des aliments et boissons hypersucrés dans les écoles, mais exige des communes et associations de communes, ainsi que de leurs prestataires, un effort particulier tendant à cet objectif.

Art. 57 al. 2 let. d

Les fournitures scolaires sont supprimées de la disposition puisqu'elles sont désormais à la charge de l'Etat. Le matériel scolaire, à charge des communes, comprend notamment l'équipement informatique, le mobilier, les rangements, les tableaux, beamers, photocopieuses, l'équipement des salles de sport et des salles spéciales, etc (cf. également let. b).

Art. 66 al. 2 et art. 71 al. 2

Les fournitures scolaires ayant été retirées de l'article 57 al. 2 let. d et donc des charges communales, elles sont introduites ici à titre de charge cantonale.

Art. 67 al. 1, let g

Cet article reprend le même contenu que l'article 72 al. 1 let. d LS pour les classes relais du cycle d'orientation. Le financement est réparti à raison de 50% sur l'ensemble des communes du canton et à 50% à charge de l'Etat.

Art. 72 al. 1, let. d (version en allemand)

Il s'agit-là d'une erreur de traduction qu'il y a lieu de corriger. Les mots «den Schülertransport» ne figurent pas dans la version en français. Dans la logique de l'article 57 al. 2 let. g, il appartient aux communes seules de pourvoir au transport des élèves.

Art. 72 al. 2

Au cycle d'orientation, pour chaque changement de cercle scolaire motivé par des raisons de langue ou de filière sport-art-formation, l'Etat supporte 100% des frais de traitement du personnel enseignant et socio-éducatif.

Art. 81 al. 2

Il est apparu que certaines demandes d'enseignement à domicile portaient sur quelques semaines par année, souvent posées avant ou après les vacances scolaires. La motivation de ces demandes repose le plus souvent sur un voyage que les parents souhaitent effectuer en famille. Or, un enseignement à domicile n'a pas pour but de permettre aux parents, disposant de qualifications professionnelles pédagogiques, de prolonger les vacances scolaires. La durée demandée (de quelques semaines seulement) ne permet pas non plus la réalisation d'un programme d'enseignement individuel approprié et en adéquation avec le plan d'études. C'est pourquoi, une demande d'enseignement à domicile doit porter sur des semestres scolaires entiers. Les mots «en principe» permettraient de réserver certaines situations difficiles en cours d'année scolaire nécessitant un éloignement de l'élève de son école.

Art. 81 al. 3 (version en allemand)

Il s'agit-là d'une erreur de traduction qu'il y a lieu de corriger. Il manque le mot «pédagogique» dans la version en allemand.

Art. 104a

Selon le sondage effectué en février 2018 auprès de toutes les communes et associations de communes pour les cycles d'orientation afin de définir le volume des montants en jeu, tant pour les fournitures scolaires que pour les activités scolaires, il s'avère qu'une subvention forfaitaire de 75 francs par élève couvrirait la moitié du déficit lié à l'absence de financement des fournitures et activités scolaires par les parents. Cette subvention sera versée sur la base des effectifs arrêtés au 15 mai 2018, puis au 15 mai 2019, pour chaque cercle scolaire. Cette subvention est versée uniquement pour les années scolaires 2018/19 et 2019/20. Dès la rentrée scolaire 2020, l'Etat reprendra à sa charge les fournitures scolaires, à la condition que d'ici le 1^{er} janvier 2022 le subventionnement cantonal des constructions scolaires soit abandonné dans le cadre du projet de loi DETTEC (désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes).

Art. 42 al. 1, 2 et 3 LPS

Il s'agit d'inscrire dans la loi sur la pédagogie spécialisée les mêmes principes que ceux figurant dans la loi sur la scolarité obligatoire quant à la gratuité de l'enseignement obligatoire pour les parents.

Art. 14 al. 5 LPS

La loi sur le personnel de l'Etat a été modifiée en date du 17 novembre 2017 afin d'introduire pour certaines fonctions à l'Etat l'extrait spécial du casier judiciaire. La loi sur la scolarité obligatoire a été modifiée dans le même sens. Une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2041 (et non 2026 comme initialement prévu), durant laquelle le casier judiciaire ordinaire doit être présenté en sus, a été introduite dans ces lois. La loi sur la pédagogie spécialisée, adoptée le 11 octobre 2017, doit être modifiée en conséquence, afin de corriger «2026» par «2041».

Art. 2

Alinéa 1: Conformément à l'article 149 de la loi sur le Grand Conseil, cet alinéa mentionne les types de referendum auxquels la loi est soumise. Pour plus de détails, se référer au point 10 du message.

Alinéa 2: La date d'entrée en vigueur prévue est celle du 1^{er} août 2019.

10. Conséquences financières et en personnel

L'analyse des conséquences financières et en personnel des propositions est effectuée ci-dessous en considérant la variante proposée par le Conseil d'Etat (variante 1, point 1.4 ci-dessus) et celle proposée par l'ACF (variante 2, point 1.5 ci-dessus). Pour chacune des variantes, on analysera séparément, comme cela avait été fait pour la loi scolaire (message n° 41 du 18 décembre 2012), les coûts supplémentaires engendrés par le fait de prestations nouvelles et les charges résultant des modifications des responsabilités en matière de financement des tâches publiques. Un troisième tableau permet une synthèse des deux effets. Pour les éléments indépendants des deux variantes, le choix a été fait de produire la même explication les deux fois, de manière à ce que le texte complet d'une variante puisse être lu indépendamment du texte de l'autre variante.

10.1. Variante 1: Subvention forfaitaire couvrant la part des parents pour les fournitures scolaires et les activités culturelles et sportives

Dans cette variante, l'Etat verse aux communes une subvention forfaitaire de 75 francs par élève et par année, subvention destinée à venir en aide aux communes, qui restent responsables des fournitures scolaires et des activités culturelles et sportives de l'école obligatoire, mais qui ne peuvent plus rien facturer aux parents.

- > Dans la première ligne du tableau ci-dessous, on constate que, la facturation aux parents n'étant plus possible, les communes doivent dorénavant nouvellement assumer elles-mêmes un montant qui était précédemment facturé aux parents pour les activités culturelles et sportives, soit une somme annuelle de 3,8 millions, ainsi qu'une somme de 2,1 millions qui était précédemment facturée aux parents pour les fournitures scolaires. Soit au total un montant de 5,9 millions qui ne peut plus être facturé aux parents. Mais comme l'Etat verse aux communes une subvention de 3 millions, le résultat final est une charge nouvelle de 3 millions pour l'Etat, et de 2,9 millions pour les communes. A noter que, pour les communes, ces 2,9 millions nouveaux s'ajoutent aux 10,3 millions déjà existants, ce qui représente au total un montant de 13,2 millions de charges pour les communes.
- > S'agissant des classes relais aux cycles 1 et 2, qui apparaissent dans la deuxième ligne du tableau, le montant à financer étant de 550 000 francs (440 000 francs de traitements pour 4 nouveaux EPT et 110 000 francs de frais de fonctionnement), la répartition 50%-50% s'applique, à savoir 275 000 francs pour l'Etat et 275 000 francs pour les communes. A noter que les communes sont responsables de l'organisation du transport pour les élèves

résidant chez elles; le montant ne peut pas être estimé ici, car il est spécifique à chaque cas particulier (âge de l'élève, éloignement de la classe relais, durée de la mesure, nombre d'élèves, rationalisation du transport).

- > Enfin, la troisième ligne concerne la situation spécifique de l'enseignement spécialisé. Ces écoles dépendent de fondations subventionnées à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes. La facture globale qui était adres-

sée jusqu'ici aux parents pour les fournitures scolaires et les activités culturelles et sportives était de 60 000 francs. La facturation aux parents n'étant plus possible, ce montant doit être réparti entre l'Etat et les communes selon la clé indiquée plus haut. Comme cela a été mentionné précédemment (cf. section 1.2), cette charge additionnelle pourra être absorbée par les budgets ordinaires alloués aux institutions concernées.

Coûts supplémentaires au sens de l'art. 23 LFE (en millier de francs)

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	3000	3000	3000	3000	3000	15 000	2900	2900	2900	2900	2900	14 500
LS 67	Classes relais 1H-8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
LPS 42	Fournitures scolaires et activités culturelles et sportives	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
Total		3302	3302	3302	3302	3302	16 510	3208	3208	3208	3208	3208	16 040

- > Selon le point 3 ci-dessus, l'Etat doit prendre en charge un montant annuel de 160 000 francs payé jusqu'ici par les communes pour les changements de cercle scolaire au cycle d'orientation prononcé en faveur d'un ou une élève

SAF ou pour raison de langue. Il s'agit d'une modification de la répartition des tâches et des charges entre le canton et les communes.

Modification du financement des charges (milliers de francs)

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 14, 15 et 16	Chang. cercle scolaire	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800

- > Le dernier tableau récapitule les coûts supplémentaires engendrés par le fait de prestations nouvelles et les charges résultant des modifications des responsabilités en matière de financement des tâches publiques (agrégation des deux tableaux précédents).

Tableau récapitulatif – effets variante 1

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	3000	3000	3000	3000	3000	15 000	2900	2900	2900	2900	2900	14 500
LS 67	Classes relais 1H-8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
LPS 42	Fournitures scolaires et activités culturelles et sportives	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
LS 14, 15 et 16	Change- ment cercle scolaire	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3462	3462	3462	3462	3462	17 310	3048	3048	3048	3048	3048	15 240

10.2. Variante 2: Reprise par l'Etat des fournitures scolaires

Dans la seconde variante, l'Etat prend à sa charge la totalité des fournitures scolaires de l'école obligatoire, alors que les communes prennent à leur charge la totalité des activités culturelles et sportives de l'école obligatoire. Les incidences de cette variante sont exposées ci-dessous en 3 étapes. Un premier tableau présente la manière dont la situation aurait évolué en maintenant la répartition des compétences et du financement actuelle. Un deuxième tableau met en évidence les effets de la nouvelle répartition proposée. Le troisième tableau réunit et consolide les informations figurant dans les deux tableaux précédents.

- > Dans la première ligne du premier tableau ci-dessous, on constate que, la facturation aux parents n'étant plus possible, les communes doivent dorénavant nouvellement assumer elles-mêmes un montant qui était précédemment facturé aux parents pour les activités culturelles et sportives, soit une somme annuelle de 3,8 millions. L'Etat ne verse rien pour ces activités.
- > La deuxième ligne du tableau montre que les communes ont encore l'entière responsabilité des fournitures scolaires en 2019 et doivent assumer pour cette année-là la somme qui était précédemment facturée aux parents, soit 2,1 millions. Si aucune adaptation de la répartition des compétences n'était effectuée, cette charge additionnelle de 2,1 millions se répéterait durant les années 2020 à 2024. Les montants en question sont indiqués ici pour mémoire, avant d'être compensés (augmentation des charges de l'Etat, réduction des charges des communes) dans le deuxième tableau.

Pour 2019 et 2020, les communes seront en outre aidées par l'Etat à raison de 3 millions par an, ce qui apparaîtra également dans le deuxième tableau, consacré aux changements de répartitions des tâches et des charges.

- > S'agissant des classes relais aux cycles 1 et 2, qui apparaissent dans la deuxième ligne du tableau, le montant à financer étant de 550 000 francs (440 000 francs de traitements pour 4 nouveaux EPT et 110 000 francs de frais de fonctionnement), la répartition 50%-50% s'applique, à savoir 275 000 francs pour l'Etat et 275 000 francs pour les communes. A noter que les communes sont responsables de l'organisation du transport pour les élèves résidant chez elles; le montant ne peut pas être estimé ici, car il est spécifique à chaque cas particulier (âge de l'élève, éloignement de la classe relais, durée de la mesure, nombre d'élèves, rationalisation du transport).
- > Enfin, la quatrième ligne concerne la situation spécifique de l'enseignement spécialisé. Ces écoles dépendent de fondations subventionnées à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes. La facture globale qui était adressée jusqu'ici aux parents pour les fournitures scolaires et les activités culturelles et sportives était de 60 000 francs. La facturation aux parents n'étant plus possible, ce montant doit être réparti entre l'Etat et les communes selon la clé indiquée plus haut.

Coûts supplémentaires au sens de l'art. 23 LFE (en millier de francs), sans prise en compte de la modification du financement

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	3800	3800	3800	3800	3800	19 000
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Fournitures scolaires	0	0	0	0	0	0	275	275	275	275	275	1375
LS 67	Classes relais 1H-8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
LPS 42	Fournitures scolaires et activités culturelles et sportives	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
Total		302	302	302	302	302	1510	6208	6208	6208	6208	6208	31 040

> L'Etat finançant dorénavant les fournitures scolaires, il s'agit d'une modification de la répartition des tâches et des charges entre le canton et les communes. La première ligne du tableau ci-dessous indique que, en 2019, l'Etat aide les communes à raison de 3 millions pour l'année scolaire 2018/19, sachant que les communes ont assumé le total des charges supplémentaires durant l'année comptable 2018. En 2020, l'Etat aide les communes à raison de 3 millions pour l'année scolaire 2019/20, sachant que les communes ont assumé le total des charges supplémentaires durant l'année comptable 2019. En 2020 également, l'Etat prend en charge les fournitures scolaires de la rentrée 2020/21, soit 6,5 millions (cf, tableau en page 5, 2,1 millions pris en charge précédemment par les parents et 4,4 millions déjà

pris en charge par les communes). Il en est de même pour les années suivantes. De cette manière, comme il l'avait promis, l'Etat apporte son aide financière de 3 millions aux communes aux comptes 2019 pour l'année scolaire 2018/19, et de 3 millions aux comptes 2020 pour l'année scolaire 2019/20. Comme l'Etat reprend à sa charge les fournitures en 2020 (année scolaire 2020/21), les charges de l'aide aux communes et des fournitures se cumulent cette année-là.

> Selon le point 3 ci-dessus, l'Etat doit prendre en charge un montant annuel de 160 000 francs payé jusqu'ici par les communes pour les changements de cercle scolaire au cycle d'orientation prononcé en faveur d'un ou une élève SAF ou pour raison de langue.

Modification du financement des charges (milliers de francs)

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	3000	9500	6500	6500	6500	32 000	-3000	-9500	-6500	-6500	-6500	32 000
LS 14, 15 et 16	Change- ment cercle scolaire	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3160	9660	6660	6660	6660	32 800	-3160	-9660	-6660	-6660	-6660	32 800

> Le dernier tableau récapitule les coûts supplémentaires engendrés par le fait de prestations nouvelles et les charges résultant des modifications des responsabilités en matière de financement des tâches publiques (agrégation des deux tableaux précédents).

Tableau récapitulatif effets variante 2

Article n°	Thème	Incidences pour le canton						Incidences pour les communes					
		Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Année 3 (2021)	Année 4 (2022)	Année 5 (2024)	Total 5 ans
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	3800	3800	3800	3800	3800	19 000
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Fournitures scolaires sans modi- fication finance- ment	0	0	0	0	0	0	2100	2100	2100	2100	2100	10 500
LS 67	Classes relais 1H-8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
LPS 42	Fournitures scolaires et activités culturelles et sportives	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
LS 57 al. 2 let. d, 66 et 71 al. 2	Activités culturelles et sportives	3000	9500	6500	6500	6500	32 000	-3000	-9500	-6500	-6500	-6500	32 000
LS 14, 15 et 16	Change- ment cercle scolaire	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3462	9962	6962	6962	6962	34 310	3048	-3452	-452	-452	-452	-1760

11. Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable (art. 197 LCG) ont été évalués à l'aide de la Boussole21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale de Développement durable.

Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la modification de la loi scolaire et de la loi sur la pédagogie spécialisée. Les effets de la modification se déploient sur les domaines sociaux et, dans une certaine mesure, économiques, mais pas sur le développement environnemental.

Dans le domaine économique, la modification de la loi scolaire et de la loi sur la pédagogie spécialisée vise à maintenir les activités sportives et culturelles organisées par les écoles, ce qui préserve l'activité économique et touristique. Cela implique toutefois un investissement financier plus élevé pour l'Etat et les communes.

Du point de vue de la société, le projet renforce l'égalité des chances entre les élèves ainsi que l'intégration et la cohésion sociale au sein des établissements scolaires. La préservation des activités sportives et culturelles aura en outre un effet bénéfique sur la santé des élèves. Sous cet angle, l'effort demandé aux communes et associations de communes visant

l'interdiction des aliments et boissons hypersucrés dans les établissements scolaires poursuit le même objectif.

12. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

La présente loi est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et elle ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

Soumission aux referendums législatif et financier

13. Soumission aux referendums législatif et financier

La présente loi est soumise au referendum législatif.

Le montant cumulé des charges financières sur 5 ans étant inférieur au seuil du referendum financier obligatoire, qui est de 36 690 783 francs (ordonnance du 5 juin 2018, RSF 612.21), mais en revanche supérieur au seuil du referendum financier facultatif, qui est de 9 172 696 francs, la présente loi est soumise au referendum financier facultatif.

14. Suite définitive à des interventions parlementaires

La présente loi et son message donnent une suite définitive aux interventions parlementaires suivantes:

- > Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/Rose-Marie Rodriguez. Prise en charge cantonale des frais de scolarité hors cercle scolaire de domicile
- > Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/Nicole Lehner-Gigon. Interdiction ou limitation des sodas et barres chocolatées dans les distributeurs et restaurants du degré secondaire I (CO)
- > Question 2018-CE-165 Anne Meyer Loetscher. Financement des semaines thématiques au CO: est-ce obligatoire lorsqu'il y a un choix?

Le message répond aux interventions parlementaires suivantes:

- > Motion 2018-GC-103 Jean-Daniel Chardonnens. Financement des activités parascolaires
- > Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/Benjamin Gasser. Bilinguisme et changement de cercle scolaire pour raison de langue
- > Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/Ruedi Schläfli – Horaire au secondaire I
- > Mandat 2018-GC-48 Solange Berset/Simon Bischof/ David Bonny/Violaine Cotting-Chardonnens/ Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/ Rose-Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirthana Wickramasingam. Fonds cantonal en faveur des activités culturelles et sportives à l'école obligatoire.



Botschaft 2018-DICS-39

15. Januar 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Schulgesetzes (Schulgesetz, SchG) und des Gesetzes über die Sonderpädagogik (SPG)

Mehrere jüngst eingereichte Motionen fordern beim Schulgesetz (SchG) Änderungen zu organisatorischen Fragen (Finanzierung in bestimmten besonderen Situationen, Unterrichtszeiten an der OS, Verkauf von Produkten an der Schule usw.). Zudem macht auch die Rechtsprechung des Bundes eine Änderung der kantonalen Schulgesetzgebung nötig (Unentgeltlichkeit des Grundschulunterrichts).

Wir unterbreiten Ihnen daher einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG) und des Gesetzes vom 17. November 2017 über die Sonderpädagogik (SPG).

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Bundesgerichtsentscheid 2C_206/2016 vom 7. Dezember 2017 – Kostenbeteiligung der Eltern an den Schulkosten	27
1.1. Der Hintergrund des Bundesgerichtsentscheids und das Verdikt der Bundesrichter	27
1.2. Auswirkungen für den Kanton Freiburg	28
1.3. Bisher getroffene Massnahmen	29
1.4. Entscheid des Staatsrats vom 29. Mai 2018	29
1.5. Variante Nr. 2: Übernahme der Schul- und Unterrichtsmaterialien durch den Staat	30
1.6. Variante Nr. 3: Schulische Aktivitäten mit mindestens einer Übernachtung werden wieder fakultativ erklärt	32
1.7. Motion Nr. 2018-GC-103 Chardonners Jean-Daniel – Finanzierung für schulische Aktivitäten	32
1.7.1. Zusammenfassung der Motion	32
1.7.2. Antwort des Staatsrats	33
1.8. Auftrag 2018-GC-48 Solange Berset/Simon Bischof/David Bonny/Violaine Cotting-Chardonners/Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/Rose-Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirthana Wickramasingam. Kantonaler Fonds zugunsten kultureller und sportlicher Aktivitäten an der obligatorischen Schule	33
2. Schaffung einer Relaisklasse für die Primarstufe	33
2.1. Rechtlicher Rahmen der SED-Massnahmen (Unterstützungsmassnahmen für Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten)	33
2.2. Massnahmen	34
2.3. SED-Massnahmen: aktueller Stand	34
2.4. Fazit und Bedarf nach einer Relaisklasse für Schülerinnen und Schüler des 1. und 2. Zyklus	35
2.5. Kosten und Finanzierung	36
3. Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/Rose-Marie Rodriguez. Schulkosten für den Schulbesuch in einem anderen Schulkreis – Übernahme durch den Kanton	37
3.1. Zusammenfassung der Motion	37
3.2. Zusammenfassung der Antwort des Staatsrats	37
3.3. Vorschlag des Staatsrats	38
3.4. Kosten und Finanzierung	38

4. Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/Benjamin Gasser. Zweisprachigkeit und Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen	38
4.1. Zusammenfassung der Motion	38
4.2. Antwort des Staatsrats	39
5. Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/Nicole Lehner-Gigon. Verbot oder Beschränkung von Softdrinks und Schokoladeriegeln in den Verkaufsautomaten und Restaurants der Sekundarstufe 1 (OS)	42
5.1. Zusammenfassung der Motion	42
5.2. Zusammenfassung der Antwort des Staatsrats	42
5.3. Vorschlag des Staatsrats	42
6. Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/Ruedi Schläfli – Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS)	43
6.1. Zusammenfassung der Motion	43
6.2. Antwort des Staatsrats	43
7. Unterricht zu Hause: Änderung von Artikel 81 SchG	44
8. Vernehmlassungsergebnisse	45
9. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	45
10. Finanzielle und personelle Auswirkungen	47
10.1. Variante 1: Pauschalbeitrag zur Deckung des Anteils der Eltern am Schul- und Unterrichtsmaterial sowie den kulturellen und sportlichen Aktivitäten	47
10.2. Variante 2: Übernahme des Schul- und Unterrichtsmaterials durch den Staat	49
11. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	51
12. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit der Vorlage	51
13. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	51
14. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse	52

1. Bundesgerichtsentscheid 2C_206/2016 vom 7. Dezember 2017 – Kostenbeteiligung der Eltern an den Schulkosten

Der Bundesgerichtsentscheid (BGE) vom 7. Dezember 2017 ist mittlerweile einer breiten Öffentlichkeit bekannt, da in der gesamten Schweiz zahlreiche Medienartikel dazu erschienen sind und in den Kantonen sowie in den Bundeskammern mehrere parlamentarische Vorstösse zu diesem Entscheid eingereicht wurden.

Der Freiburger Grosse Rat hat selber am 8. Februar 2018 zwei Resolutionen verabschiedet und sich mit vier parlamentarischen Anfragen und einer Motion an den Staatsrat gewandt.

1.1. Der Hintergrund des Bundesgerichtsentscheids und das Verdikt der Bundesrichter

Thurgauer Eltern hatten gegen Artikel 39 des Volksschulgesetzes des Kantons Thurgau Beschwerde eingereicht. Dieser Artikel lautete wie folgt:

¹ Für obligatorische Klassenverlegungen, Exkursionen und Lager sowie andere Pflichtveranstaltungen können Beiträge erhoben werden.

² In besonderen Fällen können Schüler und Schülerinnen zum Besuch von Sprachkursen verpflichtet werden. Den Erziehungsberechtigten kann dafür und für allenfalls beizuziehende Dolmetscherdienste eine Kostenbeteiligung auferlegt werden.

Das Bundesgericht hat in seiner Entscheid daran erinnert, dass nach Artikel 19 der Bundesverfassung *der Anspruch auf ausreichenden und unentgeltlichen Grundschulunterricht gewährleistet ist. Es hat dabei präzisiert, dass alle notwendigen und unmittelbar dem Unterrichtszweck dienenden Mittel den Schülerinnen und Schülern unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden müssen.*

Dieser verfassungsrechtliche Anspruch schliesst namentlich aus, dass den Eltern Folgendes in Rechnung gestellt wird:

- > ein Schulgeld während der obligatorischen Schulzeit
- > die Kosten für Lehrmittel, Schul- und Unterrichtsmaterial: **Freiburg ist davon betroffen**
- > die Aufwendungen für Exkursionen und Lager, sofern eine Pflicht zur Teilnahme besteht, mit Ausnahme der Kosten, welche die Eltern aufgrund der Abwesenheit ihrer Kinder einsparen, sprich die Verpflegungskosten, die je nach Alter des Kindes zwischen 10 und 16 Franken pro Tag betragen: **Freiburg ist davon betroffen**
- > die Kosten für Sprachkurse, die notwendig sind, um den Schülerinnen und Schülern einen ausreichenden Grundschulunterricht zu ermöglichen und die Chancengleichheit zu garantieren;
- > die Kosten für Dolmetscherdienste, die sich für einen ausreichenden Grundschulunterricht als notwendig erweisen.

1.2. Auswirkungen für den Kanton Freiburg

Gesetzliche: Mehrere Bestimmungen der Schulgesetzgebung (Art. 10 Abs. 3 SchG, Art. 9, 17 Abs. 2 und 23 Abs. 2 SchR, Art. 42 SPG und Art. 1 der Verordnung über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule) sind hinfällig geworden, da sie verfassungswidrig sind (Art. 10 VRG). Die Gemeindeschulreglemente und die Statuten der OS-Gemeindeverbände sind ebenfalls betroffen, da darin eine Kostenbeteiligung der Eltern am Schulmaterial und an bestimmten schulischen Aktivitäten vorgesehen war.

Finanzielle und politische: Gemäss Artikel 66 Abs. 1 und 71 Abs. 1 SchG *tragen die Gemeinden des Schulkreises, nach Abzug des in Absatz 67 und Artikel 72 festgelegten Kostenanteils des Kantons, alle Kosten für die Einrichtung und den Betrieb der Primar- und der Orientierungsschule.* In Artikel 57 Abs. 2 Bst. d SchG wird zudem ausgeführt, dass die Gemeinden *für die Schülerinnen und Schüler sowie die Lehrpersonen das benötigte Schulmaterial beschaffen müssen.* Und nach Artikel 33 Abs. 2 SchR *stellen die Schulleitungen den Gemeinden vorab ein Finanzierungsgesuch für schulische Aktivitäten.*

Folglich müssen die bisher den Eltern in Rechnung gestellten Kostenbeiträge für das Schulmaterial (= alles, was für den reibungslosen Ablauf des Unterrichts notwendig ist, wie z.B. Hefte, Sammelmappen, Ordner, Agenden, Geometrieinstrumente, Materialien für die gestalterischen Fächer usw.) und für die obligatorischen schulischen Aktivitäten (Ausflüge, Schul-

reisen, Schullager, Sport- und Kulturtage usw.) nun gemäss dem Schulgesetz von den Gemeinden getragen werden.

Da die Gemeinden bei sportlichen und kulturellen Aktivitäten, Ausflügen und Schullagern den Eltern nur noch die Verpflegungskosten (10 bis 16 Franken pro Tag) in Rechnung stellen können, haben viele von ihnen darauf verzichtet, solche schulischen Aktivitäten zu finanzieren. So ist zu erwarten, dass sie auch künftig vermehrt darauf verzichten und somit deutlich weniger solche Aktivitäten stattfinden werden.

Diese neue Ausgangslage hat in der gesamten Schweiz sowie in unserem Kanton zahlreiche Reaktionen hervorgerufen. Nebst den finanziellen Aspekten im Zusammenhang mit der sofortigen Übernahme durch die Gemeinden von Kosten, die sie in ihren Budgets nicht vorgesehen hatten, geht es hier auch um eine politische Frage.

Für Schülerinnen und Schüler ist gerade ein Lager während ihrer Schulzeit ein besonderes Ereignis. Solche Angebote bieten vielen von ihnen Gelegenheit, eine neue Umgebung ausserhalb des familiären Umfelds und des Schulzimmers zu entdecken. Sie erfahren das Gemeinschaftsleben ausserhalb der Schule mit all den kulturellen und sozialen Unterschieden, die es unter den Schulkameradinnen und Schulkameraden gibt. Zudem bildet so ein Erlebnis einen wichtigen Schritt hin zur Selbstständigkeit und zur Sozialisierung. Sportlager eignen sich ausserdem dazu, eine Sportart zu erlernen oder sich in einer Disziplin zu verbessern und sich mehr zu bewegen. Aus all diesen Gründen wurde die Teilnahme der Schülerinnen und Schüler an diesen Aktivitäten im Freiburger Schulgesetz obligatorisch erklärt (s. Art. 34 Abs. 1 SchG und 33 Abs. 5 SchR).

Für Tourismusregionen, in welchen Schullager durchgeführt werden, sind diese eine willkommene Einnahmequelle, gerade in Zeiten, in denen touristisch eher Flaute herrscht. Unternehmen wie Verkehrsbetriebe, Vermieter von Unterkünften, das Gastgewerbe, Bergbahnen, Skiliftbetreiber sowie Anbieter von persönlicher Sportausrüstung schätzen die Schullager und die Einkünfte, die ihnen diese bringen, sehr.

Zudem sind auch kulturelle Aktivitäten bedroht wie Besuche von Museen, Ausstellungen oder Denkmälern, Aufführungen, Theaterstücken, Filmvorführungen oder Konzerten, kreative gestalterische Aktivitäten, da die damit verbundenen Kosten (Transport, Betreuung, Eintritt, benötigtes Material usw.) nicht mehr den Eltern in Rechnung gestellt werden dürfen, auch nicht teilweise.

Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) und der Freiburger Gemeindeverband (FGV) haben bei allen Gemeinden und Gemeindeverbänden eine Umfrage durchgeführt, um die Höhe der betreffenden Beträge sowohl für das Schulmaterial wie auch für die schulischen Aktivitäten zu ermitteln. Hier die Ergebnisse:

1H-11H	Den Eltern in Rechnung gestellte Kostenbeträge	Von den Gemeinden bezahlte Beträge	Total Franken
Schulmaterial	1 305 190	4 372 923	5 678 113
Aktivitäten	5 077 493	5 883 755	10 961 248
Insgesamt für 40 661 Schüler/ innen	6 382 683	10 256 678	16 639 361

Diese Zahlen müssen angepasst werden, um folgenden Erwägungen Rechnung zu tragen:

Zum Gesamtbetrag für das Schulmaterial kommen schätzungsweise noch 800 000 Franken hinzu. Dieser Betrag entspricht den von den Eltern zu Beginn des Schuljahres beschafften neuen Materialien (ca. 20 Franken pro Schüler/in), ausgenommen die persönlichen Effekten und Ausrüstungsgegenstände (vgl. Art. 57 Abs. 2 SchR), für die weiterhin die Eltern zuständig sind (Schultasche, Etui, Finken, Schürze, Sportsachen usw., siehe dazu die von der EKSD an die Schulen gesandte Liste). Da die Eltern sich an den Verpflegungskosten beteiligen, müssen aber rund 1,3 Millionen Franken vom Gesamtbetrag der von den Eltern finanzierten schulischen Aktivitäten abgezogen werden (die Hälfte der Schülerinnen und Schüler, also 20 000, multipliziert mit durchschnittlich 13 Franken pro Mahlzeit an 5 Tagen; weil nicht alle Schülerinnen und Schüler des Kantons jedes Jahr ins Schullager gehen, wird nur die Hälfte der Anzahl Schülerinnen und Schüler berücksichtigt).

Die Tabelle mit Einbezug dieser Erwägungen ergibt somit folgendes Bild:

1H-11H	Den Eltern in Rechnung gestellte Kostenbeträge	Von den Gemeinden bezahlte Beträge	Total Franken
Schulmaterial	2 105 190	4 372 923	6 478 113 (=5 678 113+800 000)
Aktivitäten	3 777 493 (=5 077 493-1 300 000)	5 883 755	9 661 248
Insgesamt für 40 661 Schüler/ innen	5 882 683	10 256 678	16 139 361

Zur Vereinfachung werden in den folgenden Überlegungen gerundete Zahlen berücksichtigt:

1H-11H	Den Eltern in Rechnung gestellte Kostenbeträge	Von den Gemeinden bezahlte Beträge	Total Franken
Schulmaterial	2,1 Mio.	4,4 Mio.	6,5 Mio.
Aktivitäten	3,8 Mio.	5,9 Mio.	9,7 Mio.
Insgesamt für 40 661 Schüler/ innen	5,9 Mio.	10,3 Mio.	16,2 Mio.

Zusammengefasst belaufen sich nach der geltenden Schulgesetzgebung die zusätzlichen Kosten für die Gemeinden infolge des Wegfalls der Elternbeiträge an das Schulmaterial und die schulischen Aktivitäten auf rund **5,9 Mio. Franken**.

Die EKSD führte auch bei den sonderpädagogischen Einrichtungen eine entsprechende Umfrage durch. Die Beträge, die den Eltern für das Schulmaterial und schulische Aktivitäten in Rechnung gestellt werden, belaufen sich auf 60 000 Franken. Dieser Betrag könnte zu 45% vom Kanton und zu 55% von den Gemeinden aus den laufenden Budgets, die diesen Einrichtungen zugewiesen wurden, finanziert werden. Allerdings muss Artikel 42 des Gesetzes über die Sonderpädagogik geändert werden (Streichung der finanziellen Beteiligung der Eltern am Schulmaterial und an den schulischen Aktivitäten usw.; die Beteiligung der Eltern an den Kosten der Mahlzeiten und Übernachtungen wird jedoch beibehalten).

1.3. Bisher getroffene Massnahmen

Im Januar 2018 wurde ein Schreiben an die Gemeinden und Schulen verschickt sowie eine Medienmitteilung für die breite Öffentlichkeit veröffentlicht. Zur Lösung der dringlichsten Fragen wurde im Februar 2018 den Gemeinden und Schulen zudem ein Standardschreiben an die Eltern bereitgestellt. In diesem Schreiben wurde an den guten Willen der Eltern appelliert, um die Durchführung der bereits geplanten und festgelegten schulischen Aktivitäten bis zum Ende des Schuljahres 2017/18 zu gewährleisten.

Da der Schulbeginn 2018 immer näher rückte und die schulischen Aktivitäten von August 2018 bis Juli 2019 sowie die Bestellung von Schulmaterial geplant werden mussten, wurde am 1. Juni 2018 nach dem Entscheid des Staatsrates vom 29. Mai ein zweites Schreiben versandt. Diese Mitteilung ermöglichte es den Gemeinden, die Voranschläge 2019 mit grösserer Sicherheit zu erstellen, und gab den Schulen die Möglichkeit, die sportlichen und kulturellen Aktivitäten für die Schülerinnen und Schüler weiterzuführen.

Vertreterinnen und Vertreter der EKSD, des Freiburger Gemeindeverbands (FGV) und der OS-Gemeindeverbände trafen sich am 8. Februar, 21. März, 8. Mai und 16. August 2018. Der Staatsrat befasste sich viermal mit dieser Angelegenheit (16. Januar, 23. Januar, 27. März und 29. Mai 2018).

1.4. Entscheid des Staatsrats vom 29. Mai 2018

Mit dem neuen Schulgesetz wurde aus den oben erläuterten Gründen explizit die Pflicht der Schülerinnen und Schüler zur Teilnahme an schulischen Aktivitäten (Art. 34 Abs. 1 SchG und 33 SchR) eingeführt. Ausflüge, Schulreisen, Schullager, Sport- und Kulturtag sind somit in unserem Kanton obligatorisch und folglich unentgeltlich. Mit Blick auf die Chancengleichheit wollte der Staatsrat nicht auf diese

Besonderheit Freiburgs verzichten, wonach die Teilnahme der Schülerinnen und Schüler an diesen Aktivitäten obligatorisch ist, wie übrigens auch in einigen anderen Kantonen eine solche Teilnahmepflicht besteht.

Die Gemeinden können dabei eine wichtige Rolle spielen, indem sie diese Aktivitäten unterstützen und so zur Bereicherung des Schullebens beitragen. Gemeinsame Projekte von Schule und Gemeinden fördern den sozialen Zusammenhalt und wirken sich positiv auf die gesamte lokale Gesellschaft aus.

Was das Schulmaterial betrifft, so sind die Gemeinden autonom, sowohl was die Materialbestellungen wie auch den Inhalt dieser Bestellungen angeht. Sie können das Schulmaterial bei der kantonalen Lehrmittelverwaltung (KLV) oder aber in Papeterien oder anderen Geschäften beziehen.

Vor diesem Hintergrund hat der Staatsrat beschlossen, einzugreifen und eine Anpassung des Schulgesetzes vorzuschlagen, um die finanziellen Folgen des Bundesgerichtsentscheids vom 7. Dezember 2017, die auf 5,9 Millionen Franken geschätzt werden, abzuschwächen. Nach diesem Vorschlag würde der Staat die Hälfte dieser finanziellen Folgen übernehmen, also rund 3 Millionen Franken. Der Staat will den Gemeinden somit jährlich einen pauschalen Subventionsbetrag pro Schüler/in gewähren, gerundet auf 75 Franken (40 661 Schüler multipliziert mit 75 Franken = 3 049 575 Franken zulasten des Staates). Auf diese Weise werden die sich aus der geltenden Gesetzgebung ergebende Lastenverteilung und die Autonomie der Gemeinde nicht beeinträchtigt, natürlich ausgenommen der künftig eingeschränkten Möglichkeit, die Kosten den Eltern zu verrechnen.

Es versteht sich von selbst, dass Gemeinden und Schulen weiterhin die Möglichkeit haben, insbesondere durch die im neuen Schulgesetz verankerten Elternräte, Verkaufs- oder Sponsoringaktivitäten zu organisieren und so die Finanzierung der schulischen Aktivitäten zu ergänzen, wie dies heute bereits üblich ist. Die Bundesbeiträge für J+S-Kurse (Jugend + Sport) werden ebenfalls wie bis anhin zusätzlich ausgezahlt. Zudem werden für die Lager kantonale Finanzhilfen entsprechend der Höhe der J+S-Bundesbeiträge für das betreffende Lager ausgerichtet. Findet dies auf dem Gebiet des Kantons Freiburg statt, so zahlt der Staat 30% des J+S-Bundesbeitrags aus. Für Lager, die ausserhalb des Kantons durchgeführt werden, beträgt der Anteil 15%.

Der Freiburger Tourismusverband (FTV) setzt sich ebenfalls für die Förderung der Tourismusorte im Kanton Freiburg ein. Es werden bereits Kontakte geknüpft, um Finanzhilfen für die Schulen zu finden. Regelmässige Kontakte bestehen auch mit dem Verein Schneesportinitiative Schweiz «GoSnow», der mit Hilfe nationaler Partner die Organisation von Schneesportlagern und -tagen vereinfacht und Angebote vermittelt. Der Verband der Freiburger Ferien- und Gruppenunterkünfte setzt sich zusammen mit dem FTV ebenfalls für

die Förderung seiner Angebote ein. Zudem wird im Rahmen des Programms «Kultur & Schule» mindestens eine kulturelle Aktivität pro Schuljahr und pro Schüler/in der obligatorischen Schule zu 50% finanziell unterstützt.

Damit das Schuljahr 2018/19 abgedeckt werden kann, muss diese Massnahme ab dem 1. Januar 2019 gelten – und wurde daher in den Budgetvoranschlägen 2019 aufgenommen. Um unnötige Bürokratie zu vermeiden, ist die Auszahlung dieses Beitrags nicht an besondere Bedingungen geknüpft, sondern setzt lediglich voraus, dass den Schülerinnen und Schülern Aktivitäten im Sinne von Artikel 33 SchR angeboten werden.

Die Vernehmlassung hat ergeben, dass lediglich 7 Organe diesen Vorschlag des Staatsrats unterstützen.

1.5. Variante Nr. 2: Übernahme der Schul- und Unterrichtsmaterialien durch den Staat

Auf Antrag des FGV und der OS-Gemeindeverbände, welche die derzeitige Aufgaben- und Lastenverteilung zwischen Staat und Gemeinden ändern möchten, gab der Staatsrat einen Alternativvorschlag dieser beiden Verbände in die Vernehmlassung.

Im Rahmen des neuen Schulgesetzes vom 9. September 2014, das am 1. August 2015 in Kraft getreten ist, nahm der Staat eine Entflechtung der Aufgaben und Kosten vor: So wurden die Gemeinden mit der vollen Finanzierung der von ihnen organisierten Schülertransporte betraut, wogegen die Finanzierung der von der EKSD bestellten Lehrmittel zulasten des Staates ging. Der Staat übernahm die Lehrmittel und überliess den Gemeinden die Finanzierung des Schul- und Unterrichtsmaterials, welches die Gemeindebehörden den Eltern in Rechnung stellen konnten. Denn die Schulgesetzgebung erlaubte es den Gemeinden, von den Eltern bis zu 300 Franken pro Schüler/in und Schuljahr für Schul- und Unterrichtsmaterial sowie für schulische Aktivitäten wie Lager, Schulreisen, Ausflüge, kulturelle oder sportliche Aktivitäten zu erheben. Die Lager konnten bis zu einem Höchstbetrag von 400 Franken in Rechnung gestellt werden. Diese Kostenbeteiligung der Eltern ist heute in Frage gestellt.

Da es nach dem Bundesgerichtsentscheid nun nicht mehr möglich ist, den Eltern diese Kosten in Rechnung zu stellen, wird vorgeschlagen, dass der Staat die Kosten des gesamten Schul- und Unterrichtsmaterials übernehmen solle, also einen Betrag von rund 6,5 Millionen Franken, während die Gemeinden im Gegenzug sämtliche schulischen Aktivitäten finanzieren würden (Mehraufwand im Zusammenhang mit dem BGE: rund 3,8 Millionen Franken).

Es liegt in der alleinigen Kompetenz der EKSD, die an der öffentlichen Schule geltenden Lehrpläne und Lehrmittel zu bestimmen, wobei sie an interkantonale Vereinbarungen gebunden ist (Art. 22 SchG). Teilweise sind aber auch Schul- und Unterrichtsmaterialien von den geltenden Lehrplänen

vorgegeben (Art. 22 SchG). Deshalb hat die EKSD abgeklärt, welches Material für die jeweiligen Schulstufen zwingend notwendig ist (z. B. Geodreieck, Taschenrechner, Bleistifte, Filzstifte, Ordner usw.). Es ist vorgesehen, zu dieser Materialliste einen Pauschalbeitrag zulasten des Staates für die Kosten von Fotokopien hinzuzufügen, die derzeit von den Gemeinden getragen werden. Diese Liste wird in einer multidisziplinären Arbeitsgruppe diskutiert, deren Arbeit gegenwärtig noch in Gang ist.

In seiner Stellungnahme verlangt der Freiburger Gemeindeverband, dass die Arbeitsgruppe auch das Thema der Informatik in den Schulen diskutiert, sowohl was die Finanzierung von Tabletcomputern und Laptops wie auch was die Finanzierung von Ausrüstung und Wartung betrifft. Diese Frage wird jedoch zu einem späteren Zeitpunkt behandelt, da im französischen Kantonsteil in den kommenden zwei Jahren Änderungen beim Westschweizer Lehrplan zu erwarten sind. Diese Änderungen werden in Richtung einer digitalen Bildung gehen und sich nicht nur auf ein Unterrichtsfach Informatik beschränken, dies nach dem Vorbild des deutschsprachigen Kantonsteils mit dem Lehrplan 21. Darüber hinaus ist zu beachten, dass die Mehrheit der vom Kanton finanzierten Lehrmittel derzeit noch auf Papier vorliegt. Auch diese Entwicklung braucht Zeit, ebenso wie die Aus- und Weiterbildung der Lehrpersonen in diesem digitalen Bereich. Daher muss darauf geachtet werden, dass nicht zu schnell über das für die verschiedenen Stufen der obligatorischen Schule benötigte Material entschieden wird. Darüber hinaus sollten die pädagogischen, technischen und finanziellen Aspekte dieses Themas berücksichtigt werden, bevor man sich für kohärente Lösungen für die 40 000 Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule und ihre Lehrpersonen entscheidet.

Dieser Vorschlag – die Übernahme des Schul- und Unterrichtsmaterials durch den Staat – würde dazu führen, dass der Staat alle Bestellungen für Lehrmittel, Schul- und Unterrichtsmaterial bei der KLV, in deren Verwaltungsrat die Gemeinden nicht mehr vertreten sein sollten, zentral tätigt. Insbesondere bei den gestalterischen Aktivitäten ist es wahrscheinlich, dass die KLV nicht in der Lage sein wird, bestimmte Materialien zu liefern, die daher im lokalen Handel gekauft werden müssen. Die Übernahme des Schul- und Unterrichtsmaterials durch den Staat, insbesondere von Schreibwaren, wird sich jedoch zuungunsten der oben genannten Gewerbebetriebe (Papeterien) auswirken.

Wie bereits erwähnt, würden die Gemeinden für die in Artikel 33 SchR festgelegten schulischen Aktivitäten, die bürger- nahe oder lokale Aufgaben darstellen, finanziell verantwortlich bleiben. Sie wären von der Finanzierung des Schul- und Unterrichtsmaterials in Höhe von ca. 6,5 Mio. Franken entbunden und würden somit über Mittel verfügen, um den finanziellen Mehraufwand im Zusammenhang mit dem BGE von ca. 3,8 Mio. Franken auszugleichen. Sie könnten damit die bisher angebotenen schulischen Aktivitäten weiterführen, wobei die Kosten gleichzeitig gesenkt würden.

Bei dieser Variante haben die Gemeinden und Schulen ebenfalls weiterhin die Möglichkeit, insbesondere mit Hilfe der im neuen Schulgesetz verankerten Elternräte, Verkaufs- oder Sponsoringaktivitäten zu organisieren, um die Finanzierung der kulturellen Aktivitäten zu ergänzen, wie dies bisher bereits der Fall ist. Die Bundesbeiträge für J+S-Kurse (Jugend + Sport) werden ebenfalls wie bis anhin zusätzlich ausgezahlt. Zudem werden für die Lager kantonale Finanzhilfen entsprechend der Höhe der J+S-Bundesbeiträge für das betreffende Lager ausgerichtet. Findet dies auf dem Gebiet des Kantons Freiburg statt, so zahlt der Staat 30% des J+S-Bundesbeitrags aus. Für Lager, die ausserhalb des Kantons durchgeführt werden, beträgt der Anteil 15%. Zudem wird im Rahmen des Programms «Kultur & Schule» mindestens eine kulturelle Aktivität pro Schuljahr und pro Schüler/in der obligatorischen Schule zu 50% finanziell unterstützt.

Die EKSD könnte in Zusammenarbeit mit dem FGV, mit den OS-Gemeindeverbänden sowie den Schulkadern Empfehlungen für schulische Aktivitäten erarbeiten, um ganz konkrete Fragen zu beantworten, die in den letzten Monaten aufgetaucht sind. Dabei soll die Autonomie der Schulen und Gemeinden gewahrt werden.

Die Vernehmlassung ergab, dass 91 Gemeinden und 23 Organe diesen Vorschlag gutheissen. Daher hat der Staatsrat beschlossen, sich diesem Vorschlag anzuschliessen.

Der Freiburger Gemeindeverband äusserte in seiner Stellungnahme den Wunsch, Artikel 57 Abs. 3 SchG und Artikel 33 Abs. 2 SchR dahingehend zu ändern, dass die Gemeinden die Befugnis erhalten, über die vorgeschlagenen kulturellen und sportlichen Aktivitäten und deren Finanzierung zu entscheiden. Zwar erklärt sich der Staatsrat bereit, Artikel 33 Abs. 2 SchR im Sinne der Gemeinden zu verstärken und von den Schulen zu verlangen, dass sie im Rahmen der Erarbeitung des Gemeindebudgets die geplanten schulischen Aktivitäten präsentieren und auf diese Weise deren Finanzierung beantragen. Hingegen lehnt es der Staatsrat ab, das Schulgesetz so zu ändern, dass die Gemeinden über die vorgeschlagenen kulturellen und sportlichen Aktivitäten der Schulen entscheiden können. Denn es ist Sache der Schulen, im Rahmen ihrer Lehrpläne zu bestimmen, was sie mit ihren Schülerinnen und Schülern unternehmen, besichtigen oder entdecken wollen. Sollte sich im Übrigen eine Gemeinde weigern, eine bestimmte Tätigkeit zu finanzieren, so stände es der Schule frei, selber eine Finanzierungslösung (über Verkaufsaaktionen, Sponsoring usw.) zu finden.

Diese neue Lastenverteilung sollte ab dem 1. Januar 2019 für sämtliches Schul- und Unterrichtsmaterial, das ab diesem Datum bestellt wird, gelten, damit das laufende Schuljahr abgedeckt werden kann. Die Umsetzung dieses Vorschlags ist jedoch komplex. Einerseits würden Materialbestellungen, die vor dem 1. Januar 2019 ausgeführt wurden, nicht berücksichtigt. Zudem wäre es für die EKSD nicht möglich, alle

Bestellungen, welche die Gemeinden und Schulen nach dem 1. Januar 2019 bei der KLV und anderen Geschäften tätigen, zu kontrollieren. Darüber hinaus muss die Liste des vom Staat zu tragenden Schul- und Unterrichtsmaterials gemeinsam mit der oben genannten Arbeitsgruppe erstellt werden. Und schliesslich muss sich auch die KLV auf erhebliche Veränderungen vorbereiten, da der Hauptteil der Materialbestellungen künftig bei ihr eingehen wird: Daher gilt es, die Erhöhung der Menge und der Vielfalt des Angebots, die Verträge mit Lieferanten, der Bestell- und Lieferprozesse zu prüfen und dabei auch eine mögliche Zusammenarbeit oder Fusion mit dem Amt für Drucksachen und Material (DMA), das die Ämter des Staates beliefert, in Betracht zu ziehen. Auch ist darauf hinzuweisen, dass der Staat den Betrag des Schul- und Unterrichtsmaterials in Höhe von 6,5 Mio. Franken nicht in seinem Voranschlag 2019 aufgenommen hat.

Daher möchte der Staatsrat, dass der Staat ab 1. Januar 2020 im Hinblick auf das Schuljahr 2020/21 das Schul- und Unterrichtsmaterial übernimmt (Betrag von 6,5 Millionen Franken). Für die Schuljahre 2018/19 und 2019/20 schlägt er vor, den Gemeinden den am 29. Mai 2018 beschlossenen Subventionsbetrag in Höhe von 3 Millionen Franken (75 Franken pro Schüler/in) auszusahlen; dieser ist im Voranschlag 2019 berücksichtigt und wird auch im Voranschlag 2020 enthalten sein. Da die Gemeinden für das Schuljahr 2020/21 von der Finanzierung des Schul- und Unterrichtsmaterials in Höhe von ca. 6,5 Mio. Franken entbunden wären, während ihr finanzieller Mehraufwand im Zusammenhang mit dem BGE sich auf ca. 3,8 Mio. Franken beläuft, würden sich ihre Ausgaben verringern. Aus diesem Grund würde es der Staatsrat für unangemessen halten, wenn man vom Staat für die Schuljahre 2018/19 und 2019/20 einen höheren Betrag als 75 Franken pro Schüler/in verlangen würde.

Denn schliesslich beruht das Prinzip der Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden – das während der Vernehmlassung des Gesetzesentwurfs weitgehend übernommen und bekräftigt wurde – auf dem Grundsatz eines finanziellen Gleichgewichts zwischen dem Staat und den Gemeinden. Daher muss für die finanziellen Auswirkungen der Übernahme des Schul- und Unterrichtsmaterials durch den Staat ein Ausgleich gefunden werden.

Dazu schlägt der Staatsrat vor, dass er ab dem 1. Januar 2020 im Hinblick auf das Schuljahr 2020/21 das Schul- und Unterrichtsmaterial übernimmt, unter der Bedingung, dass die kantonale Beitragsleistung für Schulgebäude in Höhe von 4,5 Millionen Franken pro Jahr bis zum 1. Januar 2022, dem Zeitpunkt der Umsetzung des ersten im Projekt zur Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) vorgesehenen Massnahmenpakets, aufgehoben wird. Es kann jedoch nicht ausgeschlossen werden, dass im Gesetzesentwurf zur Aufgabenentflechtung (DETTEC) zu gegebener Zeit eine Übergangsfrist eingeführt wird, die sich nach den

Schwierigkeiten bei der Umsetzung vor Ort richtet, insbesondere für die zu diesem Zeitpunkt eingereichten Bauvorhaben.

Andernfalls wird der Staat die Gemeinden weiterhin über die für die Schuljahre 2018/19 und 2019/20 vorgesehenen Beitragsleistungen unterstützen.

Der mit diesem Vorschlag verbundene Verwaltungsaufwand kann mit den bestehenden Personalressourcen der EKSD bewältigt werden.

1.6. Variante Nr. 3: Schulische Aktivitäten mit mindestens einer Übernachtung werden wieder fakultativ erklärt

Auf Wunsch des Staatsrats wurde eine weitere Variante in Vernehmlassung gegeben: Diese besteht darin, dass schulische Aktivitäten mit mindestens einer Übernachtung fakultativ erklärt werden. Bei dieser Variante würden das Schulmaterial sowie die sportlichen und kulturellen Aktivitäten für einen Tag (Besuche von Ausstellungen, Konzerten, Kinos, Schulreisen, Sporttage) von den Gemeinden getragen, ohne dass den Eltern eine Kostenbeteiligung in Rechnung gestellt werden könnte, wobei die üblichen Subventionsbeiträge wie die J+S-Bundesbeiträge und die Beiträge im Rahmen des Programms «Kultur & Schule» weiterhin ausbezahlt würden. Andererseits könnten die Gemeinden den Eltern eine Kostenbeteiligung für sportliche und kulturelle Aktivitäten, die mindestens eine Übernachtung umfassen, in Rechnung stellen. Diese Variante wurde im erläuternden Bericht zur Vernehmlassung des Vorentwurfs auf den Seiten 8 und 9 erläutert. Sie hat jedoch während der Vernehmlassung keinerlei Zustimmung erhalten. Daher zieht der Staatsrat diesen Vorschlag zurück.

1.7. Motion Nr. 2018-GC-103 Chardonnens Jean-Daniel – Finanzierung für schulische Aktivitäten

1.7.1. Zusammenfassung der Motion

In einer am 27. Juni 2018 eingereichten Motion forderte Grossrat Jean-Daniel Chardonnens den Staatsrat auf, das Schulgesetz mit der Beteiligung des Staates, deren Höchstbetrag noch festzulegen ist, an allen von den Gemeinden finanzierten schulischen Aktivitäten zu ergänzen. Nach Ansicht dieses Grossrats könnte mit dieser Massnahme das Risiko, das zwischen den Schulkreisen Unterschiede entstehen, vermieden werden und zudem würde dies die Organisatoren der schulischen Aktivitäten beruhigen. Diese Lösung hätte den Vorteil, dass die Gemeinden ermutigt würden, Geldmittel bereitzustellen, da sie die Kosten nicht alleine tragen müssten und somit die Möglichkeit hätten, den Schülerinnen und Schülern weiterhin solche Aktivitäten anzubieten. Der Grossrat verlangt daher Folgendes:

1. Das Schulgesetz soll an die neue Auslegung des unentgeltlichen Grundschulunterrichts, der auch schulische Aktivitäten umfasst, angepasst werden. Gleichzeitig soll darin genau festgelegt werden, welche Aktivitäten obligatorisch sind (z. B. Schulreisen, Kultur- oder Sporttage, Themenlager).
2. Zudem soll eine Kostenbeteiligung des Staates für schulische Aktivitäten ins Schulgesetz aufgenommen werden (angemessen erscheint mindestens ein Betrag von 150 Franken pro Schüler/in – sofern dieser Betrag ganz oder teilweise verwendet und belegt wird).
3. Die Beteiligung der Gemeinden muss in jedem Fall mindestens dem Beitrag des Staates entsprechen.
4. Bis zur Gesetzesänderung stellt der Staat einen Betrag von 150 Franken pro Schüler/in unter den im zweiten Antrag erwähnten Bedingungen.

Link:

http://www.parlinfo.fr.ch/de/politbusiness/parlamentvorstosse/?action=showinfo&info_id=448&uuid=caa525825ccc487e9e57780d20d34b1a

1.7.2. Antwort des Staatsrats

Der vom Grossrat geforderte erste Punkt (Anpassung des Schulgesetzes) entspricht aufgrund des BGE vom 7. Dezember 2017 einer Notwendigkeit und ist Gegenstand dieser Botschaft. Was die Festlegung der obligatorischen schulischen Aktivitäten betrifft, so ist diese bereits im Schulgesetz geregelt (Art. 34 Abs. 1 SchG und 33 SchR). Wie weiter oben erwähnt, könnte die EKSD, zusätzlich zu den gesetzlichen Bestimmungen, in Zusammenarbeit mit dem FGV, mit den OS-Gemeindeverbänden sowie den Schulkadern Empfehlungen für schulische Aktivitäten erarbeiten.

Die Punkte 2 und 3 würden bedeuten, dass der Staat den Gemeinden einen Mindestkostenbeitrag von 150 Franken pro Schüler/in zahlt, sofern die Gemeinden selbst einen gleich hohen Betrag ausgerichtet haben. Dieser Beitrag wäre nur für die schulischen Aktivitäten bestimmt und nicht für das Schulmaterial. Mit anderen Worten wird in der Motion vorgeschlagen, dass der Staat 150 Franken pro Schüler/in zahlt, unter der Bedingung, dass die Gemeinden mindestens einen gleich hohen Betrag aufwenden. Der Staat hätte somit Ausgaben in Höhe von 6 Millionen Franken zu tragen. Die Gemeinden müssten ihrerseits mindestens 6 Millionen Franken für die schulischen Aktivitäten aufbringen und das Schulmaterial voll finanzieren.

Die vorgeschlagenen Beträge (2 × 150 Franken × 40 661 Schüler/innen = 12,2 Millionen Franken), zu denen noch die ordentlichen Subventionen hinzukommen, gehen weit über die bisherigen Ausgaben für die schulischen Aktivitäten (9,7 Millionen Franken) hinaus. Zudem trägt die Motion auch nicht der Finanzkraft der Gemeinden Rechnung.

Zudem verlangt der Verfasser der Motion, die Verwendung der Kantonsbeiträge zu belegen. Für die EKSD ist es jedoch nicht möglich, mit ihren bestehenden Personalressourcen sämtliche Ausgaben der Gemeinden für schulische Aktivitäten zu kontrollieren. Das vom Motionär gewünschte System würde bedeuten, dass ein umständliches und teures Verwaltungsverfahren eingerichtet werden müsste: den Beitrag von 150 Franken auszahlen, prüfen, ob die Gemeinde selber auch 150 Franken bezahlt hat, und die Verwendung dieser 300 Franken kontrollieren. Würde sich herausstellen, dass das Geld nicht ordnungsgemäss verwendet wurde – man müsste zudem festlegen, was darunter zu verstehen ist – oder nicht vollständig verwendet wurde oder aber dass die Gemeinde keinen gleichwertigen Betrag beigesteuert hat, müsste der Staat seinen Subventionsbetrag zurückfordern.

Die Vernehmlassung hat ergeben, dass nur 2 Organe und 2 Gemeinden die vorgeschlagene Motion unterstützen.

Daher empfiehlt der Staatsrat, diese Motion abzulehnen.

1.8. Auftrag 2018-GC-48 Solange Berset/ Simon Bischof/David Bonny/Violaine Cotting-Chardonnens/Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/Rose-Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirthana Wickramasingam. Kantonaler Fonds zugunsten kultureller und sportlicher Aktivitäten an der obligatorischen Schule

Zu diesem Auftrag empfiehlt der Staatsrat, in Anbetracht der erheblichen Finanzhilfe, die der Staat im Anschluss an den BGE vom 7. Dezember 2017 zu leisten gedenkt, keinen Fonds zugunsten kultureller und sportlicher Aktivitäten an der obligatorischen Schule zu schaffen. In diesem Sinne stellen die Vorschläge unter Ziffer 1.4 oder 1.5 an sich eine direkte Folge des Auftrags dar.

2. Schaffung einer Relaisklasse für die Primarstufe

2.1. Rechtlicher Rahmen der SED-Massnahmen (Unterstützungsmassnahmen für Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten)

Als Antwort auf das Postulat Keller vom 26. März 2003 zu sozialpädagogischen Strukturen der Stadt und des Kantons Freiburg hat der Staatsrat eine Botschaft verfasst (http://www.fr.ch/publ/files/pdf14/2002-06_225_message.pdf) und der Grosse Rat am 13. Dezember 2005 ein befristetes Dekret über die Finanzierung und den Betrieb der Anschlussklassen und der schulinternen Massnahmen genehmigt (http://www.fr.ch/publ/files/pdf14/2005_134_d.pdf).

Am 1. Januar 2006 wurden folgende Massnahmen eingeführt:

- > Verstärkung der schulinternen Massnahmen an den Schulen;
- > Schaffung von 3 Relaisklassen, ursprünglich vorgesehen für die OS
- > Einrichtung einer Mobilen Einheit

Artikel 35 des Schulgesetzes, das per 1. August 2015 in Kraft getreten ist, sieht eine Unterstützung für Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf durch geeignete pädagogische Massnahmen sowie eine Zusammenarbeit mit den Kinderschutzbehörden vor, wenn die Entwicklung des Kindes oder Jugendlichen gefährdet scheint. Die Art und Weise sowie die konkrete Umsetzung dieser Massnahmen werden im Schulreglement in den Artikeln 96 und 97 definiert. Das Schulreglement übernimmt dabei die drei bisherigen Unterstützungsmassnahmen, das heisst die internen Massnahmen, die Mobile Einheit sowie die Relaisklassen.

2.2. Massnahmen

Es bestehen drei Formen von SED-Massnahmen:

Die internen Massnahmen der obligatorischen Schulen (schulinterne Massnahmen)

Die Direktorin oder der Direktor der SED-Massnahmen kann den Schulen schulinterne Massnahmen für den Umgang mit verhaltensauffälligen Schülerinnen und Schülern gewähren. Die Schulleitungen und Schuldirektionen wenden diese Massnahmen an, um bestehende Massnahmen zu verstärken oder andere Unterstützungsleistungen anzubieten. Sie können auch in Form von Stützlektionen erfolgen. Sie werden im Rahmen des Budgets, das den Ämtern für obligatorischen Unterricht für die SED-Massnahmen zur Verfügung steht, gewährt.

Die Mobile Einheit

Die Mobile Einheit unterstützt die Schulen bei der Prävention und der Bewältigung von Krisensituationen, die durch das schwierige Verhalten einzelner Schülerinnen und Schüler entstehen. Sie wird auf Begehren der Schulleitungen tätig und arbeitet bei ihren Einsätzen falls notwendig mit anderen sozialpädagogischen und -medizinischen Fachstellen zusammen.

Die Dienstleistungen der Mobilen Einheit sind in 5 Schwerpunktbereiche gegliedert:

- > Dringliche und nicht dringliche Kriseninterventionen
- > Beratung und Analyse mit den an der Schule tätigen Personen
- > Sozialpädagogische Betreuung von Schülerinnen und Schülern, Schülergruppen oder Klassen
- > Koordination der Netzwerkarbeit
- > Prävention, Weiterbildung, Projektleitung

Die Mobile Einheit wird aus sozialpädagogischen Fachpersonen gebildet. Sie wird an den obligatorischen Schulen tätig.

Die Relaisklassen

Eine Schülerin oder ein Schüler mit schweren Verhaltensauffälligkeiten, die oder der trotz Einsatz der Ressourcen, die der Schule zur Verfügung stehen, den Unterricht und das Klassen- oder Schulklima erheblich beeinträchtigt oder eine Gefahr für sich selber oder für Dritte darstellt, kann in einer Relaisklasse unterrichtet werden. Die Beschulung in einer Relaisklasse wird von der zuständigen Schulinspektorin oder dem zuständigen Schulinspektor der Ämter für obligatorischen Unterricht auf Antrag der Schulleitung verfügt.

Mit dieser Massnahme soll erreicht werden, dass die Schülerin oder der Schüler in einem Schulungsprozess verbleibt oder später von einer anderen Einrichtung betreut wird.

Die Relaisklassen werden von sozialpädagogischen Fachpersonen geführt. Sie sind Bestandteil der obligatorischen Schule.

Die Kosten und die Organisation der Schülertransporte übernehmen die Gemeinden des Schulkreises, in dem die Schülerin oder der Schüler ihren oder seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat. Die Verpflegungskosten tragen die Eltern.

Derzeit stehen die Relaisklassen den Schülerinnen und Schülern des 3. Zyklus (Orientierungsschule, 9H–11H) offen, fehlen aber für den 1. Zyklus (Primarklassen, 1H–4H) und den 2. Zyklus, (Primarklassen, 5H–8H).

2.3. SED-Massnahmen: aktueller Stand

Im Januar 2016 führte das Generalsekretariat der EKSD eine interne Evaluierung der SED-Massnahmen durch, die den Nutzen der verschiedenen Angebote aufzeigte:

- > Die Anzahl der den schulinternen Massnahmen zugeteilten Lektionen (und damit der VZÄ) scheint den Bedarf sowohl im deutschsprachigen als auch im französischsprachigen Kantonsteil zu decken.
- > Einzelmassnahmen wurden umsichtig und sparsam eingesetzt, um Krisensituationen vorzubeugen, für die vermehrt punktuelle Ressourcen eingesetzt werden müssten.
- > Dank der Hotline der Mobilen Einheit ist das Interventionsteam direkt und schnell erreichbar.
- > Die Arbeit der Mobilen Einheit wird sehr geschätzt. In der überwiegenden Mehrheit der Fälle werden die Interventionen als nützlich und wirksam angesehen.
- > Die Beschulung einer Schülerin oder eines Schülers in einer Relaisklasse dient allen Beteiligten zur Entschärfung der Situation: einerseits der Schülerin oder dem Schüler selbst, da sie oder er den Konfliktort verlässt, und andererseits den Klassenkameradinnen und Klassenkameraden sowie den Lehrkräften.

- > Der multidisziplinäre Ansatz in den 4 Tätigkeitsbereichen (Schule, Erziehung, Soziales, Beruf) ermöglicht es, sich um die verschiedenen Probleme sämtlicher Schülerinnen und Schüler zu kümmern, die in den Relaisklassen betreut werden.

Die Statistiken für das Schuljahr 2016/17 zeigen, dass diese Angebote weiterhin intensiv genutzt werden.

Die zur Verfügung stehenden internen Massnahmen zur Unterstützung der Schulen, das bedeutet die finanziellen Mittel, die den Schulleitungen zur Verstärkung der bestehenden oder für weitere Unterstützungsangebote vor Ort zur Verfügung stehen, wurden hauptsächlich (84%) in den Schulen der Primarstufe eingesetzt.

Das multidisziplinäre Team der Mobilen Einheit stand bei 158 Situationen im Einsatz, was im Vergleich zum Vorjahr eine Erhöhung um 10% bedeutet (143). Zwei Drittel der Fälle betrafen französischsprachige Schülerinnen und Schüler und ein Drittel deutschsprachige. Eine Aufteilung der Fälle nach Zyklus ergibt folgendes Bild:

- > 1. Zyklus (1H–4H): 55 Schüler/innen
- > 2. Zyklus (5H–8H): 71 Schüler/innen
- > 3. Zyklus (9H–11H): 32 Schüler/innen

Französischsprachiger Kantonsteil	Anzahl Fälle
Inspektoratskreis 1 (Broye-französischspr. Seebezirk)	3
Inspektoratskreis 2 (französischspr. Seebezirk-Saane-Stadt Freiburg)	2
Inspektoratskreis 3 (Saanebezirk Nord/Süd-Stadt Freiburg)	2
Inspektoratskreis 4 (Saane West-Gibloux)	4
Inspektoratskreis 5 (Glane)	2
Inspektoratskreis 6 (Greyerzbezirk Nord)	1
Inspektoratskreis 7 (Greyerzbezirk Süd)	4
Inspektoratskreis 8 (Vivisbach)	1
Total	19

Mangels einer geeigneten Struktur für die Betreuung dieser besonderen Fälle und angesichts der Tatsache, dass so junge Schülerinnen und Schüler nicht in eine bestehende Relaisklasse aufgenommen werden können, sind die internen Ressourcen (Lehrpersonen, Schulleiter/innen usw.) sowie externen Ressourcen (pädagogischer Stützunterricht, interne SED-Massnahmen, Mobile Einheit usw.) einer Schule rasch ausgeschöpft.

Diese Zahlen zeigen, dass die Einsätze für Schülersituationen des 1. und 2. Zyklus rund 80% der Tätigkeit der Mobilen Einheit ausmachen. Deren Anteil steigt konstant weiter an.

Die beiden Relaisklassen in Freiburg und Bulle nahmen 27 Schülerinnen und Schüler auf, davon 3 aus dem 2. Zyklus (7H und 8H). 14 von ihnen konnten anschliessend in ihre angestammte Schule zurückkehren. Für 13 Schülerinnen und Schüler musste eine andere Lösung gefunden werden.

2.4. Fazit und Bedarf nach einer Relaisklasse für Schülerinnen und Schüler des 1. und 2. Zyklus

Die heute bestehenden Relaisklassen sind für OS-Schülerinnen und OS-Schüler (9H–11H) vorgesehen, obwohl sie manchmal, in besonderen Fällen, auch Schülerinnen und Schüler der 7H–8H aufnehmen, für die keine andere Lösung gefunden werden konnte. Die Primarschulen sind jedoch zunehmend mit Schülerinnen und Schülern mit schweren Verhaltensauffälligkeiten konfrontiert, für welche die vorhandenen Ressourcen nicht ausreichen.

Aus den Zahlen wird ebenfalls ersichtlich, dass sich dieses Bild in allen Inspektoratskreisen des Kantons abzeichnet:

Deutschfreiburg	Anzahl Fälle
Inspektoratskreis 9 (Seeland-Stadt Freiburg)	2
Inspektoratskreis 10 (See-Senseemittelland)	3
Inspektoratskreis 11 (Senseoberland)	1
Total	6

Diese speziellen Fälle zeigen, dass einige äusserst komplexe Situationen weder intern noch durch die Relaisklassen in ihrer aktuellen Form bewältigt werden können. Die Schaffung von Relaisklassen für den 1. und 2. Zyklus würde Situationen, die nicht länger zumutbar sind, entschärfen. Dies wird von allen beteiligten Akteuren gefordert.

Das Büro der SED-Massnahmen gelangte bei seinen Überlegungen zu folgenden Lösungsmöglichkeiten:

Ein verstärkter Einsatz von Massnahmen vor Ort: Diese Möglichkeit zeichnet sich durch eine zeitlich beschränkte verstärkte Personenpräsenz vor Ort aus. Sie würde für Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten weder eine längerfristige Betreuung noch eine problemangepasste Massnahme ermöglichen. Diese Massnahme wird bereits durch die Mobile Einheit wahrgenommen und sieht keine spezifische Unterstützung für solche aussergewöhnliche Situationen vor. Das SchG und SchR bieten notfalls ebenfalls die Möglichkeit, eine Schülerin oder einen Schüler von der Klasse oder der Schule auszuschliessen. Dadurch wird jedoch das Problem keineswegs gelöst.

Eine dezentrale Struktur: Diese Lösung mit auf 3 oder 4 Standorten im Kanton verteilten Einrichtungen würde viele Nachteile mit sich bringen. Nebst hohen Personal-, Infrastruktur- und Transportkosten würde diese Lösung die Bereitstellung von mehreren Teams benötigen, verteilt auf mehrere Standorte.

Nach einer Analyse der beiden erwähnten Lösungen sowie einem Besuch der Lausanner Institution MATAS 1 (Module Alternatif Temporaire A la Scolarité), die Schülerinnen und Schüler der 1H bis 6H mit Schwierigkeiten im schulischen, sozialen oder Verhaltensbereich betreut, wurde ein Lösungsvorschlag für den Kanton Freiburg erarbeitet, der vom Staatsrat genehmigt und in seiner Antwort vom 24. April 2018 auf die Anfrage 2018-CE-16 Xavier Ganoz/ Eliane Aebischer bereits dem Grosse Rat unterbreitet wurde. Dieser Vorschlag lautet wie folgt:

Eine zentralisierte Struktur, die eine angepasste Unterstützung für Schülerinnen und Schüler des 1. und 2. Zyklus anbietet:

- > Eine einzige multidisziplinäre Struktur im Grossraum Freiburg, welche die Beschulung und Betreuung von maximal 10 Schülerinnen und Schülern vorsieht. Dabei würden die Schülerinnen und Schüler beider Sprachgemeinschaften an einem Standort zusammengezogen, aber auf zwei «Klassen» verteilt.
- > Unterrichtszeiten: Die Schülerinnen und Schüler besuchen diese Struktur an 7 Halbtagen, jeweils von 9 bis 12 Uhr oder von 13.30 bis 16.30 Uhr. Grundsätzlich verbleiben die Schülerinnen und Schüler nach Möglichkeit 2 Halbtage in der Woche in ihrer angestammten Klasse.
- > Infrastruktur und Personal: 2 Klassenzimmer, 1 Büro, 1 Küche, 2 Räume für erzieherische Aktivitäten, 1 geeigneter Freizeitraum; 4 VZÄ für Lehrpersonen und das sozialpädagogische Personal.
- > Mahlzeiten und Schülertransport: Die Mahlzeiten werden in der Relaisklasse eingenommen, die Kosten dafür tragen die Eltern. Der Schülertransport wird gemäss SchG und SchR von den Gemeinden (öffentlicher oder privater Transport oder Taxi) finanziert.

- > Entscheid: Gemäss Artikel 97 SchR erfolgt der Entscheid zur Beschulung in einer Relaisklasse durch die Schulinspektorin oder den Schulinspektor, falls das Wohl des Kindes es erfordert, auch ohne Einverständnis der Eltern.

2.5. Kosten und Finanzierung

Infrastruktur: 90 000 Franken pro Jahr

Benötigt werden 2 Klassenzimmer, 1 Büro, 1 Küche, 2 Räume für erzieherische Aktivitäten, 1 geeigneter Freizeitraum. Die Einrichtungen wurden in der ehemaligen Privatschule der Ursulinen an der Route des Bonnesfontaines 7 in Freiburg gefunden.

Betrieb: 20 000 Franken pro Jahr

Die Betriebskosten umfassen die Ausstattung, die Aktivitäten und das Informatikmaterial. Der Betrag von 20 000 Franken wurde anhand der Betriebskosten der derzeit bestehenden Relaisklassen in Freiburg und Bulle im Verhältnis zur Anzahl Schülerinnen und Schüler geschätzt.

Personal: 5 Personen zu 0,8 VZÄ, also insgesamt 4 VZÄ (rund 440 000 Franken pro Jahr)

Es ist vorgesehen, dass die Schülerinnen und Schüler 7 bis 9 Halbtage in der Relaisklasse beschult werden. Um eine ständige Präsenz von zwei Erwachsenen zu gewährleisten, müssen zwingend 5 Personen zu je 80% angestellt werden. Folglich sind 4 volle Unterrichtsstellen in der Budgetrubrik der Primarschule EPRI vorgesehen. Die EKSD hat die 4 VZÄ Unterricht in den vom Staatsrat für 2019 festgelegten Staatsvoranschlag aufgenommen, und zwar im Hinblick auf den Beginn des Schuljahres 2018/19.

Das Projekt erfordert eine Änderung von Artikel 67 SchG, so dass seine Finanzierung für die Primarstufe der bereits für die Orientierungsschule bestehenden Regelung entspricht. Um genau diese Gesetzesänderung geht es hier.

Ausserdem steht in der deutschen Fassung von Artikel 72 Abs. 1 Bst. d im Gegensatz zur französischen Fassung der Zusatz «sowie die Kosten für den Schülertransport». Dieser Absatz sollte korrigiert werden, indem man den Verweis auf den Schülertransport streicht (diese gehen zulasten der Gemeinde bzw. der Gemeinden, wenn eine oder einer ihrer Schülerinnen und Schüler in einer Relaisklasse platziert wird).

Die Vernehmlassung hat ergeben, dass 89 Gemeinden und 27 Organe den Vorschlag für eine Relaisklasse auf Primarstufe gutheissen. 4 Gemeinden und 1 Organ sprachen sich dagegen aus. Der oben erwähnte Übersetzungsfehler löste jedoch eine Reaktion der Freiburger Gemeindeverbands (FGV) aus: Dieser argumentierte, die Transportkosten sollten nach der üblichen, paritätischen Regel zwischen Kanton und Gemeinden aufgeteilt werden, weil die Relaisklasse eine zentrale Einrichtung sei.

Der Staatsrat lehnt dies ab, da diese Forderung eindeutig eine neue Aufgabenverflechtung zwischen dem Staat und den Gemeinden darstellen würde, wohingegen man bei dem vorhergehenden Thema (Schul- und Unterrichtsmaterial zulasten des Staat) das Gegenteil befürwortet. Mit Artikel 57 Abs. 2 Bst. g haben die Gemeinden die Aufgabe erhalten, für die Schülertransporte zu sorgen. Diese Bestimmung gilt auch für eine Schülerin oder einen Schüler in einer Förderklasse. Es obliegt der Wohngemeinde, die entsprechenden Transporte zu organisieren und die Kosten zu tragen.

Der Staatsrat übernimmt bereits die Hälfte der Mietkosten für die Relaisklassen, auch wenn diese gemäss Artikel 57 Abs. 2 Bst. b den Gemeinden in Rechnung gestellt werden könnten.

3. Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/ Rose-Marie Rodriguez. Schulkosten für den Schulbesuch in einem anderen Schulkreis – Übernahme durch den Kanton

3.1. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 4. November 2016 eingereichten und begründeten Motion wiesen die Grossrätinnen Antoinette de Weck und Rose-Marie Rodriguez und die Mitunterzeichnenden darauf hin, dass die Verordnung vom 19. April 2016 über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule (SGF 411.0.16) zum Zankapfel unter den Gemeinden oder für die Orientierungsschulen des Kantons zuständigen Gemeindeverbände werde. Denn die Orientierungsschulen, die Schülerinnen und Schüler anderer Schulkreise aus sprachlichen Gründen (s. Art. 14 SchG) oder im Zusammenhang mit dem Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (s. Art. 35 Abs. 2 SchG) aufnehmen, sind berechtigt, höchstens 7000 Franken pro Schüler/in und Schuljahr in Rechnung zu stellen. Diese Beträge, welche die Gemeinden und Gemeindeverbände des Schulkreises, in dem diese Schülerinnen und Schüler ihren Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort haben, bezahlen müssen, sind bei diesen sehr umstritten.

Einige Schulkreise seien sogar mit mehreren zehntausend Franken im Rückstand und es gebe Rechnungen, die seit mehreren Jahren offen sind. Dieses Problem vergifte die Beziehungen unter den Gemeinden, zumal bisher noch keine Kompromisslösung gefunden werden konnte. Da diese Schulkreiswechsel, die einseitig vom Kanton beschlossen werden – die Gemeinden werden lediglich angehört – auf die kantonale Politik zur Förderung der Zweisprachigkeit sowie zur besseren Vereinbarkeit einer Sport- oder Kunstkarriere mit der Ausbildung zurückzuführen sind, wäre es in den Augen der Motionärinnen gerechtfertigt, dass der Staat die damit verbundenen Kosten übernimmt.

3.2. Zusammenfassung der Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hat sich aus folgenden Gründen gegen die Annahme dieser Motion ausgesprochen:

Bei einem Schulkreiswechsel einer Schülerin oder eines Schülers (s. Art. 14, 15 und 16 SchG), kann der Schulkreis, der ein Schulkind aufnimmt, dem Schulkreis, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, die durch diesen Schulkreiswechsel bedingten Mehrkosten ganz oder teilweise in Rechnung stellen. Angesichts der starken Unterschiede bei den Beträgen, die jahrelang unter den Gemeinden in Rechnung gestellt wurden, legte der Staatsrat schliesslich per Verordnung (Art. SchR) Höchstbeträge fest, um den Gemeinden einen gemeinsamen Rahmen vorzugeben und vor allem die bisher aufgetretenen Schwierigkeiten mit einzelnen Gemeindeverbänden zu beseitigen.

Gemäss der Verordnung vom 19. April 2016 über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule (SGF 411.0.16) darf für ein Schulkreiswechsel höchstens 1000 Franken pro Schülerin oder Schüler und pro Schuljahr verrechnet werden. Wird der Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen erlaubt, kann dieser Betrag den Eltern in Rechnung gestellt werden, wenn der Schulkreis, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, dies in seinem Schulreglement oder in seinen Statuten vorsieht (fast alle Gemeinden haben dies so vorgesehen).

Sollte der Fall eintreten, dass aufgrund der wiederkehrenden Aufnahme von Schülerinnen und Schülern, die am SKA-Förderprogramm teilnehmen oder aus sprachlichen Gründen einen anderen Schulkreis besuchen, in einem Schulkreis eine Klasse beibehalten oder eröffnet werden muss, so erhöht sich der Beitrag an der Primarschule von 1000 auf 2000 Franken (Kosten für die Schulgebäude und das Schulmobiliar). An der Orientierungsschule kommt noch ein Betrag von 4000 Franken hinzu, der den durchschnittlichen Lohnkosten pro Schüler/in der Lehrpersonen, die für eine zusätzliche Klasse angestellt werden müssen, entspricht (ohne Beteiligung des Staates von 50%); das ergibt insgesamt 7000 Franken pro OS-Schüler/in.

Diese Beträge – 2000 Franken (Finanzierungskosten für Gebäude und Mobiliar) und 4000 Franken (Lohnkosten des Lehrpersonals) – dürfen nur dann in Rechnung gestellt werden, wenn die häufig wiederkehrende Aufnahme von Schülerinnen und Schülern die Eröffnung oder Beibehaltung einer zusätzlichen Klasse im aufnehmenden Schulkreis nach sich zieht. Bisher war es aber noch nie der Fall, dass wegen der Aufnahme einer Schülerin oder eines Schülers im Zuge eines Schulkreiswechsels eine Klasse eröffnet werden musste. Denn die Schulinspektorinnen und Schulinspektoren prüfen jeweils vor Erlass ihres Entscheids, ob ausreichend Platz vorhanden ist, damit keine Klasse eröffnet werden muss.

Da die Gemeindeverbände keinen Kompromiss finden konnten, verlangen die Motionärinnen vom Staat, er solle bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen oder aufgrund der Teilnahme am Förderprogramm SKA im Rahmen der Orientierungsschule den Betrag von 4000 Franken für jede Schülerin oder jeden Schüler übernehmen, egal ob eine zusätzliche Klasse eröffnet wird oder nicht.

Sind die Gemeindeverbände der Ansicht, die in der Verordnung festgelegten Beträge seien nicht angemessen, besteht laut dem Staatsrat immer noch die Möglichkeit, diese Verordnung zu ändern. Es ist jedoch nicht sinnvoll, das Schulgesetz zu ändern, um diese Beträge unter dem Vorwand, dass die Gemeindeverbände unter sich uneins sind, einfach dem Staat zu übertragen.

Der Grosse Rat hat die erwähnte Motion am 20. Juni 2017 mit 60 gegen 28 bei 3 Enthaltungen dennoch angenommen.

Link:

http://www.parlinfo.fr.ch/de/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=33803&uuid=9652c202f3ac463d85248d800fca1083

3.3. Vorschlag des Staatsrats

Der Vorschlag des Staatsrats, das Schulgesetz nicht zu ändern, sondern zusammen mit den betroffenen Partnern den Inhalt der Verordnung über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule (SGF 411.0.16) zu überarbeiten, wurde auf den Seiten 15 des 18 des erläuternden Berichts zur Vernehmlassung des Vorentwurfs dargelegt. Dieser Vorschlag erhielt nur 13 Zustimmungen, nämlich von 6 Gemeinden und 7 Organen.

Für den Gegenvorschlag des Staatsrats, wonach nur die aufgrund des Förderprogramms «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) gewährten Schulkreiswechsel berücksichtigt werden sollen, wie er auf Seite 18 des erläuternden Berichts zur Vernehmlassung des Vorentwurfs beschrieben wird, sprachen sich nur 8 Vernehmlassungsteilnehmer aus, darunter eine einzige Gemeinde.

Somit schliesst sich der Staatsrat der eingereichten Motion an, für die 83 Gemeinden und 16 Organe gestimmt haben.

3.4. Kosten und Finanzierung

Die Motionärinnen verlangen vom Staat, er solle bei einem Schulkreiswechsel für eine Schülerin oder einen Schüler des Förderprogramms «Sport-Kunst-Ausbildung» oder aus sprachlichen Gründen der aufnehmenden OS automatisch und bedingungslos 4000 Franken pro Schuljahr überweisen. Betrachtet man die Zahlen der Vorjahre, so wechseln jedes Jahr etwa 40 Schülerinnen und Schüler den Schulkreis, was den Staat 160 000 Franken pro Jahr kosten würde. Der Ver-

waltungsaufwand im Zusammenhang mit der Behandlung von Entscheiden über Schulkreiswechsel und die Auszahlung dieser Beiträge kann mit den bestehenden Personalressourcen der EKSD bewältigt werden.

4. Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/ Benjamin Gasser. Zweisprachigkeit und Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen

4.1. Zusammenfassung der Motion

Die Grossräte Nicolas Kolly und Benjamin Gasser vertreten in ihrer am 29. Mai 2018 an den Staatsrat übermittelten Motion die Auffassung, dass die gesetzliche Regelung für Schülerinnen und Schülern, die aus sprachlichen Gründen den Schulkreis wechseln können, gegen verfassungsrechtliche und andere rechtliche Grundsätze sowie gegen die von der Regierung angestrebte Förderung der Zweisprachigkeit verstosse. Sie beziehen sich dazu auf den Sonderfall der Freien Öffentlichen Schule Freiburg (FOSF), einer deutschsprachigen, regionalen und öffentlichen Schule, die deutschsprachige Schülerinnen und Schüler aus den sogenannten Konventionsgemeinden (Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran, Pierrafortscha und Villars-sur-Glâne), aber auch deutschsprachige Schülerinnen und Schüler mit Wohnsitz in Gemeinden, mit denen keine Vereinbarung besteht oder die sich nicht dem Schulkreis der FOSF angeschlossen haben, aufnimmt. Sie verweisen auf die Verordnung vom 19. April 2016 über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule (SGF 411.0.16), die bereits unter Ziffer 3 dieser Botschaft behandelt wird, wonach den Eltern höchstens pauschal 1000 Franken pro Schülerin oder Schüler und pro Schuljahr in Rechnung gestellt werden dürfen. Obschon die Verordnung keinen Unterschied zwischen Konventions- und Nichtkonventionsgemeinden macht, war die EKSD der Ansicht, dass darin die Regelung für Nichtkonventionsgemeinden und der FOSF bzw. den Eltern von Schülerinnen und Schülern, für welche ein Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen genehmigt wurde, fehle. Im Zusammenhang mit mehreren Beschwerden von Eltern an das Oberamt des Saanebezirks wurde diese Auffassung bekräftigt, wobei jedoch festgehalten wurde, dass Gemeinden, mit denen keine Vereinbarung abgeschlossen wurde, weiterhin alle von der FOSF in Rechnung gestellten Schulkosten den Eltern weiterverrechnet werden können. Dies widerspricht nach Ansicht der Grossräte der mit der Verordnung angestrebten Gleichbehandlung hinsichtlich des Höchstbetrags, der den Eltern bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen verrechnet werden kann. Diese Situation würde gegen den Grundsatz der Gleichbehandlung verstossen und zweisprachige Familien mit Wohnsitz in französischsprachigen Nichtkonventionsgemeinden bestrafen, die in ihrem Alltag eine sprachliche Immersion erleben.

Das Oberamt des Saanebezirks hielt in Bezug auf Artikel 16 Absatz 2 SchG ebenfalls fest, der Staatsrat sei über den von der Legislative vorgesehenen Rechtsrahmen der Gesetzesdelegation hinausgegangen, als er den Höchstbetrag begrenzt habe, den die Gemeinden des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, den Eltern bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen in Rechnung stellen können. Es sei daher Sache des Grossen Rates, diese Frage zu prüfen und endgültig zu regeln.

Angesichts der ehrgeizigen Ziele des Regierungsprogramms und der übergeordneten Grundsätze, die sowohl in der Verfassung als auch im Schulgesetz zugunsten der Zweisprachigkeit festgelegt sind, sollten nach Ansicht der Motionäre Eltern, die gestützt auf einen Entscheid des Schulinspektors ihre Kinder aus sprachlichen Gründen in einen anderen Schulkreis zur Schule gehen lassen, nicht ungerechterweise bestraft werden. Sie erinnern daran, dass die in Artikel 18 der Bundesverfassung verankerte Sprachenfreiheit Vorrang vor den finanziellen Interessen der Gemeinden haben muss.

Das zweite Problem im Zusammenhang mit der Verordnung betrifft die Verrechnung der Schulkosten bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen zwischen dem aufnehmenden Schulkreis und dem Schulkreis des Wohnorts der Schülerin oder des Schülers, da nach geltendem Recht nur die durch die Aufnahme einer Schülerin oder eines Schülers entstehenden Mehrkosten von der aufnehmenden Gemeinde in Rechnung gestellt werden können. Diese Finanzierungsweise unter Gemeinden sei unzureichend, da dadurch die Gemeinden des aufnehmenden Schulkreises ohne triftigen Grund benachteiligt werden.

Die betroffenen Eltern zahlen in ihrer Wohngemeinde Steuern und es erscheint daher nicht ungerechtfertigt, dass sich diese an den Kosten der Schule beteiligen, welche die Schülerinnen und Schüler mit Wohnsitz in ihrem Gebiet aufnimmt. Zu beachten ist auch, dass diese Besonderheit nur Familien betrifft, welche die Partnersprache sprechen und im Kantonsteil der anderen Sprachgemeinschaft ansässig sind. Die Gemeinde des Schulkreises, in dem die Schülerin oder der Schüler den Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, muss somit die tatsächlichen Schulkosten übernehmen, die durch die Aufnahme der Schülerin oder des Schülers entstehen. Andernfalls müssen die Gemeinden des aufnehmenden Schulkreises diese Kosten tragen, was die Existenz der FOSF ernsthaft gefährden könnte, da die Konventionsgemeinden sich gegebenenfalls zur Kündigung der Vereinbarung entschliessen könnten.

Abschliessend beantragen die Grossräte einerseits, Artikel 16 Absatz 2 des Schulgesetzes dahingehend zu ändern, dass die Kostenbeteiligung der Eltern bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen maximal 1000 Franken beträgt, unabhängig davon, ob sie in einer Konventionsgemeinde der FOSF oder in einer Nichtkonventionsgemeinde ansässig sind. Andererseits wünschen sie eine Änderung von Artikel 15

des Schulgesetzes, damit die Gemeinden des aufnehmenden Schulkreises die durch diesen Schulkreiswechsel bedingten Mehrkosten der oder den Gemeinden des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, in Rechnung stellen können.

4.2. Antwort des Staatsrats

1000 Franken pro Schüler/in für alle Eltern, die einen Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen an die FOSF beantragt haben, unabhängig davon, ob sie in einer Konventionsgemeinde der FOSF oder in einer Nichtkonventionsgemeinde ansässig sind:

Die neue Schulgesetzgebung regelt die Möglichkeit, dass eine Schülerin oder ein Schüler den Schulkreis wechselt, wenn es das Interesse der Schülerin oder des Schülers oder das der Schule erfordert oder wenn die Schülerin oder der Schüler aufgrund des Verfassungsrechts der Sprachenfreiheit die Schule in einer anderen Sprache als die der Wohngemeinde besuchen möchte (Art. 14 SchG).

In der neuen Schulgesetzgebung werden auch die Grundsätze für die Finanzierung festgelegt:

- > Erfolgt ein Schulkreiswechsel im Interesse des Schulkindes auf Gesuch der Eltern, so ist er für diese kostenlos, ausser der Kosten des Schülertransports. Die Gemeinde des aufnehmenden Schulkreises erhebt von der Wohngemeinde des Schulkindes ein Schulgeld (durch die Aufnahme des Kindes bedingte Mehrkosten) (Art. 15 und 16 Abs. 1 SchG).
- > Bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen entscheidet die Wohngemeinde, ob sie das Schulgeld der Gemeinde, die ein Schulkind aufnimmt, auf die Eltern abwälzt. Dieser Fall wird im Gemeindeschulreglement geregelt (Art. 16 Abs. 2 SchG).

Die Praxis der letzten 20 Jahre hat gezeigt, wie stark die verrechneten Schulgelder voneinander abweichen. Die entsprechenden Beträge schwanken zwischen 500 und 8000 Franken pro Schüler/in. Es wurde daher beschlossen, diese Beträge durch eine Verordnung des Staatsrates zu begrenzen (Art. 15 SchG und 6 SchR).

Am 19. April 2016 verabschiedete der Staatsrat die Verordnung über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule (SGF 411.0.16). Diese Verordnung legt die Kosten für einen Schulkreiswechsel (im Interesse des Kindes oder aus sprachlichen Gründen) auf maximal 1000 Franken pro Schüler/in und Schuljahr fest.

Nach der Veröffentlichung dieser Verordnung reagierte die FOSF umgehend. Denn an der FOSF werden nur Schülerinnen und Schüler unterrichtet, die den Schulkreis aus sprachlichen Gründen gewechselt haben. Diese Regionalschule

nimmt nur deutschsprachige Schülerinnen und Schüler aus verschiedenen Gemeinden auf. Gemäss der Verordnung hätte die FOSF den betreffenden Gemeinden künftig maximal 1000 Franken pro Schüler/in in Rechnung stellen dürfen, wodurch die FOSF finanziell nicht hätte weiterbestehen können.

Am 11. Oktober 2016 änderte daher der Staatsrat auf Wunsch der FOSF seine Verordnung, damit diese Schule ein Schulgeld von maximal 4500 Franken erheben kann. Die Konventionsgemeinden (Marly, Pierrafortscha, Villars-sur-Glâne, Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot und Matran) wurden vor dieser Änderung konsultiert, da sie die Kosten tragen müssen, und gaben ihr Einverständnis. Diese Gemeinden erhalten somit gemäss der Verordnung eine Rechnung der FOSF von bis zu 4500 Franken pro Schüler/in, dürfen aber gemäss Artikel 3 Abs. 2 der Verordnung nur 1000 Franken an die Eltern weiterverrechnen.

In der Praxis und entsprechend ihrer Bereitschaft, der FOSF beizutreten, gewähren die meisten Konventionsgemeinden den Eltern einen unentgeltlichen Schulbesuch ihrer Kinder. Denn diese Gemeinden haben sich durch die Unterzeichnung einer Vereinbarung mit der Schule verpflichtet, diese Schule und die auf ihrem Gebiet ansässigen deutschsprachigen Schülerinnen und Schüler zu unterstützen. So stehen im Gesetz vom 8. Mai 2003 über die Freien öffentlichen Schulen (SGF 411.4.1) folgende Bestimmungen:

Art. 3 Gebiet des Schulkreises

¹ Die Freien öffentlichen Schulen entfalten ihre Tätigkeit in einem Schulkreis, der **sich aus dem Gebiet der Gemeinden zusammensetzt, die diesen Kreis durch ihre Gemeindeversammlung oder ihren Generalrat formell gutgeheissen haben.**

² Will eine Gemeinde nicht mehr zum Schulkreis der Freien öffentlichen Schule gehören, so muss sie dies der Schule und dem Staatsrat mitteilen. Der Austritt kann erst zwei Jahre nach der Austrittsankündigung erfolgen. Die Frist muss auf das Ende eines Schuljahres gelegt werden.

³ Der Staatsrat genehmigt den Austrittsentscheid und ändert das Gebiet des freien öffentlichen Schulkreises.

Art. 5 Besoldungen und weitere Schullasten

¹ Die Besoldungskosten und die damit verbundenen Ausgaben für das Lehrpersonal der Freien öffentlichen Schulen gehen zulasten der Gemeinden und des Staates gemäss den für die öffentlichen Schulen geltenden Bestimmungen.

² **Die übrigen Schullasten werden zwischen den Gemeinden, deren Gebiet zum Freien öffentlichen Schulkreis gehört, im Verhältnis zur Anzahl Schülerinnen und Schüler aufgeteilt, die in jeder Gemeinde wohnhaft sind und die Freie öffentliche Schule besuchen.**

Dies gilt jedoch nicht für Gemeinden, die keine Vereinbarung mit der Schule abgeschlossen haben. Als der Staatsrat der FOSF zugestand, den Gemeinden ein Schulgeld von höchstens 4500 Franken pro Schüler/in in Rechnung zu stellen, wollte er die Nichtkonventionsgemeinden damit nicht benachteiligen, indem er sie verpflichtete, den Eltern lediglich einen Betrag von 1000 Franken zu verrechnen. Das Fehlen einer entsprechenden Regelung für diese Gemeinden in der Verordnung ist auf ein Versehen zurückzuführen und stellt somit eine Gesetzeslücke dar. Würden heute die Gemeinden, die keine Vereinbarung abgeschlossen haben, den Eltern nur 1000 Franken pro Schüler/in berechnen, hätten sie den Restbetrag von maximal 3500 Franken pro Schüler/in zu tragen, obwohl sie der FOSF nicht beigetreten sind und die Betriebskosten dieser Schule nicht tragen müssen.

Wird ein Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen beantragt, so entscheidet das Schulinspektorat über den Schulort. Deutschsprachige Schülerinnen und Schüler, die in einer französischsprachigen Gemeinde wohnen, haben somit die Wahl zwischen einer deutschsprachigen Klasse der Stadt Freiburg, des Sense- oder des Seebezirks oder der FOSF.

Bei der grossen Mehrzahl der Anträge für einen Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen wünschen die Eltern, die im gesamten Kanton und nicht nur im Saanebezirk ansässig sind, dass ihre Kinder die FOSF besuchen. Denn die Angebote dieser Schule sind bei den Eltern gefragt: Betreuung, Möglichkeit, an der Schule die Hausaufgaben zu machen oder zu essen usw. Die Eltern von Schülerinnen und Schülern, die ihren Wohnsitz in einer Nichtkonventionsgemeinde haben und sich für die FOSF und nicht eine Schule in einem anderen deutschsprachigen Schulkreis entschieden haben, kennen die Tarife der FOSF und haben sich bei ihrem Antrag auf einen Schulkreiswechsel verpflichtet, dieses Schulgeld zu bezahlen. Dies zumal die positive Stellungnahme ihrer Gemeinde an die Bedingung geknüpft ist, dass die Eltern das Schulgeld voll übernehmen. Daher können sie nicht von Artikel 3 Abs. 2 der Verordnung, der ihre Beteiligung auf 1000 Franken beschränkt, profitieren. Das ist aber genau das, was die Motionäre heute verlangen, wenn sie einen Höchstbetrag von 1000 Franken zu Lasten der Eltern verlangen, wobei die Wohngemeinde den restlichen Betrag tragen soll, egal ob sie eine Konventionsgemeinde der FOSF ist oder nicht.

Diese Forderung hätte zur Folge, dass das Schulinspektorat für Schülerinnen und Schüler, die in einer Nichtkonventionsgemeinde wohnen, keinen Schulkreiswechsel an die FOSF mehr genehmigen würde, ausser die Wohngemeinde würde dies gutheissen. Die betreffenden Schülerinnen und Schüler würden dann in einer anderen deutschsprachigen Klasse des Kantons unterrichtet.

Am 22. Dezember 2016 entschied das Kantonsgericht zudem über eine Beschwerde deutschsprachiger Eltern im Süden des Kantons, denen ein Schulkreiswechsel aus sprachlichen

Gründen an die FOSF verweigert worden war. Das Kantonsgericht wies die Beschwerde der Eltern mit der Begründung zurück, dass im vorliegenden Fall der Grundsatz der Territorialität über dem der Sprachenfreiheit stehe, weil sich die Eltern nicht verbindlich verpflichtet hätten, alle Kosten der FOSF zu tragen. Mit dieser Entscheidung bestätigte das Kantonsgericht die Rechtsprechung des Bundesgerichts.

So ist der Staatsrat der Ansicht, dass Artikel 3 Abs. 2 der Verordnung durch eine Unterscheidung zwischen den Gemeinden, die eine Vereinbarung mit der FOSF abgeschlossen haben, und den anderen Gemeinden, mit denen keine Vereinbarung besteht, geändert werden sollte.

Am Schluss der Vernehmlassung haben 30 Gemeinden und 6 Organe die Motion abgelehnt und sich mit dem Staatsrat einverstanden erklärt (darunter Villars-sur-Glâne, Corminboeuf und Pierrafortscha, die zum Schulkreis der FOSF gehören). 15 Gemeinden und 13 Organe befürworteten die Motion (darunter Marly, Granges-Paccot und Givisiez, die zum Schulkreis der FOSF gehören). Zahlreiche Gemeinden haben sich nicht dazu geäußert. Der Staatsrat schlägt vor, diesen Punkt der Motion abzulehnen.

Änderung von Artikel 15 des Schulgesetzes, damit die Gemeinden des aufnehmenden Schulkreises der Gemeinde des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, die durch den Schulkreiswechsel bedingten effektiven Mehrkosten und nicht nur die zusätzlichen Kosten in Rechnung stellen können.

Wie weiter oben erwähnt, hat die Praxis in der Rechnungslegung unter Gemeinden der letzten 20 Jahre gezeigt, wie stark die verrechneten Schulgelder voneinander abweichen. Die entsprechenden Beträge, die eben auf den tatsächlichen Kosten beruhen, schwanken zwischen 500 und 8000 Franken pro Schüler/in. Einige Gemeinden verrechneten auch die Lohnkosten der Lehrkräfte und des sozialpädagogischen Personals, wozu sie gemäss der Schulgesetzgebung nicht berechtigt waren. Denn die Lohnkosten der Lehrkräfte und des sozialpädagogischen Personals werden in der Primarstufe von allen Gemeinden des Kantons zu 50% und vom Staat zu 50% getragen und nicht allein von der Gemeinde.

Daher wurde in der neuen Schulgesetzgebung der Begriff «zusätzliche Kosten» anstelle «tatsächliche Kosten» gewählt und in der Verordnung des Staatsrats wurden die Kosten für einen Schulkreiswechsel auf maximal 1000 Franken pro Schüler/in und Schuljahr festgelegt. Für den Fall, dass aufgrund der häufig wiederkehrende Aufnahme von Schülerinnen und Schülern ausserhalb des Schulkreises eine Klasse eröffnet werden muss, darf gemäss dieser Verordnung zusätzlich zum Grundbetrag von 1000 Franken ein Betrag von höchstens 2000 Franken pro Schüler/in und Schuljahr zur Deckung der Finanzierungskosten (Zinsen und Amortisierung) der Schulgebäude und des Schulmobiliars in Rechnung gestellt werden.

Werden diese Beträge nicht als zufriedenstellend erachtet, hat sich der Staatsrat stets bereit erklärt, sie erneut zu prüfen. Darüber hinaus werden in der Verordnung die finanziellen Beiträge der Eltern für das Schulmaterial und die schulischen Aktivitäten vorbehalten. Die besagte Verordnung muss daher bereits in diesem Punkt abgeändert werden. Zudem bereitet die Formulierung «häufig wiederkehrende Aufnahme von Schülerinnen und Schülern», die die Eröffnung einer Klasse nach sich zieht, offensichtlich Probleme. Auch hier kann man die Verordnung inhaltlich überarbeiten. Das Schulgesetz muss dazu nicht geändert werden.

Die Vernehmlassung ergab, dass 34 Gemeinden und 12 Organe die Motion gutheissen. 15 Gemeinden und 7 Organe lehnten sie ab. Zahlreiche Gemeinden haben sich nicht dazu geäußert. Der Staatsrat schlägt vor, auch diesen Punkt der Motion abzulehnen.

Änderung von Artikel 16 Abs. 2 des Schulgesetzes infolge eines Entscheids des Oberamts

In ihrer Motion erwähnen die Grossräte eine Beschwerde, die von einer Nichtkonventionsgemeinde der FOSF beim Oberamt zum ersten Punkt der Motion eingereicht wurde (FOSF-Rechnungsstellung an die Eltern). Das Oberamt entschied sich zugunsten der Gemeinde und erlaubte ihr, die gesamte Rechnung der FOSF an die Eltern zu übertragen. Dabei hielt es aber ebenfalls fest, der Staatsrat sei über den von der Legislative vorgesehenen Rechtsrahmen der Gesetzesdelegation hinausgegangen, als er den Höchstbetrag begrenzt habe, den die Gemeinden des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, den Eltern bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen in Rechnung stellen können.

Da Artikel 15 SchG im Falle des Schulkreiswechsels einer Schülerin oder eines Schülers eine Rechnungsstellung zwischen aufnehmender Gemeinde und Wohngemeinde vorsieht, wobei die Höhe des Betrags vom Staatsrat begrenzt wird, erscheint es offensichtlich, dass die Rechnungsstellung an die Eltern bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen auf dem gleichen Weg erfolgen sollten. Werden der Wohngemeinde für den Schulkreiswechsel 1000 Franken in Rechnung gestellt, wie dies in der Verordnung des Staatsrats vorgesehen ist, ist nicht ersichtlich, warum die Wohngemeinde den Eltern einen höheren Betrag in Rechnung stellen sollte. Der Staatsrat schlägt daher vor, Artikel 16 Abs. 2 des Schulgesetzes durch Hinzufügung der fehlenden Rechtsetzungsbefugnis zu ändern, d.h. die Beteiligung der Eltern an den Schulgebühren kann *innerhalb der vom Staatsrat gesetzten Grenzen* (wie in Artikel 15) beschlossen werden.

Zudem sehen alle Gemeindeschulreglemente, die in den vergangenen zwei Jahren im Rahmen der Umsetzung des Schulgesetzes genehmigt wurden, bereits einen maximalen Elternbeitrag von 1000 Franken pro Schüler/in und Schuljahr vor.

Nach der Vernehmlassung hat sich gezeigt, dass 17 Gemeinden und 11 Organe den Vorschlag des Staatsrats unterstützen. 67 Gemeinden und 11 Organe lehnten ihn ab. Dabei ist jedoch zu beachten, dass viele der Antworten widersprüchlich sind, da die gleichen Vernehmlassungsteilnehmer auf den ersten Teil der oben erwähnten Motion mit Ja geantwortet haben (Begrenzung auf 1000 Franken für alle Eltern, die einen Schulkreiswechsel zur FOSF beantragen, der Restbetrag geht zulasten der Gemeinde) und Nein zu dieser letzten Frage, wobei sie verlangen, dass die Eltern nach dem Territorialitätsprinzip das gesamte Schulgeld zahlen.

5. Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/ Nicole Lehner-Gigon. Verbot oder Beschränkung von Softdrinks und Schokoladeriegeln in den Verkaufs- automaten und Restaurants der Sekundarstufe 1 (OS)

5.1. Zusammenfassung der Motion

In einer am 14. November 2016 eingereichten und begründeten Motion ersuchten Grossrat Nicolas Repond und Grossrätin Nicole Lehner-Gigon den Staatsrat darum, entweder ein Verbot oder strenge und einschränkende Kriterien für den Konsum und den Verkauf gewisser Softdrinks und Schokoladeriegel, die man in Snack- und Getränkeautomaten oder in den Restaurants der Schulen der Sekundarstufe 1 findet, in Betracht zu ziehen. Sie schlugen vor, diese Massnahmen entweder in das neu ausgearbeitete Gesetz über die öffentliche Gemeinschaftsgastronomie (öGGG) oder in eine Verordnung, die dem Grossen Rat zu Beginn dieser neuen Legislaturperiode 2017–2021 unterbreitet werden sollte, aufzunehmen. Zur Stützung der Motion gaben ihre Verfasser zu bedenken, dass Übergewicht und Diabetes in der Bevölkerung und insbesondere bei den Jugendlichen immer mehr zunehmen und Anlass grosser Besorgnis für die öffentliche Gesundheit seien. Einer der Hauptgründe ist der übermässige Zuckerkonsum. Sie vertreten daher die Ansicht, dass bei der Erziehung und der Prävention bei den Jugendlichen begonnen werden sollte, um die schlechte Gewohnheit, viel zu süsse, industriell hergestellte Nahrungsmittel zu konsumieren, zu verringern.

5.2. Zusammenfassung der Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hat die lobenswerten Beweggründe der Motionäre anerkannt. Die Zielsetzung einer ausgewogenen Ernährung in der Schule verdient Unterstützung. Gleichzeitig erinnerte der Staatsrat daran, dass die Ernährung einer von mehreren Faktoren für die Gesundheit der Schülerinnen und Schüler ist. Der Staatsrat hielt zudem fest, dass die Gebäude der OS und ihre Ausstattung, einschliesslich der Getränkeautomaten, nicht in den Zuständigkeitsbereich des Kantons,

sondern der Gemeindeverbände oder Gemeinden fallen. Die Organisation des Schulrestaurants wie auch die Wahl der Betreiberin oder des Betreibers und des Angebots liegen ebenfalls bei den Gemeinden.

Der Staatsrat schlug daher vor, seine Bemühungen auf bestehende Instrumente und Programme zu konzentrieren: So auf die kantonale Strategie zur Gesundheitsförderung und Prävention (Perspektiven 2030), bei der die ausgewogene Ernährung als Priorität gesetzt wird, auf das thematische Programm «Ich ernähre mich gesund und bewege mich ausreichend» oder auf die Website www.guide-ecole.ch, die Schulen praktische und konkrete Tipps in Sachen Ernährung und Bewegung gibt. Der Staatsrat hat sich verpflichtet, diese Instrumente zu nutzen, um den Konsum von Süssgetränken und Schokoladeriegeln, die an Verkaufsautomaten und Restaurants der Sekundarstufe 1 erhältlich sind, zu beschränken, insbesondere durch die Sensibilisierung der Direktionen der Orientierungsschulen.

Der Grosse Rat hat die erwähnte Motion am 7. Juni 2018 mit 54 gegen 41 bei 4 Enthaltungen dennoch angenommen.

Link:

http://www.parlinfo.fr.ch/de/politbusiness/parlamentvorstesse/?action=showinfo&info_id=33870&uuid=fe0f2133a7c94284be0d335356430160

5.3. Vorschlag des Staatsrats

Im Jahr 2017 untersuchte die Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz erneut die Prävalenz von Übergewicht und Adipositas bei Schülerinnen und Schülern in verschiedenen Regionen der Schweiz. Die Auswertung der Ergebnisse hat ergeben, dass über alle Schulstufen hinweg betrachtet 16,4% aller untersuchten Schülerinnen und Schüler übergewichtig oder adipös waren. Das ist ein leichter Rückgang gegenüber den Erhebungen von 2010 und 2013. Diese Studie der Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz basierte auf den Gewichtsdaten der schulärztlichen Dienste von elf Städten und Kantonen: Es handelt sich um die Städte Bern, Freiburg und Zürich sowie die Kantone Basel-Stadt, Bern, Graubünden, Jura, Luzern, Obwalden, St. Gallen und Uri.

Zudem zeigte die Studie auf, dass der Anteil übergewichtiger und adipöser Schülerinnen und Schüler mit steigendem Alter der untersuchten Personen wächst: Ist in der 1H bis 3H jedes neunte Kind übergewichtig oder adipös, so ist es an der OS bereits jede oder jeder fünfte Jugendliche. Diese Ergebnisse sprechen dafür, die Präventions- und Informationsmassnahmen auf der Primar- und insbesondere der Sekundarstufe zu intensivieren.

Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) ihrerseits hat Empfehlungen formuliert, um der Fettleibigkeit in der Kindheit ein Ende zu setzen. So sollten Behörden in aller Welt Fami-

lien besser über gesunde Ernährung aufklären, junge Mütter animieren, mindestens sechs Monate lang ausschliesslich zu stillen, in Schulkantinen gesünderes Essen anbieten und mehr Sportmöglichkeiten für Kinder schaffen. Denn die Folgen der Fettleibigkeit sind ein höheres Risiko für Diabetes, Krebs oder Schlaganfälle, bei Kindern zudem auch Mobbing in der Schule und Ausgrenzung im Jugendalter.

Um diesen wissenschaftlichen Daten und den Zielen der Motion hinsichtlich der Gesundheit von Kindern und Jugendlichen Rechnung zu tragen, wird vorgeschlagen, Artikel 41 des Schulgesetzes zu ändern. Dabei ist zu beachten, dass die Finanzierung und Verwaltung der Schulgebäude und ihrer Ausstattung durch die Gemeinden und Gemeindeverbände erfolgt, die bisweilen die Schulrestauration an externe Anbieter vergeben.

Dieser Vorschlag gilt für sämtliche obligatorischen Schulen und nicht nur für die Orientierungsschulen. Sie betrifft sowohl die Pausen, die an den Schulen angebotene Mittagsverpflegung wie auch die aufgestellten Verkaufsautomaten. Mit dieser Formulierung wird kein formelles Verbot von Getränkeautomaten sowie übermässig gezuckerten Lebensmitteln und Süssgetränken an den Schulen eingeführt, sondern die Gemeinden und Gemeindeverbände sowie die von ihnen ausgewählten Anbieter werden aufgefordert, sich besonders für das angestrebte Ziel einzusetzen. Bei der Vernehmlassung haben sich 25 Gemeinden und 15 Organe für diesen Vorschlag ausgesprochen.

In der Vernehmlassung wurde zudem eine Variante vorgeschlagen, die den Anwendungsbereich einzig auf die Automaten beschränken würde, wohingegen die Schulmahlzeiten und die Pausen davon ausgeschlossen wären. Die Vernehmlassung hat ergeben, dass 56 Gemeinden und 15 Organe diese Variante befürworten.

11 Gemeinden und 2 Organe lehnten beide Vorschläge ab.

Im Anschluss an die Debatten im Grossen Rat am 7. Februar 2018 entschied sich der Staatsrat für den ersten Vorschlag, auch wenn dieser bei den konsultierten Organen keine Mehrheit fand. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass der Freiburger Gemeindeverband, dessen Stellungnahme die Gemeinden fast einstimmig übernahmen, die Variante bevorzugte, bei der der Anwendungsbereich auf die Verkaufsautomaten beschränkt wird. Denn der Begriff «gesunde Ernährung» sei interpretationsbedürftig und es sei wichtig, sich das allgemeine Ziel der öffentlichen Gesundheit vor Augen zu halten und zu vermeiden, einer Rekursitis, also dem übermässigen Gebrauch von Rechtsmitteln, zu verfallen, die mit allen persönlichen Interpretationen verbunden ist.

6. Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/ Ruedi Schläfli – Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS)

6.1. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 29. Mai 2018 eingereichten Motion fordern die Grossräte Yvan Hunziker und Ruedi Schläfli den Staatsrat auf, die Unterrichtszeiten der Orientierungsschulen zu ändern, damit die Schülerinnen und Schüler jeweils am Mittwochnachmittag frei haben. Auch sollen an den anderen Schultagen die Lektionen gestrichen werden, in welchen die Schülerinnen und Schüler bei den Hausaufgaben unterstützt werden. Für die Grossräte könnte diese Massnahme den angrenzenden Regionen des Kantons helfen, insbesondere für die Organisation interkantonalen Aktivitäten, da die Waadtländer Schülerinnen und Schüler während ihrer gesamten obligatorischen Schulzeit am Mittwochnachmittag frei haben. Ausserdem könnten ganz allgemein Schülerinnen und Schüler ihre ausserschulischen Aktivitäten jeweils am Mittwochnachmittag ausüben. Die Änderung würde es zudem erlauben, Aufsichtslektionen einzusparen. Und schliesslich könnten Sitzungen der Lehrpersonen und Weiterbildungskurse auf diesen freien Halbtage verlegt werden, wodurch Kosten für Stellvertretungen vermieden werden könnten.

Link:

http://www.parlinfo.fr.ch/de/politbusiness/parlamentvorstoesse/?action=showinfo&info_id=43895&uuid=861ff70620554035b8f935685139151f

6.2. Antwort des Staatsrats

Ein freier Mittwochnachmittag für Schülerinnen und Schüler während der gesamten obligatorischen Schulzeit ermöglicht eine konstante Familienorganisation und schafft Freiraum für die Organisation der privaten sportlichen und kulturellen Aktivitäten. Allerdings kann ein solcher schulfreier Nachmittag für Familien, bei denen Mutter und Vater arbeiten, sowie für Einelternfamilien schwierig zu bewältigen sein. Denn die Jugendlichen müssten noch drei weitere Jahre lang am Mittwochnachmittag betreut werden, auch wenn sie zunehmend selbstständiger werden.

Darüber hinaus könnten die Schülerinnen und Schüler des Förderprogramms «Sport-Kunst-Ausbildung» ihre künstlerische oder sportliche Aktivität besser mit der Schule vereinbaren, da sie weniger Unterrichtszeit versäumen würden. Dabei ist anzumerken, dass sich mehrere Kantone (VD, GE, NE, JU, VS, BE, SO, LU, AG, ZH, SG) für den schulfreien Mittwochnachmittag im 3. Zyklus entschieden haben und dass in unserem Kanton an den Sonderschulen, mit denen das SoA zusammenarbeitet, der Mittwochnachmittag schon seit langem schulfrei ist.

Diese Pause in der Wochenmitte würde auch den Schülerinnen und Schülern generell zugute kommen und ihnen eine willkommene Ruhe- und Freizeit beschern. Dadurch könnte die körperliche Betätigung und Bewegung der betroffenen Jugendlichen gefördert werden. Vielleicht könnte ebenfalls der freiwillige Schulsport ausgebaut werden, analog zur Primarstufe. Schliesslich könnten die Schülerinnen und Schüler ihre Hausaufgaben und die Stoffrepetition besser bewältigen und gleichzeitig könnte damit ein bevorzugter Zeitraum für die therapeutischen Behandlungen ausserhalb der Unterrichtszeit eröffnet werden.

Gleichzeitig würde durch diese Massnahme ein Zeitgefäss für die Schuldirektionen zur Organisation der verbindlichen Weiterbildungszeit sowie für die Sitzungsorganisation zum Schulleben geschaffen.

An den 32 bis 34 wöchentlichen Unterrichtslektionen (Art. 30 SchR) muss mit Blick auf die Umsetzung der geltenden Lehrpläne festgehalten werden. Mehrere andere Kantone haben ihre Lektionendotation aufgrund der Lehrpläne erhöht. Nur die Kantone Waadt (32), Wallis (32), Genf (32 bis 33) und Aargau (26 bis 34) haben gegenwärtig eine niedrigere Anzahl wöchentlicher Unterrichtslektionen als Freiburg. Im Vergleich zu den anderen Kantonen muss auch die für die anerkannten Kirchen reservierte Lektion in der Stundentafel berücksichtigt werden, auf die sie gemäss der Kantonsverfassung Anspruch haben (d. h. 31 bis 33 Lektionen + 1 Lektion für den konfessionellen Religionsunterricht). Auch ist anzumerken, dass eine Lektion in Freiburg 50 Minuten dauert und nicht 45 Minuten wie bei der grossen Mehrheit der Kantone. In einer Zeit, in der die Erwartungen an die Schule und den Unterricht steigen und neue Fachbereiche eingeführt werden (Medien und IKT, Computerkultur, 4.0...), wäre es in keiner Weise angebracht, die Lektionendotation nach unten zu korrigieren. Darüber hinaus schlagen die Grossräte vor, die betreuten Hausaufgaben abzuschaffen, wobei solche Angebote jedoch in den Schulen im deutschsprachigen Kantonsteil nur in geringem Masse oder gar nicht bestehen.

Einige werden auch argumentieren, dass eine Kürzung der Stundentafel schwächere Schülerinnen und Schüler bestrafen würde, weil diesen weniger Zeit gewidmet werden könnte. Dieses Argument ist jedoch empirisch nicht belegt. Im Gegenteil, die Forschung lässt tendenziell darauf schliessen, dass nur die besten Schülerinnen und Schüler von einer Erhöhung der Stundentafel profitieren; die schwächeren lernen dadurch nicht mehr.

Diese 32 bis 34 Lektionen müssten also auf die verbleibenden 4,5 Tage verteilt werden. Die Unterrichtszeiten müssten mit Blick auf die heutigen Gegebenheiten neu überdacht werden, da beispielsweise viele Schülerinnen und Schüler am Mittag nicht nach Hause zurückkehren. Zudem müssten auch die Auswirkungen auf die Schulorganisation wie die Nutzung spezieller Räume für Hauswirtschaft, Informatik, Sport,

Naturwissenschaft usw. in der Praxis überprüft werden. Darüber hinaus würde diese Änderung unweigerlich Auswirkungen auf die Organisation des Schülertransports und des Mittagessens haben.

Die Vernehmlassung ergab, dass 84 Gemeinden und 23 Organe die Motion ablehnen. 8 Gemeinden und 8 Organe nahmen sie an.

Der Staatsrat hält es für verfrüht, einen solchen Urlaub einzuführen. Mehrere konsultierte Partner finden die Idee eines freien Mittwochnachmittags an sich verlockend, aber die Hürden sind im Moment zu gross, um diesen Vorschlag so umzusetzen, dass alle zufrieden sind. Die Gegnerinnen und Gegner der Motion führten zahlreiche Argumente an wie die Verfügbarkeit der gegenwärtig überbelegten Einrichtungen (Spezialräume, Sporthallen, Schwimmbäder, Schulkantinen), die Neuorganisation der Schülertransporte und der Mittagessenszeiten, die Folgen einer Verlängerung der übrigen 4,5 Schultage, die zunehmende Komplexität der Unterrichtsplanung, der Nutzen von betreuten Hausaufgaben für zahlreiche Schülerinnen und Schüler, die fehlenden alternativen Angebote am Mittwochnachmittag oder gar die Tatsache, dass die Eltern, die Betreuerinnen und Betreuer sowie die Therapeutinnen und Therapeuten am Mittwochnachmittag nicht verfügbar sind. Der Staatsrat schliesst sich diesen Argumenten an.

Diese Aspekte bedürfen noch einer eingehenden Reflexion mit den betroffenen Partnern, namentlich den OS-Direktionen und den Gemeinden oder Gemeindeverbänden, aber auch mit den Eltern, wobei die Möglichkeiten und die Auswirkungen dieses zusätzlichen schulfreien Halbtags abzuklären sind. Daher empfiehlt der Staatsrat, diese Motion abzulehnen.

7. Unterricht zu Hause: Änderung von Artikel 81 SchG

Der Unterricht zu Hause ist der Einzelunterricht, der einem Kind von seinen Eltern oder einer Hauslehrerin bzw. einem Hauslehrer erteilt wird, wenn die Eltern selber die Verantwortung für die Ausbildung ihres Kindes übernehmen wollen. Er bleibt Geschwistern vorbehalten, ein gemeinsamer Unterricht für Kinder mehrerer Familien ist nicht möglich.

Das öffentliche Interesse verlangt jedoch, dass der Staat sich um das Wohl der Kinder kümmert, die privat unterrichtet werden, damit ein ausreichender Grundschulunterricht gewährleistet ist (Art. 18 KV). Dazu muss der Staat für den privaten Unterricht Bedingungen aufstellen und ihn bewilligen, was in der Schulgesetzgebung umgesetzt wurde.

Derzeit werden etwa zehn Kinder zu Hause unterrichtet, manchmal nur für ein Unterrichtsjahr.

Es zeigte sich jedoch, dass einige Gesuche für Unterricht zu Hause auf wenige Wochen pro Jahr beschränkt waren,

die oft vor oder nach den Schulferien lagen. Der Grund für diese Anfragen beruht meist auf einer Reise, die die Eltern als Familie unternehmen möchten. Der Unterricht zu Hause soll jedoch nicht dazu dienen, Eltern mit beruflichen pädagogischen Qualifikationen eine Verlängerung der Schulferien zu ermöglichen. Die beantragte Dauer (nur wenige Wochen) erlaubt es zudem nicht, ein angemessenes individuelles Unterrichtsprogramm, das mit dem Lehrplan vereinbar ist, zu erstellen. Mit dem Zusatz «in der Regel» könnten gewisse schwierige Situationen ausgenommen werden, die im Laufe des Schuljahres auftreten und die es erforderlich machen, die Schülerin oder den Schüler aus der Schule zu nehmen.

Es wird daher vorgeschlagen, Artikel 81 des Schulgesetzes zu ändern.

Ausserdem fehlt in der deutschen Fassung in Absatz 3 der Begriff «pädagogisch». Dieses Versehen gilt es zu korrigieren.

Bei der Vernehmlassung haben 87 Gemeinden und 27 Organe für diesen Vorschlag gestimmt. Nur 4 Gemeinden und 3 Organe lehnten ihn ab.

8. Vernehmlassungsergebnisse

Ein Gesetzvorentwurf mit einem erläuternden Bericht wurde vom 10. September bis 9. November 2018 in eine breite Vernehmlassung gegeben. 142 Antworten wurden erfasst, nämlich von 94 Gemeinden und 48 Organen. 12 Organe erklärten aber, sie seien von dieser Vorlage nicht betroffen oder hätten keine Stellungnahme zu den Vernehmlassungsvorschlägen abzugeben. Es wurden 131 Stellungnahmen geprüft. Die Ergebnisse zu den jeweiligen Punkten wurden weiter oben dargelegt.

9. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 10 Absätze 2, 3, 4 und 5

Absatz 2: Das Bundesgericht hat in seinem Entscheid vom 7. Dezember 2017 präzisiert, dass alle notwendigen und unmittelbar dem Unterrichtszweck dienenden Mittel den Schülerinnen und Schülern unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden müssen. So müssen die Lehrmittel sowie das Schul- und Unterrichtsmaterial den Schülerinnen und Schülern unentgeltlich abgegeben werden. Ausgenommen sind persönliche Effekten und Ausrüstungsgegenstände. Zu den persönlichen Effekten und Ausrüstungsgegenständen gehören namentlich Schultasche, Etui, Einfassungspapier für Hefte und Bücher, Finken, Schürze und andere Kleidung für bestimmte Fächer und schulische Aktivitäten. Die in Artikel 33 SchR festgelegten schulischen Aktivitäten sind für die Eltern ebenfalls kostenlos.

Absatz 3: Das Bundesgericht hält in seinem Entscheid fest, dass den Eltern einzig die Kosten, welche sie aufgrund der Abwesenheit ihrer Kinder einsparen, sprich die Verpflegungskosten, in Rechnung gestellt werden können. Gemäss Bundesgericht betragen diese je nach Alter des Kindes zwischen 10 und 16 Franken pro Tag. Daher ist in diesem Absatz vorgesehen, dass die Gemeinden von den Eltern einen Beitrag zur Deckung der Kosten für die Verpflegung ihrer Kinder während bestimmter schulischer Aktivitäten (wie Lager, Exkursionen, Sport- und Kulturtage, Sprachaustausche) sowie des Hauswirtschaftsunterrichts verlangen können. Die Erhebung einer solchen Gebühr muss in den Gemeindeschulreglementen vorgesehen sein (Art. 10 Abs. 3 GG). Dazu beziehen sich die Gemeinden auf die Verordnung des Staatsrats über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule. Mit dem Ausdruck «insbesondere» werden andere Situationen vorbehalten, in denen sich die Verrechnung der Verpflegungskosten an die Eltern aufdrängen könnte, wie beispielsweise bei einer Platzierung in einer Relaisklasse.

Absatz 4: Nach Artikel 33 Abs. 4 SchR ist für Aktivitäten, die im Ausland stattfinden, die Zustimmung der Eltern erforderlich. Sie sind daher fakultativ. Das Gleiche gilt für die auf Anmeldung angebotenen Aktivitäten, die zusätzlich zu den in der Studentafel eingetragenen obligatorischen Unterrichtslektionen stattfinden. Somit können die Gemeinden von den Eltern, deren Kinder dafür angemeldet sind, einen Kostenbeitrag verlangen, um die tatsächlichen Kosten ganz oder teilweise zu decken.

Absatz 5: Die Orientierungsschulen organisieren seit mehreren Jahren Projektwochen. Je nach gewähltem Thema, herkömmlicherweise handelt es sich um den Sport, bietet die Schule an mehreren Tagen eine Vielzahl von Aktivitäten zur Auswahl an. Die Schülerinnen und Schüler hatten an der Primarschule die Möglichkeit, den Wintersport zu entdecken, sei es in Form von Sporttagen oder Sportlagern. Daher ist es für sie spannend, nach dem Eintritt in die OS andere sportliche Aktivitäten kennenzulernen, auch mit Blick auf ihre grössere Autonomie und Reife. Aufgrund ihrer Grösse und der Vielzahl von Lehrkräften eignen sich die Orientierungsschulen zudem besser für die Organisation einer Projektwoche statt eines Lagers. Es geht hier jedoch nicht darum, den Entscheid des Bundesgerichts zu umgehen, indem während der Unterrichtszeit eine Vielzahl kostenpflichtiger Aktivitäten und ein kleiner und womöglich weniger interessanter Anteil unentgeltlicher Aktivitäten angeboten werden. Aus diesem Grund erlaubt dieser Absatz bestimmte kostenpflichtige Aktivitäten, verpflichtet die Orientierungsschulen aber auch, eine Auswahl verschiedener, unentgeltlicher Aktivitäten anzubieten. Das Schulinspektorat wird im Rahmen seiner in Artikel 53 SchG festgelegten Aufgaben sicherstellen, dass dies geschieht.

Absatz 6: Absatz 3 betrifft die Aktivitäten oder Fächer, die für die Schülerinnen und Schüler obligatorisch sind. Der Staatsrat legt in seiner Verordnung den Höchstbetrag der Verpflegungskosten fest, die den Eltern in Rechnung gestellt werden können. Die Absätze 4 und 5 betreffen die Frei- oder Wahlfächer. Der Staatsrat behält sich hier das Recht vor, Höchstbeträge festzulegen. Gegebenenfalls werden in Anwendung von Artikel 62 SchG die Gemeinden zuvor angehört.

Art. 16 Abs. 2

In der Verordnung des Staatsrats über die verrechneten Höchstbeträge im Rahmen der obligatorischen Schule sind gemäss Artikel 15 SchG die Beträge festgelegt, die bei einem Schulkreiswechsel einer Schülerin oder eines Schülers zwischen der aufnehmenden Gemeinde und der Wohngemeinde erhoben werden können. Um die Lücke zu füllen, die eine Oberamtsperson im Rahmen einer Beschwerde als fehlende Rechtsetzungsbefugnis erachtet hat, wird in diesem Absatz festgelegt, dass der Staatsrat auch die Beträge festsetzt, die die Wohngemeinde den Eltern im Falle eines Schulkreiswechsels aus sprachlichen Gründen in Rechnung stellen kann.

Art. 22 Abs. 2

Ebenso wie bei den Lehrmitteln erstellt die Direktion die Liste des Schul- und Unterrichtsmaterials, das für jede Schulstufe nötig ist. Sie ergänzt die Liste mit einem Pauschalbetrag pro Schüler/in für die Fotokopien.

Art. 41 Abs. 4

Diese Bestimmung gilt für alle öffentlichen Schulen der obligatorischen Schulzeit. Sie betrifft sowohl die Pausen, die an den Schulen angebotene Mittagsverpflegung wie auch die aufgestellten Verkaufsautomaten. Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Schulgebäude und ihre Ausstattung von den Gemeinden und Gemeindeverbänden finanziert und verwaltet werden, die manchmal die Schulmahlzeiten an externe Anbieter vergeben, wird in dieser Bestimmung kein formelles Verbot von Getränkeautomaten und übermässig gezuckerten Lebensmitteln an den Schulen eingeführt, sondern die Gemeinden und Gemeindeverbände sowie die von ihnen ausgewählten Anbieter werden aufgefordert, sich besonders für das angestrebte Ziel einzusetzen.

Art. 57 Abs. 2 Bst. d

Das Schulmaterial wird in dieser Bestimmung gestrichen, denn dieses wird künftig vom Staat übernommen. Das Schulmaterial, das von den Gemeinden zu beschaffen ist, umfasst namentlich die Informatikausstattung, das Mobiliar, die Ablagemöglichkeiten, die Wandtafeln, Beamer, Kopiergeräte, die Ausstattung der Sporthallen und der Spezialräume usw. (vgl. auch Bst. b).

Art. 66 Abs. 2 und Art. 71 Abs. 2

Da das Schulmaterial aus Artikel 57 Abs. 2 Bst. d und somit aus den Aufgaben der Gemeinde gestrichen wurde, wird es nun hier in die Aufgaben des Kantons aufgenommen.

Art. 67 Abs. 1 Bst. g

Diese Bestimmung entspricht inhaltlich dem Artikel 72 Abs. 1 Bst. d SchG für die Relaisklassen der Orientierungsschule. Die Kosten werden zu 50% von allen Gemeinden des Kantons und zu 50% vom Kanton finanziert.

Art. 72 Abs. 1 Bst. d (deutsche Fassung)

Hier handelt es sich um einen Übersetzungsfehler, der korrigiert werden muss. Der Zusatz «sowie die Kosten für den Schülertransport» wird in der französischen Fassung nicht erwähnt. In Übereinstimmung mit Artikel 57 Abs. 2 Bst. g obliegt es allein den Gemeinden, die Schülertransporte zu besorgen.

Art. 72 Abs. 2

Auf der Sekundarstufe 1 (Orientierungsschule) trägt bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen oder aufgrund des Förderprogramms «Sport-Kunst-Ausbildung» der Staat anteilmässig pro betroffene Schülerin oder betroffenen Schüler 100% der Lohnkosten des Lehrpersonals und des sozialpädagogischen Personals.

Art. 81 Abs. 2

Es zeigte sich, dass einige Gesuche für Unterricht zu Hause auf wenige Wochen pro Jahr beschränkt waren, die oft vor oder nach den Schulferien lagen. Der Grund für diese Anfragen beruht meist auf einer Reise, die die Eltern als Familie unternehmen möchten. Der Unterricht zu Hause soll jedoch nicht dazu dienen, Eltern mit beruflichen pädagogischen Qualifikationen eine Verlängerung der Schulferien zu ermöglichen. Die beantragte Dauer (nur wenige Wochen) erlaubt es zudem nicht, ein angemessenes individuelles Unterrichtsprogramm, das mit dem Lehrplan vereinbar ist, zu erstellen. Daher muss ein Gesuch für Unterricht zu Hause vollständige Schulsemester umfassen. Mit dem Zusatz «in der Regel» könnten gewisse schwierige Situationen ausgenommen werden, die im Laufe des Schuljahres auftreten und die es erforderlich machen, die Schülerin oder den Schüler aus der Schule zu nehmen.

Art. 81 Abs. 3 Bst. d (deutsche Fassung)

Hier handelt es sich um einen Übersetzungsfehler, der korrigiert werden muss. In der deutschen Fassung fehlt der Begriff «pädagogisch».

Art. 104a

Gemäss der Umfrage, die im Februar 2018 bei allen Gemeinden und Gemeindeverbänden durchgeführt wurde, um die Höhe der betreffenden Beträge sowohl für das Schulmaterial wie auch für die schulischen Aktivitäten zu ermitteln, würde ein Pauschalbeitrag von 75 Franken pro Schüler/in die Hälfte des Defizits decken, das durch den Wegfall der Kostenbeteiligung der Eltern an der Finanzierung von Schulmaterial und schulischen Aktivitäten entsteht. Dieser Subventionsbeitrag soll jedem Schulkreis gestützt auf die am 15. Mai 2018 sowie am 15. Mai 2019 festgelegten Schülerzahlen ausgezahlt werden. Er wird nur für die Schuljahre 2018/19 und 2019/20 gewährt. Mit Beginn des Schuljahres 2020/21 wird der Staat die Kosten des Schul- und Unterrichtsmaterials übernehmen, sofern die kantonale Beitragsleistung an Schulbauten im Rahmen des Gesetzesentwurfs zur Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) bis zum 1. Januar 2022 aufgehoben werden.

Art. 42 Absätze 1, 2, und 3 SPG

Mit dieser Bestimmung sollen die gleichen Grundsätze, wie sie im Gesetz über die obligatorische Schule zur Unentgeltlichkeit des Grundschulunterrichts für die Eltern verankert sind, auch in das Gesetz über die Sonderpädagogik aufgenommen werden.

Art. 14 Abs. 5 SPG

Das Gesetz über das Staatspersonal wurde am 17 November 2017 gehändert, um für bestimmte Funktionen beim Staat den Sonderprivatauszug einzuführen. Das Gesetz über die obligatorische Schule wurde entsprechend angepasst. In diesen Gesetzen wurde eine Übergangsperiode bis 31. Dezember 2041 (und nicht bis 2026 wie ursprünglich vorgesehen) eingeführt, in der die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen müssen. Das am 11. Oktober 2017 verabschiedete Gesetz über die Sonderpädagogik muss entsprechend korrigiert werden, um «2026» durch «2041» zu ersetzen.

Art. 2

Absatz 1: Gemäss Artikel 149 des Grossratsgesetzes wird in diesem Absatz angegeben, welchen Arten von Referendum das Gesetz unterstellt ist. Nähere Einzelheiten dazu siehe Ziffer 10 der Botschaft.

Absatz 2: Als Datum für das Inkrafttreten ist der 1. August 2019 vorgesehen.

10. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Für die nachfolgende Analyse der finanziellen und personellen Auswirkungen der Vorschläge wurden die vom Staatsrat vorgeschlagene Variante (Variante 1, Ziffer 1.4 oben) und die vom FGV vorgeschlagene Variante (Variante 2, Ziffer 1.5 oben) berücksichtigt. Für jede einzelne Varianten werden die durch die neuen Leistungen verursachten Mehrkosten und die Kosten, die sich aus der Änderung der Zuständigkeiten für die Finanzierung öffentlicher Aufgaben ergeben, getrennt analysiert, wie dies beim Schulgesetz (Botschaft Nr. 41 vom 18. Dezember 2012) gehandhabt wurde. In einer dritten Tabelle werden die beiden Auswirkungen zusammengefasst. Für die Elemente, die von beiden Varianten unabhängig sind, wurde entschieden, jeweils die gleiche Erläuterung anzugeben, so dass der vollständige Text einer Variante unabhängig vom Text der anderen Variante gelesen werden kann.

10.1. Variante 1: Pauschalbeitrag zur Deckung des Anteils der Eltern am Schul- und Unterrichtsmaterial sowie den kulturellen und sportlichen Aktivitäten

Bei dieser Variante gewährt der Staat den Gemeinden einen Pauschalbeitrag von 75 Franken pro Schüler/in und Schuljahr, um Gemeinden zu unterstützen, die weiterhin für das Schul- und Unterrichtsmaterial sowie die kulturellen und sportlichen Aktivitäten der obligatorischen Schule zuständig sind, den Eltern aber nichts mehr in Rechnung stellen können.

- > Aus der ersten Zeile der nachstehenden Tabelle ist ersichtlich, dass, da die Rechnungsstellung an die Eltern nicht mehr möglich ist, die Gemeinden künftig einen Betrag übernehmen müssen, der bisher den Eltern für die kulturellen und sportlichen Aktivitäten in Rechnung gestellt wurde, d.h. einen jährlichen Betrag von 3,8 Millionen Franken, sowie einen Betrag von 2,1 Millionen Franken, der zuvor den Eltern für das Schul- und Unterrichtsmaterial in Rechnung gestellt wurde. Insgesamt ergibt das einen Betrag von 5,9 Millionen Franken, der nicht mehr den Eltern in Rechnung gestellt werden kann. Da der Staat jedoch den Gemeinden einen Subventionsbetrag von 3 Millionen Franken zahlt, ergibt sich schliesslich eine Mehrbelastung von 3 Millionen Franken für den Staat und 2,9 Millionen Franken für die Gemeinden. Anzumerken ist, dass für die Gemeinden diese neuen 2,9 Millionen Franken zusätzlich zu den bereits bestehenden 10,3 Millionen Franken hinzukommen, was einem Gesamtaufwand von 13,2 Millionen Franken für die Gemeinden entspricht.
- > Für die Relaisklassen im 1. und 2. Zyklus, die in der zweiten Zeile der Tabelle aufgeführt sind, beträgt der zu finanzierende Betrag 550 000 Franken (440 000 Franken Lohnkosten für 4 neue VZÄ und 110 000 Franken

Betriebskosten), wobei die hälftige Kostenaufteilung (50–50%) gilt, also 275 000 Franken für den Staat und 275 000 Franken für die Gemeinden. Es sei darauf hingewiesen, dass die Gemeinden für die Organisation der Transporte von Schülerinnen und Schüler, die auf ihrem Gebiet ihren Wohnsitz haben, zuständig sind. Der Betrag lässt sich hier jedoch nicht abschätzen, da er vom jeweiligen Einzelfall abhängt (Alter der Schülerin oder des Schülers, Entfernung von der Relaisklasse, Dauer der Massnahme, Anzahl der Schülerinnen und Schüler, Rationalisierung der Schülertransporte usw.).

- > Die dritte Zeile betrifft schliesslich die besondere Situation des Sonderschulunterrichts. Die Sonderschulen

sind Stiftungen unterstellt, die zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden subventioniert werden. Für das Schul- und Unterrichtsmaterial sowie für die kulturellen und sportlichen Aktivitäten wurde bisher den Eltern insgesamt ein Betrag von 60 000 Franken in Rechnung gestellt. Da die Rechnungstellung an die Eltern nicht mehr möglich ist, muss dieser Betrag nach dem weiter oben erwähnten Schlüssel auf den Staat und die Gemeinden aufgeteilt werden. Wie weiter oben erwähnt (s. Ziffer 1.2), könnten diese Mehrkosten aus den laufenden Budgets, die den betreffenden Einrichtungen zugewiesen wurden, finanziert werden.

Mehrkosten im Sinne von Artikel 23 FHG (in 1000 Franken)

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton						Auswirkungen für die Gemeinden					
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Kulturelle und sportliche Aktivitäten	3000	3000	3000	3000	3000	15 000	2900	2900	2900	2900	2900	14 500
SchG 67	Relaisklassen 1H–8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
SPG 42	Schul- und Unterrichtsmaterial und Aktivitäten	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
Total		3302	3302	3302	3302	3302	16 510	3208	3208	3208	3208	3208	16 040

- > Gemäss Punkt 3 oben muss der Staat einen jährlichen Betrag von 160 000 Franken übernehmen, der bisher von den Gemeinden für den Schulkreiswechsel einer Schülerin oder eines Schülers des SKA-Förderprogramms oder

aus sprachlichen Gründen an der Orientierungsschule gezahlt wurde. Dies ist eine Änderung in der Aufgaben- und Lastenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden.

Änderung der Finanzierung der Kosten (in 1000 Franken)

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton						Auswirkungen für die Gemeinden					
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 14, 15 und 16	Schulkreiswechsel	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800

- > In der letzten Tabelle werden die durch die neuen Leistungen verursachten Mehrkosten und die Kosten, die sich aus der Änderung der Zuständigkeiten für die Finanzierung öffentlicher Aufgaben ergeben, zusammengestellt (Zusammenfassung der beiden vorherigen Tabellen).

Übersichtstabelle – Auswirkungen Variante 1

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton					Auswirkungen für die Gemeinden						
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Kulturelle und sportliche Aktivitäten	3000	3000	3000	3000	3000	15 000	2900	2900	2900	2900	2900	14 500
SchG 67	Relaisklassen 1H–8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
SPG 42	Schul- und Unterrichtsmaterial und Aktivitäten	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
SchG 14, 15 und 16	Schulkreiswechsel	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3462	3462	3462	3462	3462	17 310	3048	3048	3048	3048	3048	15 240

10.2. Variante 2: Übernahme des Schul- und Unterrichtsmaterials durch den Staat

Bei der zweiten Variante trägt der Staat die Kosten des gesamten Schul- und Unterrichtsmaterials der obligatorischen Schule, während die Gemeinden die Kosten aller kulturellen und sportlichen Aktivitäten in der obligatorischen Schule übernehmen. Die Auswirkungen dieser Variante werden nachfolgend in 3 Schritten dargelegt. Auf einer ersten Tabelle wird gezeigt, wie sich die Situation entwickeln würde, wenn man die aktuelle Aufgaben- und Lastenverteilung beibehalten würde. Eine zweite Tabelle verdeutlicht die Auswirkungen der vorgeschlagenen neuen Verteilung. Die dritte Tabelle fasst die in den beiden vorangegangenen Tabellen enthaltenen Angaben zusammen und konsolidiert diese.

- > Zur ersten Zeile der nachfolgenden ersten Tabelle stellt man fest, dass die Gemeinden künftig aufgrund der Tatsache, dass die Rechnungstellung an die Eltern nicht mehr möglich ist, einen Betrag übernehmen müssen, der bisher den Eltern für die kulturellen und sportlichen Aktivitäten in Rechnung gestellt wurde, was jährlich insgesamt 3,8 Millionen Franken ergibt. Der Staat bezahlt nichts für diese Aktivitäten.
- > Die zweite Zeile der Tabelle zeigt, dass die Gemeinden auch 2019 noch voll für das Schul- und Unterrichtsmaterial zuständig sind und für dieses Jahr den zuvor den Eltern in Rechnung gestellten Betrag von 2,1 Millionen Franken übernehmen müssen. Würde die Aufgabenverteilung nicht angepasst, würde diese Mehrbelastung von 2,1 Millionen in den Jahren 2020 bis 2024 erneut anfallen. Die betreffenden Beträge werden hier erneut angegeben, bevor sie in der zweiten Tabelle ausgeglichen werden (Erhöhung des Staatsaufwands, Senkung des Gemeindeaufwands).

Für die Jahre 2019 und 2020 werden die Gemeinden zudem vom Staat mit 3 Millionen Franken pro Jahr unterstützt, was auch in der zweiten Tabelle ersichtlich ist, in der die Änderungen in der Aufgaben- und Lastenverteilung angegeben werden.

- > Für die Relaisklassen im 1. und 2. Zyklus, die in der zweiten Zeile der Tabelle aufgeführt sind, beträgt der zu finanzierende Betrag 550 000 Franken (440 000 Franken Lohnkosten für 4 neue VZÄ und 110 000 Franken Betriebskosten), wobei die hälftige Kostenaufteilung (50–50%) gilt, also 275 000 Franken für den Staat und 275 000 Franken für die Gemeinden. Es sei darauf hingewiesen, dass die Gemeinden für die Organisation der Transporte von Schülerinnen und Schüler, die auf ihrem Gebiet ihren Wohnsitz haben, zuständig sind. Der Betrag lässt sich hier jedoch nicht abschätzen, da er vom jeweiligen Einzelfall abhängt (Alter der Schülerin oder des Schülers, Entfernung von der Relaisklasse, Dauer der Massnahme, Anzahl der Schülerinnen und Schüler, Rationalisierung der Schülertransporte usw.).
- > Die vierte Zeile betrifft schliesslich die besondere Situation des Sonderschulunterrichts. Die Sonderschulen sind Stiftungen unterstellt, die zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden subventioniert werden. Für das Schul- und Unterrichtsmaterial sowie für die kulturellen und sportlichen Aktivitäten wurde bisher den Eltern insgesamt ein Betrag von 60 000 Franken in Rechnung gestellt. Da die Rechnungstellung an die Eltern nicht mehr möglich ist, muss dieser Betrag nach dem weiter oben erwähnten Schlüssel auf den Staat und die Gemeinden aufgeteilt werden.

Mehrkosten im Sinne von Artikel 23 FHG (in 1000 Franken), ohne Berücksichtigung der Änderung in der Finanzierung

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton						Auswirkungen für die Gemeinden					
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Kulturelle und sportliche Aktivitäten	0	0	0	0	0	0	3800	3800	3800	3800	3800	19 000
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Schul- und Unterrichtsmaterial	0	0	0	0	0	0	2100	2100	2100	2100	2100	10 500
SchG 67	Relaisklassen 1H-8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
SPG 42	Schul- und Unterrichtsmaterial/ kulturelle und sportliche Aktivitäten	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
Total		302	302	302	302	302	1510	6208	6208	6208	6208	6208	31 040

> Da der Staat künftig das Schul- und Unterrichtsmaterial finanziert, handelt es sich hier um eine Änderung in der Aufgaben- und Lastenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Aus der ersten Zeile der folgenden Tabelle wird ersichtlich, dass der Staat im Jahr 2019 den Gemeinden für das Schuljahr 2018/19 eine Finanzhilfe in Höhe von 3 Millionen Franken gewährt, wobei zu berücksichtigen ist, dass die Gemeinden im Rechnungsjahr 2018 die gesamten Mehrkosten übernommen haben. Im Jahr 2020 wird der Staat den Gemeinden für das Schuljahr 2019/20 eine Finanzhilfe in Höhe von 3 Millionen Franken gewähren, dies im Bewusstsein, dass die Gemeinden im Rechnungsjahr 2019 die gesamten Mehrkosten übernommen haben. Zudem wird der Staat im Jahr 2020 ab Beginn des Schuljahres 2020/21 das Schul- und Unterrichtsmaterial übernehmen, d. h. 6,5 Millionen Franken (vgl. die Tabelle auf Seite 5, die früher von den Eltern

bezahlten 2,1 Mio. und die bereits von den Gemeinden getragenen 4,4 Mio.). Die gleiche Regelung gilt für die folgenden Jahre. Auf diese Weise leistet der Staat, wie versprochen, den Gemeinden eine finanzielle Unterstützung von 3 Millionen Franken in der Jahresrechnung 2019 für das Schuljahr 2018/19 wie auch in der Jahresrechnung 2020 für das Schuljahr 2019/20. Da der Staat im Jahr 2020 (Schuljahr 2020/21) das Material übernimmt, fallen in diesem Jahr die Kosten sowohl für die Finanzhilfe an die Gemeinden wie auch für das Material an.

> Gemäss Punkt 3 oben muss der Staat einen jährlichen Betrag von 160 000 Franken übernehmen, der bisher von den Gemeinden für den Schulkreiswechsel einer Schülerin oder eines Schülers des SKA-Förderprogramms oder aus sprachlichen Gründen an der Orientierungsschule gezahlt wurde.

Änderung der Finanzierung der Kosten (in 1000 Franken)

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton						Auswirkungen für die Gemeinden					
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Schul- und Unterrichtsmaterial	3000	9500	6500	6500	6500	32 000	-3000	-9500	-6500	-6500	-6500	32 000
SchG 14, 15 und 16	Schulkreiswechsel	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3160	9660	6660	6660	6660	32 800	-3160	-9660	-6660	-6660	-6660	-32 800

> In der letzten Tabelle werden die durch die neuen Leistungen verursachten Mehrkosten und die Kosten, die sich aus der Änderung der Zuständigkeiten für die Finanzie-

rung öffentlicher Aufgaben ergeben, zusammengestellt (Zusammenfassung der beiden vorherigen Tabellen).

Übersichtstabelle – Auswirkungen Variante 2

Artikel	Thema	Auswirkungen für den Kanton						Auswirkungen für die Gemeinden					
		1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	1. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre	1. Jahr (2019)	2. Jahr (2020)	3. Jahr (2021)	4. Jahr (2022)	5. Jahr (2024)	Total 5 Jahre
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Kulturelle und sportliche Aktivitäten	0	0	0	0	0	0	3800	3800	3800	3800	3800	19 000
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Schul- und Unterrichtsmaterial, Finanzierung unverändert	0	0	0	0	0	0	2100	2100	2100	2100	2100	10 500
SchG 67	Relaisklassen 1H–8H	275	275	275	275	275	1375	275	275	275	275	275	1375
SPG 42	Schul- und Unterrichtsmaterial/ kulturelle und sportliche Aktivitäten	27	27	27	27	27	135	33	33	33	33	33	165
SchG 57 Abs. 2 Bst. d, 66 und 71 Abs. 2	Schul- und Unterrichtsmaterial, Finanzierung verändert	3000	9500	6500	6500	6500	32 000	-3000	-9500	-6500	-6500	-6500	32 000
SchG 14, 15 und 16	Schulkreiswechsel	160	160	160	160	160	800	-160	-160	-160	-160	-160	-800
Total		3462	9962	6962	6962	6962	34 310	3048	-3452	-452	-452	-452	-1760

11. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 197 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert

Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, die sich aus den Änderungen am Gesetz über die obligatorische Schule und am Gesetz über die Sonderpädagogik ergeben. Die Auswirkungen der Gesetzesänderungen machen sich im gesellschaftlichen und in geringerem Masse auch im wirtschaftlichen Bereich bemerkbar, nicht aber in der ökologischen Entwicklung.

Im wirtschaftlichen Bereich zielt die Änderung des Schulgesetzes und des Gesetzes über die Sonderpädagogik darauf ab, die von den Schulen organisierten kulturellen und sportlichen Aktivitäten beizubehalten und damit die Wirtschafts- und Tourismustätigkeit zu erhalten. Dies bedeutet jedoch, dass der Staat und die Gemeinden höhere finanzielle Investitionen aufbringen müssen.

Aus gesellschaftlicher Sicht stärkt die Vorlage die Chancengleichheit der Schülerinnen und Schüler sowie die Integration und den sozialen Zusammenhalt in der Schule. Die Beibehaltung von kulturellen und sportlichen Aktivitäten wird sich zudem positiv auf die Gesundheit der Schülerinnen und

Schüler auswirken. Unter diesem Gesichtspunkt verfolgen die von den Gemeinden und Gemeindeverbänden geforderten Anstrengungen, übermässig gezuckerte Lebensmittel und Getränke in den Schulen zu verbieten, das gleiche Ziel.

12. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit der Vorlage

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Bundes- und Kantonsverfassung sowie mit dem europäischen Recht.

Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

13. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Das Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum.

Der über 5 Jahre angehäuften Betrag der Lasten liegt unter dem Schwellenwert für das obligatorische Finanzreferendum, der auf 36 690 783 Franken festgelegt ist (Verordnung vom 5. Mai 2018, ASF 612.21), jedoch über dem Schwellenwert für das fakultative Finanzreferendum, der 9 172 696 Franken beträgt; dieses Gesetz untersteht somit dem fakultativen Finanzreferendum.

14. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse

Mit diesem Gesetzesentwurf und der dazugehörigen Botschaft wird folgenden Vorstössen abschliessend entsprochen:

- > Motion 2016-GC-130 Antoinette Weck/Rose-Marie Rodriguez. Schulkosten für den Schulbesuch in einem anderen Schulkreis – Übernahme durch den Kanton
- > Motion 2016-GC-132 Nicolas Repond/Nicole Lehner-Gigon. Verbot oder Beschränkung von Softdrinks und Schokoladeriegeln in den Verkaufsautomaten und Restaurants der Sekundarstufe 1 (OS)
- > Anfrage 2018-CE-165 Anne Meyer Loetscher. Finanzierung von Projektwochen an der OS: Ist dies obligatorisch, wenn eine Auswahl besteht?

Folgende parlamentarischen Vorstösse werden mit dieser Botschaft erfüllt:

- > Motion Nr. 2018-GC-103 Jean-Daniel Chardonens – Finanzierung für schulische Aktivitäten
- > Motion 2018-GC-77 Nicolas Kolly/Benjamin Gasser. Zweisprachigkeit und Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen
- > Motion 2018-GC-78 Yvan Hunziker/Ruedi Schläfli – Unterrichtszeiten auf der Sekundarstufe 1 (OS)
- > Auftrag 2018-GC-48 Solange Berset/Simon Bischof/ David Bonny/Violaine Cotting-Chardonens/ Raoul Girard/Benoît Piller/Chantal Pythoud-Gaillard/ Rose-Marie Rodriguez/Philippe Savoy/Kirthana Wickramasingam. Kantonaler Fonds zugunsten kultureller und sportlicher Aktivitäten an der obligatorischen Schule

Projet du 15.01.2019

Entwurf vom 15.01.2019

**Loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire
et la loi sur la pédagogie spécialisée**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): 411.0.1 | 411.5.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la motion 2016-GC-130, prise en considération par le Grand Conseil le 20 juin 2017;

Vu la motion 2016-GC-132, prise en considération par le Grand Conseil le 7 février 2018;

Vu le message 2018-DICS-39 du Conseil d'Etat du 15 janvier 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Aucune modification principale.

**Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische
Schule und des Gesetzes über die Sonderpädagogik**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: 411.0.1 | 411.5.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die vom Grossen Rat am 20. Juni 2017 für erheblich erklärte Motion 2016-GC-130;

gestützt auf die vom Grossen Rat am 7. Februar 2018 für erheblich erklärte Motion 2016-GC-132;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DICS-39 des Staatsrats vom 15. Januar 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Keine Hauptänderung.

II.

1.

L'acte RSF 411.0.1 (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 09.09.2014) est modifié comme il suit:

Art. 10 al. 2 (modifié), al. 3 (modifié), al. 4 (nouveau), al. 5 (nouveau), al. 6 (nouveau)

² Les moyens d'enseignement, le matériel et les fournitures scolaires sont fournis gratuitement aux élèves, à l'exception de leurs effets et équipements personnels. Les activités scolaires sont également gratuites.

³ Les communes peuvent toutefois demander une contribution aux parents pour couvrir les frais de repas de leurs enfants, en particulier lors de certaines activités scolaires et lors des cours d'économie familiale. Elles indiquent le cas échéant, dans leur règlement scolaire, le montant maximal pouvant être facturé aux parents, dans les limites fixées par le Conseil d'Etat.

⁴ Les activités scolaires se déroulant à l'étranger ou celles qui sont proposées sur inscription en dehors des unités d'enseignement hebdomadaires étant facultatives, les communes peuvent demander une contribution aux parents dont les enfants sont inscrits afin de couvrir tout ou partie des frais effectifs.

⁵ Les semaines thématiques à options à l'école du cycle d'orientation se déroulant durant le temps scolaire peuvent comprendre des activités payantes, à la condition que les élèves aient le choix d'activités variées gratuites.

⁶ Le Conseil d'Etat peut fixer des montants maximaux pour les activités prévues aux alinéas 4 et 5.

Art. 16 al. 2 (modifié)

² Lorsque le changement de cercle scolaire est autorisé pour des raisons de langue, la ou les communes du cercle scolaire du domicile ou de la résidence habituelle de l'élève décident, dans leur règlement scolaire, de la participation des parents aux frais d'écolage, dans les limites fixées par le Conseil d'Etat.

II.

1.

Der Erlass SGF 411.0.1 (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 09.09.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 10 Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (geändert), Abs. 4 (neu), Abs. 5 (neu), Abs. 6 (neu)

² Die Lehrmittel sowie das Schul- und Unterrichtsmaterial werden den Schülerinnen und Schülern unentgeltlich abgegeben. Ausgenommen sind persönliche Effekten und Ausrüstung. Die schulischen Aktivitäten sind ebenfalls kostenlos.

³ Die Gemeinden können jedoch von den Eltern eine Beteiligung an den Verpflegungskosten ihrer Kinder verlangen, insbesondere während bestimmter schulischer Aktivitäten und des Hauswirtschaftsunterrichts. Sie legen gegebenenfalls in ihrem Schulreglement den Höchstbetrag fest, der innerhalb der vom Staatsrat gesetzten Grenzen den Eltern in Rechnung gestellt werden darf.

⁴ Für schulische Aktivitäten, die im Ausland stattfinden, oder für freiwillige Aktivitäten, die ausserhalb der wöchentlichen Unterrichtslektionen auf Anmeldung angeboten werden, können die Gemeinden von den Eltern, deren Kinder dafür angemeldet sind, eine Kostenbeteiligung verlangen, um die tatsächlichen Kosten ganz oder teilweise zu decken.

⁵ Die Projektwochen mit frei wählbaren Angeboten an den Orientierungsschulen, die während der Unterrichtszeit stattfinden, können kostenpflichtige Aktivitäten umfassen, sofern den Schülerinnen und Schülern eine breite Auswahl unentgeltlicher Aktivitäten zur Verfügung steht.

⁶ Der Staatsrat kann für die in den Absätzen 4 und 5 genannten Aktivitäten Höchstbeträge festlegen.

Art. 16 Abs. 2 (geändert)

² Wird der Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen erlaubt, so bestimmen die Gemeinde oder die Gemeinden des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, in ihrem Schulreglement innerhalb der vom Staatsrat gesetzten Grenzen den Anteil der Eltern an den Schulkosten.

Art. 22 al. 2 (modifié)

² La Direction établit la liste des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires.

Art. 41 al. 4 (nouveau)

⁴ Les communes et les directions d'établissement veillent, en application de la conception générale mentionnée à l'alinéa 1, à proposer aux élèves, au sein des établissements, une alimentation saine, en particulier en renonçant à mettre à leur disposition des boissons et aliments hypersucrés.

Art. 57 al. 2 (ne concerne que le texte français)

² Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment:

d) (modifié) procurer aux élèves et au corps enseignant le matériel scolaire nécessaire;

Art. 66 al. 2 (modifié)

² En plus de sa participation fixée à l'article 67, l'Etat assume l'entier des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives ainsi que les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires.

Art. 67 al. 1

¹ L'ensemble des communes supporte 50% des frais scolaires communs, comprenant:

g) (nouveau) les frais de traitement du personnel des classes relais et les charges y relatives, les frais de location, d'équipement et de fonctionnement de ces classes ainsi que les frais de fournitures et d'activités scolaires.

Art. 71 al. 2 (modifié)

² En plus de sa participation fixée à l'article 72, l'Etat assume l'entier des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives ainsi que les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires.

Art. 22 Abs. 2 (geändert)

² Die Direktion erstellt die Liste der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials.

Art. 41 Abs. 4 (neu)

⁴ Die Gemeinden und die Schuldirektionen sorgen in Anwendung des in Absatz 1 genannten allgemeinen Konzepts dafür, dass den Schülerinnen und Schülern an den Schulen eine gesunde Ernährung angeboten wird, indem sie insbesondere darauf verzichten, ihnen übermässig gezuckerte Getränke und Lebensmittel zur Verfügung zu stellen.

Art. 57 Abs. 2

² In ihrer administrativen Tätigkeit erfüllen sie unter anderem folgende Aufgaben:

d) (geändert – betrifft nur den französischen Text);

Art. 66 Abs. 2 (geändert)

² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 67 übernimmt der Staat sämtliche Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden sowie die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials.

Art. 67 Abs. 1

¹ Die Gemeinden tragen zusammen 50% der gemeinsamen Schulkosten. Diese setzen sich wie folgt zusammen:

g) (neu) die Lohn- und Lohnnebenkosten des Personals der Relaisklassen, die Miet-, Ausstattungs- und Betriebskosten dieser Klassen sowie die Kosten für das Schulmaterial und für schulische Aktivitäten.

Art. 71 Abs. 2 (geändert)

² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 72 übernimmt der Staat sämtliche Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden sowie die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials.

Art. 72 al. 1, al. 3 (nouveau)

¹ Les communes du cercle scolaire supportent 50% des frais suivants afférents à leur école du cycle d'orientation:

d) (modifié – ne concerne que le texte allemand);

³ En cas de changement de cercle scolaire motivé par des raisons de langue ou de filière sports-arts-formation, l'Etat supporte, pour chaque élève concerné-e, 100% des frais de traitement du personnel enseignant et socio-éducatif.

Art. 81 al. 2 (modifié), **al. 3** (modifié)

² L'enseignement à domicile est soumis à une autorisation de la Direction. L'autorisation n'est en principe octroyée que pour des semestres scolaires entiers.

³ Ne concerne que le texte allemand.

Art. 104a (nouveau)

Subvention forfaitaire

¹ Afin de soutenir les communes qui ont assumé, sans participation financière des parents, les fournitures et activités scolaires durant les années scolaires 2018/19 et 2019/20, l'Etat contribue à leurs frais par le versement d'une subvention forfaitaire par élève et par année scolaire.

² Le montant de la subvention est décidé par le Conseil d'Etat, sur la base des montants supportés par les communes. La Direction alloue la subvention en fonction des effectifs arrêtés au 15 mai pour chaque cercle scolaire.

Art. 72 Abs. 1 (betrifft nur den deutschen Text), **Abs. 3** (neu)

¹ Die Gemeinden des Schulkreises tragen 50% der folgenden Kosten ihrer Orientierungsschule:

d) (geändert) ein im Verhältnis zur Anzahl Klassen pro Orientierungsschule bemessener Anteil der Lohn- und Lohnnebenkosten des Personals der Relaisklassen, die Miet-, Ausstattungs- und Betriebskosten dieser Klassen sowie die Kosten für die Lehrmittel und die Lehr- und Lernmaterialien, die Materialkosten und die Kosten für schulische Aktivitäten;

³ Bei einem Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen oder aufgrund des Förderprogramms «Sport-Kunst-Ausbildung» trägt der Staat, für jede betroffene Schülerin und jeden betroffenen Schüler, 100% der Lohnkosten des Lehrpersonals und des sozialpädagogischen Personals.

Art. 81 Abs. 2 (geändert), **Abs. 3** (geändert – betrifft nur den deutschen Text)

² Der Unterricht zu Hause muss von der Direktion bewilligt werden. Die Bewilligung wird in der Regel nur für ganze Schulsemester gewährt.

³ Die Eltern oder die Hauslehrpersonen müssen über die erforderlichen berufspädagogischen Qualifikationen verfügen.

Art. 104a (neu)

Pauschalbeitrag

¹ Zur Unterstützung der Gemeinden, die in den Schuljahren 2018/19 und 2019/20 die Kosten des Schulmaterials und der schulischen Aktivitäten ohne finanzielle Beteiligung der Eltern übernommen haben, beteiligt sich der Staat an den entsprechenden Kosten, indem er ihnen einen Pauschalbeitrag pro Schülerin oder Schüler und Schuljahr zahlt.

² Die Höhe des Subventionsbetrags wird vom Staatsrat auf Grundlage der von den Gemeinden übernommenen Beträge festgelegt. Die Direktion gewährt den Subventionsbetrag entsprechend den per Stichtag 15. Mai für jeden Schulkreis festgelegten Schülerbeständen.

³ Les articles 22 al. 2, 57 al. 2 let. d, 66 al. 2 et 71 al. 2 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 en vue de l'année scolaire 2020/21, pour une durée provisoire de deux ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2022, date à laquelle le subventionnement cantonal des constructions scolaires devra être abandonné dans le cadre du projet de loi concernant le désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes (DETTEC). A défaut, les alinéas 1 et 2 continueront de s'appliquer.

2.

L'acte RSF 411.5.1 (Loi sur la pédagogie spécialisée (LPS), du 11.10.2017) est modifié comme il suit:

Art. 14 al. 5 (modifié)

⁵ Le corps enseignant spécialisé, le personnel de la pédagogie spécialisée ainsi que les thérapeutes engagés par les institutions de pédagogie spécialisée doivent produire, lors de leur engagement, un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2041, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Art. 42 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau), **al. 3** (nouveau), **al. 4** (nouveau)

¹ Une participation des parents ou de l'élève majeur-e peut être exigée pour les frais de repas lors de certaines activités scolaires ainsi que pour les frais de repas et/ou de nuitées dans les structures de jour ou à caractère résidentiel.

² Les activités scolaires se déroulant à l'étranger ou celles qui sont proposées sur inscription en dehors des unités d'enseignement hebdomadaires étant facultatives, une contribution peut être demandée aux parents dont les enfants sont inscrits afin de couvrir tout ou partie des frais effectifs.

³ Die Artikel 22 Abs. 2, 57 Abs. 2 Bst. d, 66 Abs. 2 und 71 Abs. 2 treten am 1. Januar 2020 im Hinblick auf das Schuljahr 2020/21 in Kraft. Sie gelten für eine provisorische Dauer von zwei Jahren, also bis 1. Januar 2022, da ab diesem Datum die kantonale Beitragsleistung an Schulbauten im Rahmen des Gesetzesentwurfs über die Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) aufgehoben werden sollte. Andernfalls gelten weiterhin die Absätze 1 und 2.

2.

Der Erlass SGF 411.5.1 (Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG), vom 11.10.2017) wird wie folgt geändert:

Art. 14 Abs. 5 (geändert)

⁵ Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, das sonderpädagogische Fachpersonal sowie die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Therapeutinnen und Therapeuten müssen bei ihrer Anstellung einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2041 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 42 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu), **Abs. 3** (neu), **Abs. 4** (neu)

¹ Von den Eltern oder der volljährigen Schülerin bzw. dem volljährigen Schüler kann eine finanzielle Beteiligung an den Verpflegungskosten bei bestimmten schulischen Aktivitäten sowie an den Kosten der Mahlzeiten und/oder der Übernachtungen in Tagesstrukturen oder Strukturen zur stationären Unterbringung verlangt werden.

² Für schulische Aktivitäten, die im Ausland stattfinden, oder für freiwillige Aktivitäten, die ausserhalb der wöchentlichen Unterrichtslektionen auf Anmeldung angeboten werden, kann von den Eltern, deren Kinder dafür angemeldet sind, eine Kostenbeteiligung verlangt werden, um die tatsächlichen Kosten ganz oder teilweise zu decken.

³ Les semaines thématiques à options à l'école du cycle d'orientation se déroulant durant le temps scolaire peuvent comprendre des activités payantes, à la condition que les élèves aient le choix d'activités variées gratuites.

⁴ Le Conseil d'Etat peut fixer des montants maximaux.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

³ Die Projektwochen mit frei wählbaren Angeboten an den Orientierungsschulen, die während der Unterrichtszeit stattfinden, können kostenpflichtige Aktivitäten umfassen, sofern den Schülerinnen und Schülern eine breite Auswahl unentgeltlicher Aktivitäten zur Verfügung steht.

⁴ Der Staatsrat kann Höchstbeträge festlegen.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DICS-39

Projet de loi:
Modification de la loi sur la scolarité obligatoire et de la loi sur la pédagogie spécialisée

Propositions de la commission ordinaire CO-2018-029

Présidence : Philippe Demierre

Membres : Antoinette de Weck, Martine Fagherazzi, Madeleine Hayoz, Anne Meyer Loetscher, Nicolas Repond, Rose-Marie Rodriguez, Nadia Savary-Moser, André Schneuwly, Stéphane Sudan, Michel Zadory

Entrée en matière

La Commission propose tacitement au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

1. L'acte RSF [411.0.1](#) (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 09.09.2014) est modifié comme il suit:

Art. 66 al. 2

² En plus de sa participation fixée à l'article 67, l'Etat assume l'entier des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives ainsi que les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires, y compris leur gestion administrative.

Art. 71 al. 2

² En plus de sa participation fixée à l'article 72, l'Etat assume l'entier des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives ainsi que les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires,

Anhang

GROSSER RAT

2018-DICS-39

Gesetzesentwurf:
Änderung des Schulgesetzes und des Gesetzes über die Sonderpädagogik

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2018-029

Präsidium: Philippe Demierre

Mitglieder: Antoinette de Weck, Martine Fagherazzi, Madeleine Hayoz, Anne Meyer Loetscher, Nicolas Repond, Rose-Marie Rodriguez, Nadia Savary-Moser, André Schneuwly, Stéphane Sudan, Michel Zadory

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

1. Der Erlass SGF [411.0.1](#) (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 09.09.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 66 Abs. 2

A1 ² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 67 übernimmt der Staat sämtliche Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden sowie die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials, einschliesslich deren Verwaltung.

Art. 71 Abs. 2

² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 72 übernimmt der Staat sämtliche Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden sowie die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials, einschliesslich

y compris leur gestion administrative.

deren Verwaltung.

Art. 104a (nouveau) al. 3

³ Les articles 22 al. 2, 57 al. 2 let. d, 66 al. 2 et 71 al. 2 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 en vue de l'année scolaire 2020/21, ~~pour une durée provisoire de deux ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2022, date à laquelle le subventionnement cantonal des constructions scolaires devra être abandonné dans le cadre du projet de loi concernant le désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes (DETTEC). A défaut, les alinéas 1 et 2 continueront de s'appliquer.~~

A2

Art. 104a (neu) Abs. 3

³ Die Artikel 22 Abs. 2, 57 Abs. 2 Bst. d, 66 Abs. 2 und 71 Abs. 2 treten am 1. Januar 2020 im Hinblick auf das Schuljahr 2020/21 in Kraft. ~~Sie gelten für eine provisorische Dauer von zwei Jahren, also bis 1. Januar 2022, da ab diesem Datum die kantonale Beitragsleistung an Schulbauten im Rahmen des Gesetzesentwurfs über die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) aufgehoben werden sollte. Andernfalls gelten weiterhin die Absätze 1 und 2.~~

Art. 16 al. 2

² Lorsque le changement de cercle scolaire est autorisé pour des raisons de langue, la ou les communes du cercle scolaire du domicile ou de la résidence habituelle de l'élève décident, dans leur règlement scolaire, de la participation des parents aux frais d'écologie, ~~dans les limites fixées par le Conseil d'Etat.~~

A3

Art. 16 Abs. 2

² Wird der Schulkreiswechsel aus sprachlichen Gründen erlaubt, so bestimmen die Gemeinde oder die Gemeinden des Schulkreises, in dem das Schulkind seinen Wohnsitz oder ständigen Aufenthaltsort hat, in ihrem Schulreglement ~~innerhalb der vom Staatsrat gesetzten Grenzen~~ den Anteil der Eltern an den Schulkosten.

Vote final

Par 9 voix contre 0 et 0 abstention (2 départs anticipés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Schlussabstimmung

Mit 9 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder haben die Sitzung vorzeitig verlassen) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A1
CE**

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A2
CE

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

A3
CE

Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est confirmée par 6 voix contre 3 et 0 abstention.

A3
CE

Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 14 février 2019

Den 14. Februar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Moussa Elias / Aebischer Eliane

2018-GC-141

Modification de la loi sur l'exercice des droits politiques. Un permis C doit suffire afin de participer au bureau électoral.

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 14 septembre 2018 les députés Elias Moussa et Eliane Aebischer requièrent une modification de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP ; RSF 115.1) afin que les personnes qui peuvent voter conformément à l'art. 2a al. 1 let. b LEDP, à savoir en matière communale, aient la possibilité lors de votations et d'élections cantonales et fédérales d'être membres du bureau électoral et/ou scrutateur.

Les députés susmentionnés rappellent d'abord, en substance, que les personnes visées par l'art. 2a al. 1 let. b LEDP ont le droit de voter, d'élire et d'être élus dans la commune de leur domicile s'ils sont âgés de 18 ans révolus, domiciliés dans le canton depuis au moins cinq ans et au bénéfice d'une autorisation d'établissement (permis C). Cette disposition légale trouve son origine dans l'art. 48 al. 1 let. b de la nouvelle constitution cantonale. Ils soulignent à cet égard que depuis l'entrée en vigueur de cette dernière, il y a eu trois élections communales générales (2006, 2011 et 2016) et que la participation des personnes visées par l'art. 2a al. 1 let. b LEDP était décevante.

Selon eux, parallèlement aux élections et votations communales, il y a des personnes qui s'intéressent à la politique et souhaiteraient s'y engager. La collaboration au sein d'un bureau électoral en tant que membre ou scrutateur lors de votations cantonales ou fédérales serait à leur avis une possibilité. Toutefois, selon un communiqué de la chancellerie, la LEDP en vigueur interdirait aux personnes visées par l'art. 2a al. 1 let. b LEDP une telle participation dans ce contexte.

La législation en vigueur a pour conséquence qu'une personne remplissant les conditions posées par l'art. 2a al. 1 let. b LEDP pourrait par exemple être élue syndique ou syndic de Fribourg, mais que cette même personne ne pourrait pas être membre du bureau électoral ou scrutateur lors d'une votation cantonale.

Les députés espèrent, avec leur motion, renforcer la participation des personnes concernées à des actes politiques. Selon les motionnaires, leur intérêt et engagement politique se trouverait également encouragé par le biais de leur participation à un bureau électoral lors de votations cantonales et fédérales.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Introduction

Les députés Elias Moussa et Eliane Aebischer constatent qu'il est fort difficile à l'heure actuelle d'encourager les personnes étrangères à s'impliquer en politique.

Selon les motionnaires, un moyen de le faire consisterait à leur permettre de participer, en tant que membres du bureau ou de scrutateurs ou scrutatrices, aux opérations du bureau électoral communal que le scrutin porte sur des objets communaux, cantonaux et/ou fédéraux.

La suggestion est intéressante, et ce d'autant plus lorsque l'on sait que la participation politique des étrangères et des étrangers constitue un volet important de la politique d'intégration. Elle l'est aussi, sous un angle plus pragmatique, lorsque l'on sait les difficultés que peuvent parfois connaître les communes lorsqu'il s'agit de trouver des membres du bureau électoral ou des scrutateurs ou scrutatrices motivés-es.

Il convient toutefois d'examiner si cette proposition est compatible avec le système démocratique actuel. Le Conseil d'Etat relève par ailleurs la distinction, dans la législation fribourgeoise, entre la fonction de membre du bureau électoral et celle de scrutateur ou scrutatrice. Le Conseil d'Etat reviendra sur cette distinction plus bas.

1.1. La citoyenneté active en Suisse – un modèle à trois niveaux : bref rappel

La citoyenneté active en Suisse s'exerce aux niveaux fédéral, cantonal et communal.

La législation fédérale traite de la citoyenneté active pour ce qui concerne les scrutins fédéraux. La citoyenneté active (ou le droit de vote) au niveau fédéral est régie par l'art. 136 al. 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (ci-après : Cst.). Cet article dispose qu'outre la majorité politique et l'absence de motifs d'exclusion du droit de vote (en clair pour cette dernière condition : l'absence d'une incapacité permanente de discernement), le droit de vote au niveau fédéral requiert la nationalité suisse. Les étrangers et étrangères n'ont donc par le droit de vote au niveau fédéral.

La réglementation de la citoyenneté active (exercice des droits politiques) en matière cantonale et communale relève par contre de la compétence des cantons (cf. art. 39 al. 1 Cst.).

- > S'agissant du droit de voter et d'élire en matière cantonale, l'article 39 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (ci-après : Cst. fr) le réserve exclusivement aux Suissesses et Suisses s'ils ou elles sont majeur-es.
- > S'agissant des droits politiques communaux, la Constitution du canton de Fribourg prévoit :
 - > à son article 48 al. 1 let. a, que les Suissesses et les Suisses domicilié-es dans la commune ont le droit de voter et d'élire en matière communale, s'ils sont majeurs ;
 - > à son article 48 al. 1 let. b, que les étrangères et les étrangers qui sont domicilié-es dans le canton depuis au moins cinq ans et au bénéfice d'une autorisation d'établissement ont le droit de voter et d'élire en matière communale s'ils ou elles sont majeur-es.

1.2. La participation à une fonction électorale

La fonction de membre du bureau électoral, de même que celle de scrutateur ou scrutatrice, sont toutes deux des fonctions électorales. Les conditions de nomination en tant que membre du bureau électoral ou en tant que scrutateur ou scrutatrice ne sont toutefois pas identiques.

> L'art. 7 al. 1 LEDP prévoit que seules peuvent être membres du **bureau électoral** les personnes exerçant leurs droits politiques dans la commune (citoyenneté active).

Le législateur de 2001 n'avait pas précisé le niveau (communal, cantonal ou fédéral) de citoyenneté active dans la commune pour faire partie du bureau. En effet, lors de l'élaboration de la LEDP, le droit de vote des personnes étrangères n'avait pas encore été introduit dans la Constitution fribourgeoise.

> La LEDP ne précise rien concernant la désignation des scrutateurs (cf. art. 7 al. 4 LEDP).

La participation à une telle fonction électorale est conçue comme une obligation liée aux droits découlant de la citoyenneté, plus précisément ici du droit de vote. Le canton de Fribourg prévoit ainsi à son article 8 al. 1 LEDP l'obligation pour toute personne désignée de remplir la fonction de membre du bureau électoral, respectivement de remplir celle de scrutateur ou scrutatrice. Cette obligation de participer au bureau électoral en tant que membre du bureau ou de scrutateur ou scrutatrice, si elle n'est pas respectée, peut même être réprimée pénalement (cf. art. 158 al. 1 let a LEDP).

La logique voudrait donc que seuls les citoyens actifs ou les citoyennes actives pour tel ou tel scrutin (communal, cantonal ou fédéral) puissent être *obligé-es* de participer au bureau électoral, en tant que membre ou scrutateur ou scrutatrice, pour le scrutin correspondant ; cette contrainte vaudrait précisément parce qu'en retour ces personnes reçoivent d'autres droits.

La proposition des motionnaires nécessite donc que soit examinée la possibilité d'obliger des personnes qui n'ont pas le droit de vote pour le scrutin concerné à participer à ce scrutin en tant que membre du bureau électoral, scrutateur ou scrutatrice.

1.3. Les compétences des membres du bureau électoral et celles des scrutateurs et scrutatrices

Selon l'art. 34 Cst., *les droits politiques sont garantis ; la garantie des droits politiques protège la libre formation de l'opinion des citoyens et l'expression fidèle et sûre de leur volonté*. Selon le Tribunal fédéral, de cette garantie découle notamment le droit d'exiger qu'aucun résultat ne soit reconnu s'il n'exprime pas la libre volonté du corps électoral. Il en découle le droit à une exécution régulière du scrutin ainsi que le droit à un décompte exact et précis des voix. En particulier, l'autorité chargée du dépouillement est tenue de procéder aux diverses opérations de tri du matériel de vote, de qualification des bulletins et de décompte des suffrages avec soin et conformément aux dispositions applicables (cf. ATF 1C_58/2015 du 1^{er} octobre 2015, consid. 3.2 et les arrêts cités).

a) Nombre d'opérations essentielles en lien avec le déroulement et le dépouillement des scrutins reviennent d'abord aux membres du **bureau électoral**. Ainsi, dans le canton de Fribourg par exemple :

> d'abord en lien avec *l'exercice* du droit de vote, le bureau électoral doit veiller à ce que du matériel de vote soit à la disposition des électeurs et électrices lors du scrutin (art. 12 al. 4

LEDP), il doit veiller à la fermeture et à la sécurité des urnes (art. 14 LEDP), assurer l'ordre dans les locaux de vote et à leurs abords immédiats (art. 16 LEDP), assurer le vote à domicile (art. 19 LEDP) et prononcer la clôture du scrutin (art. 20 LEDP) ;

- > ensuite en lien avec les opérations qui suivent le scrutin, à savoir le dépouillement. Dans ce cadre, le bureau électoral dispose de nombreuses compétences décisionnelles qui peuvent avoir une influence déterminante sur les résultats. Il s'agit par exemple de la responsabilité du dépouillement (art. 21 LEDP, art. 72 LEDP ; 88 LEDP), tâche dans le cadre de laquelle il doit se déterminer sur la validité des bulletins de vote ou des listes électorales (art. 22 al. 3 LEDP), respectivement aussi, selon les scrutins, procéder à la répartition des sièges entre les listes (art. 73 LEDP). Il s'agit aussi pour le bureau électoral d'assurer un dépouillement conforme et sécurisé (art. 22a ss LEDP). Il doit aussi établir les résultats détaillés du vote (art. 26 LEDP), les communiquer aux autres autorités compétentes (art. 27 et 28 LEDP), respectivement, parfois aussi, proclamer les personnes élues (art. 76 al. 4 let. b LEDP ; art. 82 al. 4 let. b LEDP ; art. 94 LEDP) ou rayer les personnes qui refusent l'élection ou sont inéligibles (art. 81 al. 4 LEDP ; art. 99 al. 4 LEDP).

L'importance de cet organe et des tâches qu'il remplit explique qu'une disposition topique relative à sa composition (régularité de la composition du bureau électoral) soit prévue à l'art. 149 LEDP : *Toute personne ayant l'exercice des droits politiques ainsi que tout parti ou groupe d'électeurs et électrices organisé corporativement peut contester la composition d'un bureau électoral.*

- b) Les scrutateurs et scrutatrices travaillent sous la responsabilité des membres du bureau électoral. Les personnes désignées pour cette tâche n'ont aucune compétence décisionnelle ; dans ce cadre, leur tâche se résume à participer aux opérations du scrutin, à savoir à des tâches d'exécution (cf. art. 7 al. 4 LEDP et, pour une tâche particulière, l'art. 17 al. 2 LEDP – proclamation du nom des personnes ayant voté).

Personne ne peut se plaindre d'une désignation « irrégulière » d'un scrutateur. Le LEDP ne contient en tout cas pour eux aucune disposition du type de celle prévue à l'art. 149 LEDP.

2. L'avis du Conseil d'Etat

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat est d'avis que seules des personnes ayant la citoyenneté active pour tel ou tel « niveau » de scrutin (communal, cantonal ou fédéral) est légitimée à participer au **bureau électoral**, à savoir donc à la prise de décisions concernant ledit scrutin. Concrètement, il n'estime par exemple pas envisageable de confier à une personne qui n'a pas le droit de vote en matière cantonale, la compétence de décider sur la validité des bulletins de vote déposés lors d'un tel scrutin ; il doit en être de même pour les scrutins concernant l'échelon fédéral. Il s'ensuit que la fonction de membre d'un **bureau électoral** ne peut être exercée que par des personnes ayant la citoyenneté active y relative. C'est vraisemblablement là aussi la volonté qui avait été exprimée par le législateur de 2001. Le Conseil d'Etat n'entend pas adapter la législation sur ce point.

La question des **scrutatrices et scrutateurs** peut, selon le Conseil d'Etat, être résolue d'une manière différente, car celles-ci et ceux-ci n'ont aucune compétence décisionnelle. Rien n'interdit ainsi, ou ne devrait interdire à des personnes n'ayant pas la citoyenneté active pour le scrutin concerné (p. ex : des mineurs ou des personnes de nationalité étrangère) d'exercer une telle tâche, pour autant qu'elles en soient évidemment capables. Le conseil communal peut ici désigner les

scrutateurs et scrutatrices en tout autonomie (cf. art. 7 al. 4 LEDP). Cette tâche doit simplement s'exécuter sous la responsabilité des membres du bureau électoral. La participation de personnes de nationalité étrangère domiciliées dans la commune concernée en tant que **scrutatrices** à des scrutins communaux, cantonaux ou fédéraux est ainsi admissible, selon le Conseil d'Etat.

Il s'ensuit qu'une adaptation de la LEDP n'est pas nécessaire pour atteindre les objectifs des motionnaires.

3. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose le rejet de la motion.

22 janvier 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Moussa Elias / Aebischer Eliane

2018-GC-141

Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte: Ein C-Ausweis muss reichen, um in einem Wahlbüro mitwirken zu können.

I. Zusammenfassung der Motion

In einer am 14. September 2018 eingereichten und begründeten Motion beantragen Grossrat Elias Moussa und Grossrätin Eliane Aebischer eine Änderung des Gesetzes vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1), um es den Personen, die im Sinne von Art. 2a Abs. 1 Bst. b PRG, d. h. auf Gemeindeebene, abstimmen können, zu ermöglichen, bei kantonalen und eidgenössischen Abstimmungen und Wahlen Mitglieder des Wahlbüros und/oder Stimmenzähler zu sein.

Die oben erwähnte Grossrätin und der oben erwähnte Grossrat erinnern zuerst im Wesentlichen daran, dass die in Art. 2a Abs. 1 Bst. b PRG erwähnten Personen in ihrer Wohnsitzgemeinde stimm- und wahlberechtigt sind, wenn sie das 18. Altersjahr zurückgelegt haben, seit mindestens fünf Jahren im Kanton wohnen und eine Niederlassungsbewilligung (C-Ausweis) haben. Diese gesetzliche Bestimmung findet ihren Ursprung in Art. 48 Abs. 1 Bst. b der neuen Kantonsverfassung. Sie weisen in diesem Zusammenhang darauf hin, dass seit dem Inkrafttreten der Kantonsverfassung drei Gesamterneuerungswahlen auf Gemeindeebene stattfanden (2006, 2011 und 2016), und dass die Beteiligung der Personen nach Art. 2a Abs. 1 Bst. b PRG enttäuschend war.

Ihrer Ansicht nach finden sich auch abseits von Gemeindeabstimmungen und -wahlen Personen, die sich politisch interessieren und einsetzen möchten. Die Mitarbeit in einem Wahlbüro bei kantonalen oder eidgenössischen Abstimmungen, als Mitglied oder als Stimmenzähler, wäre in ihren Augen eine solche Möglichkeit. Doch gemäss einer Mitteilung der Staatskanzlei verbiete das geltende PRG den in Art. 2a Abs. 1 Bst. b PRG erwähnten Personen eine solche Beteiligung.

Die geltende Gesetzgebung hat zur Folge, dass eine Person, welche die Anforderungen gemäss Art. 2a Abs. 1 Bst. b PRG erfüllt, beispielsweise zur Syndique oder zum Syndic von Freiburg gewählt werden könnte, diese gleiche Person aber nicht Mitglied des Wahlbüros oder Stimmenzähler bei einer kantonalen Abstimmung sein kann.

Die Grossrätin und der Grossrat hoffen, mit ihrer Motion die Beteiligung der betroffenen Personen bei politischen Handlungen zu verstärken. Die Motionärin und der Motionär sind überzeugt, dass ihr politisches Interesse und Engagement auch via Mitwirken in einem Wahlbüro bei kantonalen und eidgenössischen Abstimmungen gefördert würde.

II. Antwort des Staatsrats

1. Einleitung

Grossrätin Eliane Aebischer und Grossrat Elias Moussa stellen fest, dass es derzeit sehr schwierig ist, Ausländerinnen und Ausländer zu ermutigen, in der Politik mitzuwirken.

Eine Möglichkeit, sie zur Teilnahme in der Politik zu veranlassen, wäre ihrer Ansicht nach, es ihnen zu erlauben, als Mitglieder des Büros oder als Stimmzählerinnen und Stimmzähler an den Tätigkeiten des Wahlbüros der Gemeinde mitzuwirken, und zwar bei kommunalen, kantonalen und/oder eidgenössischen Abstimmungen.

Der Vorschlag ist interessant, zumal die politische Beteiligung von Ausländerinnen und Ausländern ein wichtiger Bestandteil der Integrationspolitik ist. Hinzu kommt, unter pragmatischeren Gesichtspunkten, dass die Gemeinden manchmal Schwierigkeiten haben, motivierte Mitglieder des Wahlbüros oder Stimmzählerinnen und Stimmzähler zu finden.

Es muss jedoch geprüft werden, ob dieser Vorschlag mit dem aktuellen demokratischen System vereinbar ist. Der Staatsrat hebt im Übrigen die Unterscheidung der freiburgischen Gesetzgebung zwischen der Funktion als Mitglied des Wahlbüros und jener der Stimmzählerin oder des Stimmzählers hervor. Er kommt später auf diese Unterscheidung zurück.

1.1. Die Stimm- und Wahlberechtigung in der Schweiz – ein Modell auf drei Ebenen: kurze Erinnerung

Das Stimm- und Wahlrecht wird in der Schweiz auf der Ebene des Bundes, des Kantons und der Gemeinde ausgeübt.

Die Bundesgesetzgebung behandelt die Stimm- und Wahlberechtigung für eidgenössische Wahlen und Abstimmungen. Die politischen Rechte (oder das Stimmrecht) auf Bundesebene sind in Art. 136 Abs. 1 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (BV) geregelt. Gemäss diesem Artikel erfordert das Stimmrecht auf eidgenössischer Ebene neben der politischen Volljährigkeit und dem Fehlen des Ausschlusses vom Stimmrecht (für letztere Anforderungen konkret: das Fehlen einer dauerhaften Urteilsunfähigkeit) die schweizerische Nationalität. Ausländerinnen und Ausländer haben daher kein Stimmrecht auf Bundesebene.

Die Regelung der Stimm- und Wahlberechtigung (Ausübung der politischen Rechte) in kantonalen und kommunalen Angelegenheiten fällt hingegen in die Zuständigkeit der Kantone (vgl. Art. 39 Abs. 1 BV).

- > Stimm- und wahlberechtigt in kantonalen Angelegenheiten sind gemäss Artikel 39 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV) ausschliesslich mündige Schweizerinnen und Schweizer.
- > Für die politischen Rechte in Gemeindeangelegenheiten sieht die Verfassung des Kantons Freiburg einerseits vor:
 - > in Artikel 48 Abs. 1 Bst. a, dass Schweizerinnen und Schweizer in ihrer Wohnsitzgemeinde in Gemeindeangelegenheiten stimm- und wahlberechtigt sind, wenn sie mündig sind;

- > in Artikel 48 Abs. 1 Bst. b, dass niederlassungsberechtigte Ausländerinnen und Ausländer in ihrer Wohnsitzgemeinde, wenn sie seit mindestens fünf Jahren im Kanton Wohnsitz haben, in Gemeindeangelegenheiten stimm- und wahlberechtigt sind, wenn sie mündig sind.

1.2. Die Ausübung einer Funktion bei der Wahl oder Abstimmung

Die Funktion als Mitglied des Wahlbüros wie auch die Funktion der Stimmzählerin oder des Stimmzählers sind beides Wahlfunktionen. Die Bedingungen für die Ernennung eines Mitglieds des Wahlbüros oder einer Stimmzählerin oder eines Stimmzählers sind jedoch unterschiedlich.

- > Art. 7 Abs. 1 PRG sieht vor, dass nur Personen dem **Wahlbüro** angehören können, die in der Gemeinde stimmberechtigt sind (Stimm- und Wahlrecht).

Der Gesetzgeber von 2001 hatte nicht präzisiert, auf welcher Ebene man über das Stimm- und Wahlrecht verfügen muss (kommunal, kantonale oder eidgenössisch), um dem Wahlbüro angehören zu können. Zum Zeitpunkt der Ausarbeitung des PRG war das Stimmrecht der Ausländerinnen und Ausländer noch nicht in der freiburgischen Verfassung eingeführt worden.

- > Zur Ernennung der Stimmzählerinnen und Stimmzähler ist im PRG nichts festgehalten (vgl. Art. 7 Abs. 4 PRG).

Die Mitwirkung bei einer solchen Wahlfunktion ist als Verpflichtung im Rahmen der Rechte zu verstehen, die sich aus der Staatsbürgerschaft ergeben, genauer gesagt des Stimmrechts. So sieht der Kanton Freiburg in Artikel 8 Abs. 1 PRG vor, dass jede zum Mitglied des Wahlbüros oder zur Stimmzählerin oder zum Stimmzähler ernannte Person verpflichtet ist, das Amt auszuüben. Diese Pflicht, im Wahlbüro mitzuwirken oder als Stimmzählerin oder Stimmzähler zu walten, kann sogar strafrechtlich geahndet werden, wenn sie nicht befolgt wird (vgl. Art. 158 Abs. 1 Bst. a PRG).

Da es sich um eine zusätzliche Pflicht handelt, sollten logischerweise nur Personen, die für den jeweiligen (kommunalen, kantonalen oder eidgenössischen) Urnengang stimmberechtigt sind, *verpflichtet* werden, im Wahlbüro mitzuwirken oder als Stimmzählerin oder Stimmzähler für den entsprechenden Urnengang tätig zu sein; diese Pflicht gilt genau deshalb, weil sie umgekehrt auch mit Rechten verbunden ist.

Der Vorschlag der Motionärin und des Motionärs bedarf daher einer Überprüfung, ob es möglich ist, Personen, die nicht über das Stimmrecht für den betreffenden Urnengang verfügen, zu verpflichten, sich an dem Urnengang als Mitglied des Wahlbüros oder als Stimmzählerin oder Stimmzähler zu beteiligen.

1.3. Die Kompetenzen der Mitglieder des Wahlbüros oder der Stimmzählerinnen und Stimmzähler

Nach Art. 34 BV sind *die politischen Rechte gewährleistet; die Garantie der politischen Rechte schützt die freie Willensbildung und die unverfälschte Stimmabgabe*. Gemäss dem Bundesgericht geht aus dieser Garantie namentlich der Anspruch hervor, dass kein Abstimmungs- oder Wahlergebnis anerkannt wird, das nicht den freien Willen der Stimmbürger zum Ausdruck bringt. Daraus ergibt sich der Anspruch auf rechtmässige Durchführung von Wahlen und Abstimmungen sowie auf ordnungsgemässe und sorgfältige Auszählung der Stimmen. Insbesondere müssen die für die Auszählung zuständigen Organe die verschiedenen Vorgänge zum Sortieren des Stimmmaterials, zur Beurteilung der Gültigkeit der Stimmzettel und zur Auszählung der Stimmen sorgfältig und in

Übereinstimmung mit den geltenden Bestimmungen ausführen (vgl. BGE 1C_58/2015 vom 1. Oktober 2015, Erw. 3.2 und die zitierten Entscheide).

a) Für viele der wesentlichen Handlungen beim Auszählen der Stimmen eines Urnenganges sind in erster Linie die Mitglieder des Wahlbüros zuständig. Im Kanton Freiburg ist zum Beispiel Folgendes vorgesehen:

- > In Zusammenhang mit der *Ausübung* des Stimmrechts muss das Wahlbüro zum Beispiel dafür sorgen, dass das Stimmmaterial den Stimmberechtigten beim Urnengang zur Verfügung steht (Art. 12 Abs. 4 PRG), dass die Urnen geschlossen sind und ihre Sicherheit gewährleistet ist (Art. 14 PRG). Das Wahlbüro muss für die Aufrechterhaltung der Ordnung in den Wahllokalen und ihrer unmittelbaren Umgebung sorgen (Art. 16 PRG), die Stimmabgabe zu Hause sicherstellen (Art. 19 PRG) und den Urnengang für geschlossen erklären (Art. 20 PRG).
- > Bei den Tätigkeiten, die auf den Urnengang folgen, also der Auszählung der Stimmen, hat das Wahlbüro zahlreiche *Entscheidungskompetenzen*, die einen entscheidenden Einfluss auf die Resultate haben können. Es handelt sich zum Beispiel um die Verantwortung für die Auszählung (Art. 21 PRG, Art. 72 PRG; 88 PRG). Im Rahmen dieser Aufgabe muss das Wahlbüro über die Gültigkeit der Stimmzettel oder Wahllisten entscheiden (Art. 22 Abs. 3 PRG), bzw. je nach Urnengang auch die Sitze auf die einzelnen Listen verteilen (Art. 73 PRG). Des Weiteren muss das Wahlbüro auch eine ordnungsgemässe und sichere Auszählung gewährleisten (Art. 22a ff. PRG). Es muss die detaillierten Ergebnisse der Stimmenauszählung (Art. 26 PRG) ermitteln, sie den weiteren zuständigen Behörden mitteilen (Art. 27 und 28 PRG), bzw. manchmal auch Personen für gewählt erklären (Art. 76 Abs. 4 Bst. b PRG; Art. 82 Abs. 4 Bst. b PRG; Art. 94 PRG) oder Personen, welche die Wahl ablehnen, und die nicht wählbaren Personen streichen (Art. 81 Abs. 4 PRG; Art. 99 Abs. 4 PRG).

Aufgrund der Bedeutung dieses Organs und seiner Aufgaben ist es verständlich, dass in Art. 149 PRG eine einschlägige Bestimmung zu seiner Zusammensetzung (Vorschriftsmässigkeit der Zusammensetzung des Wahlbüros) vorgesehen ist: *Jede stimmberechtigte Person und jede körperschaftlich organisierte Partei oder Wählergruppe kann die Zusammensetzung eines Wahlbüros bestreiten.*

b) Die **Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler** arbeiten unter der Verantwortung der Mitglieder des Wahlbüros. Die Personen, die für diese Aufgabe bestimmt wurden, haben keine Entscheidungskompetenz. Ihre Aufgabe beschränkt sich darauf, an den Abstimmungsvorgängen, also an Vollzugsaufgaben, mitzuwirken (vgl. Art. 7 Abs. 4 PRG und für eine bestimmte Aufgabe Art. 17 Abs. 2 PRG – Nennung des Namens der Person, die abgestimmt hat).

Niemand kann sich über eine «vorschriftswidrige» Ernennung eines Stimmenzählers beschweren. Das PRG enthält für sie auf jeden Fall keine Bestimmung, wie sie in Art. 149 PRG für die Mitglieder des Wahlbüros vorgesehen ist.

2. Ansicht des Staatsrats

Angesichts dieser Ausführungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass nur Personen, die über das Stimm- und Wahlrecht der jeweiligen «Ebene» eines Urnenganges (kommunal, kantonale oder eidgenössisch) verfügen, berechtigt sind, im **Wahlbüro**, d. h. an Entscheiden zu besagtem Urnengang mitzuwirken. Konkret hält er es für nicht denkbar, dass einer Person, die in kantonalen

Angelegenheiten nicht stimmberechtigt ist, die Zuständigkeit übertragen wird, über die Gültigkeit der bei einem solchen Urnengang abgegebenen Stimmzettel zu entscheiden. Das Gleiche gilt für Wahlen und Abstimmungen auf Bundesebene. Daraus folgt, dass die Funktion als Mitglied eines **Wahlbüros** nur von Personen wahrgenommen werden kann, die über das entsprechende Stimm- und Wahlrecht verfügen. Dies war wahrscheinlich auch der vom Gesetzgeber im Jahr 2001 zum Ausdruck gebrachte Wille. Der Staatsrat beabsichtigt nicht, die Gesetzgebung in diesem Punkt anzupassen.

Die Frage der **Stimmzählerinnen und Stimmzähler** kann, gemäss dem Staatsrat, auf andere Weise gelöst werden, da diese über keine Entscheidungskompetenz verfügen. Nichts verbietet es Personen, die nicht über das Stimm- und Wahlrecht für den betreffenden Urnengang verfügen (z. B.: Minderjährigen oder ausländischen Staatsangehörigen), oder sollte es ihnen verbieten, diese Aufgabe wahrzunehmen, natürlich sofern sie dazu fähig sind. Der Gemeinderat kann hier die Stimmzählerinnen und Stimmzähler eigenständig bestimmen (vgl. Art. 7 Abs. 4 PRG). Diese Aufgabe muss lediglich unter der Verantwortung des Wahlbüros ausgeführt werden. Die Mitwirkung von ausländischen Staatsangehörigen, die in der entsprechenden Gemeinde wohnhaft sind, als **Stimmzähler** bei kommunalen, kantonalen oder eidgenössischen Wahlen ist gemäss dem Staatsrat somit zulässig.

Daraus folgt, dass somit keine Anpassung des PRG notwendig ist, um die Ziele der Motionäre zu erreichen.

3. Schlussfolgerung

Aus diesen Gründen beantragt der Staatsrat die Ablehnung der Motion.

22. Januar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Marmier Bruno / Schoenenweid André

2018-GC-99

Modification de la Constitution cantonale (art. 42 al. 2 et 46 al. 1 – Initiative populaire et referendum)

I. Résumé de la motion

Par motion déposée le 21 juin 2018 et développée le 27 juin 2018, les députés Bruno Marmier et André Schoenenweid, accompagnés de vingt cosignataires, demandent de modifier les articles 42 al.2 et 46 al. 1 de la Constitution cantonale. Ils souhaitent d'une part diminuer le nombre de signatures nécessaires pour une initiative et un référendum populaire de 6'000 à 5'000, et d'autre part augmenter le délai de récolte des signatures pour les initiatives de 90 jours à 180 jours. Pour les référendums, le délai demeurerait inchangé afin de ne pas retarder l'entrée en vigueur des textes votés par le législatif.

Rappelant que lors de la rédaction de la nouvelle Constitution cantonale, l'assemblée constituante n'avait pas estimé nécessaire de modifier les conditions de dépôt des initiatives et référendums, les motionnaires relèvent, à l'appui de leur motion, que le cadre légal actuel du canton de Fribourg serait tout de même l'un des plus stricts de Suisse. Selon eux, un assouplissement de ce cadre serait donc une nécessité pour permettre à la population de faire connaître son avis sur des dossiers particuliers. De ce fait, nos concitoyennes et concitoyens pourraient plus facilement prendre l'initiative d'inscrire les objets à l'agenda politique.

A l'appui d'un tableau, ils estiment qu'en comparaison intercantonale, il serait particulièrement difficile de déposer une initiative cantonale en raison du nombre important de signatures à récolter (2,97 % du corps électoral) et du délai particulièrement court (3 mois). Seul le Tessin serait plus exigeant que Fribourg, avec un nombre de signatures à récolter représentant le 3,17 % du corps électoral, sur une période de deux mois.

Les motionnaires soulignent que leur proposition constituerait un assouplissement significatif des exigences, mais estiment en même temps que celles-ci resteraient raisonnables. En appliquant ces nouveaux critères, ils relèvent que le canton de Fribourg se retrouverait dans la moyenne nationale.

Ils ajoutent encore que le canton de Genève a choisi de fixer un pourcentage du corps électoral plutôt qu'un chiffre absolu et qu'ils s'accommoderaient, le cas échéant, à la fixation d'un pourcentage de 2,47 % du corps électoral ; le canton de Genève l'ayant fixé à environ 2 %, cela correspondrait selon eux à 4'000 signatures dans le canton de Fribourg.

II. Réponse du Conseil d'Etat

A l'instar des motionnaires, le Conseil d'Etat est très sensible à tout objectif visant à dynamiser et faciliter, autant que possible, la vie politique et l'engagement citoyen.

Il se demande toutefois, à l'instar de la Constituante de 2004, si une diminution du nombre de signatures exigibles pour le dépôt d'un référendum ou d'une initiative, respectivement une augmentation du délai de récolte de signatures, sont le moyen idoine pour atteindre ce but. Cet examen doit également se faire à la lumière de notre système politique actuel, à savoir une démocratie « semi-directe ».

1. Introduction

1.1. La notion de démocratie « semi-directe »

Pour rappel, le système politique suisse, comme le fribourgeois, peut être défini comme une démocratie « semi-directe », à savoir un mixte de démocratie directe et représentative dans lequel le peuple participe, avec l'exécutif et le législatif, aux prises de décisions politiques. Dans ce système, les citoyennes et citoyens élisent leurs représentant-es aux différents conseils (communes, cantons et Confédération), et peuvent aussi se prononcer sur l'approbation des textes législatifs ou constitutionnels décidée par ces conseils par le biais du référendum, ou proposer des modifications de rang constitutionnel ou légal par le biais de l'initiative populaire.

Ce système permet ainsi aux citoyennes et citoyens d'avoir le dernier mot sur les décisions fondamentales rendues par leurs représentant-es membres de l'organe législatif (Conseil général pour les communes ; Grand Conseil pour le canton), ou de formuler, par le biais de l'initiative, des propositions de texte législatif.

Il est encore rappelé, à toutes fins utiles, que le système de l'initiative et du référendum n'a pas pour vocation de remplacer le processus parlementaire, mais celui d'apporter un correctif aux décisions (ou absences de décisions) du parlement et un contrôle permanent des élu-es. Il peut ainsi aussi être compris comme un contrepoids ou un moyen de pression par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif. Celui-ci peut avoir pour corollaire d'entraîner une certaine lenteur des réformes politiques, due en particulier à la « menace référendaire » que peut brandir toute organisation en désaccord avec une proposition de texte législatif.

1.2. Le nombre de signatures exigibles par rapport au corps électoral

Le peuple fribourgeois connaît le système du référendum et de l'initiative législatifs depuis près de 100 ans.

C'est en effet suite à une révision partielle, en 1921, de la Constitution cantonale de 1857 (aCst) qu'a été introduite la possibilité pour le corps électoral de déposer une initiative législative (art. 28ter aCst) et le référendum à l'encontre des lois de portée générale adoptées par le Grand Conseil (art. 28bis aCst). Dans les deux cas, c'est un chiffre de 6000 signatures à l'appui de l'initiative ou du référendum qui était déjà prévu. La loi du 13 mai 1921 sur l'exercice du droit d'initiative constitutionnelle et législative des citoyennes et citoyens et du droit de référendum prévoyait aussi, dans les deux cas, un délai de 90 jours pour la récolte des signatures. Ainsi que le relèvent les motionnaires, le système a été repris tel quel dans la nouvelle constitution cantonale.

Ce qui a toutefois évolué depuis 1921, c'est la composition et l'ampleur du corps électoral. Celui-ci est ainsi passé de 46'061 électeurs inscrits en 1950, à 203'724 électeurs et électrices inscrit-es en automne 2018. Cela a bien entendu une incidence lorsqu'il s'agit de déterminer le pourcentage du corps électoral nécessaire pour faire aboutir une initiative ou un référendum :

Année considérée	Nbre d'électeurs et d'électrices inscrit-es	Pourcentage nécessaire du corps électoral pour obtenir 6000 signatures
1950	46'061	13,02 %
1960	45'498	13,18 %
1970	51'238	11,71 %
1980	117'743	5,09 %
1990	137'412	4,36 %
2000	158'702	3,78 %
2010	182'880	3,28 %
2018	203'724	2,94 %

Il ressort de ce tableau qu'il faut aujourd'hui, proportionnellement, nettement moins de citoyennes et de citoyens pour faire aboutir une initiative ou un référendum qu'à l'époque où ces instruments ont été mis à disposition du peuple fribourgeois.

De prime abord donc, on peut naturellement en conclure, contrairement à l'avis des motionnaires, que le processus de récolte des signatures s'est considérablement facilité dans le canton de Fribourg avec les années. Cela impliquerait alors logiquement que ce n'est pas une diminution des signatures qui devrait être proposée, mais bien plutôt leur augmentation. De telles propositions sont d'ailleurs aussi régulièrement émises, par des personnalités politiques ou partis politiques, à tous les échelons de la vie publique.

Certes, la proportion du corps électoral nécessaire, s'il s'agit là effectivement d'une donnée importante, voire centrale, n'est pas la seule donnée dont il faut tenir compte pour apporter une réponse à la proposition déposée par les motionnaires.

1.3. Les circonstances de la récolte de signatures

Les circonstances dans lesquelles doivent se faire les récoltes de signatures sont certaines des données dont il faut tenir compte.

Depuis 1995 et notamment l'introduction dans le canton de Fribourg de la possibilité de voter par correspondance il est ainsi devenu moins aisé de solliciter des citoyennes et citoyens éventuellement intéressé-es à signer une initiative ou un référendum à l'entrée d'un local de vote. Depuis lors, les moyens d'atteindre les citoyennes et citoyens selon ces méthodes « traditionnelles » sont moins ciblés (centres commerciaux, déchetteries, endroits similaires...) ; cela implique aussi que les chances de s'adresser à des personnes intéressées à des questions politiques s'amenuisent d'autant. L'individualisme croissant et la dépolitisation partielle de la société qui en résultent font, il ne faut pas se le cacher, qu'il faut déployer davantage d'efforts pour susciter l'intérêt du citoyen.

Nonobstant ce qui précède, il ne faut pas perdre de vue que les nouveaux médias facilitent la récolte de manière déterminante. Les listes de signature peuvent par exemple être téléchargées sur Internet ou envoyées par courrier électronique. Enfin, les médias sociaux simplifient la mobilisation en faveur d'un projet populaire.

1.4. Le délai imparti pour apporter les signatures requises à l'appui d'une initiative

Le Conseil d'Etat est d'avis que des délais trop longs peuvent être préjudiciables aux initiants eux-mêmes, dont la motivation s'étiolerait avec le temps. Il en serait de même pour les mesures d'information et de publicité à cet effet. Tout projet politique qui s'étale sur une période trop longue risque, en effet, d'engendrer une certaine lassitude.

Un allongement de telles procédures ne ferait en outre que rallonger encore les processus législatifs, souvent suspendus à d'autres, et d'ores et déjà souvent très longs.

Dans ces circonstances, le Conseil d'Etat se déclare opposé à un allongement du délai imparti pour réunir les signatures.

1.5. Les exigences posées dans les autres cantons

Le tableau élaboré par les motionnaires, qui combine tant le nombre de signatures exigées pour l'aboutissement d'une initiative ou d'un référendum que le délai imparti pour ce faire, est fort intéressant. Effectivement, on peut en déduire que le canton de Fribourg est un canton dans lequel, en comparaison intercantonale, il est un peu moins aisé de faire aboutir une initiative ou un référendum.

Il ressort toutefois aussi de ce tableau que la situation dans le canton de Fribourg est tout à fait dans la norme. Par ailleurs, les exigences actuelles ne rendent pas impossible, loin de là, un exercice harmonieux et efficace de la démocratie directe. Le taux d'aboutissement des initiatives et référendums déposés dans le canton de Fribourg le démontre aisément.

1.6. Le taux d'aboutissement des initiatives et référendums déposés dans le canton de Fribourg

Le taux d'aboutissement des initiatives et référendums déposés dans le canton de Fribourg peut aussi être un indicateur permettant de déterminer si le nombre de signatures à récolter rend l'exercice trop difficile.

Il ressort en substance ce qui suit des deux tableaux annexés à la présente réponse :

1. depuis 1986, sur 23 annonces de referendum, ce n'est qu'à 6 occasions qu'un référendum n'a pas abouti en raison du fait que les 6'000 signatures nécessaires n'avaient pas pu être réunies, qu'aucune signature n'avait été déposée au terme du délai ou simplement que la demande n'était pas munie des 50 signatures requises. C'était en 2014, 2006 (2 fois), 2001 et 2000 (2 fois).
2. depuis 1975, sur 32 initiatives déposées, seules 8 n'ont pas abouti en raison du fait que les 6'000 signatures n'avaient pas pu être réunies ou n'avaient pas été déposées. C'était en 1995 (2 fois), 1994 (2 fois), 1991, 1981 (2 fois) et 1979.

Ce bref récapitulatif démontre que le nombre de signatures requises ne peut pas être mis en relation avec l'échec ou le non-aboutissement d'instruments populaires. C'est bien plutôt l'objet du référendum ou de l'initiative qui n'a semble-t-il, dans les rares cas où ces derniers n'ont pas abouti, pas suscité l'intérêt de la population.

1.7. La proposition de remplacer le nombre « fixe » de signatures par un pourcentage

Le remplacement des chiffres absolus, actuellement prévus, par des taux, permettrait il est vrai de tenir compte de la fluctuation future du nombre d'électeurs et d'électrices.

Le Conseil d'Etat est toutefois opposé à une telle mesure. En effet, selon lui, la législation sur les droits politiques doit indiquer clairement, c'est-à-dire sous la forme d'un chiffre absolu, le nombre de signatures requises pour faire aboutir une initiative ou un référendum. Il s'agit là, notamment pour les initiatives souvent préparée longtemps en amont, d'une question de clarté et de prévisibilité.

Il ne verrait donc pas l'intérêt de déterminer le nombre de signatures requises par un pourcentage en fonction du nombre total de citoyennes et de citoyens ayant le droit de vote.

2. L'avis du Conseil d'Etat

L'ensemble des éléments qui précède incitent le Conseil d'Etat à penser que les droits populaires sont suffisamment bien développés dans le canton de Fribourg pour proposer le rejet de la motion. Il estime en particulier parfaitement légitime qu'il faille passer par certains obstacles avant de pouvoir imposer une votation.

Ces obstacles sont d'abord, selon le Conseil d'Etat, nécessaires et inhérents au système de démocratie « semi-directe » qui caractérise la Suisse et le canton de Fribourg. Dans ce système, le peuple doit d'abord avoir le sentiment que ses élu-es sont capables de décider par eux-mêmes et que leur élection par le corps électoral est de ce fait un évènement important ; or, la remise en question constante et par trop facilitée des actes préparés par les élu-es, et par là le ralentissement du processus législatif pourrait donner l'impression d'un Grand Conseil impuissant.

L'augmentation éventuelle du nombre de votations populaires pourrait également être néfaste au bon fonctionnement même de la démocratie : sollicité sans cesse, le souverain pourrait en arriver à éprouver une certaine lassitude.

Un autre obstacle consiste ensuite dans le choix des thèmes sur lesquels doivent s'exercer les droits de referendum et d'initiative. En effet, la démocratie ne se caractérise pas par le nombre élevé des votations populaires, mais par la pertinence des objets soumis à la votation, ou par le fait que les objets soumis à la votation aient réuni contre eux une opposition sérieuse. C'est essentiellement ce dernier élément qui donne tout son sens et ses gages de réussite au processus de récolte des signatures.

3. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose le rejet de la motion.

12 février 2019

Annexes

—
Liste des annonces de referendums depuis 1986 et des initiatives depuis 1975



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Marmier Bruno / Schoenenweid André
**Änderung der Kantonsverfassung (Art. 42 Abs. 2 und 46
Abs. 1 – Volksinitiative und Referendum)**

2018-GC-99

I. Zusammenfassung der Motion

In einer am 21. Juni 2018 eingereichten und am 27. Juni 2018 begründeten Motion ersuchen die Grossräte Bruno Marmier und André Schoenenweid zusammen mit zwanzig Mitunterzeichnern um eine Änderung der Artikel 42 Abs. 2 und 46 Abs. 1 der Kantonsverfassung. Sie möchten einerseits, dass die Anzahl der für eine Volksinitiative und für ein Referendum nötigen Unterschriften von 6000 auf 5000 reduziert wird, und andererseits, dass die Frist für die Unterschriftensammlung bei Initiativen von 90 Tagen auf 180 Tage erhöht wird. Für Referenden würde die Frist gleich bleiben, um das Inkrafttreten eines von der Legislative beschlossenen Textes nicht zu verzögern.

Die Motionäre erinnern zwar daran, dass es der Verfassungsrat bei der Ausarbeitung der neuen Kantonsverfassung nicht als notwendig erachtet hatte, die Bedingungen für das Einreichen einer Initiative oder eines Referendums zu ändern, zur Stützung ihrer Motion weisen sie jedoch darauf hin, dass die im Kanton Freiburg geltende gesetzliche Grundlage eine der strengsten der Schweiz sei. Sie sind daher der Meinung, dass eine Lockerung des rechtlichen Rahmens notwendig sei, um es der Bevölkerung zu ermöglichen, ihre Meinung zu bestimmten Dossiers kundzutun. So würde es unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern erleichtert, die Initiative zu ergreifen, um Traktanden auf die politische Agenda zu setzen.

Mittels einer Tabelle zeigen sie auf, dass es im interkantonalen Vergleich besonders schwierig sei, eine Volksinitiative einzureichen, da besonders viele Stimmen gesammelt werden müssten (2,97 % der Stimmberechtigten) und die Frist äusserst kurz sei (3 Monate). Nur der Kanton Tessin sei noch anspruchsvoller als Freiburg mit einer Unterschriftenzahl, die 3,17 % der Stimmberechtigten entspricht, und einer Frist von zwei Monaten für die Sammlung der Unterschriften.

Die Motionäre betonen, dass ihr Vorschlag eine deutliche Lockerung der Anforderungen darstellen würde. Sie finden aber gleichzeitig, dass diese trotzdem angemessen bleiben würden. Wenn diese neuen Kriterien angewendet würden, würde sich der Kanton Freiburg im nationalen Durchschnitt befinden.

Sie fügen noch hinzu, dass sich der Kanton Genf dafür entschieden hat, anstatt einer absoluten Zahl einen Prozentsatz der Stimmberechtigten festzulegen. Sie wären gegebenenfalls damit einverstanden, wenn der Prozentsatz auf 2,47 % der Stimmbevölkerung festgelegt würde. Im Kanton Genf beträgt der Prozentsatz rund 2 %, was laut den Motionären im Kanton Freiburg 4000 Unterschriften entsprechen würde.

II. Antwort des Staatsrats

Wie die Motionäre ist auch der Staatsrat äusserst empfänglich für jegliche Absichten, die das politische Leben und Engagement der Bürgerinnen und Bürger stimulieren und so gut wie möglich erleichtern wollen.

Er fragt sich jedoch, wie auch der Verfassungsrat im Jahr 2004, ob eine Reduktion der für die Einreichung eines Referendums oder einer Initiative erforderlichen Unterschriften bzw. eine Verlängerung der Frist für die Unterschriftensammlung das geeignete Mittel sind, um dieses Ziel zu erreichen. Diese Frage muss auch unter Berücksichtigung unseres gegenwärtigen politischen Systems, der «halbdirekten» Demokratie geprüft werden.

1. Einleitung

1.1. Begriff der «halbdirekten» Demokratie

Zur Erinnerung: das schweizerische wie auch das freiburgische politische System kann als eine «halbdirekte» Demokratie definiert werden, also eine Mischung aus direkter und repräsentativer Demokratie, in der das Volk mit der Exekutive und der Legislative an der politischen Entscheidungsfindung mitwirkt. In diesem System wählen die Bürgerinnen und Bürger ihre Vertreterinnen und Vertreter in die verschiedenen Räte (Gemeinden, Kantone und Bund), und sie können mittels eines Referendums auch über die Genehmigung von Gesetzes- oder Verfassungstexten entscheiden, die von diesen Räten beschlossen wurden, oder mit einer Volksinitiative Gesetzes- oder Verfassungsänderungen vorschlagen.

Dieses System ermöglicht es den Bürgerinnen und Bürgern, bei grundlegenden Entscheiden, die ihre Vertreterinnen und Vertreter in den Legislativorganen (Generalrat für die Gemeinden; Grosse Rat für den Kanton) gefällt haben, das letzte Wort zu haben, oder mittels einer Initiative Vorschläge für Gesetzestexte zu formulieren.

Es sei auch daran erinnert, dass das Initiativ- und Referendumssystem nicht das parlamentarische Verfahren ersetzen soll. Es hat vielmehr die Aufgabe, Entscheidungen (oder fehlende Entscheidungen) des Parlaments zu korrigieren, und die Abgeordneten einer steten Kontrolle zu unterziehen. Es kann so auch als Gegengewicht oder Druckmittel gegenüber der Exekutive und der Legislative verstanden werden. Dies kann eine gewisse Langsamkeit politischer Reformen zur Folge haben, insbesondere aufgrund der «Referendumsdrohung», die jede Organisation, die mit einem Erlassvorschlag nicht einverstanden ist, ins Feld führen kann.

1.2. Erforderliche Unterschriftenzahl im Verhältnis zu den Stimmberechtigten

In Freiburg gibt es das System des Gesetzesreferendums und der Gesetzesinitiative seit fast 100 Jahren.

1921 wurde im Rahmen einer Teilrevision der Staatsverfassung von 1857 (aKV) für die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die Möglichkeit eingeführt, eine Gesetzesinitiative (Art. 28ter aKV) und das Referendum gegen Gesetze von allgemeiner Tragweite, die der Grosse Rat erlassen hat (Art. 28bis aKV), zu ergreifen. In beiden Fällen waren bereits 6000 Unterschriften für das Zustandekommen der Initiative und des Referendums vorgesehen. Das Gesetz vom 13. Mai 1921 betreffend die Ausübung des Verfassungs- und Gesetzgebungsinitiativrechts der Bürger und des Referendumsrechts sah in beiden Fällen auch eine Frist von 90 Tagen für die Sammlung der Unterschriften vor.

Wie von den Motionären erwähnt, wurde dieses System in der neuen Kantonsverfassung unverändert übernommen.

Was sich seit 1921 jedoch verändert hat, ist die Zusammensetzung und die Zahl der Stimmberechtigten. Diese ist von 46'061 eingetragenen Wählern im Jahr 1950 auf 203'724 eingetragene Wählerinnen und Wähler im Herbst 2018 angestiegen. Dies wirkt sich selbstverständlich auf die Festlegung des prozentualen Anteils der Stimmberechtigten aus, die für das Zustandekommen einer Initiative oder eines Referendums nötig sind:

Berücksichtigtes Jahr	Zahl eingetragener Wähler/innen	Prozentualer Anteil der Stimmberechtigten für 6000 Unterschriften
1950	46'061	13,02 %
1960	45'498	13,18 %
1970	51'238	11,71 %
1980	117'743	5,09 %
1990	137'412	4,36 %
2000	158'702	3,78 %
2010	182'880	3,28 %
2018	203'724	2,94 %

Aus dieser Tabelle geht hervor, dass es heute im Verhältnis deutlich weniger Stimmbürgerinnen und Stimmbürger braucht, damit eine Initiative oder ein Referendum zustande kommt, als zum Zeitpunkt, wo diese Instrumente der freiburgischen Bevölkerung erstmals zur Verfügung gestellt wurden.

Man kann somit auf den ersten Blick feststellen, dass sich der Prozess des Stimmensammelns, im Gegensatz zur Meinung der Motionäre, im Kanton Freiburg im Laufe der Jahre deutlich vereinfacht hat. Dies würde also logischerweise bedeuten, dass nicht eine Reduktion der Unterschriftenzahl vorgeschlagen werden sollte, sondern vielmehr eine Erhöhung. Solche Vorschläge werden im Übrigen von Politikerinnen und Politikern oder Parteien auf allen Staatsebenen regelmässig vorgebracht.

Natürlich handelt es sich beim erforderlichen Anteil der Stimmberechtigten um eine wichtige, ja zentrale Komponente, es handelt sich jedoch nicht um die einzige Angabe, die zu berücksichtigen ist, um eine Antwort auf den Vorschlag der Motionäre geben zu können.

1.3. Umstände des Unterschriftensammelns

Die Umstände, unter denen die Unterschriften gesammelt werden müssen, sind ein weiterer Aspekt, der berücksichtigt werden muss.

Seit 1995 und namentlich seit der Einführung der brieflichen Stimmabgabe im Kanton Freiburg ist es weniger einfach geworden, allenfalls an der Unterzeichnung einer Initiative oder eines Referendums interessierte Bürgerinnen und Bürger beim Eingang eines Stimmlokals anzusprechen. Seither sind die Möglichkeiten, die Bürgerinnen und Bürger mit diesen «traditionellen» Methoden zu

erreichen, weniger gezielt (Einkaufszentren, Sammelstellen, ähnliche Orte ...); dies bedeutet auch, dass sich die Chancen, sich an Personen zu richten, die sich für politische Fragen interessieren, entsprechend verringern. Der zunehmende Individualismus und die daraus entstehende teilweise Entpolitisierung der Gesellschaft führen dazu, das kann man nicht verhehlen, dass die Anstrengungen verstärkt werden müssen, um das Interesse der Bürger zu wecken.

Dessen ungeachtet darf jedoch nicht vergessen werden, dass die neuen Medien das Sammeln von Unterschriften entscheidend vereinfachen. Die Unterschriftenlisten können zum Beispiel aus dem Internet heruntergeladen oder per E-Mail versendet werden. Die sozialen Medien vereinfachen zudem die Mobilisierung für ein Volksbegehren.

1.4. Frist für die Einreichung der Unterschriften zur Stützung einer Initiative

Der Staatsrat ist der Meinung, dass zu lange Fristen für die Initianten selbst von Nachteil sein können, da deren Motivation mit der Zeit schwinden könnte. Dasselbe gilt für Informations- und Werbemassnahmen zu diesem Zweck. Politische Projekte, die sich über einen zu langen Zeitraum erstrecken, könnten tatsächlich einen gewissen Überdross erzeugen.

Eine Verlängerung solcher Verfahren würde nur den Gesetzgebungsprozess weiter verlangsamen, der oft von anderen abhängt und so oder so bereits sehr lang dauert.

Unter diesen Umständen ist der Staatsrat gegen eine Verlängerung der Frist für die Zusammentragung der Unterschriften.

1.5. Anforderungen in den übrigen Kantonen

Die von den Motionären angeführte Tabelle, die sowohl die für das Zustandekommen einer Initiative oder eines Referendums erforderliche Anzahl Unterschriften als auch die dafür gewährte Frist enthalten, ist sehr interessant. Man kann daraus schliessen, dass es im Kanton Freiburg im interkantonalen Vergleich etwas weniger einfach ist, eine Initiative oder ein Referendum zustande zu bringen.

Aus dieser Tabelle geht jedoch auch hervor, dass die Situation im Kanton Freiburg absolut der Norm entspricht. Die aktuellen Anforderungen machen im Übrigen eine reibungslose und effiziente Ausübung der direkten Demokratie nicht unmöglich – ganz im Gegenteil. Die Quote der zustande gekommenen Initiativen und Referenden, die im Kanton Freiburg eingereicht wurden, lässt dies unschwer erkennen.

1.6. Quote der zustande gekommenen Initiativen und Referenden, die im Kanton Freiburg eingereicht wurden

Die Quote der zustande gekommenen Initiativen und Referenden, die im Kanton Freiburg eingereicht wurden, ist ein weiterer Indikator, anhand dessen festgelegt werden kann, ob die erforderliche Anzahl Unterschriften das Vorgehen zu stark erschwert.

Den beiden dieser Antwort beigefügten Tabellen kann im Wesentlichen Folgendes entnommen werden:

1. Seit 1986 sind von 23 angekündigten Referenden nur gerade 6 nicht zustande gekommen, da die 6000 erforderlichen Unterschriften nicht zusammengekommen sind, da nach Ablauf der Frist keine Unterschriften eingereicht wurden oder einfach, weil die 50 erforderlichen Unterschriften

beim Referendumsbegehren fehlten. Das war 2014, 2006 (zweimal), 2001 und 2000 (zweimal) der Fall.

2. Seit 1975 sind von 32 eingereichten Initiativen nur 8 nicht zustande gekommen, da die 6000 erforderlichen Unterschriften nicht zusammengekommen sind oder nicht eingereicht wurden. Dies war 1995 (zweimal), 1994 (zweimal), 1991, 1981 (zweimal) und 1979 der Fall.

Diese kurze Übersicht zeigt, dass die Anzahl erforderlicher Unterschriften nicht mit dem Scheitern oder Nichtzustandekommen eines Volksbegehrens in Zusammenhang gesetzt werden kann. Vielmehr ist es der Gegenstand des Referendums oder der Initiative, der offenbar in den seltenen Fällen, in denen das Vorhaben gescheitert ist, das Interesse der Bevölkerung nicht geweckt hat.

1.7. Vorschlag, die «fixe» Anzahl Unterschriften durch einen Prozentsatz zu ersetzen

Wenn die derzeit vorgesehenen absoluten Zahlen durch Prozentsätze ersetzt würden, könnte zwar zukünftigen Schwankungen der Anzahl Stimmberechtigten Rechnung getragen werden.

Der Staatsrat ist jedoch gegen eine solche Massnahme. Seiner Ansicht nach muss die Gesetzgebung über die politischen Rechte die für das Zustandekommen einer Initiative oder eines Referendums erforderliche Anzahl Unterschriften klar, d. h. in Form einer absoluten Zahl, angeben. Insbesondere bei Initiativen, die oft lange im Voraus vorbereitet werden, bringt dies Klarheit und Vorhersehbarkeit.

Er kann daher den Nutzen einer Festlegung der erforderlichen Unterschriften durch einen Prozentsatz je nach Anzahl der gesamten stimmberechtigten Bevölkerung nicht erkennen.

2. Ansicht des Staatsrats

Die oben genannten Darlegungen veranlassen den Staatsrat zu der Annahme, dass die Volksrechte im Kanton Freiburg genügend entwickelt sind, um die Ablehnung der Motion zu beantragen. Er hält es insbesondere für vollkommen legitim, dass bestimmte Hindernisse überwunden werden müssen, bevor eine Abstimmung durchgesetzt werden kann.

Diese Hindernisse sind nach Ansicht des Staatsrats notwendig und gehören zum System der «halbdirekten» Demokratie, die die Schweiz und den Kanton Freiburg auszeichnet. In diesem System soll das Volk in erster Linie das Gefühl haben, dass die Abgeordneten fähig sind, selbst zu entscheiden, und dass ihre Wahl durch die Wahlberechtigten daher wichtig ist; das ständige und allzu einfache Hinterfragen der von den Abgeordneten vorbereiteten Erlasse, und damit die Verlangsamung des Gesetzgebungsprozesses könnte den Eindruck vermitteln, dass der Grosse Rat machtlos ist.

Eine allfällige Zunahme der Volksabstimmungen könnte sich auf das gute Funktionieren der Demokratie selbst ungünstig auswirken: Aufgrund der ständigen Urnengänge könnte sich beim Souverän eine gewisse Abstimmungsmüdigkeit einstellen.

Ein weiteres Hindernis besteht in der Wahl der Themen, zu denen das Initiativ- und Referendumsrecht ausgeübt werden muss. Die Demokratie zeichnet sich nicht durch eine möglichst hohe Zahl von Volksabstimmungen aus, sondern dadurch, dass Vorlagen von einer gewissen Relevanz oder solche, gegen die sich eine ernsthafte Opposition formiert, dem Volk zur Abstimmung vorgelegt werden. Vor allem dieser letzte Aspekt macht den Erfolg und den Sinn einer Unterschriftensammlung aus.

3. Schlussfolgerung

Aus diesen Gründen beantragt Ihnen der Staatsrat die Ablehnung der Motion.

12. Februar 2019

Anhänge

**—
Listen der seit 1986 eingereichten Referenden und der seit 1975 eingereichten Initiativen**



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 45, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/cha

Fribourg/Freiburg 07.02.2019

Répertoire chronologique des initiatives déposées à la Chancellerie d'Etat
Chronologisches Verzeichnis der eingereichten Initiativen bei der Staatskanzlei

1975 - 2018

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2015	Initiative populaire cantonale "Transparence du financement de la politique" / <i>Kantonale Volksinitiative "Transparenz bei der Finanzierung der Politik"</i>	7 389	6 698

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2015	Initiative populaire cantonale "Contre l'ouverture d'un centre Islam et société à l'Université de Fribourg : non à une formation étatique d'imams" / <i>Kantonale Volksinitiative "Gegen die Eröffnung eines Zentrums Islam und Gesellschaft und eine staatliche Imam-Ausbildung an der Universität Freiburg"</i>	9 133	8 734

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2013	Initiative populaire cantonale "Centre cantonal de natation" / <i>Kantonale Volksinitiative "Kantonales Schwimmsentrums"</i>	11 689	10 537

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2012	Initiative législative "Pour des hôpitaux proches des citoyens" / <i>Gesetzesinitiative "Für bürgernahe Spitäler"</i>	13 618	13 173

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2010	Initiative constitutionnelle «FriNetz» / <i>Verfassungsinitiative «FriNetz»</i>	7 633	6 280

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2007	Initiative législative "Ristourne d'impôt équitable pour tous" / <i>Gesetzesinitiative "Gerechte Steuerrückerstattung für alle"</i>	7 928	7 255

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2006	Initiative constitutionnelle "Fumée passive et santé" / <i>Verfassungsinitiative "Passivrauchen und Gesundheit"</i>	13 358	12 253

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2003	Initiative législative "Rabais d'impôt pour les familles" / <i>Gesetzesinitiative "Steuerrabatt für Familien"</i>	7 403	7 029

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2001	Initiative législative "Pour une assurance maternité fribourgeoise" / <i>Gesetzesinitiative "Für eine freiburgische Mutterschaftsversicherung"</i>	8 686	8 063

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1995	Initiative législative "Contre le subventionnement discriminatoire des partis par l'Etat" / <i>Gesetzesinitiative "Gegen die diskriminierende staatliche Parteiensubventionierung"</i>	281	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1995	Initiative législative "Pour des élections libres" / <i>Gesetzesinitiative "Für freie Wahlen"</i>	260	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1994	Initiative constitutionnelle "Pour la protection de la jeunesse contre la drogue" / <i>Verfassungsinitiative "Zum Schutze der Jugend im Kampf gegen Drogen"</i>	0 Environ 5 000, non déposée <i>(La Liberté, 23.02.1995, p. 13).</i>	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1994	Initiative législative "Pour une meilleure répartition de la charge fiscale" / <i>Gesetzesinitiative "Für eine bessere Verteilung der Steuerlast"</i>	7 010	6 845

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1994	Initiative législative "Pour une prévention et une répression efficaces des mauvais traitements envers les enfants" / <i>Gesetzesinitiative "Zur wirksamen Prävention vor Kindsmisshandlung und zu deren Bekämpfung"</i>	0	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1993	Initiative constitutionnelle "Toutes citoyennes, tous citoyens !" / <i>Verfassungsinitiative "Demokratie für alle !"</i>	7 414	7 084

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1991	Initiative législative "2000 nouveaux logements pour l'an 2000" / <i>Gesetzesinitiative "2000 neue Wohnungen bis zum Jahr 2000"</i>	7 058	6 826

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1991	Initiative législative "En faveur du maintien des hôpitaux de district" / <i>Gesetzesinitiative "Zur Erhaltung der Bezirksspitäler"</i>	13 190	12 776

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1991	Initiative constitutionnelle "Sauvez la Haute-Gruyère" / <i>Verfassungsinitiative "Rettet das Obere Greyerzland"</i>	9 602	9 338

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1991	Initiative législative sur l'encouragement aux fusions de communes de moins de 400 habitants / <i>Gesetzesinitiative zur Förderung von Zusammenschlüssen von Gemeinden mit weniger als 400 Einwohnern</i>	Environ 5 000, non déposée (<i>La Liberté</i> , 29.01.1992, p. 13).	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1989	Initiative législative en vue de l'introduction d'un allègement fiscal pour locataires et petits propriétaires / <i>Gesetzesinitiative betreffend die Steuererleichterung für Mieter und Kleineigentümer</i>	11 211 (<i>La Liberté</i> , 04.01.1990, p. 9).	10 847

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1987	Initiative constitutionnelle pour l'élection des juges par le peuple / <i>Verfassungsinitiative für die Volkswahl der Richter</i>	7 214 (<i>La Liberté</i> , 09.01.1987, p. 16).	6 837

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1986	Initiative législative pour une imposition uniforme des immeubles en fonction de leur valeur de rendement / <i>Gesetzesinitiative für eine einheitliche Besteuerung des Grundeigentums nach dem Ertragswert</i>	7 294 (<i>La Liberté</i> , 25.07.1986, p. 17).	6 688

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1985	Initiative législative de l'AFLOCA pour une équitable défense des locataires (tribunal des baux) / <i>Gesetzesinitiative der AFLOCA für einen wirksamen Mieterschutz (Mietgericht)</i>	8 400 <i>(La Liberté, 17.04.1985, p. 13).</i>	8 094

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1984	Initiative législative pour la protection du patrimoine religieux du canton de Fribourg / <i>Gesetzesinitiative zum Schutz des religiösen Erbgutes im Kanton Freiburg</i>	8 078 <i>(La Liberté, 15.11.1984, p. 9).</i>	7 850

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1981	Initiative législative visant à la modification de la loi du 7 juillet 1972 sur les impôts cantonaux / <i>Gesetzesinitiative für die Änderung des Gesetzes vom 7. Juli 1972 über die Kantonssteuern</i>	10 041 <i>(La Liberté, 11-12.07.1981, p. 13).</i>	9 801

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1981	Initiative législative pour une imposition uniforme et mesurée des valeurs locatives et fiscales agricoles et non agricoles / <i>Gesetzesinitiative für eine einheitliche und massvolle Besteuerung der landwirtschaftlichen und nichtlandwirtschaftlichen Miet- und Steuerwerte</i>	Environ 5 400 <i>(La Liberté, 12-13.09.1981, p. 11).</i>	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1981	Initiative législative visant à instituer la gratuité de la procédure devant la Commission cantonale de recours en matière d'impôt / <i>Gesetzesinitiative zur Einführung der Unentgeltlichkeit des Verfahrens vor der kantonalen Steuerrekurskommission</i>	Environ 5 400 <i>(La Liberté, 12-13.09.1981)</i>	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1979	Initiative législative concernant l'approvisionnement de la population / <i>Gesetzesinitiative zur Versorgung der Bevölkerung</i>	8 180 <i>(La Liberté, 04.01.1980, p. 13).</i>	7 930

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1979	Initiative constitutionnelle concernant la construction et l'exploitation d'une centrale atomique, le traitement et l'entreposage des combustibles nucléaires / <i>Verfassungsinitiative zum Bau und Betrieb einer Atomanlage, Aufbereitung und Lagerung von nuklearen Brennstoffen</i>	Environ 4 000 <i>(La Liberté, 03.08.1979, p. 13).</i>	Pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1979	Initiative législative concernant le maintien de la propriété foncière rurale / <i>Gesetzesinitiative zur Erhaltung des bäuerlichen Grundbesitzes</i>	6 892 <i>(La Liberté, 04.01.1980, p. 13).</i>	6 703

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1977	Initiative constitutionnelle concernant l'élection des membres du Conseil d'Etat selon le système proportionnel/ <i>Verfassungsinitiative "Wahl der Mitglieder des Staatsrates nach dem Proporzverfahren"</i>	10 973 <i>(La Liberté, 04.01.1980, p. 11).</i>	10 787

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1975	Initiative législative tendant à interdire l'extraction de sables et de graviers dans les lacs et cours d'eau appartenant au domaine public / <i>Gesetzesinitiative mit dem Zweck, die Entnahme von Sand und Kies aus den Seen und Wasserläufen zu verbieten</i>	13 720 (<i>La Liberté</i> , 14-15.08.1975, p. 15).	13 535



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 45, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/cha

Fribourg/Freiburg 07.02.2019

Répertoire chronologique des référendums déposés à la Chancellerie d'Etat
Chronologisches Verzeichnis der eingereichten Referenden bei der Staatskanzlei

1986 - 2018

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2018	Référendum contre la loi 9 octobre 2018 sur l'exercice du commerce (ouverture des commerces le samedi) / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 9. Oktober 2018 über die Ausübung des Handels (Ladenöffnungszeiten am Samstag)</i>	Demande de référendum du 29.11.2018 (140) / <i>Referendumsbegehren vom 29.11.208 (140)</i>	En cours <i>Laufend</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2016	Référendum contre la loi du 9 septembre 2016 sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels soit soumise au peuple / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 9. September 2016 über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistung bei Brand und Elementarschäden</i>	9 765	8 968

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2014	Référendum contre la loi sur la scolarité obligatoire (LS, art. 50 et 51) / <i>Referendumsbegehren gegen das Gesetz über die obligatorische Schule (SchG, Art. 50 und 51)</i>	4 016	N'a pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2012	Référendum contre la loi du 7 février 2012 modifiant la loi sur l'énergie / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 7. Februar 2012 zur Änderung des Energiegesetzes</i>	12 696	12 225

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2009	Référendum contre la loi du 12 février 2009 portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 12. Februar 2009 über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule</i>	6 831	6 361

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2009	Référendum contre la loi du 9 octobre 2008 modifiant la loi sur le commerce / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 9. Oktober 2008 zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels</i>	8 203	7 351

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2007	Référendum contre la loi du 9 mai 2007 modifiant la loi sur le droit de cité fribourgeois / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 9. Mai 2007 zur Änderung des Gesetzes über das freiburgische Bürgerrecht</i>	8 821	8 683

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2006	Référendum contre la loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh) / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (HHG)</i>	Aucune signature déposée <i>Keine Unterschriften eingereicht</i>	N'a pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2006	Annnonce de la demande de référendum contre la loi du 6 octobre 2006 sur le Conseil de la magistrature / <i>Referendumsbegehren gegen das Gesetz vom 6. Oktober 2006 über den Justizrat (JRG)</i>	La demande n'est pas munie des 50 signatures requises / <i>Die erforderlichen 50 Unterschriften wurde nicht eingereicht</i>	-

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2005	Référendum contre la loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 14. Dezember 2004 zur Änderung des Gesetzes über die Spielapparate und die Spielsalons</i>	8 638	8 153

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2005	Référendum contre la loi du 14 octobre 2004 modifiant la loi sur l'exercice du commerce / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 14. Oktober 2004 zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels</i>	7 119	6 352

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2002	Référendum contre la loi du 11 juin 2002 modifiant la loi sur l'exercice du commerce / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 11. Juni 2002 zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels</i>	9 933	9 257

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2001	Référendum contre la loi du 19 octobre 2000 sur le statut des Entreprises électriques fribourgeoises et de leur Caisse de pensions / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 19. Oktober 2000 über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse</i>	8 065	7 784

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2001	Référendum contre la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques / <i>Referendum gegen das Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte vom 6. April 2001</i>	Environ 500 <i>(La Liberté, 27.07.2001, p. 13).</i>	N'a pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2000	Référendum contre la loi du 18 novembre 1999 modifiant la loi scolaire / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 18. November 1999 zur Änderung des Schulgesetz</i>	10 455	10 210

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2000	Référendum contre la loi du 11 novembre 1999 concernant le décret relatif à l'encouragement aux fusions de communes / <i>Referendum gegen das Dekret vom 11. November 1999 über die Förderung der Gemeindegemeinschaften</i>	Environ 2 000 <i>(La Liberté, 17.02.2000, p. 14).</i>	N'a pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
2000	Référendum contre la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie / <i>Referendum gegen das Energiegesetz vom 9. Juni 2000</i>	Environ 4 000 <i>(La Liberté, 28.09.2000, p. 16).</i>	N'a pas abouti / <i>Nicht zustande gekommen</i>

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1996	Référendum contre la loi du 15 novembre 1995 sur l'exercice du commerce / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 15. November 1995 über die Ausübung des Handels</i>	15 742	14 066

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1993	Référendum contre le décret du 16 juin 1993 fixant le taux de l'impôt cantonal 1994 / <i>Referendum gegen das Dekret vom 16. Juni 1993 über den Steuerfuss für die Kantonssteuer 1994</i>	12 700	12 200

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1993	Référendum contre la loi du 7 octobre 1992 modifiant la loi du 23 février 1984 sur les hôpitaux / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 7. Oktober 1992 zur Änderung des Spitalgesetzes vom 23. Februar 1984</i>	13 379	13 173

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1991	Référendum contre la loi du 27 septembre 1990 sur la prophylaxie et les soins dentaires scolaires / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 27. September 1990 über die Schulzahnpflege und- prophylaxe</i>	7 428	7 227

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1989	Référendum contre la loi du 23 février 1989 sur le traitement et pensions des Conseillers d'Etat, Juges cantonaux et Chancelier d'Etat / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 23. Februar 1989 über die Besoldung und Pensionen der Staatsräte, der Kantonsrichter und des Staatskanzlers</i>	8 138	8 040

Année / Jahr	Sujet / Thema	Signatures déposées / Eingereichte Unterschriften	Signatures valables / Gültige Unterschriften
1986	Référendum contre la loi du 19 novembre 1985 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat / <i>Referendum gegen das Gesetz vom 19. November 1985 betreffend die Beziehung zwischen den Kirchen und dem Staat</i>	7873	7786 (Feuille officielle, 06.06.1986, p. 1001).